

Caractériser le tourisme *responsable* facteur de développement *durable*

Etude réalisée par :

Alain LAURENT

BEIRA.CFP groupe T2D2 *Tourismes, Territoires et Développement Durable*

Avec les contributions écrites inédites de :

Anne AMBLES, Barbara BINDER, Geneviève CLASTRES (T2D2),

Marie-Annick DURILLON-KECHOURI (*Maroc chez l'habitant*),

Hélène FEVRE, Pascal LLUCH & Jérémie VOISIN (*Hommes & Montagnes*),

Virginie POCHON, Martine THEVENIAUT (*PARI, Collectif National des Pactes Locaux*),

Anne VIGNA et Magali TIREL (www.echoway.com),

Hatem YATOUJI (*Archimède*).

Et le soutien - documents, sources documentaires, critiques - de :

Sandra BARLET (*GRET*), Gilles BEVILLE (*MAE/DGCID*), Augustin BIAGUI (*Palabres Sans Frontières*),
Sylvie BLANGY (*TUKTU*), Jean-Louis CACCOMO (*Université de Perpignan*), Gilles CAIRE (*Université de
Poitiers*), Jacques CHATIGNOUX (www.Tourisme-Durable.net), Maguelonne DEJEANT-PONS (*DG IV*),
Michel LAVIGNE (*SANGOMAR*), Agnès LIORET et Patricia CORREZE-LENÉE (*CPTR*), Teje MECHRI
(www.poussieredetoile.com), Nicole OLIER (*Parc National de Guadeloupe*), Carla RASERA (*UNAT*), Micaela
SOLINAS (*AITR*), Béatrice SAUVAGEOT (*Conseil de l'Europe*), Bernard SCHEOU (*Université de
Perpignan*), Nirmal Jivan SHAH (*BirdLife*), Patrick WASSERMAN (*Rencontres au bout du monde*).

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

*Cette étude est un document interne établi à la demande
du ministère des Affaires étrangères.
Les commentaires et analyses développées n'engagent que leurs auteurs
et ne constituent pas une position officielle.*

Tous droits d'adaptation, de traduction et de reproduction par tous procédés,
y compris la photocopie et le microfilm, réservés pour tous les pays.

Photo de couverture : Alain Laurent

*Légende : les caravanes chamelières solidaires font parfois oeuvre utile directement sur le terrain.
Lac Haytan Komi, Etat Régional Afar, Ethiopie, mars 2003. © Alain Laurent.*

© Ministère des Affaires étrangères, 2003.

ISSN :

ISBN :

Sommaire

Avant propos	page
--------------	------

1. QU'EST CE QUE LE TOURISME ?	PAGE
I Une définition minimale une activité multiforme	page
II Un dynamisme qui a la vie dure	page
III Un secteur économique très particulier	page
IV Le caractère transversal du tourisme	page
V Un « agrégat de services » interdépendants	page
VI. Fragilité d'un maillon fragilité de la chaîne	page
2. LES RAISONS D'UN TOURISME DIFFERENT	PAGE
I Moins de rentrées de devises qu'escomptés	page
II Le tourisme concentré et <i>extra territorial</i>	page
III L'intégration asphyxie les offres alternatives	page
IV Une citoyenneté <i>en vacance</i>	page
V Le foncier et l'environnement sous pression	page
VI La maîtrise difficile d'un tourisme envahissant	page
VII Les effets socioculturels insidieux du tourisme	page
VIII Même le tourisme <i>avancé</i> connaît des dérives	page
3. L'OFFRE EN TOURISME « RESPONSABLE »	PAGE
I Qu'est ce qu'un tourisme responsable ?	page
II Le tourisme intégré et diffus	page
III L'écotourisme	page
IV Le tourisme solidaire	page
V Le tourisme équitable	page
VI Le tourisme communautaire et <i>pour les pauvres</i>	page
VII Le tourisme durable	page
4. LES REALITES DU TOURISME RESPONSABLE	PAGE
I Des relations multiples en cascade croisées	page
II Le poids du commerce « libéré libéral »	page
III L'état de « l'opinion » et la réponse du marché	page
IV Les critiques du nouveau tourisme	page
5. POUR PROGRESSER : MAITRISE TERRITOIRE CONTRAT CERTIFICATION EVALUATION ETHIQUE	PAGE
I La maîtrise locale et le respect des personnes	page
II La nécessaire territorialisation du tourisme	page
III La contractualisation des <i>parties prenantes</i>	page
IV L'indispensable certification <i>d'intérêt public</i>	page
V Rendre compte et se rendre compte	page
VI L'éthique pour faire évoluer les mentalités	page
6. CHANGER LA PERSPECTIVE : LE DEVELOPPEMENT DURABLE PAR LE TOURISME RESPONSABLE	PAGE
I L'agenda local avec et <i>par</i> le tourisme	page
II <i>Global local</i> : une conciliation essentielle	page
III La coopération plutôt <i>décentralisée</i>	page
IV Le tourisme pousse à <i>l'assemblage</i>	page
V De la transversalité à la durabilité <i>sui generis</i>	page
VI De la participation au contrat démocratique	page

Après propos	page
Abréviations & Acronymes	page
Bibliographie	page

Avant propos

- **Mise en perspective de l'étude : esquisse d'un paysage multidimensionnel**

Le tourisme considéré avec un parti pris : celui du territoire et de ses habitants, pour témoigner des réalités complexes du tourisme ou plus exactement *des tourisms, des acteurs du tourisme et des touristes*. Tel est l'esprit de ce document.

Quels tourisms ? Quels acteurs ? Quels effets ? Quelles évolutions possibles ?

Le tourisme, industrie à la fois technique et émotionnelle, sectorielle et multidimensionnelle, fragile et puissante, génératrice d'effets positifs indéniables et d'impacts négatifs nombreux et parfois très indirects - comme l'accroissement de l'effet de serre par les rejets des transports aériens et terrestres - se trouve interpellé dans ses pratiques, voire dans sa logique.

Le plus souvent considérée au niveau macroéconomique en termes de revenus pour les Etats, d'investissements étrangers et d'apport de devises, de création d'emplois et d'infrastructures, l'industrie du tourisme à tout d'une industrie : des investissements lourds, des recettes volatiles, des entrées souvent concentrées sur quelques zones cibles attractives, des infrastructures faisant peu de cas de l'environnement, confisquant ou sur-exploitant des ressources naturelles, des flux financiers qui reviennent majoritairement aux opérateurs du Nord, une inégale répartition des avantages source de distorsions sociales aggravées par des différences culturelles et de pouvoir d'achat, des conflits de propriété foncière, une perte des identités, une folklorisation des cultures et l'adoption brutale de modèles occidentaux.

Parler du tourisme impose le brassage du technique, de l'émotion, du vécu. Parler du développement est encore plus affaire de culture et de dialogue entre culture. Lorsqu'il s'agit de développement durable, *version Rio*, l'ambition paraît démesurée.

C'est pourquoi la DGCID, en prélude à la mise en place d'un fonds de solidarité prioritaire sur les formes de tourisme responsable catalyseur de développement durable, a souhaité disposer d'une

première analyse de l'offre de l'espace francophone éclairé de l'expérience européenne et du monde anglophone.

Pour dégager des réponses et des pistes de progrès, le parti pris de l'étude a été d'appliquer à ce travail de première génération, ce qui, depuis Stockholm, en 1970, constitue le leitmotiv des recommandations internationales : la transversalité, le décloisonnement, la pluralité et la diversité.

Cette approche est tout sauf simplificatrice.

- *Inflationniste*, elle impose une part non négligeable de subjectivité dans les choix à effectuer entre de nombreuses « carpes » et de non moins nombreux « lapins ».
- *Systémique*, elle condamne à l'examen minutieux du *Qui fait quoi ?*, Avec *quelles conséquences ?* dans les innombrables domaines collatéraux du tourisme.
- *Qualitative*, elle contraint à l'expression de l'immatériel des processus, des dynamiques et des coopérations entre acteurs.
- *Interculturelle*, elle pousse à la simplification, au partage de vocabulaire, à l'analyse de contenu et, dans une certaine mesure, à l'acculturation technique et technicienne.

Mais il ne peut en être vraiment autrement, tant le secteur du tourisme explose et se diversifie. Plus de 7000 certifications de produits touristiques à la fin de l'année 2000, le cap des 700 000 millions de touristes franchis en 2002, le reste à l'avenant !

Quant au recyclage de l'alphabet et de la grammaire de l'éthique, qui se traduit aussi, parfois, par de réelles avancées et des résultats de terrain probants, il est le reflet des tendances d'aujourd'hui : brassage des genres, des thèmes, des techniques et, finalement, des services, des biens et des cultures.

L'analyse des tendances de durabilité dans les démarches territoriales à caractère touristique était prévue *coûteuse en temps de recherche* - conception d'un cadre méthodologique, conception d'un outil de recherche opérationnel, transcription et traitement, validation et synthèse -, *dépendante de la qualité de l'information existante* et issue d'une *auto-estimation généralisée*, celle-même qui fait refuser, à juste titre, le juge et partie.

C'est pour ces raisons que l'étude est partie d'une hypothèse de travail légitime :

Les informations publiques sur les agences et les associations de voyage engagées dans le tourisme « responsable » sont, sauf exception, essentiellement d'essence commerciale, et donc, à ce titre peuvent être suspectées de partialité.

Pour contourner l'obstacle, l'option choisie a été de ne pas s'engager dans un comparatif du contenu des produits et services touristiques solidaires, équitables, communautaires, durables, éthiques rapportés dans les documents de communication. Il aurait fallu, de plus, n'oublier personne, sous peine d'être suspecté, à son tour, de partialité et de favoritisme.

La cause étant entendue, le travail a donc consisté à multiplier et croiser les regards, les points de vue et les avis sur une offre qui, d'une manière générale, est *une offre de voyage thématique pour des groupes peu nombreux, axé sur les réalités locales, intégré au tissu social, interactive et diversifiée, plus ou moins co-géré par la communauté.*

C'est donc autour et à partir de ce tronc commun qu'ont été traités les applications pratiques et concrètes des valeurs affichées par les acteurs courageux et pionniers du tourisme responsable.

• Le cadrage de l'étude

Les questions initiales étaient :

- *Que propose-t-on ?*
- *Y a-t-il de réelles différences dans les affichages solidaire, équitable, durable, éthique, éco-des offres du tourisme alternatif ?*
- *Cette offre est-elle crédible ?*
- *Dans quelle mesure permet-elle d'atteindre les objectifs affichés ?*
- *Le tourisme, qui se veut aujourd'hui responsable, ne peut-il être qu'une niche, un alibi du tourisme industriel ?*
- *Qu'en est-il de sa viabilité ?*
- *Est-il compatible avec les logiques concurrentielles d'un marché qui peine à internaliser ses coûts sur les sociétés, la culture et l'environnement ?*
- *A quelles conditions peut-il être transparent ?*
- *Peut-il constituer le moteur du développement local ?*
- *A quelles conditions son développement peut-il s'engager dans la durabilité, l'équité, l'équilibre et le raisonnable ?*
- *Quelles sont les conditions pour que cette forme de tourisme existe et s'amplifie ?*

Une autre formulation, plus en adéquation avec l'objectif, était :

- *De quelle manière l'activité touristique est-elle intégrée lorsque le territoire s'engage dans le développement durable ?*
- *Quelles en sont les conséquences ?*

La logique de ces questions circonscrit le propos à un *diagnostic de la réalité de l'offre par rapport aux intentions affichées*. Les implications « thérapeutiques » de ce diagnostic sont des pistes de progrès qu'il faut, sans doute, étayer par des études plus spécifiques.

On notera que le diagnostic ne porte pas sur la question de la commercialisation de l'offre, car, de notre point de vue, cette option inverse les priorités. *De quelle offre, précisément, parlerait-on ? Suffirait-il de se déclarer éthique pour être éligible, par exemple, à un fonds public de structuration d'une filière ? Pour quelles raisons le même traitement serait-il appliqué aux acteurs sérieux, fiables et crédibles et aux autres ?* Il y aurait dans cette façon de procéder un déni d'équité, de justice, de vérité, de transparence, de légitimité et, pour tout dire, de responsabilité.

• Le fil *conducteur* : du tourisme au développement durable

Pour répondre d'une manière construite aux questions posées, la démarche a été de cheminer depuis le tourisme conventionnel vers le développement durable, en s'attachant à dégager, à chaque étape du parcours, les enjeux, les questions, et, éventuellement, les solutions apportées.

Cette progression est le chemin critique du tourisme vers le développement durable.

La méthodologie choisie pour décrire ce cheminement a été double :

- *balayer l'existant* - articles, livres, brochures, site internet - pour dégager les informations utiles (contextuelle, génériques) puis dessiner un paysage d'acteurs et de formes d'actions du tourisme responsable ;

- *relever les éléments critiques*, les faiblesses, les lacunes, les insuffisantes et les manques, pour en tirer, le plus possible, des conséquences opérationnelles.

Il y a donc un parti-pris, une volonté de faire progresser, par tous les moyens possibles, la compréhension des interactions tourisme-territoires-clientèles en ce qu'elles ont de pénalisant et donc non conforme aux préceptes des différentes formes de tourisme responsable.

« *On ne gère bien que ce que l'on mesure* » : c'est exactement ce à quoi tente de répondre cette étude.

Mesurer, se rendre compte et rendre compte. Un exercice délicat, contestable, critiquable. Mais à quoi aurait servi une hagiographie de plus en faveur du tourisme ? L'important n'est-il pas de donner un contour *social, sociétal, culturel, environnemental* et de *gouvernance* à un domaine présenté très majoritairement comme *économique* ? Ou alors les mots n'ont plus de sens et les valeurs se dissolvent dans la paresse d'une pensée sans objet...

Le plan adopté suit donc le chemin critique du tourisme dans sa recherche d'une réforme significative. Six étapes ont été identifiées et constituent une *suite logique*.

- La première étape a été de décrire les caractéristiques les plus marquantes du tourisme conventionnel, point de départ du cheminement.

Question « QUOI ? »

I. « Qu'est-ce que le tourisme ? »

- La deuxième étape a consisté à définir et à donner des clés de compréhension de la nature des effets positifs et négatifs du tourisme. Les causes des ces effets négatifs, considérés comme des problèmes très sérieux et de grande ampleur - fuite de devises, concentration, massification, positions de force par intégration des fonctions de production, de vente et de transport, comportement des voyageurs « *en vacance* » de citoyenneté, fortes pressions sur le foncier et les ressources naturelles, expansion difficilement maîtrisable, effets socio-culturels insidieux et importants, dérives des formes avancées de tourisme, telle l'écotourisme -, sont autant de raisons pour rechercher et mettre en œuvre un tourisme différent.

Question « POURQUOI ? »

II. « Les raisons d'un tourisme différent »

- Le passage des raisons et justifications à la réponse aux problèmes constitue la troisième étape, qui s'est attachée à décrire le contenu de cette réponse, c'est à dire les actions diverses que les acteurs du tourisme différent, appelé *responsable*, mènent essentiellement dans le monde francophone et, pour des démarches originales, dans le monde anglophone.

Question « COMMENT ? »

III. « L'offre en « tourisme responsable » »

- La quatrième étape a été de tenter de mesurer la qualité de l'offre en tourisme responsable à travers ses effets sur le terrain, ses contraintes locales et internationales, sa dépendance vis-à-vis de l'opinion publique et des nouveaux consommateurs-citoyens, et les critiques, justifiées ou non, qui lui sont faites. C'est donc un deuxième état des lieux qui a été entrepris, en zoomant sur les impacts de l'offre spécifique en tourisme responsable.

Question « QUOI ? » (bis)

IV. « Les réalités du tourisme responsable »

• Les effets du tourisme responsable, ses pratiques et ses perspectives dessinent des voies de progrès qui, pour partie, sont inscrites en amont dans les chartes, codes et autres engagements solennels des acteurs. Respecter les personnes, s'efforcer de maîtriser les flux et les impacts, entrer en synergie avec les autres politiques sectorielles dans le cadre d'une approche territoriale, construire des partenariats en forme de contrats d'objectifs, construire une certification crédible et indépendante, évaluer et rendre public l'évaluation, faire évoluer les mentalités de tous : ces pistes sont parmi les plus prometteuses pour faire entrer le tourisme responsable dans une nouvelle phase, plus efficace, plus dynamique et plus en adéquation avec les enjeux.

Question « COMMENT ? » (bis)

V. « Pour progresser : maîtrise, territoire, contrat, évaluation, certification, éthique »

• La dernière étape du chemin critique du tourisme vers le développement durable est, non pas l'atteinte d'un climax, mais une contribution plus large et plus dense au développement durable et à l'éradication de la pauvreté sociale et économique.

Pour cela, les leçons d'une décennie d'initiatives en faveur du développement durable sont mises face aux réalités et aux intentions du tourisme responsable. Agendas 21 Locaux, articulation global-local - si cruciale dans le domaine des transports -, coopération près du terrain ou coopération *décentralisée*, transversalité du tourisme, au cœur d'un réseau de relations et de logiques d'acteurs, équilibrage de l'économie par l'environnement, le social, le sociétal et la gouvernance, passage du pacte amical à la pratique démocratique : les dimensions du développement durable obligent le tourisme responsable à achever sa métamorphose et à entrer dans une logique collective autour d'objectifs en grappe.

Question « VERS OU ? »

VI. « Changer la perspective : le développement durable par le tourisme responsable. »

Finalement, l'exercice, en transversal et en finalité d'action, était autant de considérer la durabilité des processus que la direction donnée par des attitudes et pratiques *responsables* susceptibles de garantir une vraie réflexion et des actions concrètes. On peut en effet considérer que le tourisme responsable, comme le commerce équitable ou comme le *bio*, est, dans son objectif de recherche de qualité et d'autres manières de faire, passe par une série d'étapes qui s'enchaînent logiquement. C'est donc aussi une progression vers le respect des cahiers des charges éthiques ou durables qu'il s'agissait de mettre en valeur.

Au lecteur de se faire une idée plus précise de la distance parcourue par les acteurs du tourisme responsable sur leur *chemin critique*...

Alain Laurent
Toulouse, 31 août 2003.

1.

QU'EST CE QUE LE TOURISME ?

En France, on peut situer aux alentours de 1860 les premières formes du tourisme moderne - le tourisme de montagne, le thermalisme, le climatisme - avec l'accueil des marchands et des pèlerins dans les auberges et les hospices des vallées, et des Anglais, portés par le courant du romantisme, dans les stations balnéaires.

Grâce à Napoléon III et sa femme émergent des stations balnéaires comme Biarritz, ou climatiques, telle Pau, et, dans les zones montagneuses, apparaissent les premiers bourgs touristiques, les auberges, les guides de montagne et les refuges d'altitude.

À partir de 1936, les congés payés du Front Populaire et la Sécurité Sociale permettent à des associations de tourisme social de donner aux stations thermales un nouvel élan, ralenti dans les années 50 par le développement de la médecine et des médicaments.

Par la suite, le succès combiné des premiers Jeux Olympiques d'hiver, des sports d'hiver et de la voiture, nécessite une organisation plus fonctionnelle. Car les inconvénients de l'explosion des infrastructures, des nouvelles stations, des voies d'accès et des aménagements, notamment immobiliers, sont perceptibles : mitage par les résidences secondaires, dégradation des paysages, pluriactivité saisonnière.... Les pouvoirs publics mettent en place en zone montagnarde des plans de rééquilibrage stations-vallées pour un meilleur développement et un plus grand respect de l'environnement - décret de 1975 sur les Unités Touristiques Nouvelles (UTN) -, tandis que dans les stations balnéaires, se construisent de gigantesques barres résidentielles, totalement vides hors-saison.

D'une manière générale, aujourd'hui, à la mer comme à la montagne, les capacités d'hébergement, les moyens de transport et les équipements ont explosé, suivant la demande d'une clientèle de plus en plus nombreuse et diversifiée.

Les causes ? allongement de la durée de vie, abaissement de l'âge de départ à la retraite (quelles seront les conséquences du coup d'arrêt récent ?), réduction de la durée du travail, accroissement du temps libre, élévation du niveau de vie, explosion de la publicité... Tous ces éléments entrent en jeu mais c'est aussi en termes de *besoin de dépaysement*, de *fuite* et de *compensation* aux contraintes professionnelles et privées de la civilisation industrielle occidentale que les causes de l'essor du tourisme de masse s'analysent. *Le tourisme échappe-t-il au travers qu'il vise à compenser ? Quel est-il vraiment ? Quelles sont ses caractéristiques ?* Multiforme, dynamique, multi-acteurs, fragile... le tourisme est, sur bien des points, atypique. Il est nécessaire d'en connaître les contours.

I Une définition minimale une activité multiforme

« Voilà trois jours que nous marchons Difficile d'imaginer que nous avons laissé derrière nous à quelques kilomètres seulement les plages surpeuplées envahies de Bogotanos piaillant dans leur téléphone mobile

[...] Oui nous sommes bien arrivés ! Nous avons atteint les portes de Teyuna la fameuse cité perdue des Tayronas Nous sommes au pied de la grande capitale précolombienne

[...] – « Non ! Pas de doute C'est bien le bruit d'un moteur ! »

Alors que la cité encore engourdie émerge de ses brumes matinales un grondement emplit rapidement la vallée L'hélicoptère surgit brutalement au dessus des frondaisons et se pose doucement sur la grande terrasse la terrasse du Roi ! Comme il doit être frustrant d'être riche ou toujours pressé ! minutes de trajet depuis Santa Marta minutes de visite et minutes pour le retour

Voilà une heure bien remplie ! C'est l'autre façon de visiter la cité perdue »

La cité perdue de Santa Marta P Delomez et M Moncelet www.abm.fr

• Qu'est ce qu'un touriste ?

Pour l'OMT (Organisation Mondiale du Tourisme), un touriste est soit un visiteur soit un voyageur. Les visiteurs regroupent les touristes - comptabilisés à partir des nuitées - et les visiteurs d'un jour - les excursionnistes - décomptés par questionnaires, statistiques des entreprises et autres recherches individuelles. Un voyageur est une personne « *qui se déplace entre deux ou plusieurs pays ou entre deux ou plusieurs localités dans son pays de résidence habituelle* » (Nations unies, 1993).

• Qu'est ce que le tourisme ?

Pour l'OMT, « *le tourisme est un déplacement hors de son lieu de résidence habituel pour plus de 24 heures mais moins de 4 mois, dans un but de loisirs, un but professionnel (tourisme d'affaires) ou un but sanitaire (tourisme de santé)* ».

Le changement de lieu, la durée et les motifs du séjour, les trois caractéristiques du tourisme, déterminent ses formes, la classification des touristes et la répartition des nuitées. Sur cette base, on distingue le tourisme intérieur, le tourisme extérieur (avec franchissement de frontières) et les motifs. La mesure de l'impact, généralement économique, se fait à partir des nuitées.

La commission des statistiques des Nations unies, en 1993, précise la définition et caractérise le tourisme comme un ensemble « *d'activités déployées par les personnes au cours de leurs voyages et de leurs séjours dans des lieux situés en dehors de leur environnement habituel pour une période consécutive qui ne dépasse pas une année, à des fins de loisirs, pour affaires ou pour d'autres motifs.* »

On distingue le *tourisme intérieur*, qui regroupe le tourisme interne (résidents visitant leurs pays) et le tourisme récepteur (non-résidents visitant un autre pays que le leur), le *tourisme national* qui regroupe le tourisme interne et le tourisme émetteur (résidents d'un pays visitant d'autres pays) et le *tourisme international* qui comprend le tourisme récepteur et le tourisme émetteur.

L'OMT propose la classification des motifs de visite suivante :

- Loisirs, détente et vacances ;
- Visites à des parents et amis ;
- Affaires et motifs professionnels ;
- Traitement médical ;
- Religion et pèlerinages ;
- Autres.

Ces définitions sont largement incapables de mettre en évidence les caractéristiques multi-sectorielles et multidimensionnelles du tourisme. Le compte satellite du tourisme (CST) est une première réponse et un pas vers la mesure de cette activité de production particulière, à forte croissance, moins inscrite dans le paysage industriel et économique que les manufactures, et dont l'image - et la considération - souffre d'avoir les vacances, les loisirs et les voyages comme premiers sujets de préoccupation.

• Le compte satellite du tourisme (CST) de l'OMT

Le tourisme est un ensemble de secteurs d'activité tels que le transport, l'hébergement, la restauration, les loisirs, les spectacles, le sport et les entreprises de voyages. Ce n'est donc pas une branche d'activité classique et sa mesure est difficile. La notion de *compte satellite* a été élaborée par les Nations unies pour mesurer ces secteurs économiques particuliers qui ne sont pas définis comme des branches d'activité dans les comptes nationaux.

Le tourisme, on le verra plus loin, est défini par le consommateur, c'est à dire le visiteur ou le voyageur, qui achète des biens et des services à la fois touristiques et non touristiques. Pour le compte satellite du tourisme (CST) il s'agit donc, essentiellement, d'établir un lien entre l'achat et les biens et services qui constitue l'offre touristique dans un pays.

Le CST, outil statistique de mesure des biens et services du tourisme selon des normes internationales en matière de concepts, classifications et définitions, permet d'établir des comparaisons avec d'autres branches d'activité et, éventuellement, entre pays et groupes de pays.

Il permet en effet de mesurer :

- l'apport du tourisme au produit intérieur brut (PIB) ;
- l'importance du tourisme par rapport à d'autres secteurs économiques ;
- le nombre d'emplois créés par le tourisme au sein d'une économie ;
- l'importance de l'investissement dans le tourisme ;
- les recettes fiscales générées par l'industrie touristique ;
- l'incidence du tourisme sur la balance des paiements d'un pays ;
- les caractéristiques des ressources humaines impliquées dans le tourisme.



Les activités marchandes directement touristiques hébergements autres que privés restaurants cafés et bars loisirs et services d'organisation de voyages et de visites (agences offices de tourisme syndicats d'initiative) les produits et services liés aux séjours hébergements privés alimentation services locaux (transports coiffure communication) les produits et services périphériques – transports domicile lieu de séjour achats préalables aux voyages foires et salons – et les produits et services consommés par les clientèles locales “non touristiques” forment la *consommation touristique*

Mais ce contenu déjà étoffé ne met pas en évidence le rôle dynamisant et structurant du tourisme : on parle à ce stade d'effet multiplicateur dû aux augmentations de revenus donc de consommation et donc d'activités économiques On voit là une première caractéristique du tourisme postulat de cette étude : le tourisme est encore aujourd'hui et singulièrement dans le cadre de la coopération Nord Sud sous estimé dans sa capacité d'aménagement du territoire de création d'emplois d'entreprises et de systèmes productifs locaux de création de services et d'ouverture à d'autres modèles culturels Comme il l'est aussi dans ses effets néfastes sur les cultures les relations sociales le bouleversement des valeurs et l'intégrité du patrimoine naturel

Une deuxième caractéristique de ce secteur est une mesure encore incomplète de son empreinte écologique et sociale : les transports longue distance forts polluants objet d'une autre comptabilité ne sont pas pris en compte dans les statistiques touristiques Un oubli très dommageable qui pèse fortement sur les capacités de ce secteur à être tout simplement *responsable*

II Un dynamisme qui a la vie dure

« Les touristes américains et asiatiques qui font défaut à l'hôtellerie monégasque depuis quelques mois ont été remplacés par la clientèle européenne surtout suisse britannique et belge. Tel est le résultat étonnant dévoilé par les statistiques touristiques de la Principauté pour les premiers mois de l'année (Tourmag du juin) »

www.dgin.org/Bonjour.htm#mime

• La croissance du secteur masque l'éternelle loi des vases communicants

La croissance du tourisme a atteint 7,4% en 2000 et la moyenne s'établit à 4,3% par an durant la décennie 1989-1999, ce qui place ce secteur en troisième position derrière les secteurs pétrolier et automobile pour le revenu mais en première position pour le taux de croissance. Seuls les événements du 11 septembre ont fait chuter cette moyenne, avec une régression de -1,3% pour l'année 2001. En 2002, pour la première fois dans l'histoire du secteur, le nombre d'arrivées de touristes internationaux (ATI) dépasse la barre des 700 millions avec une augmentation de +3,1% en volume (chiffres OMT 2003).

Outre son élasticité, le tourisme montre une certaine résistance aux vicissitudes internationales. L'exemple du petit +1,2% de 1991, année de la guerre du Golfe, corrigé par un +8,2% en 1992, en est une manifestation.

L'exemple récent des attentats du onze septembre 2001 est instructif. Cet événement dramatique, prolongé par la guerre en Afghanistan, a eu en effet pour résultat immédiat des milliers d'annulations de vols (11 000 pour les USA), une baisse de trafic de 50% pour l'Amérique du Nord et de 20% pour l'Europe et une chute de 15% à 20% du chiffre d'affaires des voyages individuels (www.routard.com). Le Mexique, proche des Etats Unis, les pays du Proche-Orient et d'Afrique du Nord (dont l'Egypte, avec un effondrement de 18,2%), l'Asie centrale, l'Inde du Nord et l'ensemble des pays musulmans ont eux aussi subi une chute très sensible, de 20% à 70% de leur fréquentation touristique.

Mais le tourisme est volatile et vérifie à chaque crise le vieux principe des vases communicants. 2001 fut, à contrario, une année de croissance pour la Chine, le Vietnam, la Thaïlande, le Myanmar, l'Australie et certains pays d'Amérique Latine comme le Pérou, la Bolivie ou le Costa-Rica.

L'un ne remplace pas l'autre mais le tourisme, à l'évidence, expose dans ses statistiques une de ses caractéristiques essentielles : le danger mortel, pour une économie, de s'en remettre à cette unique activité. Pour les pays récepteurs, le bon tourisme diversifie ses clientèles et ses activités et, en même temps, contribue à la polyactivité.

• La promotion sans faille du *toujours plus*

La croissance du tourisme est citée sans retenue et sans aucune pondération dans toutes les présentations institutionnelles du tourisme. Le tourisme est le secteur où s'applique avec gourmandise un *toujours plus* exprimé en pourcentage de croissance du nombre de voyageurs, de progression des coefficients de remplissage, de taux de réservation et de chiffres d'affaires.

Les réflexions sur une éventuelle limitation de la croissance des flux ou leur réorientation pour cause de saturation ne sont pas à l'ordre du jour :

Le directeur général de l'Unesco pose avec raison la question de savoir si peut continuer indéfiniment la croissance des flux de visiteurs dans une destination emblématique comme Venise. Mais si pour les sites et monuments les plus fréquentés et pour les grandes expositions des réponses existent en termes de politique de marketing et de fixation des prix, d'aménagement des espaces et de régulation des visites ou encore d'utilisation des possibilités offertes par la technologie sur lesquelles l'OMT travaille, chacun a conscience qu'elles risquent de s'avérer insuffisantes.

Pour autant, c'est avec la plus grande réticence que nous considérons les expériences tendant à imposer des quotas de visiteurs par définition injustes et arbitraires. Je rappelle que le code mondial d'éthique du tourisme affirme solennellement « la possibilité d'accéder directement et personnellement à la découverte des richesses de la planète » et la reconnaît comme « un droit également ouvert à tous les habitants du monde ».

Source : F. Frangialli, Secrétaire général de l'OMT, *Le Monde*, juillet.

• Les chiffres eux mêmes n'échappent pas aux règles du marketing

Le dernier rapport du BIT (Bureau International du Travail, « *Impact of the 2001-2002 crisis on the hotel and tourism industry* ») note que, durant la période 2001-2002, l'industrie touristique a perdu environ 6,6 millions d'emplois, soit un salarié du secteur sur douze (D. Belau, 2003).

« La reprise dans l'industrie du tourisme attendue en 2002 ne s'est simplement pas produite [...] Après une croissance de 4 pour cent ou plus, pendant plusieurs années, la demande dans ce secteur a stagné l'an dernier, entraînant la perte continue d'emplois, sans qu'apparaisse le moindre signe d'un revirement en 2003. » (J. Somavia, Directeur général du BIT, 2003).

Les explications ? tensions politiques, guerres, fléchissement de l'économie mondiale, psychose du voyageur..., avec, pour J. Somavia, la conviction « que l'industrie touristique mondiale ne retrouvera pas son niveau de 2000 avant 2005 » (cité dans D. Bealeau, 2003).

A la même période, on pouvait lire et entendre ceci : « Les tragiques événements du 11 septembre aux Etats-Unis et plus récemment les attaques terroristes à Djerba, Bali et Moscou ont eu, et continuent d'avoir, un impact important sur la demande mondiale en tourisme et voyages. Il y a cependant des signes très clairs de reprise qui se font jour, reflétant la résistance de l'industrie et le retour de la confiance des consommateurs après l'une des plus grandes crises de l'histoire du tourisme. Les taux de croissance enregistrés avant la tragédie du 11 septembre devraient être retrouvés en 2003 et plusieurs croissances positives sont relevées dans les marchés clés dès 2002. » (Neuvième Forum IPK de Pise, 2003).

La source ? plus de cinquante Directeurs et/ou responsables de la recherche et du marketing dans les offices nationaux du tourisme, les instituts de recherche, les associations de l'industrie du tourisme, un Ministère et plusieurs entreprises privées, venant de plus de trente pays différents.

On le voit, selon que l'on s'exprime au nom du tourisme (et donc des puissantes multinationales du secteur) ou au nom des salariés (les travailleurs, qui sont aussi les petites mains du tourisme), le discours est disjoint, voire contradictoire. Mais le fait est, indubitable, que le tourisme est un secteur dynamique, réactif et sans états d'âme autres que ceux de ses clients.



Le tourisme ponctuellement et sur une période donnée est très dépendant de facteurs externes comme par exemple la couverture médiatique d'évènements tels le début d'épidémie de SRAS (Syndrome Respiratoire Aigu Sévère) *"La couverture médiatique soutenue de l'épidémie de SRAS conduit à une vague de paranoïa et certaines destinations asiatiques qui ne sont pas affectées à ce jour tel que l'Inde l'Indonésie la Malaisie le Cambodge les Philippines et la Thaïlande souffrent presque autant que les pays où des cas de SRAS ont été relevés;"* (communiqué de l'OMT mai)

Mais il est un fait que chassé de la maison par la porte il revient par la fenêtre un pays remplaçant un autre pour un temps plus ou moins long dans le cœur des aspirants au voyage Question de marketing et de promotion B A BA du métier de commercial

Le dynamisme du tourisme est corrélé au dynamisme des vacances et plus généralement du *temps libre* et des *moyens libres* sans lesquels la consommation indispensable au secteur fléchirait sérieusement

Mais le *besoin* de tourisme est plus fragile plus fluctuant dans sa traduction en consommation plus volatile dans ses aspirations plus émietté dans sa demande personnalisation Car le tourisme secteur économique très spécifique ne trouve pas dans l'économie néo classique un outil d'analyse et de compréhension suffisant D'autres facteurs sont en jeu adossés au fait que le tourisme est aussi affaire de ressenti et de vécu C'est cet aspect qui est maintenant développé

III Un secteur économique très particulier

« Le tourisme est l'industrie qui consiste à transporter des gens qui seraient mieux chez eux dans des endroits qui seraient mieux sans eux »

J Mistler académicien critique et homme politique français

• Une offre composite issue d'une concurrence féroce vendue sur plan

Quatre caractéristiques dessinent les contours d'un secteur qui commence à susciter les recherches indispensables à sa prise en compte dans le développement. Sans, à ce stade, parler de *durabilité*.

- Le marché du voyage est un marché de l'offre qui, du fait du caractère non vital du produit touristique, peut se trouver en surabondance pour peu que des difficultés surgissent différant, chez les consommateurs, leurs projets de voyage. Cette explosion de l'offre est issue pour partie du marketing et pour partie d'une évolution culturelle favorable aux loisirs dans les pays riches.
- Les acheteurs potentiels ont une offre planétaire de produits et de destinations touristiques qui, même si des distorsions existent, est en concurrence globale et dans une course à l'innovation permanente.
- Par rapport aux transactions économiques habituelles, le tourisme présente une particularité de taille, qui est que la demande se déplace *vers* et *dans* l'offre, car le produit touristique, contrairement aux biens classiques, n'est pas mobile.
- Le client ne peut pas *voir* le produit avant la décision d'achat. Il faut donc développer des stratégies de communication élaborées et déployer un marketing efficace pour emporter la décision.

• L'explosion d'une offre liée à l'explosion d'une demande

millions de Polonais ont passé leurs vacances à l'étranger
L'adhésion de ces cinq pays d'Europe centrale et de trois pays Baltes à l'UE en leur permettra aussi de voyager librement dans toute l'Union ce qui donnera une nouvelle impulsion au tourisme ajoute M. Cabriné Mais les nouveaux vacanciers voyagent déjà par millions surtout en Europe Quelque millions de Polonais soit de la population âgée de plus de ans ont passé des vacances à l'étranger en
Plus d'un Tchèque sur cinq l'a fait en selon les derniers chiffres disponibles à l'Institut du tourisme de Prague et leur première destination est la Croatie Les Hongrois aussi préfèrent la Croatie le lac Balaton première zone de villégiature du pays étant devenu plus cher que la côte adriatique Les modes de transports évoluent aussi les voitures individuelles de plus en plus nombreuses permettent d'éviter les interminables voyages en autocar Les plus nombreux préfèrent les vols charters L'avion gagne ainsi du terrain chez les touristes slovénes tchèques slovaques ou polonais qui partent pour les Canaries les Baléares l'Egypte ou la Tunisie Dans les années après la chute du communisme les Estoniens les plus riches parmi les Baltes découvraient la Finlande voisine en voyageant dans les ponts inférieurs des ferries Ils prennent désormais l'avion pour la Turquie la Grèce ou Chypre
« Mais les voyages d'une semaine dans les grands centres culturels européens deviennent aussi plus populaires » indique Daisy Jarva directrice de la compagnie Talinntour Les Estoniens deviennent aussi plus exigeants « Les gens ne sont plus prêts à dormir dans l'autobus pour économiser ils veulent des hôtels de qualité et des guides spécialisés » ajoute t elle

Source : www.dgin.org

Outre l'ouverture de nouveaux marchés et l'émergence de nouvelles clientèles, le tourisme vit au rythme des incessantes évolutions des types de consommations, des envies, des effets de modes, des technologies, de la sophistication et de l'originalité des produits...

Mais quelques facteurs, bien réels, sont repérables dans le cadre d'une prospective des tendances lourdes du tourisme (M.C. Kovacsazy, 2000) :

- L'émergence d'une *clientèle de seniors*, plus exigeante en matière de qualité et de confort, qui tire vers le haut l'ensemble des acteurs du tourisme ;
- Des *cellules familiales changées et changeantes*, dont les recompositions sont facilitées et désirées pendant les périodes de vacances ;
- Une *variété de modes de travail*, qui, associée au développement du tourisme de proximité et des transports routiers, ferroviaires et aériens, détermine de plus en plus les choix de loisirs et de voyages ;
- Un *grignotage des loisirs sur le tourisme*, associé au travail féminin, à une tendance à l'hédonisme et au culturalisme ;
- Une *offre flexible*, adaptée aux humeurs de chaque type de touriste et qui plus que jamais devra être attractive car le temps de *vacance* n'est plus forcément le temps des *vacances* ;
- Une *difficile déconcentration de lieux de l'offre*, mais qui peut donner leurs chances à certains territoires ruraux.

• Des relations compliquées entre prix et loi du marché

Pour faire simple, le constat principal est que la transparence du marché du tourisme est faible et la concurrence faussée. Les ententes intra-sectorielles, parfois anciennes (entente des transporteurs aériens sur les prix), les tentatives de création de monopoles (cas des chaînes hôtelières internationales) et une inflation locale ou générale engendrée par l'importance des flux touristiques font que le couplage prix-marché est élastique et intègre une multitude de facteurs.

De manière générale, les prix des produits touristiques reflètent le caractère saisonnier de la consommation, une différenciation dans l'espace (un meublé en bord de mer est loué plus cher qu'un autre situé au centre ville), des différences en valeur absolue d'un pays à un autre (coûts de la vie, prix de revient de la production et taux de changes sont variables), une faiblesse des moyens de comparaison entre produits équivalents (un même stage de remise en forme fluctue jusqu'au tiers selon les producteurs) et une sensibilité aux catégories d'acheteurs (un même bien ou service durant la même période de consommation se vendra à un prix fluctuant en fonction des catégories d'acheteurs, de leur nombre et des volumes d'achat).

Sur ce thème il faut aussi mentionner l'aptitude de l'industrie du tourisme et du loisir à recycler l'argent souterrain, facteur, qui, dans certaines destinations, est seul à même d'expliquer des chiffres d'affaires irréels et la pérennité d'activités non rentables.

• Un consommateur qui va *dans* un produit *immatériel* à l'achat

Pour Anne Amblès (2002-2), militante incontournable du tourisme responsable, « *Le touriste consomme du rêve, des espaces, une population, une culture, de la couleur locale ; surtout, c'est lui qui est transporté : le produit, lui, ne peut être stocké, il est considéré comme une exportation, sa clientèle est volatile.* »

F. El Alaoui (1999), dans son mastère sur le tourisme équitable, complète ce constat de base et liste les spécificités du tourisme considéré comme un service, ou, plus exactement comme un *agrégat de services* :

- Le déplacement du consommateur vers le produit
- La simultanéité « production / consommation » qui implique une forte réactivité notamment en raison des évolutions possibles entre la création du produit et sa production / consommation
- La très forte implication du consommateur dans la production Le client ne reçoit jamais complètement la même prestation
- L'immatérialité et l'impossibilité de tester avant la consommation Pas d'échantillon Le risque de se tromper est donc perçu comme élevé par le client et le rend très exigeant vis à vis de l'information et de la personnalisation de la réponse
- L'impossibilité de le standardiser complètement

Source : F. El Alaoui

Activité ramifiée et imbriquée, le tourisme fonctionne aussi sur du *ressenti*, du *vécu*, même si la globalisation a par exemple permis aux multinationales, notamment hôtelières, de standardiser une offre aux quatre coins de la planète et de limiter le voyage individuel indépendant. A la suite de l'énumération des spécificités d'un tourisme *co-construit avec* le consommateur, F. El Alaoui met en parallèle deux scénarios, plausibles tous les deux. Même produit, même service, même voyage. Apparemment...

Scénario idyllique :

Le groupe n° part début novembre sur les lignes de la Royal Air Maroc et arrive sans encombre à Casablanca où commence le circuit L'autocar est à l'heure et tout démarre sans difficulté La visite débute par Casablanca où le soleil brille se prolonge par un déjeuner de poisson sur la Corniche puis continue par la liaison vers Marrakech où le groupe arrive en fin de journée L'hôtel étoiles est très agréable et le groupe apprécie la vaste piscine ainsi que les chambres confortables avec télévision par satellite

La visite de Marrakech se déroule le lendemain dans la bonne humeur car le guide officiel est un bon animateur et les clients sont satisfaits Le soir un dîner avec animation folklorique est prévu dans un restaurant de la Palmeraie et la bonne ambiance est assurée Le lendemain une journée un peu difficile s'annonce avec les km de la route Marrakech Fès mais tout se passe bien La visite de Fès le surlendemain est un émerveillement pour le groupe qui ne soupçonnait pas la splendeur de la ville Avant de repartir pour Casablanca le groupe passe par Meknès et Rabat pour découvrir les dernières villes impériales Sans aucun incident le groupe repart heureux et comblé pour Paris

Scénario catastrophe :

Le groupe n° part fin décembre sur un vol supplémentaire de la compagnie Air France Suite à une grève du personnel au sol le vol a plus de heures de retard C'est dans une ambiance de stress que le groupe arrive à Casablanca ; en outre le groupe n'est pas très homogène et il se scinde en deux clans dès le départ L'autocar qui devait venir chercher les clients est tombé en panne Il faut l'attendre heure devant l'aéroport Dès l'arrivée le guide informe les clients que c'est le mois de Ramadan et que les Marocains pratiquent jeûne et abstinence complets du lever au coucher du soleil Aucun d'entre eux ne semblait informé de ce fait Ils en feront rapidement les frais dès le déjeuner : le personnel a l'air hagard et le service est très lent Arrivés à Marrakech ils sont conduits dans un hôtel étoiles mais la piscine est en réparation et les chambres n'ont visiblement pas été rénovées depuis longtemps Au cours de la visite certains monuments sont fermés en raison d'une fête nationale dont les touristes n'avaient pas été informés Le lendemain sur la route de Fès des inondations obligent le car à faire un grand détour et les clients arrivent harassés à leur hôtel L'heure du repas est passée et il faut un certain temps avant que le personnel puisse servir un repas froid Les réclamations commencent l'ambiance s'aggrave les plaintes fusent Le guide est débordé

A l'évidence, le tourisme n'est pas un produit ni un service comme les autres. Il est le champ privilégié de l'échange, souvent marchand, parfois non, et de la rencontre entre une *bulle socio-culturelle* et un milieu d'accueil. Quand on surajoute l'*affect*, c'est à dire l'humeur du moment de la bulle étrangère et des bulles autochtones, le sujet échappe aux mesures économétriques pour devenir sociologique, ethnologique, anthropologique... Et quand l'essentiel du produit - l'histoire, la culture, l'animation des rues, le mode de vie, la gastronomie, l'accueil...- est hors du forfait transactionnel, la nature systémique du tourisme s'impose.



On peut parler à propos du tourisme d'un marché de l'offre car le développement des long courriers les politiques tarifaires les charters et les compagnies *low cost* ont été (sont encore) les déclencheurs de suréquipements en capacités hôtelières de fréquentation variable de certaines destinations en vogue ou délaissée et de la diffusion de modèles dominants de vacances (littoral montagne)

L'offre s'impose donc aux consommateurs à coups de rabais de discounts et de promotions : L'été aura été sur cette question un cas d'école avec une large offre promotionnelle en tout début de saison

Mais quelle est la poule et quel est l'oeuf ? Les modèles dominants d'une manière ou d'une autre correspondent à l'air du temps c'est à dire à un goût des consommateurs formaté par les médias et une presse voyage loisir et tourisme très abondante Ils s'imposent donc sans tapage et conditionnent une offre de produits et de services dans le registre du toujours plus de destinations de types de voyages de formules de *package*

Curieux tourisme où l'économétrie est bien impuissante à rendre compte d'autre chose qu'une vision linéaire client produit service qu'il faudrait logiquement assortir d'une foule de considérants qui tous sans exception lui font franchir les limites des domaines de la *spécialité économique*

Le tourisme était linéaire Il devient transversal

IV Le caractère transversal du tourisme

« Ainsi le tourisme en montagne se trouve actuellement à la confluence des politiques d'aménagement des territoires et de l'environnement (éco tourisme) des politiques culturelles (tourisme patrimonial) des politiques agricoles (agri et agro tourisme) des politiques sportives (tourisme sportif) des politiques d'emploi (saisonniers)... Les interlocuteurs sont donc nombreux éclatés Et l'on peut se poser la question de la nécessité d'une requalification du secrétariat d'état vers un service interministériel »

David Le Guen

• La diversité des acteurs

Les acteurs de la filière touristique et des filières co-traitantes ou sous-traitantes sont particulièrement nombreux.

Pour illustrer cette question - parmi beaucoup -, la coopération allemande GTZ, dans un manuel assez exhaustif (B. Steck, W. Strasdas & E. Gustdt, 2000) sur « Le Tourisme dans la Coopération technique » présente quelques exemples caractéristiques de prestations préalables doublées des sous-traitants correspondants :

Exemples de prestations préalables et de sous traitants

« Le Tourisme dans la Coopération technique » GTZ

Prestation touristique	Prestations préalables	Sous traitants
Hébergement	Matériaux de construction travaux de construction	Industrie du bâtiment artisans
	Aménagements intérieurs	Magasins d'ameublement artisans
	Réparations	Artisans
Restauration	Produits alimentaires frais	Agriculture pêche commerçants et marchés locaux
	Produits alimentaires transformés	Boulangerie boucherie grossistes en produits alimentaires
Transport	Véhicules	Vendeurs de voitures loueurs de bateaux
	Carburant	Stations d'essence
	Porteurs	Main d'œuvre locale non qualifiée
	Montures	Agriculture locale
Activités et programmes	Visites guidées spécifiques	Main d'œuvre (locale) non qualifiée
	Manifestations culturelles	Population locale
	Cours ateliers	Main d'œuvre locale formée
	Equipements (de sport)	Loueurs ou vendeurs d'articles de sport

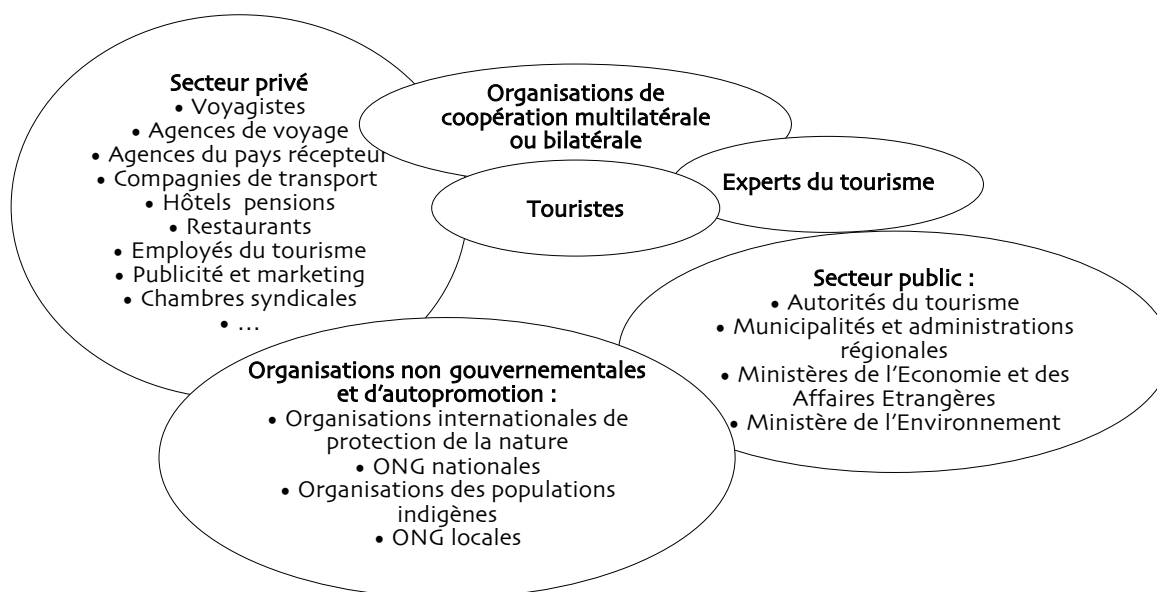
Source : GTZ

Prestataires, fournisseurs de services, entrepreneurs, artisans, service public ... la promotion et de la gestion du tourisme imposent de trouver des partenaires compétents et de prendre en compte les différentes visions, formes et cultures d'organisation d'une grande variété d'acteurs.

Sur cet aspect systémique, le même document propose un schéma qui regroupe, par familles, l'ensemble des parties prenantes du tourisme.

Mise en réseau dans le tourisme : synopsis des acteurs

« Le Tourisme dans la Coopération technique » GTZ



Source : GTZ

• Le tourisme : multi acteur multi partenarial multi dimensionnel

« Le tourisme « vend de la relation », et l'être humain est « être de relation » » (J.M. Joly, 2000) : le tourisme est un domaine complexe très largement affaire de sensibilité et d'émotions autant que de technique et de commerce.

Quelles sont les conséquences de cette complexité ?

Les rencontres de Ouagadougou des 11-14 novembre 2002 organisé par TDS (TOURISME ET DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE) sur la « Valorisation des patrimoines par le tourisme et pour le Développement » fournissent sur ce sujet une réponse sous la forme, synthétique, de recommandations importantes pour les acteurs d'un projet touristique alternatif.

Pour mieux comprendre, un travail d'extrapolation et d'analyse de contenu a été réalisé sur les recommandations de ces rencontres dans une logique « Si j'applique la préconisation, il faut que je mette en œuvre... ».

A partir des synthèses effectuées sur deux des trois thèmes des rencontres, « De la ressource au produit » et « Du produit au marché », la démarche a donc consisté à se mettre en situation et à imaginer les conséquences pratiques de la mise en œuvre des recommandations. Le résultat de cette interprétation figure dans le tableau ci-après (A. Laurent, 2003, inédit).

La mosaïque des compétences nécessaires au tourisme de qualité

Tableau construit à partir des Actes des Rencontres de Ouagadougou novembre

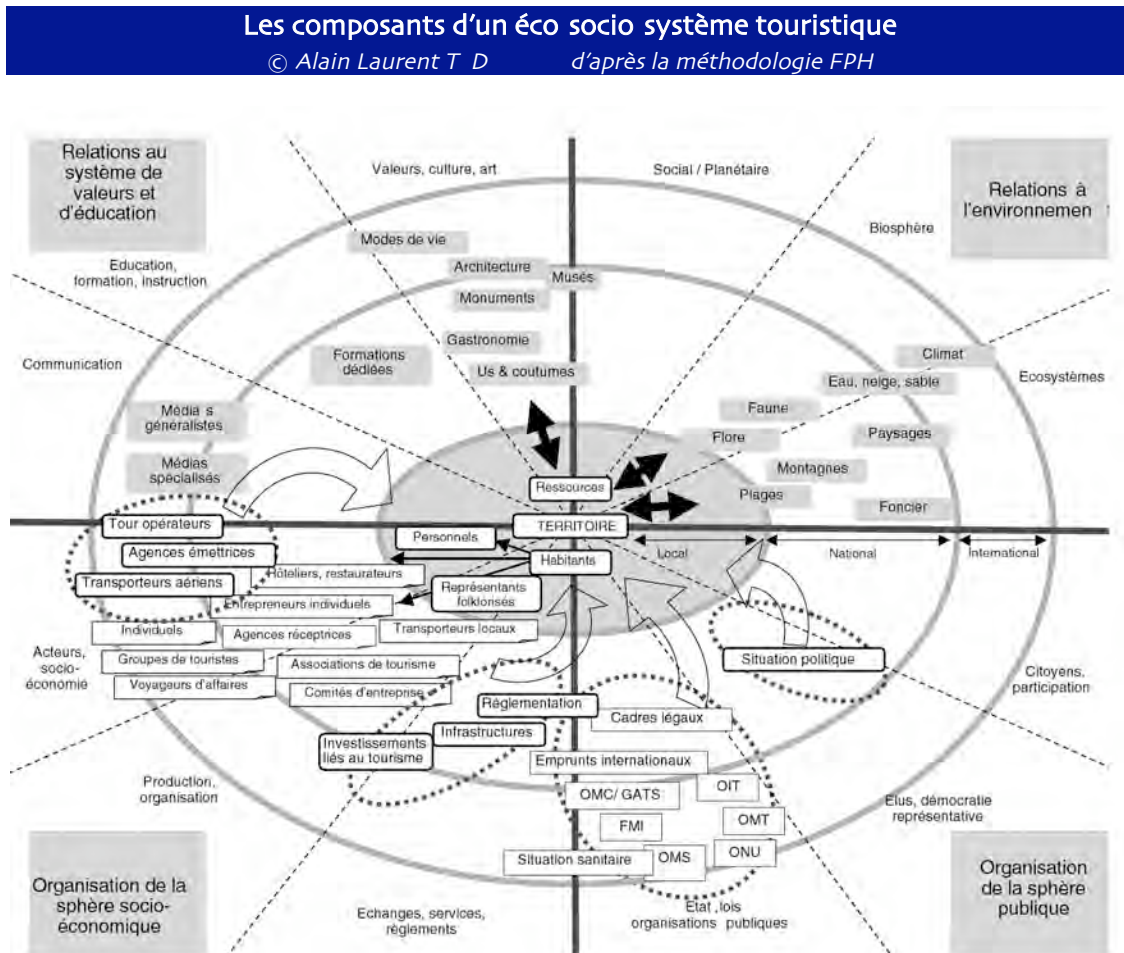
© Alain Laurent T D

Ce que les Rencontres préconisent...		Ce qu'il faut mettre en œuvre comme compétences ...
« De la ressource au produit »	« définir les objectifs de valorisation et de sauvegarde et les conditions de valorisation de la ressource »	<i>Scénario : La ressource est connue :</i> • capacité de sélection traitement et mise en forme de l'information • capacité d'élaboration des scénarios de valorisation économique • capacité d'élaboration des critères de cette valorisation • capacité d'élaboration des garde fous (sauvegarde) • définition des moyens du suivi et le cas échéant du contrôle <i>Scénario : La ressource n'est pas connue :</i> • compétences pour l'inventaire : historien géographe écologiste économiste... scénario
	« requérir l'adhésion et l'autorisation des détenteurs de la ressource »	• capacité de recherche cadastrale d'enquête sur la propriété foncière et les usages sur la propriété du bâti et des biens en général... • mobilisation de ressources temps/ressources humaines pour argumenter auprès des détenteurs • capacité et temps de négociation sur un partage de l'usage • obtention d'une autorisation formelle
	« mettre en place une stratégie d'organisation qui implique la participation étroite des populations »	• identification des représentants légitimes de la population • définition des modalités de participation étroite (questions des co responsabilités) • capacité à définir une stratégie d'organisation et des modalités pratiques • définition des moyens pour que cette organisation soit pérenne et efficace • mise en place des mécanismes d'alerte en cas de défaillances
	[et qui] « définit les besoins financiers logistiques techniques formatifs et détermine les partenariats à établir »	• capacité de diagnostics et prospectives pour identifier les besoins financiers • capacité à connaître l'existant pour identifier des besoins logistiques • capacité d'identification des besoins techniques à partir des vraies lacunes constatées
« Du produit au marché »	« bien connaître son produit (définition précise et cohérente avec les objectifs recherchés notamment en terme de valorisation respectueuse des patrimoines) »	• capacité à définir un (des) produit(s) à partir de potentiels locaux • capacité à définir même sommairement la sensibilité d'un milieu naturel humain et sa « capacité de charge » (ou notion équivalente) • capacité de détermination d'un cahier des charges découlant de la sensibilité précédemment déterminée (seuils répartition dans le temps et dans l'espace contrôle des flux...) • capacité de définir le type de valorisation et les modes de communication associés (ainsi que les contenus)
	« savoir cibler sa clientèle en connaître les attentes suivre son évolution »	• capacité à évaluer le volume de clientèle des régions émettrices les segments particuliers les attentes et les souhaits • capacité à suivre l'évolution d'une demande
	« organiser la promotion et la communication en utilisant toutes les ressources existantes à sa portée en prenant appui sur les grandes manifestations nationales »	• capacité de mise en réseau de communication d'écoute et de traitement des informations pour être en prise directe des événements • capacité à fabriquer diffuser et assurer le suivi d'une promotion nationale et internationale

Le constat de l'exercice est simple : même dans une vision allégée et pragmatique des choses, la concrétisation des intentions, comme toujours, pose des problèmes nombreux de capacités, ressources, compétences et maîtrise des calendriers. Le *faire*, une fois de plus, est plus ardu que le *dire*...

- La représentation spatiale du tourisme met en évidence sa complexité

Plus complète et complexe, la cartographie d'un éco-socio-système à dominante touristique élaborée sur le mode de représentation de la Fondation pour le Progrès de l'Homme (ci-dessous) permet de dessiner un paysage d'acteurs variés dont les activités reposent, fondamentalement, sur des ressources matérielles et immatérielles patrimoniales, culturelles, sociales et sociétales :



Sur cette représentation spatiale du tourisme, quelques observations :

- La sphère socio-économique et la sphère publique regorgent d'acteurs dont les pressions cumulées agissent sur le niveau local (flèches courbes) : prestataires de voyages coalisés, investissements infrastructurels, institutions internationales normatives et situation politique et sécuritaire.
- A l'inverse, les champs des relations à l'environnement et au système de valeurs et d'éducation sont exempts d'acteurs directs. Les ressources sont subsidiaires, en arrière-plan, tout en étant le réceptacle des pressions cumulées, filtrées, dérivées au niveau local. Le patrimoine culturel, comme le patrimoine naturel, subit passivement une consommation toujours croissante. Mais ces ressources sont vitales pour le tourisme en lui fournissant support, cadre, ingrédients et éléments immatériels (doubles flèches).
- L'offre de formation est présente et la communication, généralement, est assurée par des médias spécialisés ou des rubriques dédiées des médias généralistes.



Le tourisme n'est pas seulement *multi acteur* comme le montre la liste des prestataires sous traitants et autres partenaires impliqués. Il est aussi *multi compétence* : l'exemple de TDS est éclairant et *multi dimensionnel* traitant à la fois de l'économie de l'environnement du sociétal de la gouvernance et du culturel.

Reste que la valeur ajoutée du pays en tant que tel : son identité son patrimoine son histoire son animation son accueil ses habitants et son mode de vie échappent à la description classique du secteur touristique même vu comme une activité de services multiples même vue comme une arborescence ou un entrelac d'effets directs indirects et rétroactifs.

Le caractère transversal du tourisme étant bien établi on peut donc anticiper sans doute que vu du territoire il se traitera sur le plan de la planification physique de la planification économique et sociale (études de marché) de la faisabilité (coûts normes) du cadre administratif et juridique du financement et de la commercialisation.

Une façon de considérer la question du tourisme avec le maximum de pertinence et d'efficacité est donc une lecture systémique des phénomènes. Sur le plan plus réduit de l'économie en découle la notion d'agrégat de services.

C'est cette notion que nous allons parcourir rapidement maintenant.

V Un « agrégat de services » interdépendants

« La mosaïque des métiers qui composent le secteur du tourisme (groupes hôteliers entreprises de restauration compagnies aériennes agences de voyage tours opérateurs grande distribution...) représente plus de entreprises. Celles-ci ont évolué et se sont professionnalisées dans un contexte d'internationalisation. L'approche tant celle des acteurs que des pouvoirs publics doit néanmoins se renouveler en se segmentant et s'individualisant. Elle doit même se personnaliser pour répondre à l'attente des consommateurs »

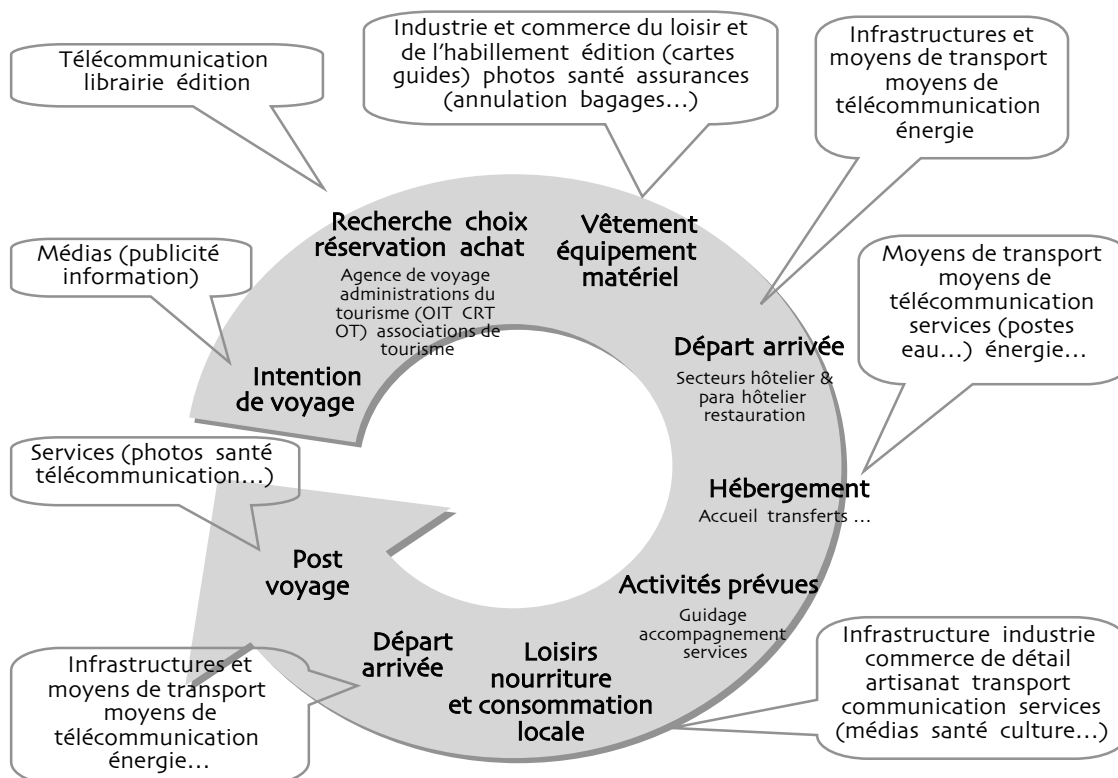
ème conférence annuelle « Tourisme la nouvelle donne : attentes des consommateurs et repositionnement des acteurs » mai

• Les dizaines de métiers et secteurs qu'implique un voyage

Pour se rendre réellement compte du caractère multiforme du tourisme, qui découle en droite ligne de ses caractéristiques examinées précédemment, la schématisation de « l'agrégat de services » qu'est le tourisme est nécessaire pour visualiser ses interactions avec les autres branches et secteurs socio-économiques. Dans cette optique sont représentées ci-dessous quelques-unes de ces interactions (bulles) tout au long des différentes étapes d'un voyage type (cercle).

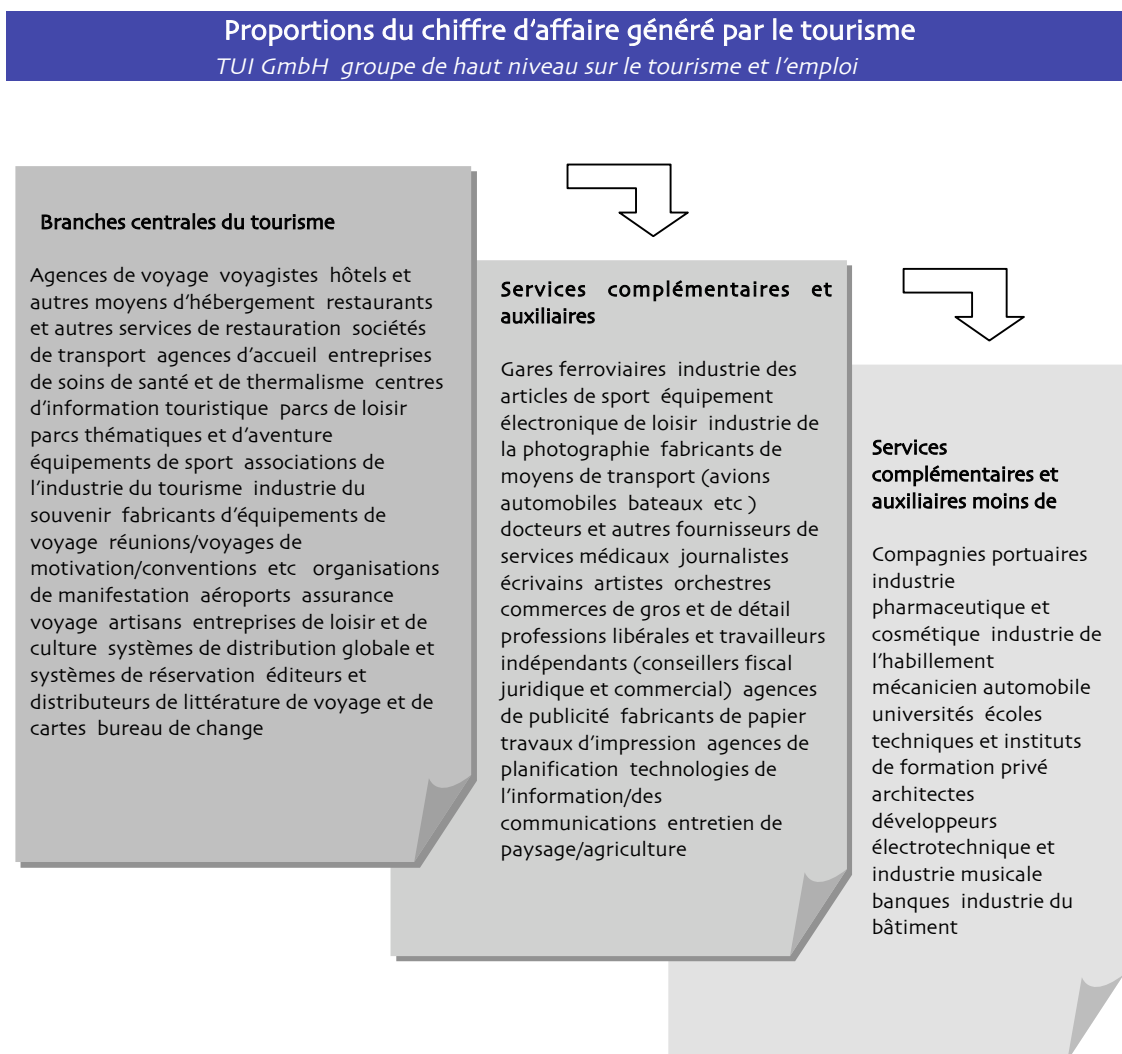
La contribution des branches non touristiques au voyage d'un touriste

© Alain Laurent T D



Bulles : prestations des branches non touristiques

- Même la *connaissance* des réalités du tourisme implique de nombreux acteurs



Comme on le voit par l'exemple ci-dessus, l'élaboration d'un Compte satellite du tourisme (CST), défini auparavant dans ce chapitre, suppose des connaissances diversifiées et étendues détenues par des personnes et des services qui ont une vision claire de la nature statistique de l'information qu'ils détiennent. Elle suppose aussi que soient connus les besoins des entreprises et des organismes de tourisme qui l'utiliseront.

Le partenariat pour élaborer le CST d'un pays est donc l'affaire d'une équipe multidisciplinaire capable de partager les ressources et les compétences. Dans une version pleinement opérationnelle, cette équipe regroupe des acteurs nationaux diversifiés, à la mesure de chacune de leurs missions et des besoins distincts en matière de CST. Sur le principe, les acteurs impliqués dans l'élaboration d'un CST comprennent donc d'une part des organismes producteurs de statistiques comme les bureaux de statistique nationaux, les administrations nationales du tourisme, les banques centrales, les associations des entreprises touristiques nationales... et, d'autre part, les services producteurs d'informations, comme

les entreprises et établissements touristiques, et d'autres administrations publiques type transports, douanes et immigration (intérieur).

Les usagers des informations touristiques produites sont les différentes branches touristiques, les administrations nationales du tourisme, les bureaux de statistique nationaux, les banques centrales, les associations de l'industrie touristique, les universitaires et les médias spécialisés.

Dans tous les cas, l'élaboration d'un CST est une opération inter-institutionnelle qui requiert la création d'un comité ou d'une commission appropriée représentant les principaux organismes institutionnels associés à une équipe d'experts.

- De la relation commerciale au service

Agrégat de services, certes. Mais est-on au clair sur la nature, les évolutions et les conséquences *du* service touristique : *le voyage, agrémenté, peu ou prou de loisir ? Comment passe-t-on de la relation commerciale - le client achète bien un produit - à la notion de service ?* Il faut, pour comprendre, se mettre en situation et examiner une relation client-agence :

La relation de « services » particulière du tourisme D'après Anne Le Roy
Suivez le guide ! Soit une agence de voyage où un client vient acheter un billet d'avion ou de chemin de fer produit standard qu'il acquiert en choisissant sa destination son horaire etc de la même manière qu'il choisit le pain qu'il achète à la boulangerie Il s'agit alors d'une relation commerciale qui même si elle se situe dans le domaine des services de transport n'a pas de caractéristiques particulières par rapport à l'acquisition d'un bien Elle peut même être entièrement mécanisée et s'opérer à un guichet informatisé par l'intermédiaire des cartes à puces Mais l'agence grâce à la connaissance de sa clientèle met au point des voyages organisés ayant des caractéristiques bien définies pour un prix avantageux Elle se comporte encore bien qu'il s'agisse d'un service comme un producteur de bien réel se préoccupant des goûts et des besoins de ses clients afin d'adapter son produit Nous sommes encore en présence d'une relation commerciale analogue à celle de l'économie industrielle En revanche l'agence peut répondre à une demande individuelle sortant des sentiers battus Le client précise alors sa demande et charge l'agence de lui organiser le voyage qu'il veut faire Face aux contraintes diverses la demande est susceptible de se modifier Il y a alors coproduction grâce à la relation de service qui s'instaure entre l'agence et son client pour aboutir à la fourniture d'un produit particulier échappant à la standardisation et dont le prix n'est plus l'argument principal de vente La relation de service se distingue donc totalement de la relation commerciale en ce sens que les caractéristiques traditionnelles de l'économie industrielle standardisation stockage économies d'échelle concurrence par les prix ne lui sont plus applicables Si comme dans cet exemple la relation de service devait être considérée comme un cas marginal il n'y aurait probablement pas lieu de s'y attarder En revanche se manifestant dans toutes les activités touristiques et prenant un essor vigoureux dans le renouveau du tourisme rural la relation de service touristique doit être examinée afin d'en repérer les enjeux en termes de dynamiques territoriales Cela suppose alors de mettre en évidence la spécificité du «produit tourisme» avant de nous demander si à l'image du tourisme rural c'est l'ensemble des activités de tourisme qui est aujourd'hui susceptible de relever d'un autre type d'analyse que celui qui a prévalu depuis quelques décennies permettant de préciser la place et le rôle de cette activité dans les processus de développement rural Source : d'après Anne Le Roy



Pour satisfaire des demandes de plus en plus variées et personnalisées l'offre touristique ne peut pas être issue d'un processus industriel *stricto sensu* puisqu'elle est une combinaison de biens et de services

Cette combinaison doit avoir un caractère réactif et prévisionnel une capacité de résistance à une concurrence croissante une aptitude à répondre à un niveau d'exigence plus important de la part des touristes Il lui faut donc en réaction élargir sa gamme de combinaisons d'éléments

Car aujourd'hui même si la compétitivité passe par les prix elle se gagne aussi dans la diversité et la qualité de la prestation Il faut donc rentabiliser les volumes de touristes en élargissant leurs occasions de dépenses On retrouve à ce niveau l'individualisation du produit qui permet de satisfaire les demandes en activités complémentaires et l'individualisation de la relation entre deux protagonistes : le client et le vendeur

Donc : protéiforme mélange de biens et de services participation du client dans la définition et/ou la fabrication de sa consommation Telle pourrait être la signature du tourisme

Mais dans les années récentes quatre phénomènes sont apparus : la vente par internet des crises sécuritaires les voyages *civiques* ou *citoyens* et conséquence de toutes ces évolutions une plus grande fragilité C'est ce dernier qui est maintenant examiné

VI Fragilité d'un maillon fragilité de la chaîne

« Au delà des événements du septembre il semble que les principaux opérateurs du voyage s'inquiètent de la dégradation du climat économique La morosité de l'environnement s'explique en grande partie par une perte de confiance des consommateurs la dégringolade des marchés financiers et un climat d'instabilité politique internationale grandissant Plus de la moitié des voyages touristiques sont financés hors salaires (bas de laine primes revenus du capital...) la diminution du portefeuille boursier du touriste moyen semble constituer pour les opérateurs une des causes majeures d'une baisse significative des réservations La majorité des opérateurs ressentent ce durcissement du marché durcissement qui accentue encore l'importance de la gestion du risque aérien et terrestre »

IREST Paris I () « Stratégie des opérateurs touristiques sur le marché des voyages » Direction du Tourisme janvier

La sécurité locale et internationale, les catastrophes naturelles, le climat politique, les modes, les baisses (ou les augmentations) de pouvoir d'achat sont quelques-uns des facteurs qui influent sur le désir de voyager. S'y ajoutent des questions spécifiques aux PED (Pays En Développement) : la faiblesse et l'inexpérience des agences réceptives et des prestataires locaux, une gestion défaillante de l'environnement, une consommation fluctuante sensible aux aléas, les questions de sécurité et de saisonnalité. Tous ces éléments contribuent à la marginalisation et à la précarisation d'une offre du Sud, notamment africaine, réduite à quelques pourcents du marché mondial du tourisme.

• Un local trop faible pour équilibrer les accords commerciaux Nord Sud

Les systèmes socio-culturels des pays récepteurs sont très éloignés, notamment dans les zones rurales, de ceux des pays émetteurs. Il s'ensuit des problèmes d'adaptation aux évolutions du marché international, des oppositions de comportements, des incompréhensions, des rejets, des blocages, des calendriers incompatibles. Chez les prestataires fidélisés, cet arrière-plan culturel tend à se dissoudre, par la pratique quotidienne, dans l'occidentalisation des comportements - d'aucuns à ce stade évoqueraient une *formation sur le tas* -. Mais les rapports d'entreprises restent déséquilibrés soit entre le Tour Opérateur ou l'agence émettrice et le prestataire local, soit entre ce dernier et ses sous-traitants locaux dans les situations où il participe à la constitution d'une nouvelle couche sociale à fort pouvoir d'achat instaurant à son profit un mécanisme d'asservissement économique.

• *Au plan économique* : les prestataires locaux de produits touristiques sont soumis à des exigences de plus en plus fortes de la part des voyageurs, eux-mêmes soumis aux contraintes de l'aérien. Les rabais consentis par le jeu d'un moins disant non régulé, diminuent, voire suppriment, les possibilités de financement de modernisation et de mise à niveau. Les remboursements de crédits, les capacités d'extension, la qualité du produit ou des prestations et l'image même de la destination en pâtissent.

• *Au plan environnemental* : le traitement des eaux usées et des déchets, par exemple, est une activité coûteuse que les Etats ne peuvent souvent financer et que, les mêmes causes étant à l'origine des mêmes effets, les entreprises ne prennent pas à leur compte faute de disponibilités financières. Il s'ensuit un risque accru pour la qualité de l'environnement ce qui fragilise l'image de certaines destinations. Cet élément est loin d'être anodin car d'une part, pour ces raisons de mauvaise publicité, il incite les

gouvernements à refuser la transparence en mettant sous clé des statistiques peu favorables et, d'autre part, il entraîne des risques sanitaires réels pour la durabilité du tourisme. « *Plusieurs enquêtes conduites par le Groupe Développement en coopération avec l'Union européenne ont montré que cette question du traitement des déchets est devenue aujourd'hui un des critères essentiels du caractère durable ou non du développement touristique principalement dans les PED.* » (F. Vellas, 2001).

L'internalisation des coûts environnementaux, plus prosaïquement *un hôtel raccordé à un réseau de collecte des eaux usées aboutissant à une usine d'épuration en état de fonctionner*, est donc encore un objectif que ni les entreprises, ni les établissements touristiques, ni les Etats, n'ont la capacité financière d'atteindre sur l'ensemble d'un territoire national.

- *Au plan social* : c'est en termes de déficit de formation et de salaires peu élevés que se traduit le laminage par le bas des marges nettes des prestataires touristiques locaux indépendants. La qualification des personnes (et donc, en principe, leur niveau de rémunération), la compétitivité, l'attractivité et la viabilité de l'entreprise en souffrent, avec un effet de cercle vicieux sur les possibilités de contractualisation avec les opérateurs et les distributeurs du Nord ou des grandes multinationales régionales.

- *Au plan de la durabilité* : au croisement des trois dynamiques économique, environnementale et sociale précédentes - la base classique du développement durable - se trouve le territoire et ses variantes mais aussi l'image d'une destination, sa réputation.

Cette dernière risque en permanence de se dégrader car la seule façon de se pérenniser, pour des entreprises contraintes à réduire systématiquement les coûts, au Nord comme au Sud, est d'augmenter la fréquentation, ce qui conduit à massifier la destination et à enclencher des évolutions spectaculaires et profondes. Le Népal et la Mauritanie en sont deux exemples, avec, pour cette dernière, en quatre ans, une multiplication par dix du nombre de visiteurs de Chinguetti, passant de quatre cents en 1996/1997 à plus de quatre mille en 2001/2002 (T. Lecoineque, 2001).

• Les effets de mode... ou de climat politique

[...] Des groupes de jeunes en keffieh séjournent en Dordogne avides de sang britannique pour venger Saddam Hussein **Vu le tableau brossé par certains se rendre en France cette année risque de sembler aussi tentant que de passer deux semaines à Oum Qasr**

Source : P. Delves Broughton

« *Quelle est la première chose à laquelle vous pensez en entendant parler du Yémen ?* » La réponse est immédiate : « *Enlèvement de touristes* » Nullement décontenancé il redouble d'aise « *Exaaaaact dit il j'ai créé une société de rapt pour touristes occidentaux* »

M. Annouisser

Les effets de mode, en matière de loisirs, voyages et tourisme sont à la mesure du phénomène : imprévisibles, omniprésents, extraordinairement divers. Depuis l'agence DESERT TOURS qui organise l'enlèvement de touristes au Yémen jusqu'aux vacances au Chiapas où des Indiens Tzotzils, en rupture avec le gouvernement mexicain, se cagoulent pour des photos, en passant par les pôles de tourisme « à sensations » chez les Sames de Laponie, le tourisme de guerre en Ukraine qui permet de vider un chargeur d'AK-47 sur un char lourd T-80, le maintien forcené, contre vents et marées, des plages de l'île de Sylt, haut-lieu du tourisme estival en mer du Nord, ou l'étude des pontes de tortues luth au Costa Rica dans le cadre du tourisme scientifique de EARTHWATCH, tout se fait, tout se défait, tout se fera, tout se défera.

• Les questions de sécurité écologique et domestique

• *Sécurité écologique* : les catastrophes naturelles - cyclones, ouragans, inondations, tremblements de terre, éruptions volcaniques - frappent des secteurs-clés du développement, notamment ceux rendus indispensables par l'endettement des pays. Les activités liées à l'échange international, comme le tourisme, exigent le développement des transports, dont la sensibilité aux perturbations est connue.

Mais c'est aussi le cas du tourisme, activité qui repose sur une image, une réputation, une notoriété. Une catastrophe naturelle a des conséquences catastrophiques en plus des dégâts matériels et des pertes humaines. Lors du typhon Gilbert en 1988, par exemple, il fut estimé que la Jamaïque perdit quatre-vingt dix M\$ en raison de la sous-fréquentation touristique. Pour Antigua, ce fut 60 à 70% de visiteurs en moins, dans les mois qui ont suivi le passage de Luis (Antigua, Statistic department, Monthly arrivals of visitors by air, 1995).

• *Sécurité domestique* : pour les questions plus habituelles de petite et grande délinquance et de faits armés, le tourisme montre une grande sensibilité, comme le décrivent deux exemples :

L'industrie touristique de l'une des destinations les plus sauvages et les plus recherchées d'Afrique australe la bande Caprivi dans le nord est de la Namibie est en danger depuis le drame du janvier au cours duquel trois jeunes touristes français et plusieurs membres d'une association humanitaire ont été assassinés

Source : A Begg

Il a suffi que quelques touristes nord américains soient victimes d'attentats en Egypte pour réduire à presque rien le nombre de touristes en provenance des Etats Unis et pour que l'activité de ce secteur essentiel de l'économie égyptienne soit durablement réduite de moitié

Source : J P Beauvais

L'aspect sécuritaire est indissociable des effets de loupe des médias. Entre la réalité des faits et les informations véhiculées par des médias experts dans le raccourci et l'information jetable il y a souvent un espace, parfois un gouffre, dont tout un secteur peut pâtir directement.

Un autre phénomène, bien connu, est le couvercle mis, par des Autorités soucieuses d'image et de parts de marché, sur des statistiques de délinquance en progression (cas de l'île Maurice par exemple). A l'inverse du *zoom médiatique*, et pour prolonger l'analogie photographique, le *grand angle administratif* masque les détails - les agressions sur les plages - au profit des paysages, de scènes typiques, d'une harmonie polychrome.

• La saisonnalité et plus largement la précarité

La consommation touristique étant concentrée sur juillet août le problème est de faire vivre les équipements et de maintenir l'emploi le reste de l'année « Il y a peu de professionnels qualifiés qui travaillent ici Un grand nombre d'employés saisonniers sont des jeunes en contrat à durée déterminée qui vivent du RMI le reste de l'année Il y a aussi beaucoup de gens qui lancent leur petit commerce et qui se plantent au terme des deux mois de la saison » note Gérard Lopez

Dans une région [Languedoc-Roussillon] déjà caractérisée par le chômage (un taux supérieur à celui du Nord Pas de Calais) et où le risque de perte d'emploi est très élevé cette forte saisonnalité de l'activité touristique ne fait que renforcer la fragilité du tissu social

Source : N Figarol

www Tourisme Durable net :

La saisonnalité est un fait commun à tous les Pays ruraux où les activités primaires occupent une place importante : moissons vendanges etc et chez nous pêche et conchyliculture Mais ce phénomène prend ici [à l'île d'Oléron] une dimension particulière à cause du tourisme

Peut on parler de "deux Pays" qui se succèdent dans le temps en ayant du mal à se rencontrer un Pays hors saison et un Pays en saison ?

La double saison pourrait être un avantage : enrichissement réciproque double programmation et donc activités plus étendues mais la période estivale a plutôt favorisé le consumérisme culturel au détriment des pratiques culturelles à l'année L'inflation des animations estivales amène une perte de qualité et une absence de choix réel

Les touristes n'attendent ils pas autre chose que les mêmes produits aseptisés qu'ils trouvent partout dans le monde ?

Source : F Riether

Trois catégories de salariés peuvent être distinguées en France dans le domaine du tourisme (P.A. Landel, 2003) :

- Des saisonniers salariés embauchés sur des contrats de courte durée, de zéro à trois mois ;
- Des saisonniers salariés embauchés sur des contrats longs (un an à trois ans) ;
- Des permanents, parmi lesquels dominent les professions indépendantes (30% des emplois du secteur, alors que la moyenne nationale est de 15%).

Ces catégories sont directement liées à la nature des activités touristiques, elles-mêmes fluctuantes comme on l'a vu précédemment.

Sur la question de la saisonnalité, de la polyvalence et leurs conséquences sur la nature des activités, fonctions, métiers, professions et carrières du tourisme, G. Lhoste (2001) a produit une synthèse en treize points présentés comme des hypothèses de travail (résumé) :

Le caractère partiel précaire et aléatoire des fonctions du tourisme

• « **Il peut exister une grande disparité de métiers d'une entreprise à l'autre** » : un Office du Tourisme une chambre d'hôtes l'Office du Tourisme de La Rochelle et le Syndicat d'Initiative du Vernet la Varenne ne font pas les mêmes métiers Les fonctions et tâches les plus communes aux opérateurs touristiques sont celles qui sont le moins touristiques mais permettent le fonctionnement d'entreprise (administration gestion personnel commercial)

• « **Il existe aussi une disparité de métiers internes à l'entreprise ; et ils ne sont pas également saisonniers** » : les personnels de direction et administratifs OTSI de Poitou Charentes en se situent massivement dans les catégories d'emplois à plein temps (hebdomadaire et annuel) et parmi les personnels employés par l'Hôtellerie de

.../...

- « **D'un emploi à l'autre les différences de durée annuelle signifient bien sûr des différences de durée travaillée mais aussi et surtout des différences de natures des tâches et de statut des personnes** » : les postes les plus durables sont occupés par les personnes les plus "intéressées" à l'entreprise les métiers les moins saisonniers sont réservés aux plus proches de la propriété des structures (l'exploitant et sa famille) et la « polyvalence » constitue le lot commun (sauf certains saisonniers « courts » et quelques personnes occupant à longueur d'année des fonctions spécifiques : ex : comptable d'un OT important)
- « **L'affectation des personnes détermine en fait trois populations professionnelles distinctes** : des « **saisonniers courts** » (moins de 6 mois d'emploi) des « **saisonniers longs** » (dont une proportion restreinte de bi saisonniers) et des permanents (comptant une forte proportion de non salariés) »
- « **La majorité des personnes qui travaillent dans le tourisme n'y feront pas carrière** » : c'est le cas des saisonniers « courts » actifs une deux ou trois saisons dans le cadre d'un job d'été d'étudiant ou d'un contrat temporaire
- « **Il n'y a pas de mouvement entre le secteur institutionnel et le secteur privé** »
- « **Il y a peu de mouvements internes aux entreprises en dehors des successions familiales** » : les postes au sein des structures sont peu nombreux et les emplois durables sont réservés aux possesseurs du capital
- « **Hors du secteur institutionnel un projet professionnel est très souvent un projet d'entreprise** »
- « **En tant que projet d'entreprise le projet professionnel est parfois familial autant que personnel** » : les deux modes possibles les conjoints travaillent dans la structure ou l'un deux travaille à l'extérieur ont des avantages et des risques
- « **En tant que projet d'entreprise le projet professionnel comporte une dimension d'insertion locale** » : il suppose l'attention aux concurrences et aux complémentarités locales car du fait de la consommation touristique aucun prestataire n'échappe à l'interdépendance qui existe entre les acteurs au sein d'un même territoire touristique
- « **On ne sait pas très bien quels effets ont les qualifications sur les professions et les carrières** » : sur 100 personnes d'OTSI interrogées en Poitou Charente 10 disaient avoir bénéficié d'une formation permanente en tourisme mais seulement 10 faisaient état d'une qualification le BTS Tourisme

Source : G Lhoste



La fragilité de la chaîne production consommation dans le tourisme est liée autant au *désir* de consommer qu'à une concurrence forte entre les opérateurs à l'instabilité des composantes de l'offre et à son environnement social politique sanitaire économique

"Tout se tient" et *"tout est dans tout"* : le tourisme illustre à merveille ces clichés frappés au coin d'un réalisme de café du commerce. A un moment le projet de voyage désir envie rêve pulsion se traduit en acte d'achat réflexion hésitation calcul contrat et comme le tourisme la consommation devient ambivalente

Car l'acte d'achat d'un *rêve contractualisé* de plus en plus tardif est aussi de plus en plus exigeant de plus en plus varié de plus en plus hésitant de plus en plus segmenté. Et finalement après coup était ce cela le voyage désiré ?

*"Voir le pays à travers les vitres de ce bus nous donnait l'impression d'être au cinéma devant un film auquel nous ne participions pas. Par ailleurs nous avions un peu honte du comportement de notre accompagnateur qui avait l'habitude de tendre des bonbons aux enfants par la fenêtre pour les faire courir derrière le bus. Nous pouvions facilement nous amuser mais nous étions tous déçus de cet étrange "voyage" dont je n'ai retenu que quelques images de cartes postales et un vague sentiment de tristesse"**

On comprend que l'industrie du rêve et de l'échange qu'est le tourisme soit à la fois si extraordinairement fragile et si constante dans l'expression des ressorts profonds du comportement humain

*Cécile en voyage scolaire au Sri Lanka citée dans la plaquette "Vacances j'oublie tout" Ritimo

Conclusion

« Etre touriste c'est, à peu d'exceptions près, consommer : on choisit un voyage comme une voiture ou un appareil ménager, et de plus en plus dans les supermarchés ou sur internet ; pour et pendant le voyage on consomme beaucoup. C'est bon pour la croissance économétrique, donc soi-disant pour la richesse. On peut transposer au tourisme la plupart des analyses et méthodes du commerce équitable ; mais le touriste consomme du rêve, des espaces, une population, une culture, de la couleur locale ; surtout, c'est lui qui est transporté : le produit, lui, ne peut être stocké, il est considéré comme une exportation, sa clientèle est volatile... D'autre part, un tremblement de terre, une guérilla, une récession ou des attentats (même aux antipodes pourvu qu'il s'agisse de la superpuissance) font chuter la demande parfois jusqu'au néant. » (Anne Amblès, 2002-2).

Le tourisme se caractérise véritablement par une très grande variété d'acteurs traduite par une diversité de logiques et d'attentes. Clients, prestataires et co-traitants locaux, agences de voyages, Tour Opérateurs, compagnies aériennes, forment une chaîne dont les intérêts ne sont pas toujours concordants et, de plus, défendus à armes très inégales. Si le marché global du tourisme, prospère et réactif, peut encaisser des à-coups brutaux en faisant glisser son offre d'une destination à une autre, les partenaires du Sud, eux, sont soumis aux modes, critères, exigences et vicissitudes d'un marché qu'ils subissent. La fragilité du tourisme, c'est d'abord la fragilité des économies du Sud, trop dépendantes d'un secteur multiforme, dynamique, co-producteur du produit avec les consommateurs, imbriquant les services et sensibles aux aléas des contextes locaux et des tendances globales.

S'adapter aux nouvelles attentes des consommateurs - individualité, autonomie, besoin de sens...-, renforcer les efforts de prospection sur les marchés de proximité et sur les segments les plus porteurs - familles, seniors -, être vigilant sur les prix et sur les coûts, continuer à innover au niveau des produits et des prestations et envisager des campagnes collectives de communication (P. Viceriat, 2003) : cette stratégie suffira-t-elle à *faire durer* un tourisme qui, par ailleurs, au fur et à mesure de la prise de conscience de son formidable potentiel de *mise en mouvement*, subit le feu roulant de critiques de plus en plus précises et argumentées.

Ces critiques sont de différentes natures. Toutes désignent le faux nez d'un domaine qui peine à faire cohabiter un tourisme concentrationnaire prédateur et un tourisme diffus et intégré, alimente une concurrence féroce qui lamine les coûts, les marges et les comptabilités, favorise les comportements de pillage et d'irrespect, exerce des pressions considérables sur le foncier et les ressources naturelles, dérape lorsque les sirènes du profit à court terme se conjugue à la ferveur pour l'ultime recours d'économies sinistrées, échappe à la plupart des tentatives de maîtrise et de contrôle et ne reconnaît que du bout des lèvres les dégâts qu'il cause au sein d'un tissu social qui, souvent, ne l'a pas souhaité.

Le tableau est-il trop noir ? Est-il aussi sombre en Corrèze que sur le Zambèze ?

« L'attitude de pillage est réciproque : de la part de beaucoup de touristes qui n'ont aucun souci de la vie ni de l'environnement locaux, de la part de certains autochtones qui ne s'intéressent aux touristes que pour leur prendre le maximum d'argent, de la part de nombreux élus et professionnels qui ne voient que la ressource à court terme. » (F. Riether, 2002).

Où sommes-nous ? à l'île d'Oléron, 20 000 habitants à l'année, 350 000 en août.

2.

LES RAISONS D'UN TOURISME « DIFFÉRENT »

Au-delà de la progression des valeurs hédonistes de l'époque, associée en France, à l'essor des *voyageurs des 35 heures* et du *tourisme gris*, ou tourisme des seniors, le tourisme de masse découle presque mécaniquement des fusions et acquisitions qui caractérisent le secteur depuis une quinzaine d'années. Ce tourisme fait l'objet de critiques que l'on peut regrouper et énoncer de la manière suivante (d'après B. Steck, W. Strasdas & E. Gustdt, 2000, modifié) :

- Les pays en développement ne maîtrisent pas les flux touristiques, qui sont largement contrôlés par des groupes internationaux basés dans les pays industrialisés ;
- Les comptes en devises sont défavorables car les rentrées sont grevées par des besoins accrus en produits d'importations ;
- La monoactivité et les monostructures touristiques sont fragiles, voire dangereuses, car elles sont soumises à la demande, sujette à d'énormes fluctuations ;
- Les emplois touristiques sont souvent mal rémunérés, saisonniers et sans possibilités de réelles qualifications ;
- Le tourisme fragilise le tissu social et bouscule les bases culturelles en renforçant les disparités sociales et introduisant des modes de consommation non durables ;
- Enfin, le tourisme, par les transports émetteurs de gaz à effet de serre, contribue au déséquilibre climatique planétaire, et, par ses impacts terrestres, pollue, détruit, surexploite, mite et artificialise les paysages.

Ces critiques, par réaction, constituent le fondement des évolutions actuelles du secteur du tourisme dans au moins deux directions :

- Une amélioration qualitative d'une partie des prestations du tourisme de masse, notamment sous l'angle de la protection de l'environnement et des ressources (matériaux de constructions, eau, plages, couverture végétale, essences rares...), de l'économie d'énergie et de la lutte contre la pollution dans le secteur hôtelier, du loisir et, marginalement, des transports ;
- La diversification d'une offre alternative, « de niche », diffuse, thématique, intégrée, représentant l'offre des acteurs du tourisme à une demande de consommation citoyenne.

Cette offre différente suffit-elle à répondre aux enjeux, aux critiques et aux dérives ? Les raisons fondamentales qui la sous-tendent sont-elles en mesure d'engager le secteur dans une refonte de ses pratiques ? Autrement dit, les causes du *problème touristique* sont-elles suffisamment analysées ?

Car c'est de cette qualité d'analyse des causes que dépendra, en fin de compte, la qualité de la réponse. C'est l'objet de ce chapitre.

I Moins de rentrées de devises qu'escompté

« Certaines ONG étrangères à toute activité lucrative liée au tourisme et spécialisées dans les questions de développement évaluent à maximum de l'ensemble des rentrées en devises celles qui ne repartent pas vers le Nord »

Robert Charvin

• Une balance rentrée sortie de devises pas assez favorable aux PMA

L'apport massif de devises touristiques est une réalité pour les gouvernements des pays du Sud mais, dans la pratique, ils voient aussi leurs caisses pour réaliser les infrastructures indispensables à l'accueil des touristes : aéroports, ports, réseau routier, réseau de communication, voirie et assainissement, adduction d'eau, équipements sanitaires. Ces investissements sont payés en devises, généralement empruntées à des banques... étrangères. Le *taux de fuite*, c'est à dire la réexportation des recettes du tourisme vers les compagnies aériennes, les chaînes hôtelières et les voyagistes occidentaux, est de l'ordre de 55% selon la Banque mondiale. Ce chiffre peut monter à 95% des devises pour un voyage tout compris (C. Grynberg, 2002). En général, la moyenne de 70% à 80% de réexportation est couramment avancée pour des pays à économie assez diversifiée comme le Maroc, l'Inde, la Tunisie ou le Mexique (P. Py, 2002), dans une fourchette allant de 90% pour l'Ile Maurice et la Gambie (P. Py, 2002) à 23% à 25% pour le Kenya (Banque Mondiale, 2001).

En 1998, à propos du tourisme de nature et de sa contribution à la gestion des aires protégées, David S. Wilkie & Julia F. Carpenter (1998) font un diagnostic qui confirme le ratio 30%-70% :

Quelques exemples de « fuites » des devises touristiques

Ces fuites de revenus sont dues au fait que les touristes achètent fréquemment des voyages « clés en main » dans leur pays et au fait que beaucoup des fournisseurs de services sont étrangers (Ceballos Lascurain)

- La plus grande source de fuites est constituée par les billets d'avion qui sont le plus gros poste de dépense pour un voyage () et sont rarement captés par des compagnies nationales assez faibles (IRG)
- Les voyagistes internationaux () sont la deuxième source de fuite de revenus
- Les droits d'entrée dans les aires protégées et les salaires des guides locaux constituent seulement () des dépenses par l'écotouriste européen moyen en Afrique (IRG)
- Au Népal Wells () a estimé qu'environ les deux tiers des frais attribués au tourisme nature en ont été perdus pour l'économie locale car ils ont été utilisés pour importer des biens et des services pour l'industrie touristique
- Au Zimbabwe Brown et al () ont estimé cette perte à
- Sur l'île de Bonaire des entreprises de plongée et des hôtels associés au parc marin appartiennent à des étrangers et de la force de travail est étrangère (Post)

Ainsi les effets directs et multiplicateurs de l'industrie du tourisme nature dans de nombreux pays en voie de développement ne sont pas aussi élevés qu'il semblerait car une grande partie de l'argent quitte le pays hôte par ces fuites. Il est difficile de réduire les fuites [...] car les taux d'imposition y sont bas et parce que peu de fournisseurs de services locaux ont suffisamment de capitaux à investir dans les infrastructures nécessaires pour attirer et retenir les touristes (Ceballos Lascurain) et doivent trouver des partenaires internationaux ou sont concurrencés par les hôtels, les voyagistes et les compagnies aériennes internationales.

Source : Wilkie & Julia F. Carpenter

L'examen approfondi d'un cas concret (la Guadeloupe) permet de mieux comprendre ce mécanisme :

La contribution du tourisme aux recettes d'exportation

Exemple de la Guadeloupe

La contribution du tourisme aux recettes d'exportation découle des dépenses effectuées sur place par les touristes. Mais il est essentiel de déterminer le contenu en importation de ces dépenses (c'est à dire les coûts des biens et services importés par le secteur touristique) afin de connaître le gain net dérivé de ces échanges.

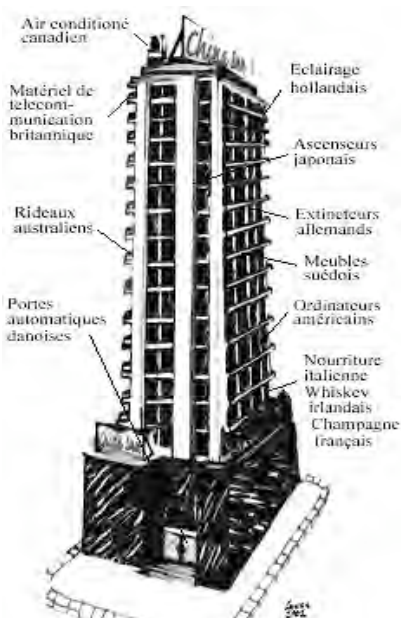
Plusieurs types de biens et services sont importés :

- les produits alimentaires et équipements des hôtels ;
- les commissions payées aux agents de voyage et tour opérateurs exerçant à l'intérieur ;
- les dépenses de publicité et de promotion effectuées à l'étranger ainsi que les coûts de fonctionnement des offices de tourisme à l'extérieur ;
- les intérêts et profits allant aux investisseurs et actionnaires étrangers ;
- les frais de gestion payés aux sociétés internationales ;
- l'expatriation des traitements et salaires de travailleurs étrangers exerçant dans le tourisme. L'utilisation des cartes de crédit et travelers checks qui ne concernent pas les banques locales.

Les coûts d'importation sont également souvent associés aux matériaux et équipements utilisés dans la construction des hôtels, des infrastructures et leur maintenance. Les gains sont potentiellement réduits lorsque les gouvernements accordent aux sociétés étrangères des avantages fiscaux (exonération de droit de douane, de l'impôt sur les sociétés, des charges sociales, etc.). Ce facteur tend à être plus élevé dans les petits pays avec des économies limitées ou dans les plus grands dont les économies sont fortement intégrées. Souvent, les avantages sont offerts pour attirer l'investissement dans le secteur touristique et sont plus faibles dans les économies bien développées ou bien intégrées. Quelques pays en développement de la Côte du Pacifique et de l'Océan indien sont très dépendants des importations. Il existe des îles qui perdent jusqu'à 50% de gain dans les échanges, alors que d'autres, avec un secteur manufacturier relativement bien développé et une économie mieux intégrée, dégagent des gains d'échanges plus élevés.

Ainsi la Guadeloupe connaît-elle un coefficient de fuite globale de l'activité touristique estimé actuellement à 70%. Autrement dit, pour 100 F de recettes touristiques réalisées sur place, 70 F en ressortent plus ou moins rapidement.

Source : L. Dupont



Plus amusant, l'exemple du building chinois *non-chinois*, diffusé sur internet, visualise d'une manière un peu réductrice le phénomène de fuites de recettes touristiques : *ne sommes-nous pas bénéficiaires (et flattés !) de nos ventes de champagne aux Chinois ?*

Reste que les postes de rapatriement de revenus sont nombreux, et ils expliquent les taux élevés cités précédemment. On y relève, outre les biens matériels, les importations de marchandises consommables (boissons, denrées alimentaires), les salaires versés aux cadres expatriés, les coûts en devises des investissements en capitaux, les rapatriements de bénéfices des entreprises touristiques étrangères, les paiements d'intérêts des emprunts contractés à l'étranger et les frais de promotion, publication et commercialisation engagés auprès de prestataires extérieurs.

- **Les causes sont liées à de très nombreux facteurs**

- Dans l'espoir de rentrées significatives et rapides de devises qui permettent la création d'emplois et la dynamisation de la consommation, les gouvernements se tournent naturellement vers le tourisme. Dans de nombreux pays endettés, la promotion du tourisme fait partie des programmes d'ajustement prescrits par le Fonds Monétaire International. Pour soutenir le rythme de la concurrence globale, ces pays investissent pour devenir attractifs. Mais la construction d'infrastructures comme les aéroports, les voies d'accès, les réseaux d'approvisionnement en énergie et en eau pour les touristes, pèsent sur les économies nationales et les contraignent à s'endetter.

En plus de ces infrastructures indispensables, les investisseurs étrangers bénéficient de divers avantages comme l'exemption de taxes, les bénéfices des produits hors-taxes... Ces concessions conduisent à de lourdes pertes de revenus. Selon l'UNCTAD (United Nations Conference on Trade And Development), une moyenne de 40 à 50 % des apports du tourisme retournent aux pays émetteurs et aux opérateurs de tourisme du fait de l'importation des produits destinés aux consommateurs eux-mêmes. Les multinationales du tourisme, qui proposent non seulement des produits touristiques, mais aussi le transport, le logement et la nourriture, ont accès aux systèmes de réservation internationaux et s'assurent une position dominante sur le marché par leurs offres de voyages à forfait. Comme on l'a vu précédemment, il en est de même dans les négociations avec les producteurs locaux.

« L'UNCTAD dénonce de telles pratiques, injustes au niveau de la compétition, et se plaint que, souvent, un quart seulement, ou parfois moins, du tarif versé par les clients à la compagnie de voyages pour leurs vacances parvient réellement au pays de destination. Les experts de l'UNCTAD eux-mêmes se demandent si dans certains cas les pays pauvres du Sud n'en viendraient pas à subventionner les vacances des touristes fortunés. » (« Un carton rouge pour le tourisme », DANTE-Rio+10, 2002)

- **La prudence nécessaire face aux chiffres**

- Le taux de fuite des ressources commerciales varie pour deux raisons : le mode de calcul et l'extraordinaire diversité de situation des PMA. En effet, *« les effets des fuites sur les niveaux de revenus nets liés au tourisme sont [...] contrebalancés par une valeur ajoutée ou un volume plus important »* (D.D. Benavides, 2001) mais aussi par le type de tourisme que le pays de destination cherche à développer : *« Le tourisme destiné aux revenus élevés (de luxe) peut en fait entraîner une fuite accrue dans certains cas en dépit des revenus plus importants qu'il pourra générer, car il fait appel à des biens de haute qualité et à prix élevés. Le tourisme de masse peut comporter un plus gros risque de fuite que le tourisme écologique ou d'aventure parce que ce dernier apprécie et consomme les ressources locales en tant que partie intégrante de l'expérience touristique. »* (idem).

- Le taux de fuite varie aussi en fonction de l'origine de la clientèle : le Mexique, par exemple, connaît une consommation touristique intérieure qui représente 77,5% de la consommation touristique totale (OCDE, 2000), ce qui permet aux entreprises et à l'Etat d'amortir plus facilement les investissements consentis.



Importateur générateur de tensions inflationnistes et source de déséquilibres socio économiques voire de conflits notamment d'origine foncière avec les populations locales

Ce constat porté sur le tourisme même s'il doit être relativisé devrait pousser les Etats à appliquer fermement des politiques intérieures intégrées favorisant par des mécanismes multiples la percolation locale à tous les niveaux : fiscalité locale aménagée facilitations et offres promotionnelles pour les ré investissements recours plus important aux services locaux (systèmes productifs locaux professionnalisation promotion de marques locales) renforcement des politiques et des outils de lutte contre les pratiques anticoncurrentielles politiques de décentralisation budgétaire en faveur des investisseurs locaux

En fonction des marges de manoeuvre pratiques et effectives laissées par l'AGCS (nous verrons plus avant cette modalité d'organisation du commerce international) seules des réglementations nationales et/ou locales et des incitations et/ou obligations obligeront les organismes privés transnationaux leurs sous traitants et filiales à opérer d'une manière responsable dans le domaine environnemental et social par exemple en créant des marchés locaux du travail et de production Que ce soit au titre de la lutte contre la pauvreté du respect des principes du tourisme éthique ou du tourisme durable ou pourquoi pas ? sous la pression des consommateurs le tourisme conventionnel peut – et doit – améliorer son taux de recettes résiduelles

Ceci passe par une *approche territoriale* du tourisme un des fils rouges de cette étude garantie par la formation appropriée de tous les acteurs les plus impliqués et la réhabilitation de la *puissance publique* Qui devrait veiller en toute logique à la redistribution la péréquation l'investissement et la valeur ajoutée au plan local Le contraire de la dynamique d'extra territorialité d'un tourisme obsédé par ses stratégies de filières de réseaux et d'intégration

II Le tourisme concentré et « extraterritorial »

« Ainsi paradoxalement tandis que les autorités canariennes [Espagne, Canaries] réclament à cor et à cri au gouvernement central qu'il mette un frein à l'immigration beaucoup de secteurs d'activité de l'archipel s'en accommodent fort bien. Les immigrés refusent de dénoncer une situation qui leur procure des revenus, les entrepreneurs ont besoin de main d'œuvre, les municipalités et les conseils insulaires regardent ailleurs car pour promouvoir le tourisme ils ont besoin d'infrastructures adaptées »

Tomas Barbulo « Aux Canaries huit mille sans papiers construisent des hôtels » El País Madrid CI n°
juillet pages)

• Le tourisme concentrationnaire monopolistique

Quelques exemples sont nécessaires pour décrire le caractère massif et ponctuel dans le temps et dans l'espace d'un tourisme non relié à l'aménagement du territoire mais centré autour de ressources particulièrement attractives. Le cas le plus spectaculaire, et le plus probant, est le bassin méditerranéen. Trois exemples l'illustrent :

Turquie
Première région touristique de Turquie en nombre de visiteurs. Antalya et la côte méditerranéenne de la Lycie (sud) font figure d'épouvantail pour les défenseurs de l'environnement qui veulent y freiner le tourisme de masse.
Ses kilomètres de bord de mer ont accueilli l'an dernier quelque millions de visiteurs, près du tiers des touristes de l'ensemble du pays, et la tendance à la hausse fait craindre pour la préservation de sa biodiversité, de ses nombreux sites antiques et de ses magnifiques paysages. La moitié du rivage lycien faisait partie d'un parc national protégé dont la superficie fut réduite de moitié en quand le sud d'Antalya fut déclaré zone prioritaire pour le développement touristique.
Une croisière au large de Kemer à km au sud d'Antalya illustre l'ampleur des ravages d'une industrie qui rapporte au pays quelque milliards de dollars, avec une perspective de milliards en. « Notre but », explique Emrah Bilge, responsable du programme Lycie au World Wildlife Fund (WWF Turquie), une organisation de défense de l'environnement, « est d'éviter que ne se multiplient les centres à forte concentration humaine comme Kemer et d'organiser un tourisme d'échelle plus modeste, conservant le caractère local et respectueux des richesses naturelles et culturelles ».
C'est dans cette région, à la fin des années, que le Club Méditerranée français ouvrit son deuxième village de vacances de Turquie. Après, ce fut le tour d'hôtels toujours plus grands, toujours plus hauts et défigurant le front de mer, modelant les plages et transformant la végétation.
Conséquence : Kemer a dépassé sa capacité d'accueil maximale, seule une baie de la côte est exempte d'habitations, et la hauteur des hôtels limitée à mètres est bien trop haute pour ne pas nuire à l'environnement, estime Feridun Uyar, un architecte chargé de la planification de la ville de Kemer. Ici, c'est un funiculaire qui chevauche la colline d'un établissement pourtant baptisé « Natureland ». Là, c'est un canyon qui est muré et son débouché sur la mer a été remblayé de pans de falaise pour installer une buvette. Plus loin, c'est une route construite trop près du rivage qui a dû être consolidée par des rochers faisant disparaître le sable.
Les exemples de gestion soucieuse de l'environnement existent, mais ils sont insuffisants pour relever le défi du boom touristique.
Source : www.tourismexpress.info/article.php?id_article

Assurer un équilibre des territoires c'est important : la région est attractive et si on laisse faire on aura une « losangelisation » depuis Nîmes jusqu'à Sète La Région ne s'y résigne pas et cherche à rendre plus attractif l'ensemble du territoire du Languedoc Roussillon

[...] Mais le fait est que tout développement comporte des contradictions. On veut développer le littoral mais on veut aussi le préserver. C'est donc un équilibre qu'il faut trouver entre développement d'activités et effets pervers sur le foncier : nouveaux habitants par année perturbent l'environnement et le marché notamment sur la bande littorale et dans les grandes agglomérations »

Source : A. Laurent, C. de Ravignan & M. Théveniaut, PARI, entretien avec Michel Kotas, Directeur de cabinet du Président de Région Languedoc Roussillon, Directeur Général des Services / / enquête PARI sur Convention Dynamiques solidaires « Construire des références communes »

- La compétition entre les différentes utilisations du sol, qui entraîne contamination du sol et consommation des ressources, s'accroît dans la région méditerranéenne en raison notamment de l'extension et de l'augmentation de l'urbanisation et du tourisme. **En effet, la Méditerranée est la région touristique la plus populaire du monde avec quelque des arrivées internationales tandis qu'un tiers de sa population est concentrée dans les régions côtières** (AEE a b)

- L'imperméabilisation commence à poser problème dans la région méditerranéenne, principalement en raison du développement du tourisme. **En près de des terres urbanisées se trouvaient le long des côtes de l'Espagne de la France de l'Italie de la Grèce et de l'ex Yougoslavie**. Selon le Plan bleu, ce pourcentage devrait augmenter au cours des cinquante prochaines années (AEE b)

Source : Dégénération du sol et développement durable en Europe: ayons les pieds sur terre : un défi pour le XXI^e siècle. Série sur les problèmes environnementaux n° Agence Européenne pour l'Environnement (AEE) Copenhague pages

Le tourisme monopolistique, tel le tourisme méditerranéen, est basé sur le principe de la concentration aussi bien spatiale que temporelle. C'est l'exemple type d'un tourisme dont les infrastructures sont localisées dans une fine pellicule qui ignore l'arrière-pays immédiat et dont l'affluence touristique présente un fort caractère saisonnier durant la période estivale, ce qui accroît l'impact sur l'environnement et en affaiblit le modèle économique (d'après G. de Haan, J. Mann & A. M. Reid 2000).

Les résultats ? une contribution très significative au PIB des régions méditerranéennes mais, aussi, pour le WWF (2003), 14 % de côtes déjà bien endommagées, de vastes zones considérées comme perdues - les portions Syrie-embouchure du Nil, Rhône-Espagne, Barcelone-Valence - et des zones à haut risque comme le littoral libyen, turc et la mer Egée.

Construction immobilière non contrôlée le long des côtes, pollution industrielle, agriculture intensive, surpêche, consommation exponentielle d'eau douce, modification du foncier, artificialisation, modification des traits de côtes et de la courammentologie, pollutions... : sur le plan des impacts environnementaux, le solde du tourisme méditerranéen est largement négatif.

• Le tourisme de cohabitation : industriel et artisanal

Plus équilibré mais en voie de massification, se trouve l'Amérique latine dont les atouts, les espaces et la diversité des milieux permettent un tourisme ni totalement massif ni totalement diffus. Un tourisme de *cohabitation* :

Le tourisme est l'un des thèmes les moins étudiés en Amérique latine ce qui entre en contradiction avec l'importance croissante de cette branche d'activité et son rôle central par rapport au développement de certains pays ou de certaines régions. Après une phase de tourisme d'élite, on est passé à un modèle de tourisme de masse qui s'apparente d'une certaine manière aux modèles mis en place en Europe durant les "Trente Glorieuses". **Le Mexique est le pays qui a le plus développé ce modèle, ce qui lui permet de se trouver en huitième position au niveau mondial pour les flux de visiteurs** (millions de visiteurs internationaux).

D'autres pays, en particulier dans la zone des Caraïbes (République Dominicaine, Cuba), progressent rapidement aussi vers le **tourisme de masse**, cependant que certains pays cherchent à exploiter d'autres atouts, dont les parcs naturels, les grands espaces relativement peu peuplés (la Patagonie, l'Amazonie péruvienne, par exemple) ou leur patrimoine architectural ou culturel en général. On assiste par ailleurs au développement de nouveaux espaces touristiques du Sud (parcs naturels du Chili et d'Argentine, développement de la croisière le long du Pacifique Sud) dont les effets locaux constituent un point de rencontre [dans les] dimensions territoriale et spatiales.

Dans la grande variété des situations nationales et régionales, deux tendances peuvent être mises en évidence: en premier lieu, l'intérêt croissant des décideurs (autorités locales, grands groupes hôteliers, voyagistes, transporteurs) envers le tourisme, comme source de richesse locale et nationale, mais aussi d'ouverture au monde; en deuxième lieu, la complexité des répercussions des projets touristiques, quel que soit le modèle choisi. Une exploitation pionnière de la ressource touristique exacerbe des problèmes environnementaux et sociaux connus, parce qu'ils ont été déjà mis en évidence dans la zone européenne (Espagne, Italie, domaines insulaires relativement fragiles). Il paraît donc urgent de développer des recherches dans ces domaines.

Source : Christian Girault, champ thématique de recherche n° Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine, janvier Site www.cuzco.ihel.univ.paris.fr/recherche/

- Le *tourisme industriel* est un tourisme de masse qui implique une standardisation de produits construits autour du couple soleil/mer ou soleil/montagne et offerts à une clientèle à la recherche d'un exotisme assurant le dépaysement dans un cadre familial - l'exemple type serait le Club Méditerranée - à des prix les moins élevés possibles. Ce tourisme fait du lieu d'implantation d'une station touristique un support pour des actions dont la rentabilité doit être assurée à court terme.

« En créant des stations touristiques, nous avons fait comme si le tourisme était le moteur entraînant le développement d'activités complémentaires, alors qu'il en constitue généralement le résultat (Le Roy A., 1993 ; Reboud L., 1992). La faible densité d'activités complémentaires et de population autochtone rendent douteux le jeu des effets d'entraînement et de polarisation contenus dans le modèle des pôles de croissance ; les mécanismes de transmission attendus du pôle touristique ne fonctionnent pas, ou mal et avec des effets pervers. Ainsi, à n'avoir pas perçu assez tôt la spécificité du « produit touristique », son développement n'a pas généré tous les effets dynamiques qu'on était en droit d'escompter. » (A. le Roy, 1999).

- Le *tourisme artisanal*, au sens où le patrimoine et l'environnement, compris dans la demande touristique, font que les acteurs ne sont plus les seuls professionnels de tourisme, n'est ni un processus interne à une entité internationale ni une intégration d'inputs pour renforcer une mise en marché. Rural ou intégré, ce tourisme a des spécificités qui le font échapper aux mécanismes d'industrialisation en fondant son existence sur un tissu de relations de services. « Dès lors, pour satisfaire la demande de tourisme rural, les prestataires de services touristiques et les clients se retrouvent dans une situation d'interdépendance liant l'adéquation offre/demande d'une part à la qualité et à l'intensité de leurs relations, et d'autre part à l'implication de professionnels extérieurs au secteur touristique au sens strict à l'origine des relations de coopération afin de répondre ensemble à une demande complexe et diversifiée. Sinon on se retrouve face à des situations bien connues de « cathédrale dans le désert », résultant d'investissement dans un segment sans que les autres suivent. » (A. Le Roy, 1999)

La coexistence de ces deux formes de tourisme ne sera possible, sur la durée, que si les destinations, les activités, les services, les images et les réputations sont suffisamment disjointes pour satisfaire un public plus composite, c'est à dire des clientèles *de niche* de plus en plus exigeantes qui privilégient le calme et

la détente, des activités et de distractions plus nombreuses, une alternative au bronzer idiot et des contacts avec un autre mode de vie ayant sauvegardé des traditions tout en étant capable d'offrir confort et distractions. C'est ce tourisme de relations de service, qui, par nature, pourra répondre à une demande complexe, individuelle, évolutive, et entrer dans le cadre de projets globaux de dynamiques territoriales.

Qu'en pense le secrétaire général de l'OMT ? « *Le tourisme balnéaire traditionnel qui constitue aujourd'hui l'ossature du tourisme mondial ne va ni disparaître, ni même régresser. Simplement, les diverses formes de tourisme actif, d'écotourisme, de tourisme culturel, sportif et de découverte, ou encore de croisières, continueront de connaître un taux de croissance proportionnellement plus élevé que le tourisme "de soleil et de plage". Même si la plupart demeureront des « niches » modestes, elles sont amenées à grignoter progressivement des parts du marché mondial des voyages.* » (interview de F. Frangilli, Le Monde, 17 juillet 2003).

• Le tourisme « hors sol »

Mexique
• Un exemple parmi d'autres : une superbe autoroute aux normes nord américaines a été construite par le gouvernement mexicain sur plus de kilomètres entre Cancun et Chichen Itza avec pratiquement pour seule fonction de permettre des excursions rapides dans la journée depuis la grande station balnéaire des Caraïbes vers le prestigieux site maya Elle n'a aucune autre utilité L'investissement qu'elle a nécessité aurait permis l'extension et la rénovation de la totalité du réseau routier de la péninsule du Yucatan réseau notoirement insuffisant et dont l'état est déplorable Cette extension et cette rénovation pourtant jugées nécessaires au développement d'une économie régionale en crise n'est maintenant plus envisagée faute de crédits • Un autre exemple toujours au Mexique mais sur la côte Pacifique cette fois Plusieurs aéroports internationaux ont été construits à grands frais près de nouvelles stations balnéaires afin de permettre l'arrivée de vols directs depuis les principales villes des Etats Unis Ils n'ont en rien contribué à sortir les régions environnantes de leur isolement par rapport au reste du pays auquel elles sont reliées par des routes souvent impraticables en saison pluvieuse ! Peut on dès lors considérer que de telles infrastructures lourdes et coûteuses sont utiles au développement local et régional ? Tourisme et tiers monde l'exemple de l'Amérique centrale et de la Caraïbe
Source : Propos de Jean Pierre Beauvais recueillis par Natacha Lillo « Volcans » Site www.pauillac.inria.fr

Le tourisme « hors sol » se développe sans liens pertinents avec son territoire d'influence. Il est la forme, exportée dans le secteur touristique, des éléphants blancs et des projets de prestige sans utilité et, surtout, sans fonctionnalité. A ce stade, le degré d'extra-territorialité est avancé sans toutefois qu'il soit automatiquement le résultat voulu d'une stratégie d'entreprises ou d'une réelle politique d'aménagement.

• Le tourisme « bocal »

Le tourisme bocal est la forme autarcique et la plus extra-territoriale du tourisme. A l'opposé du tourisme diffus, intégré ou indiqué (pour les Québécois), les formules « *all inclusive* » (*tout compris*) représentent un tourisme enclavé dont l'accès est réservé aux clients et aux classes locales aisées et dont les matériaux, infrastructures, nourriture et main d'œuvre qualifiée sont majoritairement importés. Les contacts avec la population sont réduits au personnel de maintenance, dont les emplois sont précaires, saisonniers et peu rémunérés. Dans ces formules, 90% du montant total du forfait reviennent aux tours opérateurs qui s'assurent de la gestion directe de l'ensemble des prestations selon F. El Alaoui (1999). On inclura dans cette catégorie les croisières maritimes, formes mobiles et assez élitistes - pour le moment - du tourisme « bocal ».

Le tourisme « bocal » n'est pas seulement la résultante des stratégies de concentration et d'intégration verticale des grands groupes internationaux du tourisme, comme on le verra dans le chapitre suivant. Il est aussi le fruit d'un choix de politique de développement. L'exemple de la palmeraie de Tozeur décortique le processus implacable qui transforme - en bien, en mal - une relation ancestrale de co-évolution homme-nature en une relation de dépendance marchande consommateur-producteur.

Tourisme de masse et développement local : le cas de la palmeraie de Tozeur dans le sud tunisien

© Claude Llana

Tozeur est une petite ville du sud est tunisien située à la frontière algérienne à la limite Nord Est du Sahara. C'est aussi une des oasis les plus célèbres du monde irriguée par sources. Elle abrite une splendide palmeraie de plus de ha qui ne compte pas moins de arbres. Véritable coin de verdure entouré de dunes (erg) et de désert de pierre (reg).

Depuis des générations la palmeraie nourrissait la population de la zone. La production maraîchère (salade, blettes, carottes, bananes, dattes...) garantissait l'équilibre alimentaire d'une population sédentarisée. L'organisation agricole centrée sur une utilisation raisonnable de l'eau permettait une production vivrière importante. Depuis le ième siècle le plan d'irrigation d'origine arabe assurait une répartition de l'eau mesurée par le « gadous » ou sablier hydraulique. Chacun avait accès gratuitement à l'eau qui circulait dans toutes les parcelles grâce à un ingénieux réseau d'irrigation. Les conflits inhérents à l'arrosage étaient réglés par un tribunal populaire souverain qui assurait l'équilibre social d'une population autosuffisante sur le plan alimentaire. Tout le monde trouvait sa place dans cette organisation qui assurait au groupe les moyens de sa reproduction.

Or ce fragile équilibre économique et social basé sur la raison va être fortement remis en question au début des années . C'est en effet la période durant laquelle le gouvernement de Tunis va chercher à se lancer dans une politique d'ouverture accélérée au tourisme international. Il va financer la construction d'un aéroport international à Tozeur pour dégorgier la côte surpeuplée de la Méditerranée. Dans la foulée sont apparus une douzaine d'hôtels de grand standing (ou étoiles) pour attirer des touristes du monde entier vers des séjours clé en main. Tout est garanti par le tour operator : cela va de la fête berbère le soir avec musiciens folklorisés jusqu'à la méharée de quelques heures sur des dromadaires prévus à cet effet en passant par le costume de bédouin pour sacrifier toujours plus au mythe du désert.

Dégagés de toute communication avec la population locale, les visiteurs participent à cet apartheid touristique. Dans une juxtaposition d'un monde schizophrène où les quelques contacts existants entre les visiteurs et la population locale sont d'origine commerciale. Ce qui ne permet à aucun moment aux deux mondes de se comprendre où de partager les mêmes préoccupations. Positionnés officiellement dans un rapport social de consommation, les touristes gros utilisateurs d'eau la consomment sans retenue. Des forages pour l'irrigation des jardins et des pelouses ont été creusés, des canalisations d'eau potable assurent désormais l'approvisionnement des réserves à touristes. En un mot celui qui voyage sans rencontrer l'autre ne voyage pas, il se déplace... Il emmène avec lui ses représentations du monde et repart avec les mêmes idées renforcées par l'expérience puisqu'il n'a pas su s'enrichir au contact de la culture des peuples autochtones... Du coup les agriculteurs se sont trouvés en concurrence avec les hôtels pour l'accession à l'eau. Couplé à une fragilisation du régime des pluies et à une montée générale de la moyenne des températures annuelles, la situation des agriculteurs de la palmeraie s'est fortement dégradée. L'eau gérée historiquement de manière raisonnable était ainsi soumise à une gestion rationnelle. Celui qui paie obtient le produit. L'eau qui avait assuré la réputation et la richesse de la palmeraie était devenue un bien comme les autres. Elle est aujourd'hui payante pour l'arrosage de la palmeraie (par hectare par an pour un arrosage hebdomadaire). Bien évidemment, peu d'agriculteurs ont pu subsister.

Les travailleurs de l'oasis ont quitté le travail des champs pour se consacrer aux activités touristiques. Chez les jeunes l'attraction a été très forte. Quelques travailleurs locaux possèdent ainsi des emplois fixes (CDI) dans les hôtels et les tours opérateurs de la ville. La grande majorité plus flexibles encore (CDD ou intérimaires) servent de main d'œuvre d'appoint pour s'ajuster à la demande touristique. Or depuis les événements du septembre l'activité touristique est en crise. On retrouve donc cette jeunesse locale dans les lieux publics en train d'attendre les touristes et de se lamenter sur l'absence de visiteurs comme le ferait n'importe quel commerçant établi. Ainsi avec plus de de chômage, toute la zone se trouve maintenant dépendante de l'offre extérieure.

.../...

.../...

Dépendance alimentaire Les légumes viennent tous les dimanches pour le marché de l'extérieur de la ville. Ils sont produits dans des lieux à forte productivité, dans des plaines où les équilibres écologiques et sociaux ne sont plus assurés mais où les coûts de production sont inférieurs à ceux de la palmeraie.

Dépendance financière Face au manque de liquidités, l'activité touristique demeure la seule source de revenus financiers. Or, cette activité est fortement soumise au contexte international. Alimenté par les médias, le mythe du désert connaît-il est vrai, un certain succès, mais malgré les prix attractifs pratiqués ces derniers temps, les tours opérateurs ne parviennent pas toujours à attirer les visiteurs (effets des événements du septembre).

Dépendance culturelle La référence devient le modèle occidental. L'attraction du tourisme de masse génère des besoins que la production locale ne peut satisfaire. Les jeunes sont derrière les groupes de touristes des tours opérateurs comme s'il s'agissait d'une caravane publicitaire. Prêts à vendre leur âme pour obtenir une pièce, un objet ou même une adresse... Premiers éléments du terreau de l'espérance migratoire qu'ils entretiennent comme seule espérance à leur frustration. Ces relations fugitives masquent la qualité de l'accueil musulman.

Ahmed, viel écrivain public de la ville, en est le témoin : « *Cette jeunesse nous désespère, ils ne veulent plus travailler la terre de nos ancêtres, ils préfèrent se pervertir au contact des groupes de touristes, ils cherchent l'argent et pas l'amitié : ce sont deux choses différentes. Le musulman doit accueillir l'étranger et partager avec lui ce qu'il possède de meilleur. Vous n'essayez pas de leur montrer où sont les valeurs du peuple tunisien ? Bien sûr, mais ils sont comme fascinés par le monde occidental...* »

De toute manière, la minorité possédante et le capital touristique du Nord ont rapidement mis la main sur cette rente touristique au détriment de la population locale. Pire encore, le tourisme passe comme la seule solution pour le soi-disant développement de la zone. La colonisation des imaginaires est là aussi évidente. Son vecteur principal demeure le mythe du développement et de l'Occident. J'ai pu le constater lors d'enquêtes de terrain dont une réalisée avec Béchir (ans, assis sur un banc en attendant les touristes) :

« *Avec le tourisme, il n'y a plus de place pour l'agriculture ici à Tozeur. Le travail que faisaient nos ancêtres, nous n'en sommes plus prêts à le faire. On préfère travailler avec les touristes. Et si les touristes ne viennent pas ? S'ils ne viennent pas... ! Et bien, on attendra qu'ils arrivent ! La situation finira bien par s'améliorer !* »

Cette pollution physique et morale est symbolisée par le recul de la palmeraie au profit du désert. Aujourd'hui, seulement des terres sont cultivées et de nombreux palmiers meurent faute d'arrosage et d'entretien. Par ailleurs, la palmeraie sert de réceptacle à des bouteilles plastiques d'eau minérale comme résidu matériel et dérisoire de la pollution touristique sur le fragile équilibre écologique et social de la palmeraie de Tozeur.

Mais, il y a pire encore... Depuis l'année dernière, un chantier pharaonique de construction de golf en plein désert défigure les abords de la palmeraie. Comment faire pousser du gazon avec ° à l'ombre durant la moitié de l'année ? C'est le pari relevé par ce chantier de terrassement qui va puiser dans la nappe phréatique pour maintenir des plantations de gazon en plein désert. On peut donc penser que le pire est encore à venir... Voilà comment une région jadis autosuffisante au niveau alimentaire, fière de sa culture et de son identité, a laissé à une minorité le soin d'organiser son présent et son avenir. Les projets développementalistes tournent le dos à la tradition pour imposer une industrie hôtelière et touristique au service des occidentaux et d'une minorité possédante qui pourront faire du golf sous les palmiers... [...]

En attendant les touristes, et malgré les prétextes fondamentaux de l'islam, cette population déstructurée s'adonne à l'alcool pour oublier qu'elle a vendu son âme et sa palmeraie aux sirènes du tourisme de masse. C'est d'ailleurs dans la palmeraie même que se regroupent les buveurs, à l'abri des regards, à la fraîcheur de l'ombre des palmiers et peut-être aussi de manière symbolique pour honorer ce qui a fait la fierté puis le désenchantement des peuples de la région.

Source : Claude Llena () enseignant-chercheur en sciences sociales, Montpellier, www.actionconsommation.org

« En parlant de la nouvelle génération, Mzee me disait : « Les fils à qui nous avons donné naissance sont devenus des hyènes cherchant quelque chose à manger (le profit) à chaque instant ».

Mais à l'inverse, un jour, j'observais Mzee ramasser, tout en psalmodiant une incantation, un peu de terre de son village pour fabriquer une amulette destinée à ses enfants. Celle-ci devait être ensuite bénie par le chef spirituel de la communauté. Je lui demandais alors si ses enfants feraient plus tard la même chose. Sans lever la tête, il me répondit d'une autre question : « Peut-on vivre autrement que la façon dont on a été élevé ? ». » (F. Bouzon)



« Se rendre à Bombay en huit heures d'avion empêche de s'acclimater surtout si le séjour n'est que de huit jours La voiture à air conditionné l'hôtel à air conditionné le musée à air conditionné les restaurants à air conditionné les galeries marchandes à air conditionné tout est prévu pour effacer les différences climatiques qui existent encore entre votre pays d'origine et le pays visité Les moments sans air conditionné sont alors vécus comme de véritables hardiesses qui vous conduisent au bord du risque ! » écrit Thierry Paquot en

La climatisation tout compte fait est aussi une forme d'extraterritorialité L'air touristique bien intangible et commun n'a pas besoin d'être soumis aux règles du marché : il est filtré nettoyé aménagé exactement comme le sont les pratiques du tourisme de masse qui réclament des aéroports et des infrastructures lourdes des parkings pour les autobus des élargissements de chaussée des hôtels et des golfs gourmands en eau paysages et espaces de nature

Le tourisme massif et concentré avec des degrés différents est donc le produit de deux forces très puissantes : des politiques à court terme et la question des contraintes possibles sur ces politiques se pose et une course vitale dans le système dominant à la productivité maximale et la question des externalités se pose

Les pressions du marché global sont irrésistibles Ce sera l'objet du chapitre qui suit

III L'intégration asphyxie les offres alternatives

« En revanche la stratégie d'intégration verticale a réussi à certaines entreprises dont les performances sont indéniables (ex : Nouvelles Frontières et Fram) Les stratégies de fusions acquisitions et d'internationalisation ont eu pour conséquences des économies d'échelle le contrôle de vols charters un pouvoir de négociation renforcé (hôteliers) le contrôle des tarifs »

AFEST Tourisme des années 2000 2^{ème} partie chapitre III – Montée en puissance de nouvelles stratégies
mise en ligne site www.afest.org

Le tourisme connaît aujourd'hui une mutation qui voit les agences, voyagistes et TO, évoluer en grosses structures construites sur un mode de concentration verticale pour répondre aux logiques économiques et financières issues d'une concurrence commerciale forte. Ces logiques tirent vers le bas les prestations du secteur en les vidant de leur contenu d'échanges et de rapports interactifs avec les populations d'accueil, en massifiant les fréquentations, en accélérant le rythme des rotations aériennes et en accumulant pollutions et dégradations.

Comment ces processus se produisent-ils ? Et quelles en sont les conséquences ?

• Deux cas d'école : World of TUI et Nouvelles Frontières

Le tourisme n'est pas une activité comme les autres, comme on l'a vu précédemment. Elle est par nature hétérogène, multi-sectorielle, multi-service, multi-métier et multi-produit.

Mais cette hétérogénéité a aussi comme particularité de s'inscrire dans une chaîne cohérente : transport, hébergement et loisirs, malgré leur spécificité, sont étroitement complémentaires.

Cette spécificité du produit touristique explique, partiellement, le comportement des opérateurs dans un contexte de concurrence frontale. Obligés de coordonner étroitement leurs activités, ces opérateurs supportent des coûts de gestion et de transaction élevés qu'ils cherchent à réduire par des stratégies d'alliances, de fidélisation, d'innovation, de diversification de l'offre, de spécialisation, de différenciation, de croissance interne ou externe.

Mais la stratégie majoritaire est la création d'entreprises de coordination d'activités (comme les Tour Opérateurs) et/ou des opérations d'intégration verticale.

Pour comprendre cette stratégie, mieux vaut examiner, de l'intérieur, le processus. Deux exemples suffiront. Celui de TUI et de Nouvelles Frontières, récemment acheté par...TUI (d'après IREST-Paris I, 2003).

World of TUI (ex Preussag) : un géant dominateur

Ce groupe allemand (millions d'euros de CA en) compte quatre domaines d'activités principales :

- Tourisme : représente de son activité ;
- Logistique : de son activité ;
- Industrie : de son activité ;
- Distribution : réseau de distribution exclusif avec agences dans le monde

.../...

.../...

Depuis sa naissance TUI a modifié sa stratégie initiale. En effet, ce groupe fortement diversifié a changé totalement d'activité en passant des activités industrielles au tourisme. Sa stratégie est fondée sur la maîtrise des produits du tourisme à travers une diversification par intégration verticale que l'on peut qualifier de « multidimensionnelle » en raison du nombre considérable d'acquisitions et de marques détenues en propre par le groupe allemand sur chaque élément de la chaîne de valeur touristique [...]

La détention de nombreux hôtels, agences, marques et avions permet à TUI de réaliser un tourisme de masse et ainsi de dominer le marché européen et mondial. TUI s'est développé dans le tourisme par croissance interne et externe. C'est uniquement par la cession de ses filiales appartenant à divers secteurs que le conglomérat allemand a pu financer ses acquisitions et avoir la place qu'il occupe actuellement. En 2014, les principales filiales vendues étaient Chaffoteaux et Maury, Baymark Group et Elco Cuenod.

Les seuls fonds propres obtenus par ces ventes ont permis à TUI d'investir dans le tourisme et de racheter d'autres groupes très importants au niveau européen comme Nouvelles Frontières et Thomson Travel. TUI se développe également par croissance externe car sa stratégie d'acquisition d'opérateurs touristiques « clés » lui permet de croître rapidement et de dominer le marché.

La taille critique atteinte par TUI dans le tourisme (à lui seul, TUI réalise près de 10% du chiffre d'affaires total des premiers opérateurs touristiques français !) **lui permet d'exercer une très forte pression sur les prix tout en bénéficiant d'un accès privilégié aux stocks.** TUI cherche également à diversifier son offre par diversification marketing. L'acquisition de concurrents européens n'a pas pour seul objectif de dominer le marché mais elle permet également d'élargir le catalogue de séjours, déjà considérable, du géant allemand.

Source : IREST Paris I

Nouvelles Frontières : / de World of TUI...

Le groupe Nouvelles Frontières (1,5 milliards d'euros de CA en 2014) compte trois activités principales :

- Hôtellerie : à travers la chaîne hôtelière « Paladien » composée de 150 établissements
- Transport aérien : la compagnie Corsair absorbe environ 10% des besoins en aérien
- Distribution : réseau de distribution exclusif avec 100 agences dans le monde

Il faut s'intéresser plus précisément à l'activité voyage (Tour operating) qui constitue le cœur d'activité de Nouvelles Frontières. Nouvelles Frontières a consolidé sa gamme de produits et propose « tous types de voyages » et « tous types de formules ». Ses concurrents directs sont Club Med, Jet Tours, Look Voyages et Fram.

On peut distinguer deux avantages concurrentiels pour Nouvelles Frontières : une très forte notoriété et une bonne image de marque. Depuis sa création, Nouvelles Frontières suit une stratégie de diversification par intégration verticale. Bien que les vols secs représentent 10% de son chiffre d'affaires, son premier métier est le tour operating. Les activités de Nouvelles Frontières sont devenues complémentaires (l'hôtellerie et l'aérien deviennent des prestations pour le tour operating...)

Depuis son rachat par le numéro un mondial TUI, Nouvelles Frontières recherche une meilleure efficacité de son activité voyage en se recentrant sur les produits les plus attractifs et les plus rémunérateurs, comme le bassin méditerranéen et les Caraïbes. Si les vols secs représentent encore plus de 10% de son activité, la politique affichée de Nouvelles Frontières est d'augmenter l'activité package, source de valeur ajoutée. Les dirigeants de Nouvelles Frontières (et donc de TUI) sont conscients que le caractère très intégré de Nouvelles Frontières permet de dégager une valeur ajoutée plus forte que ses concurrents sur cette activité.

Une des particularités de Nouvelles Frontières est de combiner ses quatre activités (distribution, tour operating, aérien et hôtellerie) afin que ces dernières soient toujours à 100% de leur capacité quel que soit le niveau d'activité.

Le groupe externalise ses activités « à la marge ». Ainsi, seules les ressources externes (c'est à dire les contrats passés avec les tiers) que le groupe mobilise sont abandonnées en cas de diminution de l'activité.

L'absorption de Nouvelles Frontières par TUI renforce la stratégie de coûts de Nouvelles Frontières. Elle a permis des économies de plus de 100 millions d'euros par an sur les plus gros postes de dépenses, en particulier l'aérien. Cette stratégie de coûts est favorisée par de forts gains de synergies au sein du groupe allemand. Nouvelles Frontières bénéficie ainsi de l'organisation de TUI en « plateformes » : la plateforme aérienne (10 avions), la plateforme réceptive et la plateforme hébergement (10 hôtels). Cette réduction des coûts a permis une diminution de 10% à 20% de ses prix sur les destinations jugées prioritaires pour l'hiver 2015 : Antilles, République Dominicaine, Cuba...

Source : IREST Paris I

World of TUI, Nouvelles Frontières, mais aussi Club Med, Fram, Look Voyages, Voyageurs du Monde, HavasVoyages, Go Voyages, Vacances Carrefour... toutes ces sociétés sont, plus ou moins, dans le même processus d'intégration de deux grandes activités stratégiques : le *tour operating*, qui consiste à assembler les différentes prestations d'un séjour afin d'offrir un produit « packagé » au client final et l'activité *vols secs*. Bien que les volumes d'affaires et les marges de ces deux grandes activités soient distinctes, au moins un point rassemble tous les opérateurs : mieux vendre. C'est aussi dans la promotion et des systèmes de vente que les stratégies de concentration se développent également. On comprend dans ces conditions que la maîtrise du tourisme de masse par les populations locales relève au mieux de l'incantation au pire du cynisme ambiant...

• La distribution des produits est elle aussi dans l'œil du cyclone

Depuis deux décennies, les compagnies aériennes vendent principalement leurs billets via les agences traditionnelles grâce à des GDS (*Global Distribution System*, type Sabre, Amadeus, Galileo ou Worldspan), outil de mutualisation informatique. Depuis trois ans environ, les compagnies aériennes, fragilisées et engagées elles-aussi dans une spirale à la baisse des prix et donc à la hausse de la traque des coûts, cherchent à contourner les GDS et les agences. L'essor d'internet et les nouvelles technologies leur offrent une alternative séduisante, moins chère en coût unitaire de transaction, et tout aussi efficace. Les sites de vente type Orbitz, Opodo ou Zuji et les agences virtuelles comme Lastminute, Expedia, Degriptour ou Travelcity sont quelques-uns de ces nouveaux canaux de *vente directe*, si prisés par les compagnies *low cost*.

« Le brassage des cartes est à son comble avec l'émergence de conglomérats intégrant producteurs, distributeurs et solutions technologiques. Le cas le plus flagrant est l'américain Cendant, un groupe de franchise hôtelière qui contrôle le loueur Avis, Wizcom, une interface hôtels-GDS, RCI, un des leaders du *time-sharing* et qui marie un réseau d'agences de voyages traditionnelles. » (Un grand quotidien, 8 avril 2002, site www.dimo-gestion.fr).

Ces stratégies sont analogues aux processus d'intégration de l'industrie du tourisme. Face à cette évolution létale pour elles - une spécialité moribonde, une concurrence brutale et des marges laminées -, les agences évoluent vers le *consulting* en devenant conseil en management pour l'achat de prestations de transports, la gestion des frais de voyage et l'intégration des différents systèmes et sources d'information. Dans le jargon du milieu, les agences sont devenues des *Travel Management Companies*.

Enfin, le dernier maillon de la chaîne de distribution, les GDS, investissent dans la technologie et, avec les agences, se sont engagés dans une intégration verticale pour maîtriser le *self-booking*.

• La conquête de parts de marché contre la conquête de parts d'éthique

Une fois les différentes composantes de la filière intégrées dans un même ensemble où les coûts de gestion et d'approvisionnement sont traqués et les économies d'échelle pratiquées systématiquement, il s'ensuit une position dominante qui place les gros investisseurs en position de traiter d'égal à égal avec les Autorités et de négocier en position de force avec les fournisseurs locaux. Ainsi, la plus grosse agence réceptive du Maroc faisait 76 millions EUR de chiffre d'affaires par an en 1999 (F. El Alaoui, 1999) tandis que Nouvelles Frontières, Club Méditerranée et Selectour Voyages, les poids lourds français du secteur ont réalisé, en 2001, entre 1,889 et 1,220 milliards EUR (Classement annuel 2001 des entreprises françaises, L'Expansion), chiffres un peu supérieurs à leurs performances de 1999.

En prenant l'exemple de l'écotourisme, toujours richement documenté, l'analyse confirme le fait que ses principes - petite échelle, local, diffus - non seulement ne sont pas pris en compte dans les cadres commerciaux mis en place mais qu'ils vont à l'encontre des logiques naturelles d'un marché qui ne sait qu'externaliser ses contraintes au bénéfice de marges âprement disputées. L'analyse de M. Frei (2001) est sans détours :

Les règles du marché concurrentiel v/s la prise en compte des « externalités »

Les bilans des consortiums touristiques internationaux et les processus de concentration dans cette branche suggèrent que la grande entreprise contribue plutôt à une redistribution des pauvres vers les riches. L'espoir toujours exprimé est que l'écotourisme soit plus qu'un simple créneau mais peut être un modèle pour un développement durable de l'industrie touristique. Pourtant ce vœu paraît osé en raison des conditions cadres financières et commerciales.

Aussi longtemps que les conséquences des accords de libéralisation dans le secteur des services (GATS) sur la nature et la population hôte sont exclues du débat, il y a peu d'espoir de voir pris au sérieux un écotourisme global et durable.

En effet, la libéralisation des services, qui ne prête aucune attention aux projets d'écotourisme, péjore encore les chances pour les acteurs économiquement défavorisés et vulnérables dans un système de concurrence mondiale. Des projets locaux et auto-déterminés d'écotourisme, qui visent une utilisation durable des ressources et une participation économique et politique la plus large possible, ne disposent souvent pas de l'expérience d'entreprise nécessaire pour générer des revenus considérables. En outre, ils disposent face à la concurrence de grandes entreprises financièrement plus fortes de mauvaises cartes [...]

Ainsi le système touristique vise d'abord la réalisation des intérêts économiques particuliers sur les marchés globaux.

En raison de son organisation éclatée, les acteurs les plus divers au niveau local, national et international, le tourisme comme branche, est enclin à une pensée à court terme et à l'externalisation des frais d'exploitation. En revanche, la protection de l'environnement essaie de produire des intérêts de bien public à long terme. Chaque système comprend (et/ou accepte) des tentatives extérieures d'orientation que si celles-ci correspondent à leur propre logique.

Source : Marianne Frei () « Évaluer l'écotourisme est une nécessité » Arbeitskreis Tourismus & Entwicklung (Groupe tourisme et développement Bâle)

En fin de compte, les offres alternatives du tourisme sont-elles vraiment asphyxiées ?

Laissons la parole aux acteurs de terrain, en l'occurrence M. Rial, de VOYAGEURS DU MONDE :

« L'afflux de devises est tellement important pour les pays du Sud qu'ils ne vont pas ergoter sur le fait qu'un hôtel aura huit étages ou deux, ou protester lorsqu'un hôtel détourne de l'eau des populations locales pour que ses clients puissent changer de serviettes de toilette.

Ces pratiques sont plus souvent dénoncées qu'auparavant, mais encore trop rarement. Dans ces pays, la clé c'est le business, pas la pompe à eau qui ne génère pas de revenus.

Finalement, je pense que la seule solution est que les opérateurs des pays développés, concurrents entre eux, édictent des règles communes et les respectent. » (C. Baudry & M. Jacquot, Le Monde, 26 juin 2003).



Internet qui représente actuellement environ de part du chiffre d'affaire total de la distribution des produits touristiques les sites *on line* les service de billetterie à prix discount les séjours organisés les produits packagés sont les nouveaux canaux de vente d'une offre touristique également présente dans la grande distribution

Le tourisme de masse et sa gestion industrielle sont une réalité qui s'impose à tous les territoires soumis aux diktats de groupes industriels eux mêmes contraints par la loi des marchés : coûts de production rentabilité marge consolidation tout est compacté dans une intégration verticale qui pèse sur les autorités les prestataires et les producteurs des pays d'accueil

Que faire ? Le Conseiller du Ministre du tourisme de Cuba Miguel Alejandro Figueras note : *"On a assisté au cours des deux dernières années à une accélération des fusions d'organismes touristiques en Europe et à la poursuite de leur mouvement d'intégration verticale avec les compagnies aériennes. Un processus – conscient ou inconscient – amène ces forces à se regrouper face aux très fragiles organismes et institutions qui s'occupent du tourisme dans les pays moins développés. Cuba – comme l'ensemble de la région des Caraïbes – doit prendre des mesures pour minimiser l'effet de la mondialisation et de l'intégration verticale dans le domaine du tourisme"* (M A Figueras)

A côté ou peut être à l'origine de la solution institutionnelle au problème du tourisme rouleau compresseur se trouve sans doute le pouvoir et le vouloir du voyageur du touriste et du visiteur. Mieux le connaître et relever dans l'acte de consommation touristique les points faibles et les handicaps. Telle est l'urgence et la priorité. C'est en les combattant que le tourisme aveugle sera combattu.

IV Une citoyenneté *en vacance*

« Sensible aux problèmes d'environnement dans sa sphère locale et individuelle le touriste l'est moins dès qu'il part à l'étranger »

Josette Silsic consultante en tourisme citée dans Terre sauvage (juillet) à propos de l'enquête sur le « comportement du touriste français face à la mondialisation »

• Pillage irrespect acculturation

C'est sur les thèmes sociétaux et environnementaux que se développent la majorité des critiques sur le tourisme de masse. Ces critiques sont issues de constats : la prostitution infantile, la prostitution des adultes, le travail forcé, les confrontations brutales à d'autres modes de vie, les processus d'acculturation, la folklorisation des populations, les déplacements forcés, les restrictions et interdictions d'accès ou d'usage de certaines ressources, la mendicité et le pillage des biens culturels forment l'essentiel des impacts négatifs *sociaux* et *sociétaux* issus d'un tourisme non maîtrisé, c'est à dire des touristes livrés à eux-mêmes.

Quelques exemples, parmi beaucoup, témoignent de faits navrants :

La mondialisation du pillage des objets d'art et des biens culturels

• Au Cambodge le temple d'Angkor inscrit depuis au patrimoine de l'humanité fait actuellement l'objet de pillages par les touristes A l'inverse peu connus et difficiles d'accès mais tout récemment promu par l'UNESCO au titre de patrimoine de l'Humanité les temples homologues de Vat Phou au Laos sont encore préservés du fléau : deux situations similaires qui ne se distinguent que par le niveau de fréquentation touristique

• Le peuple Torajas dans les Célèbes (Indonésie) les vestiges et objets d'art amérindiens le patrimoine préhispanique et colonial du Guatemala les rarissimes statuettes nok du Nigeria les sites archéologiques irakiens (dont le pillage était endémique avant la guerre) les trulli [le « trullo » (trulli au pluriel) est une construction traditionnelle en pierre sèche avec un toit conique des paysans des Pouilles en Italie.] des Pouilles en Italie les tissages traditionnels du Bhoutan etc : au Nord comme au Sud le vol le trafic ou l'achat à des propriétaires naïfs enrichissent des collections personnelles et parfois très officielles

Source : d'après le dossier « Objets d'art le pillage continue » () Courrier International n° du Octobre au Novembre

Irrespect culturel

Un autre effet pervers du tourisme réside dans le choc que constitue le contact des touristes riches avec les populations locales des pays en développement Ce choc est d'abord culturel : **en Inde ou au Népal le manque d'égard des touristes visitant les temples ou les monastères est vécu comme un viol des espaces sacrés** Sous la pression des opérateurs de tourisme les cultures locales se corrompent en folklore commercial les rites ancestraux sont pervertis pour permettre aux touristes de photographier des « coutumes locales » promises sur catalogue

Source : B Dehais « Un tourisme inéquitable » dossier « Les dégâts du tourisme » Alternatives Economiques n° juillet août

L'effraction des tombeaux Sakalava à Madagascar

Le pillage des remarquables sculptures en bois ornant les tombeaux des villages Sakalava de la région de Morondava représente le plus grave impact socio culturel lié au tourisme

En effet à l'instigation de visiteurs ou par vénalité des pillages répétés ont conduit à la dégradation complète de la plupart des tombeaux des environs de l'aéroport et de ceux de Marovoay. De telles actions amènent les villageois à se méfier des étrangers qui viennent les visiter.

Certains interdits traditionnels respectés par les Sakalava font que la lutte contre les pillages a été rendue difficile : d'une part les habitants ne vont en ces endroits que pour les funérailles et d'autre part il semble que les vieux tombeaux qui tombent naturellement en ruine n'ont pas le droit d'être restaurés. De plus les tombes se trouvent souvent loin des villages et la force publique en sous effectif n'est pas en mesure d'en assurer la surveillance.

Un phénomène aggravant est que les autres ethnies des divers quartiers des villages ne respectent pas nécessairement les lieux sacrés des Sakalava et peuvent ne pas ressentir de scrupules particuliers à piller leurs tombeaux.

Plusieurs témoignages de guides convergent pour situer la responsabilité des exactions commises au niveau de « certains » guides qui auraient « des responsabilités »...

Du côté de la demande il semble que des habitants de Morondava exportent les sculptures vers des collectionneurs occidentaux.

Les vols ainsi que l'interdiction de rénover un tombeau amènent les villageois à abandonner les sculptures en bois pour construire de nouveaux tombeaux en béton. Des éléments de l'art local se perdent ainsi et les ancêtres sont bafoués.

Source : Alain Laurent « Elaboration d'une politique de développement touristique compatible avec l'environnement (DTCE) Phase : diagnostic » ONE/AMON Tourisme & Développement pages

« D'autre part, nous nous heurtons parfois à l'incompréhension, voire l'hostilité de certains visiteurs, qu'ils soient touristes ou bénévoles (touristes solidaires ?) généralement par manque d'information et d'expérience des réalités du Sud.

Nous avons expérimenté à maintes reprises le décalage entre le comportement d' « enfant gâté » et le discours lénifiant du touriste-lambda, plein de bonne volonté tant qu'on ne le remet pas vraiment en question sur certaines pratiques incompatibles avec la durabilité et l'équité, notamment en ce qui concerne l'alimentation, sujet tabou !

Nous envisageons, en partenariat avec une association d'accueil en milieu rural, de proposer en Ardèche dès cet automne, des sessions de préparation au départ dans les pays du Sud et de l'Est. » (M.D. Mendez, 2002).

• L'exploitation des adultes... et de leurs enfants

Terrifiant : Tourism Concern cite une étude réalisée au Sri Lanka, qui montre que sur cent enfants d'une école, quatre-vingt six avaient déjà eu une expérience sexuelle à douze ou treize ans avec un touriste étranger. (B. Dehais, 2001).

Deux témoignages témoignent de l'ampleur et de la réalité d'un phénomène en forte croissance dont la pauvreté est la racine principale.

Impact humain et sociologique du tourisme : le développement du tourisme sexuel impliquant des enfants

© Hélène FEVRE – T D

Le tourisme sexuel se développe sur tous les continents principalement dans les pays les plus pauvres. Les arrivées massives de ces touristes particuliers ont de nombreuses conséquences néfastes sur les populations qui les accueillent. L'une d'entre elles est le développement du tourisme sexuel et en particulier celui impliquant des enfants. Il consiste pour un touriste à avoir, durant son voyage, des relations sexuelles avec des enfants contre une rémunération. En plus du tourisme de masse, celui d'aventure est dangereux et propice au développement du tourisme sexuel. Cette forme de voyage privilégie les régions reculées des destinations touristiques, la rencontre avec les populations locales et favorise leur acculturation. Encore peu touchées par le tourisme de masse, ces personnes sont moins méfiantes et moins préparées à l'arrivée d'étrangers. Ces derniers sont considérés comme riches et accueillis comme des personnalités importantes. Il est donc très facile pour les touristes sexuels de profiter de cette naïveté pour abuser sexuellement des enfants.

Très répandue et particulièrement en Asie du Sud-Est, cette activité est pratiquée par des touristes qui partent en voyage dans le seul but d'abuser des enfants ou par des voyageurs qui profitent de l'opportunité pour s'adonner à la pédophilie. Vulnérables et innocents, ces enfants victimes sont contraints par un proxénète, un membre de leur famille ou simplement pour survivre. Dans tous les cas, le tourisme sexuel a de graves conséquences pour les enfants. Non seulement ils sont soumis à des violences physiques et psychologiques, mais sont aussi exposés aux maladies sexuellement transmissibles.

Présentation du tourisme sexuel

L'Organisation Mondiale du Tourisme (OMT) définit « le tourisme sexuel comme un voyage organisé dans un but touristique ou autre, mais qui utilise les infrastructures et les réseaux touristiques et dont l'objectif principal d'avoir des relations sexuelles rémunérées avec les résidents de la destination ». La Déclaration et le Plan d'Action du Congrès Mondial contre l'exploitation sexuelle des enfants (Stockholm, 1990) présentent l'exploitation à des fins commerciales comme « étant une violation fondamentale des droits des enfants. Elle comprend l'abus sexuel par l'adulte et une rétribution en nature ou en espèces versée à l'enfant ou à une ou plusieurs tierces personnes. L'enfant y est traité comme un objet sexuel et comme un objet commercial. L'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales constitue une forme de coercition et de violence exercée contre des enfants et équivaut à un travail forcé et à une forme contemporaine d'esclavage ».

Les différentes associations de lutte contre l'exploitation sexuelle des enfants s'accordent pour dire que la prostitution infantile est difficilement quantifiable, tout comme le tourisme sexuel qui demeure largement clandestin. De même, il est difficile de déterminer avec précision la prostitution destinée aux touristes et celle locale. Cependant, quel que soit le client, l'UNICEF estime, par exemple, que plus de 10 millions d'enfants seraient concernés par ce trafic. La table ronde sur le tourisme sexuel impliquant des enfants, qui a eu lieu le 12 décembre 1990 à Vancouver au Canada, estimait déjà que la prostitution juvénile touchait plus d'un million d'enfants en Asie, soit entre 100 000 et 200 000 enfants filles et garçons en Chine et entre 10 000 et 20 000 en Thaïlande, soit un tiers des prostitués thaïs.

Les différentes formes de tourisme sexuel

- Nous trouvons partout dans le monde une forme de prostitution dite « classique ». Elle se développe dans toutes les grandes villes où les touristes sont nombreux et réguliers. Les rencontres ont lieu dans des endroits spécifiques comme des bars, des restaurants, salons de massage et autres lieux animés. Chaque grande ville ou haut lieu touristique possède son « quartier chaud » où les touristes viennent chercher des enfants pour pratiquer le commerce du sexe. Ces endroits sont clairement définis par les locaux, les autorités et les ONG comme zones de prostitution. La relation entre le client et le ou la prostitué(e) est particulièrement explicite.

- Une autre forme de tourisme sexuel consiste à se faire accompagner par des « petites copines » ou « petits copains » rencontrés lors de l'arrivée. Même si elle paraît être légitime et acceptable, elle n'en est pas moins néfaste et déstructurante pour la société concernée. Même si les services proposés au client ne sont pas toujours sexuels, ils n'en restent pas moins contre nature et rémunérés par de l'argent ou des cadeaux.

.../...

.../...

- La dernière forme de prostitution qui est sans doute la pire est considérée comme organisée et donc plus clandestine. Il s'agit des voyages sexuels vendus depuis l'Europe ou d'autres pays occidentaux sous forme de « package » ou forfait qui comprend le vol, l'hôtel, la visite guidée des structures spécialisées et/ou l'organisation et l'assurance d'avoir jeunes enfants à sa disposition. La production et la vente de ce genre de produits touristiques montrent l'importance de la place des intermédiaires dans les pays émetteurs et récepteurs de touristes. Ces formes de prestations alimentent par la suite les réseaux classiques de prostitution car les enfants fournis aux clients sont très souvent vierges et une fois dépucelés perdent toute valeur marchande et sont contraints de se prostituer dans les quartiers chauds de la ville.

La situation économique des clients

Même si une majorité des voyageurs pratiquant le tourisme sexuel sont des hommes, il ne faut pas négliger la place des femmes. En effet, nous commençons à parler « des femmes exploitant sexuellement des enfants » dans les années

A cette époque, ce phénomène a été essentiellement observé dans les Caraïbes où des femmes célibataires et originaires d'Amérique du Nord se rendaient pour avoir des relations avec de jeunes garçons. Depuis, l'Asie attire de nombreuses touristes occidentales qui pratiquent le tourisme sexuel, que ce soit de manière individuelle ou en couple.

Le client possède souvent un statut économique favorisé par rapport à celui de la majorité de la population des pays visités. Ainsi, parmi les clients du commerce sexuel, nous pouvons trouver des individus aisés mais aussi d'autres beaucoup plus modestes. La supériorité économique apporte chez certains d'entre eux un sentiment de supériorité et donc un droit et une main mise sur autrui. De même, les abuseurs ne font pas partie d'une catégorie socio-professionnelle spécifique. Cependant, des études ont montré qu'un certain nombre de pédophiles privilégiait les emplois ou un cadre de vie proches d'enfants (enseignant, famille élargie, éducateur...).

La majorité de ces individus ne considère pas leurs actes mauvais ni répréhensibles et s'inventent de nombreuses excuses pour limiter l'importance de ces faits. Certains légitiment leurs méfaits par la différence culturelle et par les coutumes et traditions. Ils mettent en avant l'accueil « chaleureux » des populations locales, la populaire liberté sexuelle de certains pays mais aussi les jeunes filles qui sont plus précoces que dans la culture occidentale. De même, le fait que les enfants fassent parfois le premier pas ou qu'ils pratiquent le commerce du sexe depuis longtemps reflètent pour eux un choix libre et consentant à se prostituer.

Distinction entre différents types de clients

Il est important de distinguer les clients qui s'adonnent occasionnellement et/ou selon certaines circonstances de ceux considérés comme pédophiles confirmés et réguliers. Les premiers peuvent venir dans le but d'avoir des relations avec des prostitués ou même dans un contexte autre que celui du commerce du sexe (tourisme d'affaire, tourisme de loisirs, etc.). Ainsi, à l'origine, ils ne cherchent pas à avoir précisément des partenaires mineurs ou pubères.

Quant aux autres, c'est à dire les pédophiles confirmés et réguliers, ce sont des clients qui recherchent uniquement des prostitués mineurs ou pubères. Les psychiatres considèrent leur goût pour des partenaires sexuels immatures et sans défenses comme la manifestation d'un désordre de la personnalité (« hétérophilie » adulte attiré par des adolescents, contrairement aux pédophiles attirés par les enfants). Ils sont peut-être moins nombreux mais peuvent abuser un plus grand nombre d'enfants. Certains partent à l'étranger uniquement dans cette perspective.

Il est très important de faire la distinction entre ces deux catégories d'individus. En effet, les clients « occasionnels » peuvent être sensibilisés, voire effrayés par les campagnes de lutte contre l'exploitation des enfants, tandis que les « réguliers » continueront leurs pratiques et ce quels que soient les obstacles.

Conclusion

Le tourisme sexuel est une conséquence directe du développement touristique dans le monde. De plus en plus de destinations jusqu'alors épargnées sont envahies par des touristes. Parmi ces individus, certains loin de leurs habitudes et en décalage avec leur vie quotidienne se permettent d'abuser d'enfants en toute impunité. En tant que ressortissants de « pays riches », il est important de remettre en question notre rôle de touriste mais aussi et surtout celui de consommateur. Il est primordial de rappeler à la société civile que l'on ne peut pas tout acheter. L'être humain n'est pas une marchandise et personne ne doit profiter de l'innocence des enfants pour en faire des esclaves du sexe. L'invocation des coutumes et traditions d'un autre pays ne peut en aucun cas légitimer la pratique du tourisme sexuel.

Document inédit – Hélène Fèvre, août

« *Le nouveau bordel des touristes suisses* » : illustrant tristement le texte d'Hélène Fèvre, Cuba est le plus récent des exemples d'une explosion du tourisme sexuel, dans un pays où les Cubaines ne se prostituent pas par nécessité mais parce qu'elles « *aiment faire l'amour* » selon Fidel Castro... Les mythes se construisent avec des complicités inédites !

Le nouveau bordel des touristes suisses

[Extraits]

Le se pose sur la piste de l'aéroport international José Martí de La Havane. Un vent léger souffle sur la capitale mais la chaleur y est exténuante. Bienvenue à Cuba la dépravée, l'eldorado du plaisir. Après la Thaïlande et le Brésil voici la nouvelle destination la plus prisée du tourisme sexuel. Près de Suisses y sont attendus rien que cette année, contre quelques milliers il y a six ans à peine. Rangés les vieux idéaux du passé, désormais Cuba s'encanaille. Ici on danse, on boit, on fume, on chante et on parle et on parle encore jusqu'au bout de la nuit. « *Que Cuba s'ouvre au monde et le monde à Cuba* » : le célèbre appel lancé par Jean Paul II lors de sa visite sur l'île en se réalise aujourd'hui de manière perverse. Le tourisme est devenu la clé de voûte de la survie économique et les *turipepes* (les porno touristes) y sont devenus les rois. Le commandante Fidel Castro lui-même n'expliquait-il pas naguère que les Cubaines ne se prostituaient pas par nécessité mais parce qu'elles « *aimaient faire l'amour* » notant au passage que ces filles de joie étaient sans doute les mieux éduquées et les plus saines de la planète?

[...]

Ce soir la nuit est fraîche. Elle dit avoir ans mais en paraît nettement moins. Elle raconte travailler ici depuis plusieurs mois, toujours avec des étrangers solitaires. La nuit se négocie à dollars plus dollars pour la chambre. A dix mètres à peine, un policier ne bronche pas. Soudoyé comme tous les autres, il touche son dû chaque fois que l'affaire se conclut. « *Pssst pssst* » : le racolage du client est presque ici un cri de désespoir. Les sourires sont forcés, les yeux fatigués. On est bien loin de l'imagerie véhiculée par Fidel et son régime.

[...]

Un Allemand bedonnant, ivre mort, s'éclipse en titubant avec deux jeunes Cubaines : vu l'état du gringo, elles seront bientôt de retour. Ce qui se vérifie quarante-cinq minutes plus tard. « *Il s'est endormi dès qu'il s'est couché sur le lit, on a gagné dollars sans rien faire* » racontent-elles ensuite, hilares, accoudées au bar, en recommençant la chasse. C'est que, à La Havane, comme le résume un Cubain, « *tout est possible, tout est permis à condition surtout de ne jamais aller trop loin et de ne pas trop s'exhiber* ».

[...]

A l'ambassade de Suisse, on a fini par prendre les choses avec fatalité et un petit sourire entendu. Certes, le phénomène s'amplifie, mais son rôle n'est pas de distribuer des brevets de morale, simplement des visas dans le cadre légal qui lui est assigné par Berne.

[...]

Et les demandes concernent autant les Cubaines que les Cubains. Le système fonctionne dans les deux sens. « *Les Suisses autant que les Suissesses aiment Cuba* » ironise Magrit Letsch, la première secrétaire de l'ambassade.

Source : Arnaud Bédât

Ces instantanés cubains amènent à penser, devant l'ampleur des intérêts souterrains que l'on imagine, à Cuba et ailleurs, que l'application de mesures visant à criminaliser et sanctionner les comportements condamnables moralement, éthiquement, socialement et juridiquement sera difficile : la répression ne peut s'opérer sans une coopération réelle des polices et des tribunaux des pays d'accueil.

Il faut donc envisager aussi d'autres voies, depuis l'éducation à la citoyenneté en milieu scolaire aux campagnes de presse grand public, avec la publicité qui convient sur les condamnations de gourmands pris les doigts dans le bocal, en passant par la collaboration active des professionnels du tourisme.

• Les causes ?

Comme précédemment, laissons la parole aux acteurs :

« *Le poids du consommateur dans le sens éthique sera un jour important, mais il ne l'est pas actuellement.* » (M. Rial, interviewé dans Le Monde du 26 juin 2003).

« *Lorsqu'un touriste est loin de chez lui il se retrouve dans un climat d'anonymat qui le dégage des contraintes habituelles qui déterminent le comportement dans son pays d'origine. Ainsi un homme qui n'aurait jamais envisagé de se rendre dans un bordel dans sa ville de résidence pourra très bien le faire dans un pays étranger où il y a peu de chances d'être reconnu. Ce phénomène a pu être observé dans de nombreux pays. Selon un proverbe japonais « le voyageur ne connaît point de honte ». Ce qui correspond à un dicton connu dans certaines régions d'Europe: « Plus je m'éloigne de chez moi et plus j'oublie la morale »* ». (document ECPAT, « Tourisme et Prostitution des Enfants »).

Au-delà des comportements criminels et condamnables, n'est-ce pas, aussi, en termes d'ouverture d'esprit, d'écoute, de patience et, aussi, d'humilité que se pose - plus exactement *pourrait* se poser - la question du voyage ? Question de ... *respect* ?

Tenter de répondre à la question, *dans quelles directions faut-il aller pour changer les choses?*, nécessite de comprendre *d'où l'on vient*.

Le Prof. L. Gaido (1999), donne quelques points de repères :

Les pratiques touristiques des années 70-80, quelles soient actives ou passives répondent le plus souvent aux concepts de détente, de jeu, de plaisir, de relation, de rencontre. Tout en conservant ceux plus classiques d'exploration et de découverte, mais avec des modalités précises tel que la sécurité qui devient un composant des produits dont le vécu est presque pathologique. On recherche et on souhaite "l'aventure sans risques" comme récitait il y a quelques années une publicité d'un loueur de bateau à voile.

Le quotidien nous apparaît souvent comme limitant et ennuyeux, ce qui explique que les aspects ludiques et la pluralité des styles de vie portent à deux clusters de modalités de comportements.

La « contamination » des lieux et des pratiques qui permet une forte personnalisation ou une forte démarcation grâce à l'effet combinatoire qui peut aller à l'infini.

La consommation se doit d'être « easy » et « fast ». D'un côté la recherche de forme quasi hyper-réelle : par exemple l'authentique que l'on veut consommer sans le vivre. De l'autre le parc d'attraction où tout ce qui n'est pas finalisé au ludique et à l'amusement est éliminé car c'est une perte de temps.

En toile de fond nous avons constamment les thèmes de l'alternative au quotidien :

- **La liberté d'être et de faire sans limites** : sinon celles du caprice ou de l'imagination
- **Le besoin de se régénérer grâce aux vacances et de se ressourcer par le contact avec la nature** qui ramènent tous deux aux sentiments de bien-être et de santé
- **Le temps qu'il faut employer au mieux** : c'est à dire sans en perdre ou en ayant une gamme de possibilités qui doivent d'être infinies comme dans les jeux vidéo

Tout cela crée des comportements que les destinations touristiques constatent chaque jour et parfois même subissent.

Source : L. Gaido



Plus loin dans ce document sera abordée la question de l'état de l'opinion sur l'alternative *éthique responsable citoyenne humaniste* proposée par la niche *solidaire durable et équitable* du tourisme

Toujours est il que le comportement basique du touriste lambda ne peut qu'interpeler et inquiéter. Est ce de ces "*flopées de photographes amateurs qui s'alignent le long des sites et mitraillent à cadence régulière*" comme le dit G. Clastres () que viendra en fin de compte le sursaut décisif qui fera plier le marché : les virus, les attentats, la corruption, le pillage des biens culturels, la prostitution infantine, les bas salaires, l'arrosage des terrains de golf et les gaz à effets de serre des charters ?

Sans doute pas. Mais y a-t-il une alternative ?

"Transformer en « friches touristiques » les innombrables camps de vacances et autres stations balnéaires en attendant d'imaginer un autre usage ?

Prohiber le tourisme de masse et ne tolérer que l'escapade élitiste ? Imposer l'obtention d'un permis de se conduire comme touriste équitable avec une police internationale du tourisme des points en moins pour chaque infraction au code et pourquoi pas des travaux d'utilité voyageuse en cas de faute grave ?"

Même si comme T. Paquot certains ronchonnent, la liberté de chacun finit là où commence celle des autres.

La guerre touristique est en cours : elle touche et touchera chacun d'entre nous à un moment ou à un autre. Sous la forme marchande du voyage et du loisir, elle est affaire de consommation et à ce titre génère des conflits d'usage et d'options à propos des ressources naturelles, des cultures, des modes de vie, des objets, de l'intangible.

Il faut pour aller plus loin, examiner le plus en amont de ces conflits : l'accès et l'usage de la terre et de ses ressources.

V Le foncier et l'environnement sous pression

« La ruée touristique commence à faire sentir ses effets sur les collines. Les maires jurent vouloir protéger l'environnement, les paysages et les traditions, mais le kitsch et le tape à l'œil triomphent à mesure qu'ils distribuent les permis de construire. Les viticulteurs eux-mêmes s'enorgueillissent de leurs nouvelles caves, plus affreuses les unes que les autres. Au point que l'on peut se demander si les gens des Langhes [Italie, Piémont] ont sincèrement envie de préserver leur territoire. »

Gianluca Favetto | Diario della settimana | Milano | Cl n°

août

Cet aspect du tourisme industriel est le plus documenté car, pour partie, il ne peut échapper à l'observation directe tout en bénéficiant de plusieurs décennies de sensibilisation dans les pays occidentaux. La première des conséquences défavorables du tourisme non maîtrisé est un risque de forte dégradation des milieux naturels, du cadre de vie et des patrimoines culturel et social dans les PED récepteurs. Les phénomènes de surexploitation découlant d'une forte concentration des flux touristiques sur quelques destinations engendrent des problèmes d'habitat de mauvaise qualité, de difficultés de circulation, d'environnement saccagé, notamment les plages et les zones littorales, de nuisances sonores et de pollution générale de l'environnement naturel. Et même lorsqu'ils reçoivent peu de touristes, les PED ne sont pas épargnés par ces nuisances qui peuvent mener à un rejet du tourisme avant même que celui-ci ne devienne un secteur significatif du développement.

Les risques pour l'environnement naturel peuvent être examinés sous trois angles : celui des services et produits eux-mêmes, celui des échelles et celui de la structure des activités.

- *La nature des produits touristiques* : une route touristique en forêt ou en milieu montagnard fragile, un complexe de vacances dans un site côtier à récifs coralliens, des aménagements côtiers (ports) modifiant la courammentologie, les perturbations et les blessures occasionnées par les hélices d'embarcations, les destructions par ancrages répétés, les dérangements de faune lors d'observations naturalistes, les circuits de capture et de vente de produits de la biodiversité (coquillages, papillons...) sont quelques-uns des effets néfastes plus ou moins durables, intenses et répétés, des produits touristiques sur les biotopes.

- *Les effets d'échelle* : les transports routiers, aériens et maritimes, le secteur du bâtiment, les activités portuaires et les marinas ont des impacts en proportion de leur volume spatial et temporel sur des ressources rares ou fragiles comme l'eau douce, les sables, l'énergie fossile, le bois combustible. Mais ils engendrent aussi des déséquilibres létaux aux milieux naturels fragiles telles que les forêts pluviales, les zones humides, les mangroves, les récifs coralliens et les herbiers sous-marins. Sans oublier les phénomènes de pollutions solides ou liquides et les répercussions sur la qualité des milieux de vie : air (CO²), eaux côtières, eaux continentales de surface ou de profondeur, sols et sous-sols.

- *La structure des activités* : à chaque phase du cycle de vie du multi-produit tourisme, les impacts sur l'environnement naturel et humain varient dans l'espace et dans le temps. Pour ne parler que des transports, dont le tourisme d'agrément constitue 56% à 82% des déplacements selon les régions du monde (S. Meyer, 2001), les effets se mesurent en termes de forte consommation d'énergie non-renouvelable, de faible efficacité énergétique, de contribution, pour les véhicules routiers et les avions, à hauteur de 85% de la totalité des émissions de CO² (12% pour le seul secteur des « excursionnistes »), de la majorité des émissions de NOx, de la principale source de COV non méthaniques et de formation de nuages en haute altitude dont l'effet sur le climat est avéré (étude réalisée lors de la période de non survol du continent nord-américain après les attentats du 11 septembre 2001).

- **Plus ou moins d'impacts selon la vulnérabilité et la capacité de charge des milieux**

Les effets du tourisme sur l'environnement - impacts, pressions - renvoient à la saisonnalité, à la répartition des activités touristiques et à leur nature. Ils sont assez difficilement dissociables de l'impact de l'ensemble des activités sur un territoire. De plus, ils découlent pour une grande part de la *capacité écologique d'accueil* ou *capacité de charge*, de la *vulnérabilité des milieux* (par exemple une zone humide ou un peuplement végétal spécifique) et de la *nature des pressions* dues aux activités touristiques.

- *Capacité de charge* : le tourisme est un *multiproduit* qui concerne plusieurs aspects de l'environnement, chacun d'eux générant des impacts différents, graduels (ne se manifestant pas entièrement dans l'immédiat et directement) et affectant diverses composantes des écosystèmes en proportions variables. La capacité de charge, fondée sur l'analyse d'une valeur unique, est une méthode pour l'évaluation de ces impacts. Une autre, plus pertinente, considérera les moindres perturbations des différentes composantes de l'environnement pour chaque type et niveau d'utilisation.

- *Vulnérabilité des milieux* : une approche complémentaire, plus adaptée au caractère multi-dimensionnel du tourisme, est celle de la sensibilité ou vulnérabilité des milieux. Elle se réfère à une série d'indicateurs de base pour des applications de type général et des indicateurs spécifiques applicables à des écosystèmes particuliers. L'OMT en a proposé une harmonisation au plan mondial.

- *Nature des pressions* : le PNUE a publié sur cette question de bonnes synthèses, d'où est tiré l'essentiel du texte qui suit.

- **« Se mettre au balcon et admirer le mont Batukaru »**

Pour bien situer les effets réels et puissants des différentes formes de tourisme, un exemple concret :

Puri Lumbung : se mettre au balcon et admirer le mont Batukaru

Amoureux de la rando tendance écolo ? Les petites maisons sur pilotis de Puri Lumbung près de Munduk sont faites pour vous ! Nichées au cœur d'un jardin luxuriant elles sont le point de départ idéal pour découvrir cette région du centre de l'île où se développe un tourisme respectueux de l'environnement. Les tuiles traditionnelles ont remplacé le chaume sur le toit des bungalows mais on y dort toujours dans des lits de bambou. Les repas sont préparés avec les produits du village et servis au restaurant qui surplombe une vaste forêt de girofliers.

Source : « Bali Chambres avec vue » Voici n° au août

Imaginons. Pour que ce magnifique hébergement naturel balinaise existe, il a fallu au moins une piste, des travaux de terrassement, l'aménagement de clairières, l'élagage des arbres, la construction de bâtiments techniques, le forage d'un puits ou une tranchée d'adduction d'eau et la pose de conduites, la pose de lignes téléphoniques et/ou électriques, le logement éventuel sur place de certains employés, le creusement d'une fosse et d'un collecteur d'eaux usées (dans le meilleur des cas une mini-station d'épuration), l'utilisation de bois et autres matériaux d'origine végétale... tout un cortège d'impacts directs et indirects qui font d'un hébergement pour touristes exigeants un véritable village moderne.

Derrière l'image polychrome, il y a presque toujours une réalité tenace et moins glorieuse.

Une réalité qui commence à faire son chemin dans les consciences : 39% des visiteurs du site www.abm.fr pensent que le développement du tourisme dans le tiers-monde a un effet négatif, 34% positif et 27% équilibré... (site www.abm.fr, consultation 2003).

- **balcons... Quid de la nature des pollutions des impacts physiques ?**

S'attacher à sérier les questions relatives aux effets du tourisme sur les ressources naturelles amène à considérer trois champs d'investigation : les *ressources naturelles*, les *pollutions* et les *impacts physiques*.

LES RESSOURCES NATURELLES

L'eau douce est la ressource la plus critique. Elle est consommée en abondance par les hôtels pour les piscines, les terrains de golf et l'usage des clients. La consommation peut monter jusqu'à quatre cent quarante litres par jour dans les régions méditerranéennes, le double de la consommation des citoyens espagnols.

En plus des sites d'exploitation de ressources locales, le tourisme exerce une forte pression sur les minéraux, les carburants fossiles, les sols fertiles, les forêts, les zones humides, la faune sauvage en général et les paysages. La déforestation résulte de la collecte de bois de feu et l'éclaircissement de certains massifs (voir la consommation d'un trekkeur au Népal).

Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) les trois quarts des dunes de sable de la côte méditerranéenne ont disparu en raison de l'urbanisation touristique. La même source indique que le tourisme engendre aussi des tonnes de détritiques (un seul bateau de croisière rejette tonnes de déchets solides chaque année).

Source : B. Dehais

Un green de golf en Thaïlande consomme une tonne et demi de fertilisants et de pesticides par an et autant d'eau que habitants locaux.

Source : Sauveur Fernandez

Dans un hôtel de luxe avec terrain de golf, le cubage d'eau utilisé pour un seul client est l'équivalent de fois le volume utilisé par un paysan pour cultiver son champ et nourrir sa famille.

Source : Philippine Human Rights Information Center

Au Népal, en dépit de la réglementation, les déchets jonchent les pistes de trekking. Chaque trekkeur consomme en moyenne à kilos de bois de chauffage par jour et l'activité de chaque lodge d'étape implique l'abattage d'un hectare de forêt chaque année, alors que le Népal manque déjà de bois et que l'érosion des sols provoque glissements de terrain et inondations.

Source : B. Dehais

LES POLLUTIONS

On considère que le tourisme émet les mêmes types de pollution que n'importe quelle autre industrie : pollution de l'air, bruit, déchets solides et liquides, rejets d'eaux usées, produits pétroliers et résidus chimiques et pollution visuelle ou architecturale.

- Les *transports* par route, air ou rail sont en augmentation constante. Aujourd'hui, le tourisme, qui constitue 60% du trafic aérien, est devenu un pollueur majeur. Une étude a montré qu'un trajet transatlantique émet, pour une personne et par an, presque la moitié du CO² produit par toutes les autres

sources : chauffage, éclairage, utilisation d'un véhicule... (Mayer Hillman, Town & Country Planning magazine, septembre 1996).

Les pollutions liées à l'utilisation des carburants fossiles ont un lien avec les pluies acides, le réchauffement planétaire et la pollution photochimique (ozone, monoxyde de carbone). Ajoutons pour mémoire, dans les pays chauds, la non négligeable contribution de milliers de bus à l'arrêt, moteurs tournants, pour garder une climatisation constante.

En une étude portant sur les motoneiges (*snowmobile*) dans le Parc National de Yellowstone (en motoneige en voiture en *snowcaches* et en ski) a montré que le bruit produit par ces engins s'entendait pendant de la journée dans des sites étudiés et dans sites Au geyser Old Faithful les motoneiges s'entendent sans interruption pendant la journée (du temps) et peuvent couvrir le bruit de l'éruption du geyser

Source: Idahonews and Yahoo (PNUE)

- Les *déchets solides*, dans les zones de concentration touristique, sont omniprésents, même dans les endroits les plus reculés et les moins fréquentés. Des exemples fameux se trouvent au Népal et dans les Andes péruviennes, avec des sentiers rebaptisés « *chemin Coca-Cola* » ou « *chemin PQ* »...

Un touriste produit en moyenne un kilo de déchets par jour

Source : PNUE

Dans la région Grande Caraïbe s'étendant de la Floride à la Guyane française le trafic maritime génère tonnes de déchets par an dont sont issues des navires de croisières Une croisière moyenne transporte hommes d'équipage et passagers En moyenne chaque croisiériste produit kg de déchets journaliers à comparer aux kg d'un quidam moins fortuné sur la côte

Source : Our Planet UNEP magazine for environmentally sustainable development volume no

- Les effets des *rejets d'eaux usées* dans la nature sont multiples. Parmi les principaux, on retiendra la pollution des eaux de baignade (mer et lacs), la destruction des récifs coralliens par excès d'algues et les modifications de salinité et de turbidité, cause d'une grande variété d'effets secondaires. Au final, c'est aussi la santé humaine et des animaux qui est menacée.

- La *pollution esthétique* résulte des difficultés d'insertion des infrastructures touristiques - notamment les hébergements côtiers, dans les vallées et au bord des routes pittoresques - dans les paysages architecturaux des destinations. Les immenses *resorts* de bord de mer, sorte de villes miniatures où se répand une architecture hybride pan-tropicale de style pompier ou, à l'inverse mettant en valeur la nationalité des investisseurs (une architecture indonésienne en milieu créole mauricien par exemple), sont le cas typique de l'extraterritorialité exposée précédemment.

LES IMPACTS PHYSIQUES

Les plages de sable, les lacs, les bords de rivière, les pentes et les sommets des montagnes, sont des zones de transition caractérisées par une importante biodiversité. Avec les forêts pluviales, les zones humides, les mangroves, les récifs coralliens et les herbiers sous-marins. Ces milieux sont d'autant plus sensibles aux effets du tourisme qu'ils sont attractifs. C'est bien sûr le problème de la surfréquentation des aires protégées :

Dans les pays industrialisés le tourisme de masse et les activités de loisir ont dépassé les industries extractives comme menace de grande ampleur pour l'environnement et les populations des zones de montagnes

Depuis le nombre des visiteurs des dix parcs de montagnes les plus populaires aux USA a été multiplié par douze

Dans les Alpes il y a plus de millions de visiteurs par jour

Chaque année dans l'Himalaya indien plus de pèlerins hindous trekkers et expéditions escaladent la source sacrée du Gange le glacier Gangotri Ils détruisent les forêts pour le bois de feu piétinent la végétation riveraine et rejettent des déchets Pire ce tourisme entraîne un développement intensif mal planifié

Source : People & the Planet (PNUE)

- *L'extraction de sable, l'érosion des plages et des dunes, la dégradation et le dallage des sols, la perte de biodiversité et de qualité paysagère* illustrent, dans le registre non durable, une externalisation du développement des activités et la construction des infrastructures.

C'est le cas typique des aéroports en bord de mer et des grands complexes hôteliers.

- *La déforestation et l'usage non durable des ressources* sont le résultat, par exemple, de l'implantation des pistes et des stations de ski et de leurs voies d'accès ainsi que des infrastructures en zones littorales et côtières. Les écosystèmes de montagne et les zones marécageuses, palustres et lacustres, sites sensibles, en sont les victimes à plus ou moins brève échéance.

- *L'érosion des plages, la mort des coraux et, au final, la désertification des zones de pêche* signent le développement de marinas ou d'infrastructures *pied dans l'eau*. Aux Maldives et aux Philippines, c'est par le dynamitage et l'extraction de madrépores que ces effets sont provoqués, prix écologique et humain à payer pour l'édification des *resorts*.

- *La destruction des habitats et la rupture de continuité terre-mer* sont les conséquences les plus visibles de la surconstruction, de l'empierrement littoral et des activités lagonaires ou proches des rivages. Les récifs coralliens, écosystèmes fragiles dont les exigences de lumière, clarté de l'eau et oxygénation sont rigoureuses, sont de loin les plus touchés du fait de la turbidité excessive de l'eau, du piétinement, des débarquements de bateaux, des rejets d'eaux usées, des aménagements par dynamitage et du braconnage sous-marin.

Les ancres, la plongée-tuba, la pêche sportive, la plongée, le yachting et de façon générale toutes les activités nautiques en sont les causes. Les conséquences, outre les ruptures d'équilibre écologique concernent la protection physique des côtes et la productivité en espèces de pêche.

- *Le piétinement excessif finit par être à l'origine de menaces réelles* et devient préoccupant surtout lorsque les visiteurs sortent des entiers balisés.

Les effets du piétinement sur la végétation et les sols ont été répertoriés comme suit : tiges brisées ou écrasées, pertes de matières organiques, diminution de la vigueur des plantes, réduction de la porosité des sols, diminution de la régénération, baisse de la perméabilité à l'air et à l'eau, perte de sols, augmentation du ruissellement, changement de la composition des espèces, accélération de l'érosion (source : University of Idaho, traduction libre).

Dans le Parc National des Galapagos site unique et mythique s'il en ait des sites les plus fréquentés en par les touristes étaient considérés comme saturés c'est à dire que leur « capacité de charge » avait été dépassée Les conséquences : dégradation des sentiers et érosion piétinement de la végétation agressivité des otaries déplacement de certaines colonies d'oiseaux à l'écart des parcours des visiteurs etc

Source : d'après C. Grenier

pays ont des récifs coralliens Dans d'entre eux les coraux ont été endommagés par les chaînes d'ancres et les déchets par des touristes briseurs de branches et par la collecte pour la revente Une étude a montré qu'une chaîne d'ancre de bateau de croisière a détruit complètement en une journée l'équivalent d'un demi terrain de football en superficie et en a fragilisé une autre moitié qui mourra plus tard en la recouvrant de débris et de sédiments Il a été estimé que la reconstitution du récif prendra une cinquantaine d'années

Source : Ocean Plant (PNUE)

Quelque des récifs coralliens ont déjà disparu et de ceux qui subsistent pourraient être détruits dans les dix ou vingt prochaines années sous l'effet de la pollution notamment du tourisme et du changement climatique selon l'Union mondiale pour la nature

Source : UICN

• La bataille du foncier ou les conflits d'usage de la terre

Les pressions du tourisme sur les ressources sont omniprésentes et sont de même nature que celles issues de n'importe quelle autre activité intensive extractive et/ou de transformation.

Les pressions sur le foncier sont non moins équivalentes, car le tourisme est avide d'espaces, et d'espaces de qualité. Quatre exemples, parmi beaucoup, le démontrent :

Turquie

Un projet du gouvernement de vendre des centaines de milliers d'hectares de sites naturels classés pour renflouer les caisses de l'Etat fait scandale en Turquie notamment parmi les organisations de défense de l'environnement qui dénoncent le « pillage » des ressources naturelles du pays principalement des zones côtières lorgnées par l'industrie du tourisme

Source : www.tourismexpress.info/printemps

Nord Cameroun

Environ ha de terres arables ont été déclarées zones de chasse au Nord Cameroun Ni l'élevage ni l'agriculture ni la chasse traditionnelle des villageois n'y sont autorisés

Source : A Maï Mota

Madagascar

Sous la pression du tourisme et de la production de saphir et de coton les cultivateurs du sud de Madagascar se trouvent brutalement dépossédés de leurs terres Sans ressources ils sont poussés à abuser de la déforestation ou contraints à se résigner à l'exode

Sans moyens financiers pour le titrage et le bornage les paysans de la région de Tuléar perdent l'avantage du droit coutumier usage collectif des terres au profit de riches commerçants indiens de citoyens ou d'étrangers mariés à des Malgaches qui se portent acquéreurs des terrains littoraux à fort potentiel touristique

La dynamique économique enclenchée par le développement de nouveaux produits économiques (tourisme culture de rente exploitation minière) échappe aux paysans Ils n'y sont pas intégrés Ou si peu

Source : Cécilien Ratiarison Madagascar Tribune CI n°

Tunisie

A Djerba dans le sud Tunisien (touristes par an) les constructions d'hôtels ont fait reculer les terres agricoles au point que l'île produit désormais moins de de ses besoins alimentaires

Source : « Vacances j'oublie tout ? » Ritimo

Pour conclure, une note optimiste et...pessimiste. Celle issue de la première Conférence internationale sur le changement climatique et le tourisme tenue à Djerba (Tunisie) du 9 au 11 avril 2003.

« D'un côté, le tourisme a l'obligation de limiter ses retombées négatives sur l'environnement et donc ses émissions de gaz à effet de serre, lesquelles contribuent au changement climatique. D'un autre côté, les délégués ont reconnu que l'évolution du climat mondial agira directement sur beaucoup de destinations touristiques, ce qui pourrait se traduire par des incidences d'une portée considérable non seulement dans l'industrie touristique, mais dans d'autres secteurs de l'économie. Il faut que l'industrie touristique soit bien consciente de ces incidences et qu'elle s'engage dans des processus de planification qui lui permettent de s'adapter et de moduler ses activités en conséquence. » (www.world-tourism.org/sustainable/climate/brochure-fr.htm)

Cette timide prise de conscience suffira-t-elle ? Réponse :

« Le plus gros de la dernière séance a été consacré à la responsabilité qui revient au tourisme de limiter la pollution. Aucun appel n'a été lancé pour que des actions précises soient engagées, mais plusieurs questions importantes se sont posées. »... (idem).



Pour conclure ce vaste et douloureux chapitre donnons la parole aux acteurs praticiens et évaluateurs :

“Un exemple tout simple presque trivial : au Cap Lardier [Var, 460 ha] on avait installé dans les années un réseau de poubelles pour éviter la dissémination des déchets dans la nature Le dispositif s’était révélé efficace mais avec l’augmentation de la fréquentation la facture est devenue de plus en plus lourde En la Parc a tenté un pari audacieux : enlever toutes les poubelles et affecter le même budget au recrutement de deux agents chargés de la surveillance et de la sensibilisation : le pari a réussi puisque les visiteurs repartent maintenant avec leurs déchets mais aurait sans doute été impossible ans plus tôt C’est l’évolution des comportements et des valeurs sociales qui les sous tendent qui a permis ce changement de gestion” (J P Heltier N Gérardin & E Lopez)

Et de poursuivre :

“Finalement tous les facteurs qui tendent à donner une valeur tangible à la biodiversité vis à vis de la société en général mais également de l’industrie touristique amélioreront la compatibilité entre biodiversité et tourisme :

Renforcement de l’incorporation de la valeur « biodiversité » dans ce qui est considéré comme patrimoine de la société renforcement susceptible d’entraîner à long terme des évolutions considérables des comportements

Mise en marché accrue de la biodiversité dans les produits touristiques ce qui peut en faire une ressource que certains secteurs de l’activité touristique auront intérêt à maintenir”

Toujours le même enjeu : le touriste Qu’il faut faire passer de l’état de consommateur subissant à l’état de voyageur curieux des autres et de lui même Vaste chantier quand on pense que les professionnels du tourisme sont aussi un moment des voyageurs

VI La maîtrise difficile d'un tourisme envahissant

« Les pressions économiques sont telles que les exemples de politiques de maîtrise réussies sont très rares »

Guillaume Benoit Directeur du Plan Bleu « Premières conclusions de l'atelier » Rapport de l'Atelier sur le tourisme et le Développement durable en Méditerranée Antalya (Turquie) septembre Plan Bleu/PNUE page)

• Le cas exemplaire des Galapagos (Equateur)

Un cas d'école presque caricatural sur la question de la maîtrise de l'expansion touristique est celui de l'archipel des Galapagos (Equateur) célèbre pour son caractère de laboratoire des mécanismes de l'évolution mis en lumière par Charles Darwin. Derrière le mythe d'une nature intacte que l'on met en scène et dont l'image est amplement diffusée, le tourisme aux Galapagos est un *tourisme de réseaux* dont la rentabilité est basée sur le renouvellement rapide de la clientèle et dont l'étude des différents types de croisières proposés contredit la stratégie de communication sur le caractère virginal, intact et authentique de l'archipel.

Il apparaît en effet que le tourisme pratiqué aux Galapagos n'est en rien un écotourisme, malgré ce qui est prétendu. (C. Grenier, 2000). La raison principale de ce constat est que la protection des écosystèmes *in situ*, relevant des pouvoirs publics, a cédé la place à la préservation *ex situ* de certaines espèces emblématiques :

C'est ce dont témoignent le succès relatif de la protection des tortues et l'échec de l'éradication des chèvres aux Galapagos. Cette politique de conservation *ex situ* est confiée à des ONG naturalistes qui se concentrent sur la recherche de fonds allant jusqu'à se muer en véritables entreprises : l'évolution des ressources financières de la FCD (Fondation Charles Darwin) conditionne celle de ses politiques et de ses responsables. Et la seule action sociale des conservationnistes est la tentative d'« éducation » de la population insulaire qui se révèle être un échec patent : il n'est pas étonnant alors qu'une bonne partie des habitants des Galapagos rejette le parc national.

Source : C. Grenier

De laboratoire naturel de la faune et de la flore, les Galapagos sont devenues un laboratoire d'observation de l'influence de l'homme sur tout un écosystème. J. Vidal (2001) raconte cette évolution :

Le tourisme a pris son essor dans les années et favorisé par les besoins en devises étrangères de l'Etat équatorien pour payer le service de son énorme dette extérieure. Sa croissance a eu pour conséquence directe une augmentation de l'immigration en provenance du continent [...]. Rapidement les îles sont devenues la région la plus riche du pays et la population est passée de habitants à en dix ans. Elle croît au rythme de par an. Ensemble touristes et immigrés accentuent la pression sur les ressources déjà rares des Galapagos. Les villages isolés de pêcheurs se dotent de discothèques, de restaurants et d'hôtels. Les plongeurs locaux auraient déjà provoqué des ravages dans les formations de corail noir transformant leur prise en bijoux pour les touristes. La pêche est devenue un enjeu des groupes d'Equatoriens ayant pris pour cible des écologistes et exigé une augmentation du quota de homards et de requins pêchés dans la réserve marine de km. Depuis quelques mois des édifices et des voitures appartenant à des défenseurs de la nature ont été attaqués et des tortues géantes élevées en captivité appartenant à des espèces rares ont été prises en « otages ».

Source : J. Vidal cité dans CI n° du février

• Le tourisme envers et contre tout

Il y aurait comme une fatalité du tourisme. Soit parce que la situation serait telle que cette activité, sous n'importe quelle forme, ne peut qu'être souhaitée et encouragée, soit parce que justement l'attrait de la nouveauté et de *ce qui n'est pas touristique* attire le tourisme, soit parce que, envers et contre tout, la fascination de la destination joue à plein.

- Le premier exemple est celui des pays d'Afrique centrale qui subissent guerres après guerres, sévices après sévices, crises politiques après crises politiques. L'écotourisme de niche qui s'y maintient, même marginal, est une vraie solution - il n'y en a pas beaucoup d'autres - et un problème, car il s'avère incapable de sauver la ressource qui le justifie : les gorilles de montagne.

- Le deuxième cas est l'Amérique latine, dont les dernières populations indigènes, en équilibre délicat mais durable avec la forêt, attirent un *écotourisme industriel*. Les résultats sont très négatifs pour ces sociétés marginales.

- Le troisième exemple est une réflexion autorisée en forme de constat. L'Égypte et Bali, deux destinations mythiques, suscitent, chiffres à l'appui, un engouement que les dramatiques événements qu'elles ont connus ne fait pas fléchir. La force du tourisme, c'est aussi cela : une soif inextinguible d'une ailleurs conforme à l'échelle de valeurs du moment.

Détail :

Rwanda et République Populaire du Congo

La question ne consiste pas à savoir si le tourisme pour une si fragile ressource [les gorilles de montagne] doit être encouragé ou pas mais plutôt comment à travers cette activité mettre en évidence les objectifs de conservation au lieu des objectifs politiques et économiques. Pour répondre à cette question plus de recherches sont nécessaires. Les règles actuelles appliquées pour le tourisme ne suffisent peut-être pas à minimiser les risques et assurer la conservation de ces animaux. Les programmes de développement du tourisme doivent laisser une place plus importante à la redistribution des revenus en faveur des populations vivant en périphérie du parc et faire en sorte que les autorités en charge des aires protégées aient accès et utilisent ces ressources pour le bénéfice du parc de la faune et de la conservation. C'est ce défi que les scientifiques, les conservationnistes, les gestionnaires et les politiciens doivent très rapidement relever. **Des pays aussi démunis que ceux d'Afrique centrale avec comme contraintes un fort accroissement de la population et une instabilité politique souvent récurrente ne peuvent pas se permettre de rejeter les revenus que l'écotourisme peut générer.**

Source : A. Lanjouw

Amérique Latine

L'industrie de l'écotourisme en Amérique latine s'appuie sur les attraits à la fois naturels et culturels des lieux. Le tourisme de plein air est une importante activité commerciale dans la région amazonienne (Venezuela et Brésil) au Costa Rica et en d'autres pays antillais continentaux. Il en est de même du tourisme rustique (*ranch tourism*) qu'on appelle *turismo de hato* dans les llanos du Venezuela, *turismo de estancia* en Argentine et en Uruguay, *turismo de fazenda* au Brésil et *turismo de ranchos* au Mexique.

Le désir de passer des vacances exotiques pousse aussi les touristes à se rendre auprès de populations indigènes ou de groupes ethniques minoritaires vivant en des endroits éloignés. Plusieurs de ces sociétés indigènes ont justement maintenu jusqu'à ce jour des traditions particulières faites de pratiques complexes mais durables de gestion de leur environnement. Ces groupes sont très vulnérables aux effets négatifs du tourisme. **Bien des sites autrefois considérés hors des sentiers battus sont aujourd'hui surpeuplés à cause de ces visiteurs en quête de destinations touristiques inexplorées.** Cela ne fait qu'accroître la dégradation sociale et environnementale.

Source : D. Anton & G. Gines

Nous nous sommes trompés sur la façon dont les touristes assimilaient les attentats. Deux mois après Louxor, les gens voulaient y retourner et pour Bali, la demande est énorme alors que nous avons suspendu les départs jusqu'au 1^{er} décembre.

Source : René Marc Chikli, président du Centre d'étude des tour opérateurs français (CETO) qui regroupe tour opérateurs représentant le marché national.

• L'autre cas exemplaire : les Baléares

Les îles Baléares sont un autre cas d'école qui illustre à la fois la folie de la doctrine de *l'espace naturel jetable* et les effets de ce qu'il faut bien appeler, à ce stade, un *cancer touristique*.

L'histoire vaut d'être racontée, d'après l'analyse faite par M.S. Linas, professeur à l'Université des îles Baléares :

Un conte de fée : plages, criques, nature...

Année : début du tourisme de masse
Années : croissance continue du nombre de touristes insensible aux chocs pétroliers et aux aléas conjoncturelles
Technique de l'espace jetable : « lorsqu' un espace commençait à être saturé ou était sur le déclin on le proposait à un prix moins élevé à une clientèle dotée d'un pouvoir d'achat moindre tandis que l'on construisait de nouveaux hôtels dans d'autres espaces vierges de construction pour des clientèles plus fortunées et plus exigeantes »

Une prise de conscience

Années :
• Problèmes des impacts écologiques (densification de l'espace intérieur manque d'eau traitement des ordures ménagères) économiques (pression immobilière augmentation du Coût de la vie croissance du parc automobile) et sociologiques (problèmes d'intégration...)
• Prise de conscience de la population et des responsables et nouvelles exigences environnementales de la société européenne
• Baisse de fréquentation

Les causes sont analysées

« Le territoire est une ressource rare et épuisable les indicateurs de réserves d'eau sont au rouge l'espace nécessaire au traitement des ordures ménagères et des résidus fait défaut la population locale demande des espaces protégés les touristes souhaitent continuer à trouver les paysages qui ont donné aux îles leur réputation... »

Des solutions sont mises en pratique

• Obligation de rénovation des hôtels existants afin d'améliorer la qualité de l'offre sans consommer d'espace supplémentaire (loi sur la rénovation des établissements hôteliers loi sur l'amélioration des infrastructures touristiques golifiques de tourisme rural)
• Protection des espaces naturels (de la superficie des îles et un peu plus de du littoral)

La croissance touristique reprend

A partir de croissance continue pour atteindre millions de touristes en

Comment rendre durable le tourisme (chat échaudé...) ?

Trois solutions sont envisagées pour remédier au manque de moyens :
création de nouveaux impôts pour les résidents de l'île
négociation avec le gouvernement central d'une plus grande dotation
principe pollueur payeur : création d'un impôt spécial pour les touristes **l'écotaxe**
Avantages/inconvénients :
les habitants de l'île contribuent déjà largement aux fonds de l'État...
les Baléares sont une communauté autonome plus riche que l'Estrémadure ou l'Andalousie...
choix par défaut

Les difficultés d'application de l'impôt « éthique »

• Bon accueil initial par la population et par de nombreux secteurs économiques : aucun opposant de principe à la taxe
• Une difficulté : la définition du touriste Comment distinguer un passager venant de l'étranger par charter un passager de vols réguliers internationaux un passager de vols nationaux... ?

- Décision : exemption de paiement pour les habitants des Baléares sur présentation de la carte nationale d'identité

Des opposants non déclarés se déclarent...

Une opposition de fait se fait jour au fil du temps :

- **Union européenne** interdisant de faire des discriminations parmi les citoyens de l'Union européenne
- **Hommes d'affaires** de Madrid et de Barcelone faisant l'aller retour dans la journée aux Baléares pour des raisons professionnelles
- **Compagnies aériennes** et **agences de voyages** opposées au principe même de la taxe
- **Entreprise nationale gestionnaire d'aéroports** refusant de recouvrir la taxe
- **Hôteliers** estimant injuste de toucher uniquement les touristes se logeant dans des hôtels et non les résidents secondaires les touristes louant des appartements et des maisons ainsi que les touristes se logeant dans des appartements non déclarés
- **Tour opérateurs** contractualisant avec les hôteliers sur un prix définitif et net pour le touriste l'éventuelle taxe étant à la charge de l'hôtelier sans répercussion sur le client

L'épilogue est donné par M. S. Llinas :

« L'impasse dans laquelle se trouve le projet d'écotaxe permet de formuler un certain nombre de remarques quant à son utilité et à son fonctionnement :

- la société autochtone est majoritairement d'accord quant à la nécessité d'appliquer la taxe et d'affecter ses recettes directement et exclusivement à l'amélioration écologique des îles ;
- différentes enquêtes démontrent que les touristes étrangers ne seraient pas hostiles à payer l'écotaxe ; ainsi la peur que les touristes refusent frontalement cet impôt et les conséquences négatives sur la fréquentation touristique des îles ne sont pas fondées ;
- l'application de cette taxe pose un énorme problème, quant au lieu de perception de la taxe (ports, aéroports, hôtels) et quant aux personnes assujetties au paiement de la taxe (tous les citoyens de l'Union européenne jouissent des mêmes droits) étant donné qu'il est difficile de distinguer qui est touriste de qui ne l'est pas ;
- il n'y a pas de consensus sur ce qu'est un investissement environnemental et sur ce qui ne l'est pas (améliorer les infrastructures d'une station touristique ou acheter des espaces non construits pour un usage public, améliorer la qualité de l'eau ou conserver et améliorer les espaces naturels, etc.) ? »

On ne peut balayer d'un revers de main les avatars de la tentative des Baléares en l'assimilant à des querelles subsidiaires de procédures. Le diable gisant dans les détails, c'est dans le concret, par des qualités de médiation, de négociation, d'animation et de persuasion, que vivront, ou pas, les beaux principes et les belles théories. Suivre avec attention les efforts des Baléares, la réaction du gouvernement équatorien, les tentatives des pays d'Amérique latine... Voilà un travail que les acteurs attendent et dont ils pourraient, tous, profiter.

• En France aussi la maîtrise du tourisme échappe aux territoires

Toutes proportions gardées, le Sud de la France connaît une situation comparable aux destinations du Sud fragiles et soumises aux conditions d'implantation de multinationales agressives. Le cas du département de l'Aude a été très récemment étudié et montre que les élus, les services déconcentrés de l'Etat et les habitants doivent faire face à des acteurs dont les logiques ne font aucun cas de politiques locales pointues longuement élaborées. Dans le cas présent, c'est une démarche territoriale de qualité, la « Marque Pays Cathare », évoquée plus avant dans le document, qui entre en conflit de logiques, d'objectifs et d'enjeux avec l'implantation monopolistique d'une compagnie aérienne *low cost* et les déséquilibres fonciers, économiques et sociaux qui l'accompagnent (M. Théveniaut, inédit, 2003).

Le développement local face à la mondialisation Exemple du département de l'Aude (France)

© Martine Théveniaut août

Le Bureau pour l'Action Solidaire dans l'Espace Sud Audois (BASE Sud Audois) a une mission de soutien à l'économie sociale et solidaire dans le Pays de la Haute Vallée de l'Aude. Appuyé par une convention territoriale signée pour trois ans, il réalise une étude approfondie à l'échelle géographique et humaine d'un pays rural. Cette étude est menée par Jean Guy Ubiergo (SEGESA) et vise à mieux en comprendre les enjeux et faire des propositions concrètes. Le territoire Sud audois a comme caractéristique, notamment, de connaître un renouvellement de sa population par l'arrivée de nouveaux résidents d'origine européenne dont l'importance démographique ne cesse de croître : un tiers de la population actuelle n'habitait pas le Pays en 1999. Ceci constitue donc une caractéristique qu'il est indispensable d'intégrer dans une réflexion sur le développement du territoire, largement en mutation.

Le poids d'une compagnie aérienne hégémonique

En 1999, la compagnie irlandaise *low cost* Ryanair recherche une piste d'atterrissage pour amener des Britanniques en région Midi Pyrénées. Elle met en concurrence les Chambres de Commerce et d'Industrie de Carcassonne et d'Agde sur une promesse d'un taux de fréquentation de cent mille passagers par an. Carcassonne Salvaza, l'un des tout premiers aéroports ouverts après Beauvais, est choisi sur une base contractuelle dont le contenu n'est pas connu, sauf un investissement de la CCI de 10 M pour l'aménagement des pistes.

Avec 100 000 passagers au début juillet 2000, Carcassonne est la première plate-forme en France à dépendre pour 80 % de son trafic des vols internationaux. Par comparaison, Toulouse est à 60 %, Perpignan à 40 % et Montpellier à 30 % (Chiffres de la DGAC, Direction Générale de l'Aviation Civile).

Les perspectives

En 2000, les perspectives sont :

- l'ouverture d'une troisième ligne Ryanair
- une convention de 10 ans signée par la CCI avec l'Etat mettant fin à une autorisation temporaire d'occupation de terrains
- une stratégie de développement ciblée sur les pays nordiques (Allemagne, Suède, Danemark)
- des partenariats militaires (Airbus Industrie)
- la constitution d'une « plate-forme logistique » pour la sécurité
- la captation d'une partie des vols charters de Toulouse en situation d'asphyxie (interview du nouveau directeur de l'aéroport de Salvaza Joël Lamic)

Le prix d'une politique commerciale agressive

La stratégie de Ryanair est construite sur un certain nombre d'externalisations :

- le recours aux fonds publics, malgré la vigilance de la Commission européenne : les subventions publiques aux compagnies aériennes sont interdites, et la jurisprudence du cas de l'aéroport de Strasbourg menacé pour subventions illégales de la CCI du Bas Rhin
- une gestion drastique des coûts salariaux : avec une partie des salaires du personnel de cabine deux fois inférieurs à ceux d'Air France, financée par les ventes de billets
- une réduction des coûts de maintenance par l'exploitation d'un seul type d'appareil
- une mise en concurrence des CCI (et d'autres opérateurs de tourisme)
- un recours au financement extérieur pour la promotion de la compagnie : des billets étant commercialisés sur internet avec des bandeaux publicitaires vendus un prix élevé aux hôteliers, loueurs de voitures et restaurateurs désireux d'apparaître sur le site

Les impacts sur l'économie et la vie locale

- *L'euphorisation du territoire audois*

Compte tenu des prix proposés à la clientèle, des Britanniques travaillant à Londres résident dans l'Aude, faisant du département une quasi banlieue londonienne. La CCI juge bénéfique (suffisant ?) à l'économie du territoire les quatre à cinq cent euros dépensés durant les quatre à cinq jours d'un séjour touristique moyen.

.../...

.../...

- *La dépendance totale d'un seul transporteur*

L'activité de l'aéroport est entièrement tributaire des conditions définies par Ryanair et ne garantit aucune autonomie de développement. La baisse de la fréquentation touristique en juillet en Languedoc Roussillon avec une diminution de des vols vers la France (source : association des Tours Opérateurs britanniques) faisant suite aux d'annulations consécutives à la guerre d'Irak les mois précédents montre que le circuit économique *tout Ryanair* est particulièrement fragile.

- *Les conflits de logiques et de stratégies touristiques*

L'irruption de l'opérateur irlandais dans le jeu des acteurs locaux bouscule une politique touristique du département fondée sur une approche concertée dont la Marque Pays cathare reste l'ombrelle commune. Le programme « Pays cathare » né en de la volonté de valoriser le patrimoine historique et naturel a progressivement mis en place vingt deux filières de production dont l'hôtellerie, les gîtes et les guides en six cent professionnels, dix huit territoires sous contrat d'objectifs avec le Conseil Général et une organisation interprofessionnelle en trois collèges : les sites pôles (châteaux et lieux de mémoire), les associations de développement (intercommunales le plus souvent), les professionnels/filières (autour d'une charte de qualité). La concurrence étant rude pour les produits de qualité labellisés « pays cathare » mais élaborés à des coûts supérieurs (exemple du porc à /kg pour dans la grande distribution), le programme est à « *une période charnière d'un point de vue économique devant un choix stratégique en matière de distribution et un système à inventer* » pour irriguer l'ensemble du territoire pour augmenter les volumes produits localement. Dans une conjoncture qui marque le pas, la logique Ryanair contraint le programme à tenir compte des modifications rapides de l'économie locale.

- *La guerre du foncier*

Les prix du foncier peu élevés pour les Britanniques et les Néerlandais et l'arrivée en grand nombre de nouveaux résidents acheteurs de bâti ancien et de terres exercent une pression financière insoutenable. L'exemple le plus caricatural est l'acquisition par une société hollandaise de mille deux cents hectares d'un seul tenant aux confins de l'Aude et de l'Ariège plaçant les Directions de l'Agriculture et la SAFER dans l'impossibilité d'exercer leur droit de préemption.

- *Le manque de ressources locales*

L'endettement des collectivités locales de l'Aude plus important que la moyenne nationale est aggravé par le faible nombre de foyers fiscaux et un niveau de transferts sociaux parmi les plus élevés (des revenus contre pour la France de province) après la Corse et à l'égal du Limousin. Ceci illustre le manque de ressorts endogènes de l'économie locale et sa grave dépendance vis à vis de flux redistributifs publics dont la réduction est inévitable.

Une étude prospective régionale à des services de l'Etat commandée par la Préfecture de Région Languedoc Roussillon et datée de janvier signale qu'il faut « *prendre en compte la concurrence sur le foncier, la spéculation sur les friches, les profits à court terme, l'urbanisme, la culture urbaine dominante sur le contrôle des espaces en faveur des zones aménagées, protégées, disponibles pour les loisirs de pleine nature, concurrentes de l'agriculture et de l'élevage* ».

L'économie de l'Aude est de plus en plus dépendante des investissements étrangers et d'un tourisme dont elle ne contrôle pas les conditions. Les services se tournent vers les résidents secondaires, ce qui n'empêche ni la fermeture des commerces, ni celle des écoles, ni le déclin des services publics locaux calculés en référence au nombre d'habitants permanents. La mondialisation ne fait donc qu'« *augmenter la vulnérabilité d'activités et de territoires déjà exposés à de fortes turbulences internes* ».

Document inédit. Martine Théveniaut à partir d'une revue de presse / préparée pour le BASE Sud Audois dans le cadre de l'étude SEGESA.



On peut faire largement écho à R M Chikli le rédacteur en chef d'Alternatives Economiques lorsqu'il remarque : *"Le développement d'un tourisme international de masse pose de multiples problèmes sur le plan environnemental aussi bien au niveau du transport aérien que des consommations réalisées durant le séjour Mais il sera difficile de lutter contre certaines habitudes acquises et notamment l'héliotropisme croissant des européens du Nord"* (cité par Patrick Frémeaux dossier tourisme durable www.billyglobe.org/fr)

Héliotropisme fascination des destinations mythiques soit d'aventures sans risques les moteurs du tourisme international tournent à plein car le carburant de base le désir est sans cesse entretenu

Pour endiguer le flot l'exemple des Galapagos et des Baléares montre que le territoire d'accueil doit faire preuve d'une volonté politique très forte insubmersible et pouvoir compter sur l'adhésion la plus large possible des acteurs économiques et des relais d'opinion Sans oublier la demande des consommateurs qui on le redira par la suite est probablement la seule force capable de préserver les besoins des *générations futures* des destinations à la mode

Mais il ne s'agit là que de la pointe émergée d'un iceberg dont les parties invisibles les liens sociaux la culture la confrontation avec d'autres visions du monde les rapports à l'identité la tradition et l'argent portent autant la trace des impacts du tourisme que les plages les littoraux sauvages ou les récifs coralliens

Ces traces sont moins évidentes ou peut être nous touchent elles moins Elles sont abordées dans le chapitre qui suit

VII Les effets socioculturels insidieux du tourisme

« Mais ce tourisme intelligent ne repose t il pas lui aussi sur les deux illusions que l'ethnologie moderne avait cru déconstruire ? La première étant qu'on pourrait découvrir l'autre sans avoir à partager durablement son existence et la seconde que ce processus de découverte pourrait ne pas interférer avec la culture de l'autre alors qu'il engendre nécessairement un choc et une confrontation pour le meilleur et trop souvent pour le pire »

Béatrice Dehais () « Voyager autrement » Alternatives Economiques n° juillet août page

• L'effet réel d'un tourisme virtuel

La simple annonce - dignement arrosée d'un rhum généreux - de l'implantation d'un réceptif hôtelier de grande taille sur une plage oubliée de Nosy Be, au Nord-Ouest de Madagascar, accentue gravement un clivage jeunes-anciens au sein d'une petite communauté de pêcheurs : avant même d'exister, le tourisme bouscule les rapports inter-personnels et *fait bouger les choses*. Développement ?

L'annonce d'un projet touristique crée une fracture au sein d'un village

Madagascar village d'Ampasindava fin

Situation au NE d'Andilana chef lieu d'un Fokontany isolé baie de Befotaka Une centaine de personnes toutes natives du village (cases) Propriété foncière : terrains domaniaux (droit coutumier concernant l'usage) Activités : pêche agriculture production de bois d'oeuvre et d'alcool de palme La pêche constitue l'activité principale de la population et pour cette raison bénéficie de l'assistance technique de la GTZ (Projet pêche traditionnelle)

Le village vit de l'autoconsommation de la ventes des produits de la pêche surtout séchés d'alcool de palme et de bois d'oeuvre Considérant la tenue de plusieurs villageois (vêtements traditionnels ou modernes défraîchis) ou l'architecture des cases et les matériaux utilisés (falafa peu de matériaux modernes) il est permis de penser que le revenu des ménages est largement inférieur à celui des ménages d'Andilana L'interférence du tourisme si elle existe est marginale

D'après l'enquête menée sur place deux projets touristique différents sont en concurrence Le premier prévu pour être réalisé dans la partie nord du village a reçu les faveurs de la plupart des villageois alors que le second prévu sur le site même du village rencontre leur opposition énergique D'après les villageois le premier investisseur a promis une embauche significative et tout comme à Andilana souhaite s'approvisionner auprès d'eux Une telle perspective est jugée positive par les jeunes interrogés

Le second investisseur qui envisage de déplacer le village pour y implanter son réceptif fait actuellement l'objet d'une plainte auprès des autorités de Hell Ville Malgré l'intervention d'une personnalité locale les villageois affichent leur détermination à ne pas accepter le projet

Le complexe hôtelier prévu va être implanté près d'un site sacré qui précisent les villageois devra être respecté L'opération semble de grande ampleur étant donné le territoire concerné et les investissements prévus pour améliorer l'accessibilité du site La coexistence entre le village et le futur complexe hôtelier semble souhaitée par la majorité des habitants qui y voit une source d'emploi et de revenus monétaires Le consensus n'est pas total et l'expression de divergences entre adultes et jeunes est perceptible notamment à propos des bouleversements inévitables de la vie du village Le produit touristique probable tournera autour des « S » Sea Sun ... and Sex [compte tenu de ce qui se passe ailleurs]

Bien avant sa mise en place le complexe hôtelier d'Ampasindava/Befotaka provoque des effets contrastés sur les villageois en accentuant les clivages de génération et déstabilisant partiellement les relations traditionnelles jeunes/adultes Aussi harmonieuse que puisse être une future cohabitation l'implantation d'une entreprise touristique dans un site donné est probablement le plus puissant vecteur de modifications socio culturelles

Source : d'après Alain Laurent modifié

• Le bien le moins bien et le franchement mauvais : le tourisme apporte tout

L'anecdote malgache est révélatrice. Reste, pour l'exemple, à analyser plus finement les influences brutales ou subtiles du tourisme d'aventure au Népal et du tourisme culturel en Chine du Sud.

Au Népal.

Quels sont les impacts socio-culturels du tourisme d'aventure, si friand d'endroits « exotiques et naturels » ? M. Bilodeau et P.A. Tremblay (1996), en décrivent un certain nombre, dont le Népal, leur terrain d'étude, n'a certainement pas l'exclusivité :

- *Les revenus monétaires bouleversent la nature des relations interpersonnelles* : le tourisme est d'abord, pour les porteurs, cuisiniers et guides, un revenu complémentaire indispensable à une agriculture qui généralement ne subvient pas à tous leurs besoins. Ces emplois, souvent masculins, sont une donnée importante dans une société pauvre, renforcent les inégalités sexuelles traditionnelles et, parce que monétarisés, font entrer une société fondée sur l'échange, la réciprocité et le clientélisme dans le jeu de l'offre et de la demande. En plus des effets inflationnistes dans un contexte de rareté de numéraire, ces emplois bouleversent la nature des relations traditionnelles entre les personnes.

- *La découverte d'autres modes de vie sans compréhension des réalités vécues ailleurs* : le face à face visiteur / accueillant est source d'ouverture et d'échanges potentiels sur la nourriture, les rapports entre les sexes, la musique, les rituels d'hygiène, les règles de politesse, les liens entre générations, l'humour, la spiritualité, l'habillement, le rythme de vie, les horaires... Le gain en connaissance est évident mais ce nouveau savoir n'est pas forcément *valide*, avec une perception faussée du mode de vie occidental, souvent sans rapport avec la réalité.

- *La représentation ancestrale de la nature s'effondre* : les cultures locales ont une représentation de la nature issue de pratiques anciennes et de connaissances implicites voire inconscientes. La confrontation avec une logique matérialiste et rationaliste impose le passage à une réflexion consciente sur les évolutions des écosystèmes qui, soit du fait de l'évolution rapide de certains milieux naturels, soit du fait des apports de la culture scientifique, remet en question des pans entiers de la culture traditionnelle.

- *L'activité agricole est abandonnée au profit des emplois saisonniers* : les services touristiques et les emplois saisonniers paraissent aux jeunes hommes plus attractifs que les durs travaux agricoles en milieu népalais. La tendance est qu'une partie des forces vives des villages se détourne de l'agriculture, entraînant des pertes de compétences développées pendant des générations et une remise en question de la survie mêmes des économies traditionnelles.

- *A contrario, les revenus du tourisme peuvent maintenir un mode de vie traditionnel* : M. Bilodeau et P.A. Tremblay notent qu'une autre tendance est possible, celle du maintien d'un mode de vie, qui, laissé à lui-même dans un environnement changeant et sans les revenus du tourisme, disparaîtrait. Cette option a une probabilité équivalente à la précédente : des décisions conscientes sont nécessaires et les communautés locales devraient bénéficier de tous les éclairages nécessaires. Sur cet aspect comme bien d'autres, la souveraineté sur les processus locaux est un facteur clé pour le tourisme responsable.

En Chine du Sud.

Geneviève Clastres décrit les prémices d'une massification touristique par la clientèle intérieure dont les avantages et les inconvénients, à ce stade, s'équilibrent tant bien que mal. Routes, musée, cultures, fierté identitaire d'un côté, folklorisation, mercantilisme, abandon des métiers traditionnels de l'autre. Mais l'avenir est quasiment écrit si les autorités, les habitants et les chinois Han ne se projettent pas dans l'avenir, avec des millions de Chinois en visite au côté de centaines de milliers d'étrangers...

Sur la particularité du tourisme en Chine du Sud Les exemples de Lijiang et Yuanyang

© Geneviève Clastres T D Août

Le Yunnan millions d'habitants trois fois la France des régions qui s'ouvrent au tourisme d'autres qui arrivent au stade de saturation Etude sur l'appréhension du tourisme à Lijiang et Yuanyang deux villes symptomatiques de l'influence voyageuse sur des tissus économiques fragiles

Le voyage en Chine du sud territoire rural par excellence privilégie deux axes : les sites naturels (karst forêts de pierre grottes paysages de rizières en terrasse lacs de montagne fleuves etc) ; les villages et leurs habitants à savoir que la seule province du Yunnan compte plus de la moitié des ethnies présentes sur le sol chinois C'est justement dans cette province au sud ouest du pays frontalière du Vietnam Laos de la Birmanie et du Tibet que nous allons mener notre réflexion

Lijiang est perchée à mètres d'altitude au nord ouest de la province Dans la vieille ville d'étroites venelles abritent des habitations basses parcourues de canaux Les Naxi peuple tibéto birman fier d'une culture originale et passionnante représentent les deux tiers de la population locale (habitants) Suite à un tremblement de terre particulièrement ravageur () et dans le but de préserver un riche patrimoine l'Unesco a décidé de labelliser Lijiang () Depuis les flux touristiques n'ont cessé d'augmenter Le nombre de touristes est passé de en à en pour atteindre en L'explication de tels chiffres réside également dans l'importance du tourisme intérieur chinois qui n'a cessé de progresser Ainsi en sur les touristes comptabilisés les étrangers n'étaient que

Examinons à présent les conséquences d'une telle évolution Première constatation : la transformation radicale de l'ambiance dans la vieille ville En quelques années les petites habitations en bois ont été envahies de boutiques restaurants et hôtels en bref tous les agrégats de la chaîne touristique vidant le centre ville de ses habitants contraints de louer leurs "chez soi" (souvent pour des prix dérisoires) à plus commerçants Résultat les Naxi ont vite été remplacés par une majorité de migrants venus des villes et provinces voisines afin de profiter de la manne touristique Lorsque l'on interroge les locaux ils déplorent le bruit la pollution des canaux la spoliation du patrimoine local l'insécurité l'inflation marchande le développement des incendies du à la négligence et au manque d'éducation de ces nouveaux arrivants

Evidemment l'afflux de voyageurs a également permis d'améliorer les routes de construire un nouvel aéroport La ville s'est enrichie Le directeur du musée dongba (écriture pictographique des Naxi) a investi dans de nouvelles salles La musique naxi revit La culture locale s'exporte Des hôtels de caractère ont permis de mettre en valeur le patrimoine Mais malgré tout la crise identitaire est réelle et bien perçue par les autorités locales qui ont décidé de réagir en édictant toute une série de réglementations destinées à contrer quelque peu la mercantilisation à outrance de Lijiang Parmi ces dernières l'obligation d'embaucher au moins d'employés locaux qui se devront de porter le costume naxi Il est important de préciser que face à la dispersion du patrimoine local l'Unesco avait menacé la ville de ne pas lui renouveler son label Ou toute la difficulté d'une bonne gestion touristique...

Aux confins opposés de la province évoquons à présent Yuanyang Outre les nombreuses ethnies que l'on rencontre dans cette région (Yi Hani mais aussi Zhuang Miao Dai voire même Yao) le vrai trésor de Yuanyang réside dans ses innombrables rizières mu (/ d'hectares) de terrasses qui dévalent les vallées depuis le haut des montagnes Or s'il y a quelques années encore la ville faisait figure d'Eden inviolé ne possédant pour seul hôtel que le vieux zhaodaisuo local (hôtel du peuple) la situation sur place est en pleine évolution Déjà le zhaodaisuo en question s'est refait une beauté et propose à présent des chambres tout à fait honnêtes

De plus d'autres petits hôtels sont apparus à côté des premières boutiques à touristes Quant aux sites bien que situés en pleine nature puisqu'il s'agit avant tout d'admirer le paysage ils commencent à se voir affublés d'aménagements spéciaux : plateformes point de vues petites routes d'approche bétonnées (anciennes pistes) kiosques toilettes publiques etc Autant d'investissements qui sanctionnent un accroissement progressif mais réel de l'affluence voyageuse

.../...

.../...

A l'aube d'une nouvelle ère touristique l'évolution de toute la région de Yuanyang n'est donc pas sans poser de questions. De plus en plus fréquemment d'immenses bus déversent dans la nature des flopées de photographes amateurs qui s'alignent le long des sites et mitraillent à cadence régulière. Que l'on vienne au lever ou au coucher du soleil ils sont là pieds contre pieds chacun défendant férocement son territoire des angles de vue jalousement gardés. Malheureusement lorsque les troupes se retirent elles laissent derrière elles des points de vue jonchés de boîtes autant de "douilles photographiques" qui iront salir ces mêmes paysages que l'on s'est empressé d'immortaliser.

Cette pollution environnementale n'est malheureusement pas la seule conséquence du nouveau succès de Yuanyang. Les peuples tibéto birmans (Yi et Hani) qui vivent dans les villages voisins ont eux aussi de nouveaux comportements face à ces incursions répétées. Longtemps timides et revêches ces hommes et femmes traqués pour la beauté de leurs costumes font des apparitions de plus en plus récurrentes sur les sites. Et de tenter de vendre un oeuf dur au petit matin de tendre la main aux tentatives photographiques. Des enfants sont là aussi. Et tous de délaïsser qui son champ qui son foyer qui son école tentés par le mirage touristique et ces distributions inconsidérées de pacotilles diverses qui ont vite fait de transformer la découverte d'un lieu en une immense foire d'empoigne.

Quel sera l'avenir touristique de Yuanyang ? Les autorités locales se doivent d'être vigilantes. La Chine du Sud abonde de petits villages pittoresques qui se sont peu à peu transformés au rythme de la pénétration touristique. Et pourtant il est vrai que ces ethnies prennent ici une revanche sur le regard longtemps méprisant des Chinois (les Han, ethnies majoritaires) car ces étrangers qui ont parcouru des milliers de kilomètres pour découvrir leur culture représentent une réelle valorisation identitaire. Toutefois toute la limite réside justement dans la frontière ténue entre cette valorisation et le risque (réel) de folklorisation sans compter les problèmes de fuite du patrimoine (costumes revendus, artisanat local, etc.) de déstabilisation des villages, les jalousies locales, etc.

En Chine les agences de voyage sont principalement détenues par des Han. On aimerait voir les locaux prendre peu à peu leur destin en main mais la route est encore longue et le regard porté sur ces peuples n'évolue que très lentement. De sous-peuple ils passent aujourd'hui au stade de produits marchands rentables ou "Peu importe qu'un villageois soit Yi ou Hani pourvu qu'il attrape des touristes". Reste à se partager les devises. La région se doit de penser sérieusement à une juste politique de répartition si elle ne veut pas voir une fois de plus un développement touristique unilatéral pour le seul profit des puissants.

Document inédit – Geneviève Clastres T. D. août

Les exemples cités pointent un certain nombre d'effets directs, indirects, visibles et insidieux. Le PNUE (2002) a fait sur la question des impacts socio-culturels un inventaire synthétique qui répertorie quatre grands domaines d'impacts : l'érosion des identités et des valeurs indigènes, les chocs de culture, les pressions physiques entraînant un stress social, les questions éthiques. On notera :

SUR LE PLAN DE L'ÉROSION CULTURELLE

- *Les transformations entraînées par la marchandisation* concernent les cultures locales notamment les aspects de rituels religieux, rites ethniques traditionnels, manifestations coutumières et festivals, transformés en produits réduits et aseptisés. Le résultat est qualifié d'*appartenance ethnique reconstruite*, caractérisée par des changements de valeurs, avec par exemple, la perte de respect envers les emplacements et les objets sacrés.
- *La standardisation* touche les équipements, les paysages, les logements, la nourriture et les boissons... et correspond au désir des touristes de retrouver des éléments reconnaissables dans un environnement peu familier, comme les restaurants de prêt-à-manger et les chaînes d'hôtels renommées.
- *Les pertes d'authenticité* se manifestent par la mise en conformité des expressions et des manifestations culturelles au goût des touristes, une mise en scène de *vraie vie* et un simulacre.

d'authenticité. L'explication réside dans le fait que, dans l'ensemble, les touristes se satisfont d'un aperçu de l'atmosphère locale et du mode de vie et n'y jetant qu'un regard rapide.

- *L'adaptation de l'artisanat aux demandes de touristes* répond à une demande croissante, les artisans faisant évoluer la conception de leurs produits pour les adapter aux goûts de leurs nouveaux clients.

SUR LE PLAN DU CHOC DES CULTURES

- *Les dépassements de la capacité de charge* s'observent au niveau *social* lorsque les limites de changement acceptable par le système social à l'intérieur ou autour de la destination sont dépassées, et au plan *culturel* lorsque les limites de la compatibilité avec la culture locale sont franchies.

- *Les déséquilibres économiques* découlent des phénomènes d'imitation et de copie que développent certaines personnes au contact de modèles de consommation et de styles de vie différents. Par exemple, le contact avec des touristes à fort pouvoir d'achat peut susciter des dépenses excessives chez certains résidents, mettant les familles en situation difficile. Les risques finaux sont une augmentation des tensions sociales et parfois ethniques.

- *Des ressentiments face à certains comportements* s'observent dans des pays musulmans et les communautés chrétiennes conservatrices de Polynésie, des Caraïbes et méditerranéennes dont les normes sont en décalage avec les comportements des touristes - habillement, nudité partielle ou totale, consommation d'alcool... -. Le modèle contesté est ressenti comme imposé et, parfois, comme une incitation au non respect des traditions et religions locales. Il s'ensuit des tensions au sein de la communauté et des réactions d'extrémisme.

- *Les discriminations professionnelles* se traduisent par des postes généralement peu qualifiés et rémunérés - personnel d'entretien, serveurs, jardiniers, travaux manuels - tandis que les salaires élevés vont aux étrangers ou aux nationaux les plus « urbains ». De plus, on constate que les ressortissants possédant le savoir-faire requis pour exécuter un niveau plus élevé de tâches quittent leurs pays d'origine, moins attractifs que les destinations étrangères. Ceci augmente la fracture inter-culturelle.

SUR LE PLAN DES PRESSIONS PHYSIQUES FACTEUR DE STRESS SOCIAL

- *Les conflits d'usage des ressources* proviennent de la concurrence entre le tourisme et les populations locales pour l'usage de ressources primordiales comme l'eau et l'énergie. Une conséquence peut être un effort supplémentaire demandé à la population locale pour contribuer, par exemple, pour l'eau, aux coûts d'infrastructure et d'équipements d'approvisionnement ou de traitement de l'eau potable.

- *La détérioration culturelle* et les dommages aux éléments du patrimoine peuvent résulter du vandalisme, du vol, de la détérioration ou du déplacement illégal de biens culturels. On cite l'exemple de gardes mal payés qui complètent leur revenu en vendant des objets aux touristes dans des pays tels que l'Égypte, la Colombie, le Mexique et le Pérou.

- *Les conflits avec les usages traditionnels de la terre* sont particulièrement aigus dans des secteurs intensément exploités tels que les zones côtières ou les bords de fleuve. Les conflits surgissent quand le choix se fait en faveur d'équipements et infrastructures touristiques au détriment des usages traditionnels du territoire. La population indigène est fréquemment perdante car la valeur économique globale du tourisme est considérée comme supérieure.

SUR LE PLAN ETHIQUE

- *Le taux de criminalité* augmente avec la croissance de l'urbanisation d'un secteur et sa fréquentation car la présence d'un grand nombre de touristes possesseurs de liquidités et d'objets de valeur - appareils-photos, bijoux - favorise le vol et le commerce de la drogue. Le tourisme peut également conduire au développement du jeu. La répression de ces phénomènes aggrave souvent les tensions sociales..

- *Le recours au travail des enfants* : les études de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) prouvent que beaucoup de tâches dans le secteur de tourisme sont dévolues à des enfants dans des conditions critiquables : horaires journaliers importants, emplois instables, salaires minimes, peu de formation et d'opportunités de qualification. Les développements récents du secteur (libéralisation, concurrence, concentration, baisse dans des prix de voyage, croissance de la sous-traitance) tendent à accroître le recours à cette main d'oeuvre bon marché et flexible. Aux treize à dix-neuf millions d'enfants et de jeunes au-dessous de dix-huit ans employés dans l'industrie (10% à 15% de tous les emplois du tourisme), il faut ajouter ceux du secteur informel des activités collatérales du tourisme.

- *Le tourisme sexuel*, déjà évoqué, se développe dans beaucoup de régions du monde. L'attrait de l'argent facile conjugué à une envie de consommation de biens nouveaux - T-shirts, stéréos personnelles, vélos, billets d'avion... - poussent beaucoup de jeunes, y compris des enfants, à se prostituer, avec le risque d'être pris dans l'engrenage de l'esclavage et de la dépendance à la drogue.

• Les racines du mal

« *Tourisme à Cuba : opération survie* ». Ce titre ouvre sur les raisons d'un tourisme subi par la population et dont on a vu, précédemment, l'ampleur des dérives. Comme si nul n'échappait, un jour ou l'autre, à la révolution moderne du voyage et des loisirs. Même la révolution cubaine.

Tourisme à Cuba : opération survie	
Robert March	
Nécessité faisant loi le tourisme est donc devenu la clé de voûte de la survie économique Des concessions importantes ont été faites pour permettre l'investissement de capitaux étrangers la construction rapide et la rénovation des installations hôtelières la gestion d'hôtels quatre étoiles par des sociétés mixtes ou étrangères l'appel à des tour opérateurs susceptibles de faire venir la clientèle visée dans ce domaine les changements sont spectaculaires A La Havane vient de s'achever la construction en front de mer de l'hôtel de luxe Cohiba A Varadero où les constructions de nouvelles installations se multiplient les hôtels Melia et Sol Palmera trônent avec arrogance bien dans les goûts de leur clientèle issue des classes moyennes sable blanc et cocotiers soleil brûlant et air conditionné Et l'urbanisation exclusivement touristique de certains îlots paradisiaques sur la côte atlantique reliés au littoral par un terre plein artificiel de plusieurs dizaines de kilomètres avance bon train : un hôtel haut de gamme dont l'exploitation a été confiée au groupe espagnol Guitart a été inauguré par Fidel Castro en novembre à Cayo Coco	
Nécessité vitale cet essor touristique a cependant des retombées négatives préoccupantes	
• Sur le plan architectural et urbanistique d'abord même si dans ce domaine le pire a été évité malgré la pression de la rentabilité à court terme A la Havane comme à Varadero les hôtels ou étoiles construits ces dernières années n'ont pas franchement amélioré le paysage urbain Et si Varadero se défend de vouloir singer Cancun cette gigantesque urbanisation touristique à quelques dizaines de milles sur le littoral mexicain on a pourtant l'impression que c'est la même clientèle qui est visée les mêmes goûts flattés les mêmes promoteurs aux commandes Ailleurs c'est vrai des réalisations témoignent d'un réel souci d'intégration au site de préservation de l'environnement comme l'hôtel Moka plongé dans la verdure du village de Las Terrazas sur la route de La Havane à Pinar del Rio	
.../...	

.../...

• **Les retombées sociales immédiates et à moyen terme sont davantage à craindre** La prostitution se développe de plus en plus voyante aux abords des hôtels des circuits obligés de La Habana Vieja des allées cossues du quartier résidentiel de Miramar et avec elle inévitablement le proxénétisme Bars discothèques et halls d'accueil des hôtels accueillent les jineteras accréditées alors que d'autres tentent vainement leur chance Les autorités ne prétendent plus nier cette réapparition massive de la prostitution à Cuba même si elles s'efforcent d'en relativiser la signification

• **L'impact social du tourisme est profond** Travailler pour le tourisme c'est le rêve : quelques pourboires permettent de gagner en un jour l'équivalent du salaire mensuel d'un cadre supérieur Les jeunes diplômés de l'université qui ont par ailleurs du mal à trouver un travail dans une économie en léthargie se jettent sur tout emploi même non qualifié dans ce secteur C'est aussi l'espoir d'entrer en contact avec des sociétés étrangères présentes à Cuba Aussi les sociétés cubaines qui gèrent les activités touristiques sont elles une véritable chasse gardée où les cadres de l'armée et du Parti communiste sont aux commandes La plus importante Cubanacan (hôtels soit chambres restaurants des boutiques un service de location de voitures et un parc d'autocars) accueille dans ses installations près de la moitié des touristes étrangers : c'est une société mixte dont du capital est cubain le reste revenant à des investisseurs privés essentiellement espagnols et canadiens

Pour la population de l'île cet essor spectaculaire du tourisme est vécu de façon contradictoire Si sa nécessité ne fait guère de doute pour apporter les devises nécessaires à la simple survie il est souvent mal accepté Eux mêmes n'ont plus accès aux installations touristiques aux hôtels aux restaurants aux piscines aux plages réservés de fait sinon de droit aux détenteurs des dollars tant convoités Mal acceptée également la priorité au tourisme en matière de construction alors que la population de La Havane vit dans des logements exigus et un tissu urbain détérioré : la rénovation de la vieille ville classée patrimoine historique de l'humanité avec des édifices de l'époque coloniale laisse les quartiers avoisinants du centre de La Havane à leur état misérable Le développement touristique souligne les inégalités sociales

[...] Si demain l'embargo des Etats Unis était enfin levé et que Cuba ne soit plus frappée d'interdit pour les citoyens de ce pays il n'est pas difficile d'imaginer les effets considérables que cela aurait sur le tourisme dans l'île C'était probablement le passage forcé pour assurer la survie de la révolution cubaine mais comment ne pas s'interroger sur l'état dans lequel elle sortira de cette nouvelle épreuve ?

Source : Robert March (date inconnue)

L'exemple de Cuba illustre la position du Conseil de l'Europe, qui considère que le développement excessif et incontrôlé du tourisme exerce des pressions sur le patrimoine culturel, les populations et les cultures locales avec des risques d'uniformisation culturelle et de pertes d'identité (2003). Ceci lui semble incompatible avec la promotion d'un tourisme attaché à la mise en valeur du patrimoine culturel dans une perspective de développement durable.

« *Identité* », « *Cultures locales* » : y a-t-il sur ces thèmes une recherche-action à mener ?

Un des sujets les plus intéressants de la réunion virtuelle du Réseau International sur la Politique Culturelle, de décembre 2001 à avril 2002, a été précisément les notions d'intangible et d'immatériel contenues dans les thèmes de l'identité et des cultures locales, « *un des filons les moins explorés jusqu'ici et qui pourrait apporter le plus à de nombreuses communautés qui souffrent de pauvreté sociale et économique* ». Le patrimoine intangible, « *ressource culturelle qui, doublée de l'infrastructure et des services nécessaires, peut se convertir en un produit touristique générateur d'avantages économiques et de bien-être social pour la collectivité* » ? Le Mexique répond oui.

Espérons qu'à l'instar de la récente proclamation par l'UNESCO du Chant de l'exploit des Ifugao - le hudhud (Philippines) - comme patrimoine intangible de l'humanité, les gouvernements renforcent l'appui aux traditions populaires pour éviter la perte du savoir, mais aussi pour préserver la qualité du produit, garantissant ainsi son intégration éventuelle dans un cadre touristique.



La contribution du tourisme à l'uniformisation du monde n'a pas dit son dernier mot. Si nous n'y prenons garde, des parcs d'attraction "universels" et aseptisés risquent de pousser comme des champignons. Après avoir détruit les derniers « paradis terrestres », l'industrie touristique recréera des paradis stéréotypés. Nous doter d'une vision claire et complète des enjeux touristiques mondiaux, c'est la base indispensable de la résistance à cette fuite en avant" (A. Amblès)

Tout est dit de la capacité du tourisme à faire bouger une société, un mode de vie, une campagne, une forêt. Mais aussi à inventer une nature et une société virtuelle, idéalisée, aseptisée, convenue, fantasmée. Les effets socio-économiques du tourisme livrés à lui-même sont au moins aussi puissants et tenaces que ses effets sur l'environnement.

Mais c'est dans les esprits que tout se passe. Se servir du tourisme comme prétexte, justification, facteur déclenchant à une éducation à la citoyenneté ?

Pourquoi pas ? affaire de réelle conviction, de volontarisme, de règles du jeu et de prosélytisme. Car les acteurs de terrain témoignent de deux choses : les mentalités changent mais les désastres s'amplifient. La course de vitesse est engagée.

Prendra-t-on un jour le tourisme et son cousin le loisir vraiment au sérieux ?

En attendant, il est important de savoir si, aux frontières du tourisme responsable, le tourisme respectueux de l'environnement et des populations connaît les mêmes dérives et subit les mêmes critiques que le tourisme conventionnel. Ce tourisme avancé, l'écotourisme, est en l'espèce un cas d'école. Il pourrait bien préfigurer ce qu'il adviendra des formes plus récentes de tourisme "éthique".

VIII Même le tourisme *avancé* connaît des dérives

« En plus de cent sportifs participèrent au premier marathon antarctique le long d'une double boucle de km sur l'île King George des Shetlands du Sud [Antarctique] et le résultat fut catastrophique. Le parcours avait pour départ la base uruguayenne d'Artigas, passait par les stations russe, chilienne et chinoise et comprenait quelques sections très dangereuses et non surveillées. Certains participants souffrant d'hypothermie eurent des accès de délire, d'autres se sont perdus dans le brouillard au sommet d'un glacier et un participant glissa dans une crevasse jusqu'à la poitrine. Malgré tous ces incidents et les lourdes critiques que suscita l'événement, les organisateurs souhaitent renouveler l'expérience. »

Antartica ^{ème} édition Lonely Planet septembre pages

« *Quand écotourisme rime avec néolibéralisme* » : ce titre résume le point de vue de Rosaleen Duffy (2002) pour laquelle les écotouristes ont « *un énorme impact économique, écologique et social sur un pays en développement du simple fait qu'ils y débarquent* ». L'écotourisme est-il une fausse bonne solution ?

• De quoi parle-t-on ?

« *L'écotourisme est un tourisme dans des espaces peu perturbés par l'homme qui doit contribuer à la protection de la nature et au bien-être des populations locales* ». Cette définition, proposée par TIES (The International Ecotourism Society), est adoptée au niveau international par le PNUE et l'OMT. On verra plus loin dans ce document que cette définition s'agrémentait d'un mode d'emploi plus fourni et que les actions se référant à l'écotourisme sont tout aussi gagnant-gagnant que certaines plus solidaires, équitables et durables.

Les bons ingrédients font-ils les bons plats ? A lire les critiques virulentes de l'écotourisme, il manquerait non seulement la recette mais une surveillance des cuisines !

• Des critiques radicales et sans nuances

L'écotourisme, on le verra par la suite, est victime de son indéniable succès. Les critiques ne l'épargnent pas. Eco-facade, écoterrorisme, concept ambigu, outil marketing... En voici quelques-unes :

[Traduction libre]

La majorité des proclamations de l'écotourisme concernant ses bénéfices sont exagérées et se réfèrent plus à des démarches de labellisation et de marketing qu'à une durabilité véritable. Non seulement les projets d'écotourisme sont planifiés et menés à bien de façon répétée sans accords ni soutiens locaux mais ils menacent souvent les cultures locales, l'économie et les ressources naturelles. Les critiques considèrent l'écotourisme comme une « éco-facade » : une tactique pour dissimuler les pratiques de surconsommation et d'exploitation du tourisme de masse en le « verdissant ».

Source : A. Pleumaron

En somme, l'écotourisme est un concept ambigu qui, selon le point de vue adopté, se définit soit comme une activité, une philosophie ou une stratégie de développement.

Source : M. Lequin

) **Most ecotourism projects are not really community based initiatives** and have been developed through a top down development approach with no critical analysis or information/planning about problems that occur over the long term. We are concerned that much of what passes as "ecotourism" is designed to benefit investors, empower managerial specialists, and delight tourists, not enhance the economic, social and ecological health of the host communities. Like other forms of tourism, ecotourism extracts profits for capital, which can move on what its profitability is higher elsewhere; the host communities are left with the negative effects and little of the profit.

) **There is much proof that many ecotourism projects do not bring about the benefits that they are supposed to** often in fact, increasing social, environmental and other problems in communities. To advance the IYE at this stage will only enhance these problems for the numerous communities that are completely unprepared for increased tourism.

) One of our main concerns is that **international environmental NGOs and ecotourism organizations will benefit financially from the IYE** [International Year of Ecotourism], not communities. This certainly appears to be the case with such "eco light" programs such as « tourism awareness kits » and the like, which are really marketing and promotional strategies by environmental groups to « sell » ecotourism to unprepared communities. Furthermore, the marketing of « tourism awareness kits » promotes a universal model, or cook book approach to ecotourism development that has several negative implications:

- a) it promotes ecotourism development as a technical procedure as opposed to a social one based on the will and concerns of a local collectivity;
- b) it assumes that ecotourism development should provide a homogenized product or experience for tourists, as opposed to encouraging individual communities to engage actively with tourists in a way that brings tourists to new understandings of human nature, interactions, cultural differences, etc. and
- c) it promotes the idea that the only economic alternative for Indigenous and rural communities lies in tourism, instead of opening a dialogue on the many economic possibilities (integrated into the larger regional or community vision) that do not involve the socially and ecologically destructive effects of directly hosting tourists.

) **Environmental NGOs and ecotourism groups have no interest in examining proposed 'ecotourism' developments from the perspective of the Indigenous Peoples whose communities and homelands are at risk.** Such an approach is at best paternalistic and at worst motivated by the self interest of these groups who are outsiders to the communities; their policies will affect.

) **Indigenous Peoples' lands and lives are at stake when it comes to any form of development.** Ecotourism is directly targeting Indigenous Peoples. Yet, Indigenous Peoples are still excluded from formal working groups (including UN) and other opportunities to develop policy and guide these development initiatives.

[traduction libre]

) **Et plus important, une responsabilité indigène dans l'éducation, la formation, l'assistance technique et la participation n'est toujours pas à l'ordre du jour.** Jusqu'à ce que les gouvernements, les programmes des Nations unies, comme les vôtres, les ONGs environnementales et les compagnies d'écotourisme acceptent que les populations indigènes et les populations rurales prennent le leadership et instituent des changements drastiques et à la base dans les formes de développement (avec la capacité de dire « non » lorsque les effets indésirables ne peuvent pas être compensés), [l'écotourisme] sera toujours un outil de développement top down, uniquement destiné à exploiter les terres, les cultures et les économies traditionnelles.

Source : lettre de RETHINKING TOURISM PROJECT (RTP) à Oliver Hillel, PNUE, à l'occasion de la préparation de l'année internationale de l'écotourisme en

L'écotourisme ne se décrète pas. Sa mise en œuvre effective suppose des choix techniques qui permettent de diminuer les impacts sur les milieux, de mieux gérer les ressources, de gérer la fréquentation.

Du chemin reste à faire, car **si les opérateurs sont de plus en plus conscients de la nécessité d'une valorisation de l'environnement dans leurs produits touristiques, ils le sont parfois moins des impacts sur l'environnement, d'autant plus à surveiller que l'écotourisme se déploie dans des milieux fragiles.** Y répondre demande une gestion adaptée à la diversité des sites et la mobilisation d'une bonne expertise.

Source : Sylvie Blangy, Françoise Kouchner & Guislain Dubois () « Ecotourisme, expériences françaises », pages

- **L'écotourisme comme le reste doit être réalisé dans les règles de l'art**

S. Blangy, spécialiste de l'écotourisme, dans son étude des projets et actions de développement du tourisme dans un contexte de protection ou de valorisation de la biodiversité pour le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (2001), relève que très peu d'entre eux peuvent prétendre à la qualité d'écotourisme, « *si l'on donne à l'éco-tourisme la définition stricte restrictive "anglo-saxonne"* ».

Les déficits qui empêchent de les considérer comme écotouristiques sont :

Les lacunes de l'écotourisme à la française

- **La participation des touristes au développement local** n'est pratiquement jamais proposée (éco volontariat incitation aux donations)
- **Les infrastructures projetées sont souvent d'une lourdeur considérable** notamment pour l'ensemble des projets en Afrique de l'Ouest. Or les coûts récurrents de fonctionnement et d'entretien de ces équipements restent insuffisamment pris en compte même si des budgets de fonctionnement sont parfois élaborés
- **Très peu de projets font la promotion des énergies renouvelables** Par exemple il est systématiquement fait appel aux groupes électrogènes pour l'électricité malgré la difficulté de gestion sur sites distants (pièces détachées carburant) de ce type d'équipement. Les projets du FFEM devraient promouvoir beaucoup plus systématiquement des technologies comme le solaire qui commencent à percer dans certains pays comme le Maroc (électrification rurale photovoltaïque chauffe eau). Même si ces technologies sont encore chères à l'achat il appartient à des bailleurs de fonds d'en faire la promotion. Ces projets ont un rôle de modèle également pour les populations locales
- Lorsque le projet est rattaché à une ou plusieurs aires protégées **les liens entre les plans d'aménagement des aires protégées et les programmes touristiques sont beaucoup trop faibles** Par exemple dans le projet Parc/Côte d'Ivoire les plans d'aménagement des parcs ne sont pas cités. Or de tels plans d'aménagement comprennent normalement un volet tourisme (?). La planification touristique proposée devrait normalement venir s'intégrer dans les documents d'aménagement du parc déjà existants
- **Les mécanismes de retour des bénéfices attendus auprès des populations locales sont rarement abordés sur le plan pratique**

Source : S. Blangy

D'autres analyses confirment et précisent les conditions de réalisation d'un écotourisme qui prendrait pleinement en compte ses deux dimensions privilégiées, la *durabilité de la ressource* et la *participation des communautés locales* à un projet de mise en valeur d'un site ou d'une destination touristique.

- « *L'écotourisme est un concept réaliste à la condition de bien connaître et de respecter la capacité de support des sites écotouristiques, et de pouvoir mettre en place des systèmes efficaces de planification et de contrôle. De telles activités de soutien et de régulation constituent la pierre angulaire de stratégies de gestion pour un écotourisme viable à long terme selon une perspective écologique.* » (M. Lequin, 2002)

- « *Cette compilation des bonnes pratiques de petites entreprises d'écotourisme fournit une bonne source d'information sur une variété d'expériences qui peuvent être adaptées à d'autres opérations et activités dans d'autres destinations. Il faut néanmoins considérer que les entreprises d'écotourisme, peut-être plus que pour n'importe quel autre segment de l'industrie de tourisme, exigent des solutions, des infrastructures et des approches commerciales spécifiques qui tiennent compte du caractère unique de l'environnement et de la culture de chaque destination individuelle.* » (traduction libre, OMT, « Sustainable Development of Ecotourism » 2003)



"J'ai vu une exploitation d'observation des dauphins dans le nord de Bali où la communauté locale a mis au point démocratiquement un système de partage des avantages économiques : aucun membre de la communauté ne peut avoir plus de quatre personnes sur son bateau si bien que chacun a un travail Résultat : cinquante bateaux pour une petite bande de dauphins Le mieux pour ces dauphins serait qu'une multinationale intervienne qu'elle mette en service un ou deux grands bateaux qu'elle engage tous les travailleurs du coin et qu'elle s'occupe du marketing Il se peut qu'il n'y ait pas d'emplois pour tout le monde qu'une part des bénéfices parte ailleurs mais les dauphins seraient beaucoup mieux protégés " : le contenu de la Conférence virtuelle organisée du au avril par le PNUE et l'OMT sur le développement durable de l'écotourisme lors de l'Année internationale de l'écotourisme (IYE) joue parfois avec les paradoxes

L'écotourisme serait il donc une affaire trop sérieuse pour être confiée aux écotouristes ou aux vendeurs d'écotourisme ? Toute proportion gardée la paraphrase reflète assez bien le fait que les conditions qui permettraient à un écotourisme égaré de retrouver le droit chemin ne sont guère éloignées de celles d'un tourisme de masse désireux de ne pas scier la branche sur laquelle il est assis Participation effective des populations maîtrise des aménagements si possible réversibles à moindre coûts cahier des charges environnemental intégration aux autres politiques du territoire retenue et répartition des bénéfices dans le tissu local la planoplie est identique les mesures similaires

Mais l'écotourisme même réformé dans ses pratiques montre d'autres déficits qui seraient autant de conditions favorables voire *sine qua non* au développement durable des territoires dans lesquels il se déploie : *l'implication réelle et en responsabilité des communautés et des autorités* La suite montrera que pour des marchés adultes comme l'Australie ou le Costa Rica l'enjeu est de taille

Conclusion

Selon les contextes socio-économiques des pays touchés, les conséquences négatives du développement touristique offre un panachage de six *défauts structurels* majeurs :

- *Les retombées économiques sont mal réparties* : les ressources réservées au pays destinataire sont minimales car la majorité des touristes achètent des séjours complets (vol et hébergement) dans leur pays d'origine.
- *La réexportation des devises est importante* : l'importation des matériaux et des matériels de construction, le rapatriement des bénéfices réalisés par les investisseurs étrangers, l'amortissement de la dette contractée pour la construction des infrastructures... génèrent un rapatriement de devises, qui, même chez les plus optimistes, oscille entre 20% et 45%.
- *La confrontation visiteurs-visités est génératrice de fractures et de conflits* : faire cohabiter des populations de niveaux de vie disproportionnés et de cultures diamétralement différentes entraîne frustrations, perte d'identité et de traditions, échanges inévitables, folklorisation et modernité de façade.
- *Les à-côtés non maîtrisés sont nombreux* : prostitution - enfantine parfois -, trafic d'objets culturels ou de produits de la biodiversité, spoliation foncière, inflation, alourdissement de la fiscalité locale, travail des adolescents...
- *Le caractère précaire et instable du tourisme le rend dangereux* : son caractère saisonnier induit souvent des emplois précaires et ponctuels et la viscosité de la demande - mode, insécurité, tendances...- en fait une activité économique à risque économique.
- *Les impacts environnementaux menacent la pérennité des écosystèmes* : les pollutions, les nuisances, les détournements de ressources, le formatage des paysages, l'aménagement sans précaution ni souci de réversibilité forment le cadre du tourisme minier, majoritaire.

Avec des variantes autour de ces points, selon la position, la culture, la stratégie et les objectifs de chacun, il y a convergence de constat sur la réalité du tourisme de masse. La conclusion tirée par le projet Ulixes 21* en fait une bonne synthèse :

« *Le modèle touristique massif qui a caractérisé les flux touristiques depuis les années 50 est un modèle clairement insupportable, pour quatre raisons au moins :*

Il n'a pas tenu compte de l'importance de la conservation des systèmes naturels, ni de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles en tant que valeur.

Il a mis l'accent sur la croissance, tout en négligeant les aspects qualitatifs de celle-ci.

Il a distribué de façon très inégale les bénéfices dérivés de l'activité touristique.

Il n'a pas intégré le territoire et ses singularités dans l'offre touristique, renforçant l'homogénéisation et la dépersonnalisation. »

Face à ces constats, les acteurs du tourisme, poussés par des client-consommateurs plus regardants, réagissent. Les institutions, avec retard, se mettent de la partie. Tourisme intégré, diffus, écotourisme garanti, tourisme solidaire, tourisme équitable, tourisme communautaire ou *pour les pauvres*, tourisme durable... Ces réponses sont-elles à la mesure des enjeux ? Sont-elles utiles, voire efficaces ? Ne sommes-nous pas, déjà, dans une démarche alibi, une *figuration intelligente à la périphérie* ? Pour comprendre et tenter une réponse, il faut savoir. C'est l'objet du chapitre suivant.

*Ulixes 21 est un projet international visant à soutenir le tourisme durable dans le pourtour méditerranéen.

L'OFFRE EN TOURISME « RESPONSABLE »

Le tourisme conventionnel de type intensif est dangereux, aléatoire, volatile, prédateur.

Une fois ce constat établi, que reste-t-il ? Quelles sont les parades ? Les alternatives ?

C'est l'objet de ce chapitre, qui tentera de décrire l'offre actuelle d'un tourisme *différent*, qui a pris conscience d'horizons moins immédiats, de comportements moins opportunistes et d'une nécessité, si ce n'est morale, mais au moins raisonnée, de faire *autrement*.

Le sujet est l'offre touristique *alternative*, non l'offre *industrielle aménagée*. On entendra par là que les efforts - louables - des chaînes hôtelières, des compagnies aériennes, des Tours Opérateurs... pour réparer et prévenir des dégâts environnementaux, améliorer l'environnement des entreprises, établir des relations équitables entre les intermédiaires et les prestataires de services, favoriser le dialogue social et les consultations sur les aspects économiques et sociaux du tourisme, les qualifications et les conditions de travail, doivent faire l'objet d'études spécifiques. Car il est vital, pour les acteurs et prosélytes du tourisme responsable, de veiller à ce que la progression de la qualité - sociale, humaine, entrepreneuriale, territoriale, partenariale - du tourisme industriel progresse en même temps que leurs propres gains dans ces domaines.

Pour notre propos, ces efforts seront considérés comme le *minimum à attendre d'une industrie ayant autant d'influence sur la qualité de la vie d'autant de personnes du Sud - et du Nord*. Autrement dit, les grands groupes et les multinationales de production et distribution de services touristiques ainsi que leurs prestataires devraient tous s'engager dans ce qui est la voie de la raison, c'est à dire l'acceptabilité environnementale, sociale, sociétale, culturelle et économique d'une activité qui a fondamentalement comme fonds de commerce le couple nature-culture.

L'offre traitée ici est appelée *tourisme responsable*, indiquant par là le franchissement d'une ligne de démarcation entre la filière touristique et ses effets externes en terme de développement. Elle recouvre plusieurs tendances dont les limites sont mouvantes et évolutives : le tourisme intégré et diffus, essentiellement en milieu rural, l'écotourisme, le tourisme solidaire, le tourisme équitable, le tourisme communautaire et pour les pauvres (*pro-poor*), le tourisme durable.

Bien qu'issu d'efforts considérables et d'une mobilisation d'énergie, de savoir-faire, de financements, de temps et d'une certaine *empathie*, le tourisme responsable veut, par simple *logique déontologique*, qu'on lui applique ce qu'il préconise. C'est donc sans parti pris mais sans volonté promotionnelle masquant des réalités peu glorieuses que le présent état des lieux est réalisé. Avec toutes les difficultés issues de notions à tiroirs, d'effets d'échelle - ce qui est responsable au plan général peut-être irresponsable au plan individuel -, de logiques de processus, d'informations soit rares, soit imbriqués, soit militantes. Mais ce n'est certainement pas rendre service à ce domaine naissant que de le traiter comme une mode. Trop vite, trop fort, trop superficiel, trop publicitaire.

I Qu'est ce qu'un tourisme « responsable » ?

Responsable ? « *qui pèse les conséquences de ses actes* » « *réfléchi* » « *qui doit répondre de ses actes* »...

Dictionnaire Larousse

• Responsable : un vaste chapeau pour des activités variées

La notion de responsabilité induit inévitablement une dimension de connaissance *Quel est mon acte ?*, *Est-il bien mesurable ? Quelles sont ses conséquences ?* et une dimension de jugement sur la nature de l'acte et du choix entre des solutions souvent imprédictibles sur la totalité de leurs effets : *le choix est-il bon ? Est-il meilleur ? Est-il éthique ? Quelle est la bonne solution ?*

La prise de conscience effective de la responsabilité que cet impératif exige [« Tu dois car tu peux ! »] est possible grâce à une sorte de vertu préventive dont sont capables tous les êtres humains : l'anticipation du danger Jonas l'appelle « l'heuristique de la crainte » [Hans Jonas Das Prinzip Verantwortung Francfort] Seule la crainte de la perte nous donne un conseil éthiquement défendable surtout quand l'issue d'une entreprise est incertaine quand les dommages et les bienfaits potentiels ne peuvent pas être clairement séparés En pareil cas estime Jonas c'est le pronostic le plus mauvais qui doit guider nos actes En ce sens suivre le conseil de la crainte exige du courage et de la détermination [...] l'éthique de la responsabilité telle que la présente Jonas est une éthique de la durabilité

Source : Olga Rubitschon

Utopies, sarl créée pour promouvoir une vision plus engagée de l'entreprise par différentes actions d'information et de conseil, consacre à cette notion un numéro spécial de sa Lettre (été 2000) avec le sommaire suivant :

Utopies La lettre Spécial Tourisme responsable
Sommaire de la lettre Eté
Edito : la première industrie mondiale découvre la valeur de son fonds de commerce : la planète
• Codes de conduite Le tourisme se cherche une nouvelle voie... Chartes d'engagements et initiatives interprofessionnelles en tout genre : l'industrie touristique se mobilise pour minimiser ses impacts négatifs et éduquer ses clients • Hôtellerie Les pratiques plus responsables deviennent un avantage concurrentiel décisif Conscients à juste titre de l'enjeu stratégique pour attirer les clients et préserver les sites d'accueil de plus en plus de groupes hôteliers se tournent vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement • Hôtellerie Chez Grand Wailea l'écologie n'est pas un luxe Comment l'un des dix plus beaux complexes hôteliers mondiaux situé sur l'île d'Hawaï est devenu un pionnier de l'hôtellerie écologique • Hôtellerie Architecture naturelle pour vacances givrées En Suède non loin du cercle polaire un hôtel est construit chaque année avec des matériaux de construction naturels et locaux pour le moins inattendus: neige et glace • Voyager Autrement Vacances bleues fait découvrir aux seniors l'envers du décor Avec « Voyager Autrement » ce voyageur original (c'est une association qui cible les seniors) propose aux vacanciers de rencontrer les acteurs du développement local au Vietnam au Laos • Voyager autrement Earth Sanctuary veut utiliser le capitalisme pour sauver la nature
.../...

.../...

Cette entreprise australienne de parcs naturels unique en son genre vient d'entrer en bourse pour développer plus encore son approche iconoclaste

• **Voyager autrement** Earthwatch : une aide en nature à la nature

Observer la sociologie des macaques dans la jungle srilankaise recenser les requins aux Bahamas suivre des rhinocéros noirs dans la savane du Zimbabwe : sur les cinq continents Earthwatch propose à ses clients de prendre part bénévolement à des expéditions scientifiques d'observation de la nature

• **Sport & Loisirs** Surfrider Foundation rame contre le courant de la pollution

Sport écologique par excellence associé à la plage et à l'harmonie avec les éléments le surf est menacé par la pollution des océans: les surfeurs réagissent

• **Sport & Loisirs** Sydney : les premiers Jeux Olympiques verts

Du septembre au 1^{er} octobre se dérouleront les premiers Jeux Olympiques entièrement organisés selon les principes du développement durable

• **Tourisme d'affaires** Séminaire « vert » pour entreprise responsable

Décidément engagées sur tous les fronts certaines entreprises traquent la performance jusque dans les voyages d'affaires de leurs cadres

Source : Utopies La lettre Spécial Tourisme responsable Été

Codes de conduite, chartes d'engagements et initiatives interprofessionnelles en tous genres, pratiques plus respectueuses de l'environnement, hôtellerie écologique, matériaux de construction naturels et locaux inattendus, rencontre entre seniors et acteurs du développement local au Vietnam, au Laos, cotation en bourse pour sauver la nature, participation bénévole à des expéditions scientifiques d'observation de la nature, implication des surfeurs contre la pollution des océans, Jeux Olympiques entièrement organisés selon les principes du développement durable, séminaire « vert » pour entreprise responsable : on voit à travers la Lettre d'Utopies que le tourisme responsable fait feu de tout bois et veille, surtout, à la pérennité du support environnemental de ses activités.

Sans donner une définition forcément trop restrictive du tourisme responsable, on peut en cerner le contour, par exemple à partir des dix principes du *nouveau tourisme* édictés par le réseau DANTE, plate-forme d'échanges de savoirs et d'expériences regroupant dix-sept initiatives et organisations non gouvernementales d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse.

Dix principes pour le tourisme responsable

Réseau Dante

• **Pauvreté/Développement** Le tourisme doit contribuer à vaincre la pauvreté. La justice sociale et environnementale et la participation des populations locales doivent servir de base à cet objectif

• **Climat Transport/Energie** Echappez aux embarras de la circulation oubliez le choix d'une mobilité durable !

• **Terre Sol/Sécurité alimentaire** Nos vacances... c'est chez eux !

• **Biodiversité** Le Tourisme se nourrit de la diversité naturelle et culturelle de la planète. Il doit contribuer à sa survie

• **Eau** L'eau fraîche est plus précieuse sur nos lieux de vacances que chez nous

• **Dignité humaine** Egalité des sexes. Les femmes et les enfants doivent être protégés et mis en position d'acteurs pour que l'égalité des droits leur soit assurée

• **Participation de la Société Civile** Tous les membres de la société en particulier les peuples désavantagés et les minorités doivent se voir reconnaître un droit de décision sur le développement touristique et en bénéficier

• **Consommation et modes de vie** Le comportement des consommateurs pendant leurs voyages et leurs loisirs doit être juste envers les populations locales et leur environnement

• **Politique économique et politique commerciale** Commerce équitable dans le tourisme aussi !

• **Des politiques cohérentes** La volonté politique de respecter les Droits humains et de tendre vers un équilibre cohérent entre l'environnement l'économie et la société est indispensable pour assurer aux générations futures la possibilité de vivre dans la dignité de profiter de ses loisirs et de voyager »

Source : DANTE AG Rio

- **Des opérateurs qui affichent des « créneaux »**

Hélène Fèvre, dans un rapport d'action-recherche publié mi-2002, a examiné, sur brochures commerciales et grand public et par questionnaire, l'offre en tourisme responsable.

Sa conclusion : « [...] *le travail effectué par les associations montre bien les potentialités de ces secteurs. Si elle garde ses principes et idéologies d'origine, et reste à l'abri de dérives commerciales, cette activité peut être un outil de développement non négligeable.* »

« Outil de développement » ?

L'expression est lâchée et situe le premier point commun de tous les acteurs du tourisme responsable : **contribuer au développement des populations d'accueil.**

En réalité, ce cœur de métier, *si le tourisme responsable en était un*, se situe bien là. Le reste n'est qu'une question de stratégie, de modes opératoires, d'efficacité, d'affichage, de moyens humains et financiers affectés aux *actions de développement* que l'on souhaite soutenir.

Pour la commodité du propos nous retiendrons en paraphrasant la classique définition du développement durable que le tourisme responsable pourrait être un mode de tourisme qui ménage les intérêts actuels des populations d'accueil des patrimoines naturels socio culturels et économiques des producteurs et des consommateurs sans compromettre une capacité à ménager les intérêts futurs de ces mêmes composantes

Dans ce cadre, nous placerons la déclinaison actuelle des formes de tourisme **alternatif, réformé** ou **avancé** - autres adjectifs utilisés dans le texte -, à savoir, principalement :

- le **tourisme intégré et diffus**,
- l'**écotourisme**,
- le **tourisme solidaire**,
- le **tourisme équitable**,
- le **tourisme communautaire** et « *pour les pauvres* »,
- le **tourisme durable**.

Les valeurs qui les réunissent s'expriment, en filigrane ou en pointillé, dans des formes touristiques *de niche* telles que les chantiers de jeunes, le tourisme alternatif, le tourisme culturel, le tourisme scientifique, le tourisme social, le tourisme fluvial, le tourisme équestre, les voyages d'adolescents dans des pays du Sud, les voyages d'immersion, les voyages de solidarité, les voyages « de retour ».

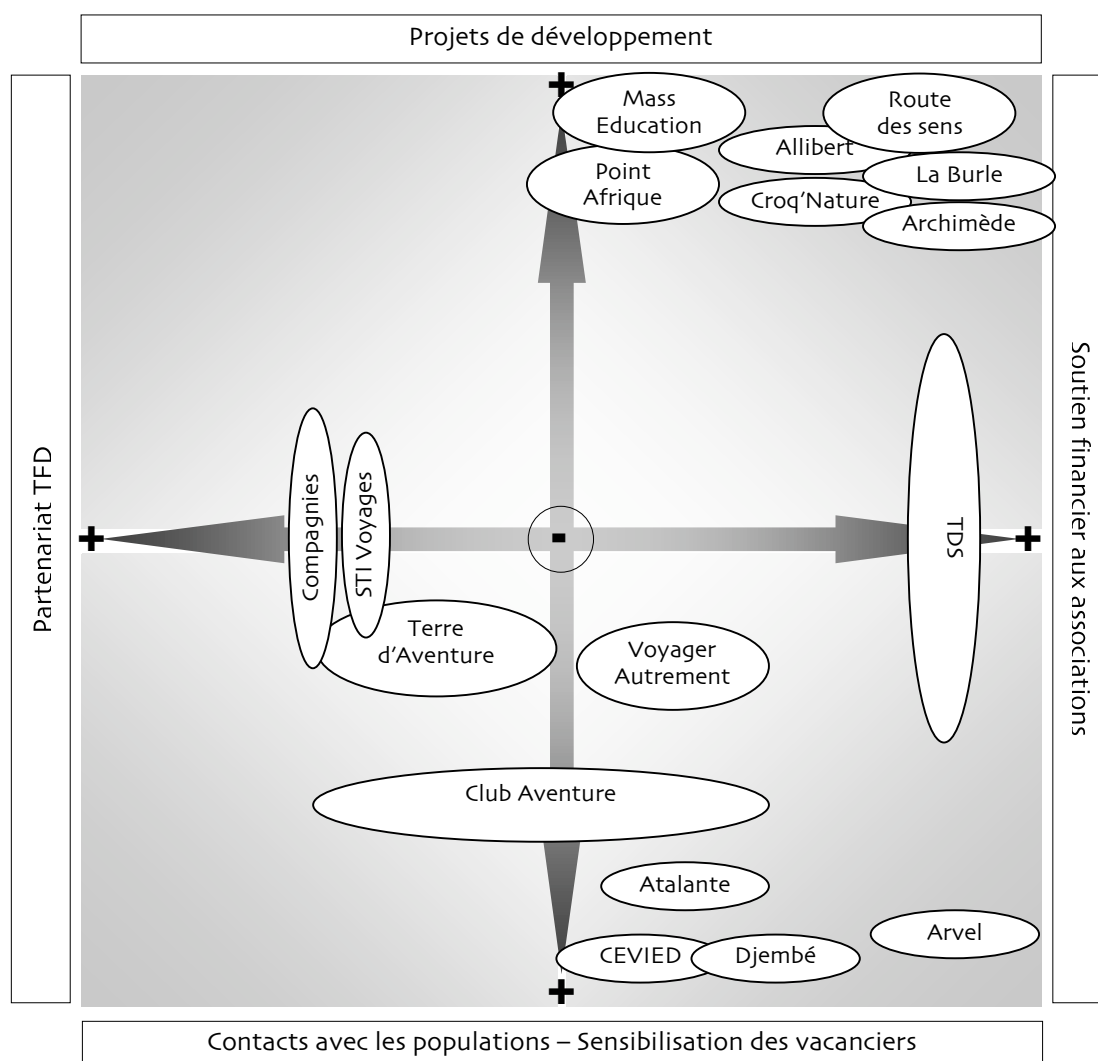
La question de l'**éthique**, dans cette logique, est considérée comme transversale. Elle se retrouve donc dans chaque forme de tourisme et se réfère à l'application de principes et de pratiques qui garantisse la traduction effective de la définition précédente dans les faits observables et dans l'*intangible*.

On aura donc un paysage d'acteurs du tourisme qu'Hélène Fèvre, par exemple, cartographie autour de quatre pôles : « *Projets de développement* », « *Soutiens financiers aux associations* », « *Contacts avec les populations et sensibilisation des vacanciers* » et « *Partenariat avec TFD* » (Tourism For Development). Le résultat, portant sur dix-sept structures (trente tois ont été sollicitées pour fournir des informations), montre un affichage composite avec deux tendances :

- une tendance à mettre en avant *les contacts entre voyageurs et populations d'accueil*,
- et une tendance à se positionner sur le thème de l'aide au développement, c'est-à-dire *l'aide au financement de (micro)projets de développement*.

L'affichage grand public de dix sept structures de tourisme responsable

« Hélène Fèvre »



Source : Hélène Fèvre

En remarques de fond, il faut mentionner deux caractéristiques récurrentes et très importantes pour situer le niveau des informations analytiques rapportées ici :

- d'une part, *sauf exception notable*, l'opacité et la rétention d'information : « Après avoir fait ces premières demandes, le peu de réponses reçues et le manque de coopération de certaine structure ne me permettait pas de continuer dans cette voie. » (H. Fèvre, 2002),
- et, d'autre part, le *manque de précision* et, sans doute, de *fiabilité* des informations. Ces deux caractéristiques sont un handicap à un bon niveau et une qualité de connaissance indispensables à une analyse-diagnostic pertinente faisant *jurisprudence*.



Le tourisme responsable s'inscrit d'emblée dans le vaste domaine des relations Nord Sud et plus marginalement Sud Sud voire Nord Nord. Il est donc normal d'y retrouver deux grandes cultures, deux vocabulaires, deux grammaires, deux approches, deux visions du monde : la culture du *développement* et la culture du *tourisme*.

On voit par là que le tourisme responsable n'est que la partie émergée de l'iceberg du *dialogue interculturel* de la *co opération* du *partenariat*, bref de la *transversalité*. Toutes choses que la logique de marché, l'exercice du pouvoir, les concurrences institutionnelles, les stratégies de communication et de marketing contrarient vigoureusement.

Avec les précautions indispensables sur la pauvreté et fragilité des informations, le tourisme responsable apparaît comme une réelle avancée dans la prise de conscience qu'il est, de fait, un formidable outil de *mise en mouvement* de la société où il se déploie et des visiteurs qu'il déplace. On assimilera cette mise en mouvement au développement, terme convenu, quoique délaissé dans les cercles de l'APD (Aide Publique du Développement) au profit de la *lutte contre la pauvreté*.

Le souci de catégoriser vient ensuite, puisque la rationalité dominante consiste à mettre en boîte, ou plus exactement à *nomenclaturer*. L'exercice s'avère délicat et peut sembler artificiel tant le recouvrement des mots, le mélange des genres, la confusion de sens et les hybridations sémantiques foisonnent dans le domaine.

Reste que ce travail a sans doute un sens, puisque son résultat sert à désigner, et donc à caractériser et qualifier tel ou tel produit, telle ou telle offre. De la qualification à la question des labels et autres formes de reconnaissance, le pas est vite franchi. Il forme un autre des fils rouges de cette étude.

II Le tourisme intégré et diffus

« L'hébergement est simple mais confortable et la randonnée elle-même est assez facile avec kilomètres de marche par jour. Il est indispensable de s'adjoindre les services d'un guide local chevronné. L'avantage avec un petit groupe est que l'arrivée des visiteurs se déroule dans la plus grande discrétion à la différence des tours organisés qui prennent d'assaut les villages par autocars entiers »

Source : Katherine Tanko « Dans le Nord du Vietnam l'hospitalité des montagnes » Far Eastern Economic Review Hongkong CI n° octobre – novembre pages

Estonie Le "modèle KODUKANT"

Ce qui s'appelle depuis le « Mouvement Estonien pour les Villages et les Petites Villes (KODUKANT) » KODUKANT signifie le « pays » le territoire d'où l'on vient en estonien a été lancé en par des communautés locales au cours de la grande crise qu'a connue le milieu rural dans ce pays. Il a d'abord été aidé par le Mouvement des villages suédois « Hela Sverige Ska Leva » (Toute la Suède doit Vivre) et la Fondation suédoise d'aide au développement international. Le modèle de développement de ce qui s'est d'abord appelé le « programme » KODUKANT s'articule autour de trois axes : l'appui aux initiatives locales ; le soutien aux entreprises associatives et aux PME rurales ; la mise en réseau et la coopération à tous les niveaux (du local à l'Europe). Ces thèmes font l'objet d'un débat tous les deux ans à l'occasion d'un « Parlement rural » auquel participent de nombreuses associations mais aussi des représentants des secteurs privé (entrepreneurs agriculteurs etc.) et public (autorités locales et régionales) en provenance des comtés d'Estonie. Trois Parlements ruraux ont eu lieu depuis le prochain étant prévu en juin.

KODUKANT est impliqué dans différents programmes et activités :

- en Estonie : Programme pour les Initiatives locales : sensibilisation des scolaires au développement local ; promotion de la production agroalimentaire de qualité ; formation et création d'un label en éco tourisme ; formation destinée aux élus et aux animateurs locaux ; éducation environnementale en milieu scolaire ;
- au niveau international : programmes PREPARE (Pre accession Partnership for Rural Europe) et INSPIRE (Information sharing with European rural initiatives) ; participation à la création d'un réseau international "Forum Synergies" ; coopération avec des réseaux ruraux français (CIVAM) espagnols (CERAI) et britanniques (East Anglia Food Link et Somerset Food Link).

Source : M. Sarv

Namibie

[Traduction libre]

Sunvil Africa organise des séjours dans le lodge de Tsumkwe qui fournit beaucoup d'emplois et contribue largement au développement local. Tous les guides et interprètes sont originaires du lieu et encadrent les touristes pour des promenades d'exploration. Les femmes restent dans le village et cuisinent ou discutent avec les touristes. Sunvil travaille avec Tsumkwe pour limiter le nombre de visiteurs dans chaque village de façon à ce que le tourisme puisse être intégré dans la vie villageoise et ne provoque pas de rupture inacceptable dans la communauté locale.

Source : Tearfund « Tourism : putting ethics into practice janvier pages

Guatemala

Le projet de tourisme intégré Pranayama (Guatemala) est branché sur un programme de développement du village de Sajcabaja. L'action s'inscrit dans le cadre d'un développement durable axé sur la reforestation dans un système agricole respectueux de l'environnement et comporte également la réhabilitation de l'identité culturelle indigène. Le projet de tourisme durable prend forme à l'intérieur du projet de développement. Il prévoit l'accueil d'un nombre réduit de touristes pour une durée réduite dans un réceptif intégré à l'habitat traditionnel alliant la convivialité à la participation au projet global faisant des visiteurs des acteurs de ce développement.

Source : Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire Septembre « Le territoire lieu des relations : vers une communauté de liens et de partage » Cahier de propositions pages

France

Oxalis est le nom d'une aventure économique qui évolue depuis dans le massif des Bauges. A l'origine, cette « association » regroupe en son sein divers secteurs interdépendants (productions agricoles, formation, tourisme et loisirs) où les décisions sont prises de manière consensuelle afin de structurer et de revitaliser un espace rural et son économie.

De dimensions multiples, c'est un projet où la complexité règne : couplage de statuts juridiques, synergie par la combinaison d'activités très diversifiées, mutualisation de moyens. Aujourd'hui, la coopérative permet de renforcer la création d'action et la pérennisation de l'emploi sur son territoire. Elle offre ses services, monte ou accompagne des projets d'entrepreneurs agricoles pour parvenir à la formation d'une économie locale forte.

L'objectif principal d'Oxalis est de renforcer les chances de succès de création d'activités et d'emplois sur un territoire par une action collective solidaire. La Scop Oxalis tient à fournir une réponse souple et évolutive adaptée aux informations diversifiées des entrepreneurs ruraux. Toutefois, il s'agit également de respecter l'autonomie des personnes et de leurs activités, de donner la possibilité d'échanger des compétences, du travail, des moyens techniques et juridiques. Enfin, le but est aussi de créer une dynamique qui génère des potentiels plus importants pour chacun (formation, contacts, ouverture...) par le principe coopératif. Plus concrètement, la Scop Oxalis doit pouvoir accompagner les porteurs de projets (touristiques ou non), favoriser des liens entre les personnes, offrir un cadre juridique et la possibilité de partager des services de gestion, de comptabilité, de bureautique et de secrétariat.

Source : Oxalis Scop () « Oxalis pour revitaliser l'économie rurale Savoie » Initiatives de Développement Local CNRTER, juillet.

• Le démarrage : Sénégal, Casamance, années

Historiquement, on peut dater le tourisme intégré des années 60-70 avec, notamment, l'expérience du Français Christian Saglio en Casamance (Sénégal). La définition de cette forme de tourisme semble héritée de cette aventure pionnière :

Ni tourisme haut de gamme ni tourisme des « S » (sea, sex and sun), le « tourisme rural intégré » est une initiative locale de développement qui s'appuie sur la volonté des populations de faire partager aux touristes la vie au village et de participer ensemble au développement du terroir. Lancé en en Casamance par Christian Saglio, un coopérant français avec le soutien de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT, devenue depuis l'Agence intergouvernementale de la Francophonie), cette forme de tourisme permet aux populations de prendre en charge leur destin à partir d'activités lucratives saines. Cette forme de tourisme vise en général la clientèle associative sensible aux problèmes de développement communautaire au Sud.

Source : Madieng Seck

L'expérience lancée en Casamance se solde par un bilan réputé positif, dont on verra par la suite qu'il n'est pas très différent des retombées habituelles des formes plus récentes du tourisme solidaire :

Les retombées sont visibles. Toutes sortes d'équipements collectifs ont été financés grâce aux revenus générés par le campement : le château d'eau, la clôture des cimetières, l'extension de l'école et la construction d'un dispensaire aujourd'hui quasi terminée. Des dons de médicaments arrivent déjà. Une ambulance a même été offerte par un touriste suisse. **Tout cela répond aux besoins des populations.** Surtout ceux des femmes, jusque là évacuées en charrette lors d'un accouchement.

Aujourd'hui, le campement de Palmarin n'étant plus perçu comme un lieu de débauche, les filles du village sont autorisées à travailler ! Il est considéré comme un réel moteur de développement et un lieu d'échanges. Des échanges qui, de part et d'autres, ont fait évoluer les mentalités. A ce propos, Nicolas Bakhoun aime rappeler le séjour d'un groupe de japonaises : il y a deux ans, « Elles ont été accueillies dans les familles et ont mangé à la main le couscous de mil sur une natte. Elles ont apprécié le jus de bissap (oseille de Guinée). A leur départ, on a organisé une soirée folklorique : elles étaient habillées à l'africaine. Plus tard, elles nous ont envoyé des photos. Et leurs commentaires étaient plutôt positifs ».

Source : Madieng Seck

En 2003, les campements de Casamance se présentent comme suit sur internet :

Les Campement Villageois Intégrés de Casamance

Extrait du site www.senegalaisement.com/senegal/campements_villageois.html

Au départ était un rêve ! Celui de permettre aux touristes de découvrir la Casamance profonde et authentique en impliquant les villages dans la gestion des hébergements. Ainsi sont nés les Campements Villageois initiative unique au monde tant dans sa conception que dans sa gestion ! Christian Saglio aujourd'hui directeur du Centre Culturel Français de Dakar aidé d'Adama Goudiaby aujourd'hui propriétaire de l'Auberge "Aw Bay ?" de Ziguinchor (photo en bas de la page) se sont lancés dans cette folle aventure couronnée de succès. Le principe est simple : sous l'égide d'une fédération les villages intéressés ont construit chacun leur réceptif dans le style local. Pour accueillir les visiteurs les villageois de Seleki ont ainsi construit une immense et superbe case à impluvium et les habitants de Baïla une majestueuse maison diola traditionnelle. Grâce à la fédération pas de surprise pour le client : les prix sont identiques dans l'ensemble de la quinzaine de campements que compte aujourd'hui la région. Ces tarifs fixés au plus bas (photo à droite) permettent de voyager en dépensant peu mais bien : le prix de votre nuitée à CFA servira à couvrir les frais et les bénéfices dégagés serviront à construire un dispensaire ou à réparer le toit de l'école !

Résider dans un campement villageois c'est avoir la garantie du dépaysement et l'assurance de découvrir et partager la vie et les traditions d'une Casamance si secrète.

Une quinzaine de campements sont en activité. Même si certains en raison de la sévère baisse du tourisme en Casamance ces dernières années sont un peu moins bien entretenus tous se feront un immense plaisir de vous accueillir. Alors si vous avez vraiment envie de vivre quelques jours de rêve au rythme de vie rural en vous réveillant le matin au chant du coq pour sortir admirer le vol des pélicans au dessus du fleuve majestueux ou les familles de singes sur les manguiers profitez des quelques campements villageois répertoriés.

Source : www.senegalaisement.com

Santé, éducation, gestion de l'eau, emplois... les thèmes récurrents du tourisme responsable sont déjà présents dans l'expérience sénégalaise des campements villageois intégrés. Nonobstant certains aléas politiques et de sécurité, cette action est encore une référence.

• Le tourisme intégré et diffus spécialité du monde rural

Les zones rurales se caractérisent notamment par des entreprises, des communautés et des structures administratives de petite dimension et fortement dispersées. De plus, les relations entre le tourisme, l'agriculture et les autres secteurs de l'économie rurale locale sont fortes et de nombreux acteurs différents sont impliqués dans tout processus d'aménagement et de développement du milieu rural. Les ressources naturelles, les traditions culturelles, les services de transport et un large éventail d'entreprises touristiques, notamment l'hébergement et la restauration, ont une incidence sur l'expérience vécue par le touriste et, à leur tour, ressentent les effets du tourisme.

Les définitions du tourisme rural sont diverses, depuis le constat simple qu'il s'agit simplement d'un *tourisme dans des zones à faible densité démographique* (Eurostat, 1998) jusqu'au « *souci de permettre aux touristes un contact personnalisé, une insertion dans le milieu rural physique et humain ainsi que, dans la mesure du possible, une participation aux activités, aux coutumes et aux modes de vie des habitants* » (« Commercialiser un tourisme rural de qualité : l'expérience de Leader I », 1997).

Le tourisme rural concerne tout le territoire national hormis le littoral (tourisme bleu), les villes (tourisme urbain) et la montagne (tourisme blanc). Cette définition géographique pose cependant problème.

« - un vacancier interrogé sur le lieu de ses vacances dira qu'il est allé « à la mer » même s'il a séjourné dans l'arrière pays du littoral, car il raisonne en terme de destination et non d'espace. Ses réponses peuvent alors selon les cas figurer dans les rubriques « littoral » ou « campagne » des statistiques, - de la même façon, l'espace montagnard est, par définition, rural et le tourisme de montagne, s'il est blanc l'hiver, est vert l'été (sans parler de la moyenne montagne dans laquelle le tourisme peut-être vert également en hiver), - un certain nombre de séjours touristiques visent à la découverte simultanée de plusieurs espaces : le littoral et son arrière pays, un ou plusieurs centres urbains et le milieu rural environnant. » (CNRTER, 1999).

On parle selon le cas de *tourisme rural* (en milieu rural), de *tourisme vert* par opposition aux destinations mer, montagne et ville, de *tourisme à la campagne*, mais aussi :

- d'*agritourisme*, qui désigne les activités d'accueil, d'hébergement, de restauration et de loisirs dont le siège est une exploitation agricole (on parle aussi d'*agrotourisme*),
- de *tourisme de nature*, notion qui englobe toutes les activités dont la pratique exige un cadre naturel ou, autre acceptation du terme, situant cette activité dans un champ plus qualitatif où le touriste n'est plus un consommateur d'espace, mais un acteur respectueux de l'espace qui l'accueille (la notion d'écotourisme en est héritée),
- de *tourisme « doux »* : proche de la deuxième acceptation du tourisme de nature, qui qualifie un tourisme qui se démarque des formes artificielles et impersonnelles du tourisme de masse,
- et de *tourisme de pays* : issu de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (loi du 4 février 1995) instituant les « pays » comme des « territoires présentant une cohésion géographique, culturelle, économique, et sociale ».

En fin de compte, « le *tourisme rural*, qui se distingue du *tourisme industriel* ou de *station*, peut se définir comme un *tourisme « local »*, un *tourisme « de pays »*, voulu et maîtrisé par les gens d'un pays, un *tourisme de rencontre*, un *tourisme de partage* » (H. Grolleau, 1985).

• Où l'on voit que le tourisme rural est précurseur du tourisme responsable

Pierre-Martin Gousset, co-fondateur de TDS (TOURISME ET DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE), dans un document préparatoire au Forum International du Tourisme Solidaire de PACA (Provence Alpes Côte d'Azur) en septembre 2003, établit un parallèle de situation entre les problèmes de développement touristique au Sud et l'histoire du tourisme rural en France :

« En effet, de nombreux parallèles peuvent être établis entre ce que vivent actuellement et vivront vraisemblablement les populations du Sud qui cherchent à maîtriser une production touristique et ce qu'ont vécu et vivent encore les agriculteurs et les ruraux en France dans ce domaine :

- une activité touristique qui s'est créée non pas de l'extérieur comme l'est le tourisme conventionnel, mais qui a été inventé progressivement par les acteurs eux-mêmes,
- une activité touristique qui ne s'appuie pas sur des hauts lieux touristiques mais privilégie l'échange et la rencontre autour du territoire et des hommes qui le vivent, à partir de la découverte de leur quotidien, leurs traditions, leurs savoir-faire, etc.
- une activité professionnelle qui a trouvé ses bases économiques dans la pluriactivité et sa rentabilité dans des effets indirects socioculturels (ouverture sur l'extérieur, préservation des patrimoines, etc.) et économiques (nouveaux débouchés pour les productions locales, maintien d'activités et de services, etc.) autant que directs (augmentation des revenus, impôts et taxes, etc.)
- un marché touristique qui a démarré en s'appuyant d'avantage sur les réseaux, les relations, le bouche à oreille que les relais commerciaux conventionnels,
- un développement diffus qui n'a pu émerger que grâce à la mise en réseau des acteurs sur les territoires d'accueil et des soutiens financiers et techniques (formation, expertise, conseil, animation)

• mais aussi, un secteur qui a été longtemps négligé par les instances institutionnelles, professionnelles ou administratives, avant d'être reconnu comme une composante à part entière de l'activité touristique et essentielle dans le développement des zones rurales défavorisées. » (FITS 2003, document T2D2).

Le tourisme rural est précurseur dans sa logique ascendante et l'adéquation entre un mode de vie, un espace multi-fonctionnel et une clientèle en recherche d'individualisation. Il est beaucoup par nature et un peu par choix, diffus, et, à des degrés variables, intégré. Il est aussi économiquement intéressant, comme le soulignent des études récentes :

« La supériorité de l'agri-tourisme sur l'hôtellerie trouve au total son explication dans la petite taille des unités d'agri-tourisme (gîtes, auberges à la ferme, camping). Ces unités exigent relativement peu d'investissements spécifiques et d'achats de fourniture. Gérées souvent à « temps perdu » par les ruraux, ces activités créent peu d'emplois salariés et sont susceptibles de dégager des bénéfices faibles en valeur absolue mais très élevés en proportion du chiffre d'affaires. » (F. Gerbaux & C. Echevin, 1999).

Mais il est aussi précurseur des dérives qui, sans aucun doute, se profilent dans l'horizon proche du tourisme responsable. L'exemple de la Grèce illustre le propos :

Sur le plan social et humain les arrières pays méditerranéens notamment dans les zones en difficulté sont en grande partie marqués par une forte déprise humaine et par conséquent par le vieillissement de leur population. Ceci explique en partie le manque d'initiatives innovatrices de la part des acteurs locaux pour la redynamisation de leur petite région ainsi qu'une certaine réticence des agriculteurs vis à vis de nouvelles formes d'activités économiques telles que l'agrotourisme. Il explique aussi la difficulté des agriculteurs à élargir et restructurer leur identité professionnelle agricole autour de la prestation des services envers une clientèle spécifique.

Or du point de vue de l'offre les agriculteurs ne sont pas les seuls acteurs à revendiquer la prestation des services touristiques en milieu rural. Si les agriculteurs ne peuvent pas en soi élargir leurs activités de petits entrepreneurs d'origine agricole ou non souvent d'anciens émigrés dans les villes investissent aussi dans le tourisme rural. Ceux-ci construisent de petits hôtels ou des chambres à louer en accompagnant parfois par des services de restauration et de loisirs de « type agrotourisme » c'est à dire sans liaison réelle avec la production agricole et la culture du pays. **Nous arrivons ainsi souvent à des phénomènes de détournement professionnel hors domaine agricole et finalement à l'implantation d'un type de tourisme en milieu rural qui est loin de la valorisation du patrimoine rural et des ressources locales.**

Source : T. Anthopoulou & B. Roux () « Agrotourisme et valorisation du patrimoine agricole et rural en Grèce » rapport final programme Platon Mytilène janvier

Le tourisme rural menaçant la ruralité ? Sans doute, mais il n'est qu'une expression de l'évolution profonde qui voit la population rurale se diversifier, la multi-activité s'étendre et se complexifier, le travail à distance se développer, les territorialités se modifier, la multi-fonctionnalité s'inscrire dans des cadres légaux de plus en plus complexes, les demandes sociales augmenter en faveur de la protection de l'environnement et de l'accueil d'activités de services.



Le tourisme en milieu rural a servi de modèle à de nombreuses expériences touristiques ultérieures. Il a essentiellement introduit la notion de *territoire* dans les approches purement économiques du tourisme. Dans cette approche, le tourisme rural peut être qualifié de *diffus* et *intégré*, deux modalités qui concernent aussi les zones urbaines, péri-urbaines, côtières, montagnardes, insulaires, marginales et enclavées.

On verra par la suite que cette perspective est d'une importance considérable pour le tourisme responsable et sa capacité à influencer même à la marge le tourisme *des masses*.

Outre la dimension fondamentale de territoire, le tourisme rural met en avant la pluralité. En France, par exemple :

- Pluralité des *acteurs* : les divers prestataires dont une partie d'agriculteurs
- Pluralité des *structures territoriales d'aménagement et de gestion* : communes, syndicats intercommunaux, pays d'accueil touristique, stations vertes, parcs naturels régionaux
- Pluralité des *structures de promotion et de communication* : offices du tourisme, comités départementaux et régionaux du tourisme, services loisirs, accueil, Maison de la France

La pluralité du tourisme a son pendant territorial, la *multi-fonctionnalité*, défendue par l'Union européenne au titre de sa contribution à la protection de l'environnement par des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement et la lutte contre les pollutions, à une fonction récréative de plus en plus souhaitée, à la préservation des biens et des traditions culturelles et à la valorisation de savoir-faire traditionnels.

Inutile d'aller plus avant : le tourisme intégré et diffus, notamment dans l'espace rural, introduit une composante majeure de la durabilité, l'environnement. L'écotourisme en est la forme la plus élaborée.

III L'écotourisme

« En Equateur au cœur de la forêt humide des Huaranis peuple amérindien vivant de la chasse et de cueillette accueillent depuis quelques années un groupe de touriste par mois Ces derniers logent dans des cases et les autochtones après les avoir mis au fait de leurs problèmes écologiques et sociaux proposent à leurs visiteurs tout un programme de sensibilisation à leur environnement (écologie de la forêt plante médicinales artisanat local etc) Ce projet rapporte Sylvie Blangy a reçu le prix du meilleur programme d'écotourisme à l'Expo Tourism de Berlin en »

Source : Geneviève Clastres

Guadeloupe

L'ECO VILLAGE envisagé dans ce dossier est un village traditionnel où l'habitat les infrastructures les activités et les comportements respectent au maximum les cultures traditionnelles et les principes écologiques le concept écotouristique l'authenticité la Qualité et l'Éthique Un cahier des charges strict sera à la base des projets collectifs et individuels Comme il se veut aussi être un éco musée vivant il devrait créer ou renforcer une dynamique de conservation des traditions

- L'architecture conservatrice de l'habitat (cases maisons familiales exploitations agricoles petites entreprises artisanales autres bâtiments privés et/ou collectifs ancien habitat traditionnel « musées ») et de la charpente du village doit respecter les caractères traditionnels et authentique de leurs modèles
- Les infrastructures privées et/ou collectives (alimentation et collecte des eaux épuration approvisionnement énergétique) doivent répondre aux normes traditionnels et écologiques les plus respectueuses pour tous les aspects généralement rencontrés dans la conception la construction et la gestion de ces secteurs
- Les activités conduites au sein de l'ECO VILLAGE sont des applications des principes respectueux de l'environnement du traditionnel et du naturel (guidage animations agriculture élevages productions artisanales gestion des ressources économie d'énergie gestion des déchets) Les comportements obéissent pareillement à ces principes (mode de vie au quotidien état d'esprit)

[...] Ajoutons à ces principes fondamentaux: l'exemplarité (expérience pilote pouvant être reproduite ailleurs Caraïbe...) alliée avec un objectif touristique (vitrine vivante) Il s'agit bien de démontrer la faisabilité les avantages et l'agrément de vie en accord avec les principes écologiques et de suggérer par l'exemple sa transposition partout où de bonnes volontés souhaiteront œuvrer au même objectif Que ce soient des initiatives individuelles unitaires enclavées au sein de communautés non réceptives structurellement à cette nouvelle orientation ou au contraire des projets regroupant plusieurs foyers des associations tous constateront la faisabilité les avantages et les agréments de ces idées

Source : F Pessin

Pérou

Le projet vise à accompagner le développement touristique d'une communauté andine de manière à assurer sa durabilité écologique économique et sociale Cette communauté les « Q'eros » a la réputation d'être la dernière à avoir conservé le mode de vie des Incas De par leur éloignement et leur enclavement les Q'eros sont la dernière communauté des Andes qui conserve l'économie traditionnelle de leurs ancêtres fondée sur la culture de trois étages écologiques des Andes et le troc entre les communautés des différents niveaux Leurs traditions et leurs rituels religieux ont été très peu influencés par les missionnaires chrétiens et ils sont le peuple qui a le plus conservé la vision de l'univers développée au cours de trois millénaires par les civilisations précolombiennes de l'aire andine

[...]

Le projet de développement touristique vise donc à préparer la communauté de Totorani à l'arrivée inévitable du tourisme à l'instar de ce qui a été fait dans les années dans la communauté de l'île de Taquile sur le lac Titicaqa de telle façon que l'arrivée de groupes de randonneurs puisse se faire dans le respect de cette population et contribue à son développement harmonieux de manière à développer un véritable « écotourisme »

Source : A George

Inde

Le Sikkim est devenu le e état indien en

[...] Divisé en zones administratives (districts du Sud Ouest Est et Nord) le Sikkim est peuplé de seulement habitants parmi lesquels deux ethnies prédominent : les Népalais (de religion hindoue) qui forment de la population et les différentes tribus originaires du Sikkim

[...] L'agriculture pratiquée par les Lepchas (système de rotation dans les forêts complétée par la chasse) est au fil du temps devenue impossible du fait de l'utilisation de la forêt par les immigrants Népalais Le développement des terrasses et le climat humide a permis d'accroître la production agricole (riz maïs) et apporter une relative prospérité même si les revenus restent pour la plupart faibles à cause des faibles surfaces possédées

[...]

Les enjeux

- Les enjeux et problèmes environnementaux sont ceux de la zone himalayenne en général Ses habitants dépendent des ressources naturelles notamment des forêts avec une consommation de bois de feu représentant à de l'énergie consommée en zone rurale Depuis une vingtaine d'année les intérêts commerciaux accrus l'augmentation de la population sont sources de déforestation et d'érosion du sol ou encore surpâturage par le bétail Mis à part les conséquences sur le développement local l'équilibre écologique est gravement menacé

- Par ailleurs le tourisme se développe fortement au Sikkim : plus de indiens et étrangers visitent annuellement le Haut Dzangri Si le tourisme permet aux habitants de générer de nouveau revenus sa forte concentration engendre une forte dégradation de l'environnement

Parvenir à contrôler ce processus de dégradation écologique dans l'Himalaya est indispensable : répondre aux besoins énergétiques avec des solutions décentralisées non polluantes comme l'énergie solaire représente une des solutions

Le Haut Dzongu situé dans la zone Ouest du District du Nord est peuplé de Lepcha Faute d'infrastructures adéquates pour accueillir les touristes le Gouvernement du Sikkim n'autorise pas les touristes à visiter la région car il craint que le tourisme dégrade l'environnement

[...]

Les axes fondateurs du projet sont :

- élaborer un plan de développement cohérent associant dès le départ les acteurs locaux ; le gouvernement du Sikkim est tout à fait porteur de cette démarche ce qui constitue une situation remarquable en Inde

- l'éco tourisme doit générer des activités économiques profitant d'abord aux populations locales (activités maraîchères et avicoles) et revitaliser les activités artisanales locales (plantes médicinales et aromatiques fabrication de papier)

- les villages de la région non concernés directement par l'éco tourisme doivent bénéficier d'une attention particulière pour éviter des disparités économiques et sociales préjudiciables à la région

Pendant l'année internationale de la montagne en le projet se propose d'élaborer un programme d'éco tourisme couvrant le Haut Dzongu afin de réaliser les infrastructures adéquates de créer de nouvelles activités économiques et de mettre en place les services nécessaires

L'étude est basée sur une approche participative : les activités sont proposées par les organisations villageoises puis leur faisabilité est étudiée rigoureusement en particulier les circuits de commercialisation et le dispositif de d'appui Les principales activités sont : activités avicoles activités de maraîchage en plein champ et de contre saison fabrication de papier et d'encre artisanat traditionnel (chapeau yack) services de guide et porteur plantes médicinales éco lodge (maison d'hôte de restauration et espace de vente)

Une première phase pilote est prévue le second semestre avec la réalisation de éco lodges et d'activités économiques connexes s'insérant dans le plan de développement proposé Une eco lodge a deux fonctions : d'une part servir de maison d'hôte pour les touristes en minimisant leur impact sur l'environnement (énergie assainissement déchet) et d'autre part permettre aux villageois de promouvoir leur artisanat et des services (guide restauration)

Source : geres free fr

• Définition(s)

L'écotourisme englobe des activités variées qui présentent cependant des caractéristiques apparemment communes :

L'écotourisme réunit toutes les formes de tourisme axées sur la nature et dans lesquelles la principale motivation du touriste est d'observer et d'apprécier la nature ainsi que les cultures traditionnelles qui règnent dans les zones naturelles
Il comporte une part d'éducation et d'interprétation
Il est généralement organisé par de petites entreprises locales pour des groupes restreints généralement. On trouve aussi des opérateurs étrangers de dimensions variables qui organisent, gèrent ou commercialisent des circuits écotouristiques, aussi pour de petits groupes
L'écotourisme s'accompagne de retombées négatives limitées sur l'environnement naturel et socioculturel
Il favorise la protection des zones naturelles :
• en procurant des avantages économiques aux communautés d'accueil, aux organismes et aux administrations qui veillent à la préservation des zones naturelles ; • en créant des emplois et des sources de revenus pour les populations locales ; • en faisant davantage prendre conscience aux habitants du pays comme aux touristes de la nécessité de préserver le capital naturel et culturel
Source : M. Epler Wood

Pour S. Blangy, G. Dubois & F. Kouchner (2002), la définition de l'écotourisme la plus citée aujourd'hui est celle de TIES: « *L'écotourisme est une forme de voyage responsable dans les espaces naturels qui contribue à la protection de l'environnement et au bien-être des populations locales.* »

Carte d'identité de l'écotourisme	
Territoires :	zones naturelles avec une composante culturelle forte.
Caractéristique :	outil de conservation de la nature.
Evolution :	incorpore progressivement des objectifs locaux de nature sociale, culturelle et économique.
Affinité :	tourisme de nature, tourisme naturaliste.
Repères :	satisfait le besoin des clients des pays émetteurs d'une nature préservée.
Populations :	communautés locales.
Acteurs dominants :	agences et TO.
Image grand public :	nature, détente, élitiste.

• L'écotourisme dans le monde

Le marché de l'écotourisme et du tourisme de nature en général connaît une croissance située entre 10% et 25% annuellement, loin devant les 3% à 5% de croissance du tourisme généraliste (Lindberg & al, 1997).

P. Lemaistre (2002) a montré, dans les résultats du programme d'étude des marchés émetteurs d'écotourisme de l'OMT, que la définition de l'écotourisme, chez les Tour Opérateurs, était répandue et acceptée. Certains d'entre eux, à travers leurs remarques sur les points faibles de la définition, dessinent en creux les faiblesses actuelles de ce marché dans l'application des règles qu'il se donne : « *minimiser les impacts négatifs sur l'environnement naturel et socioculturel, générer des retombées économiques pour les communautés locales et la conservation sous forme d'emploi, renforcer la prise de conscience parmi les touristes et les populations locales, appliquer le concept aux aires protégées, mais aussi à l'extérieur de celles-ci, et mentionner la durabilité et la notion de capacité de charge.* »

Comme on l'a vu précédemment, le terme « écotourisme » est abandonné, dans la communication clientèle, au profit d'autres termes comme tourisme durable, responsable, environnemental ou éthique, bien qu'ils n'aient pas le même sens et ne couvrent pas exactement les mêmes champs.

La même étude (P. Lemaistre, 2002) montre que l'offre de produits est variée. La majorité des circuits proposés sont des trekkings et des tours basés sur l'observation de la flore et de la vie sauvage animale, puis viennent les voyages axés sur l'ornithologie, la botanique, la géologie ou la conservation des parcs naturels (TO britanniques et allemands) et les activités sportives, culturelles combinées à l'observation de la nature (France, Italie, Espagne).

• L'écotourisme évolue et contribue au mélange des genres Pour le meilleur ?

Le contenu affiché de l'écotourisme a évolué, en une décennie, d'une manière tout à fait étonnante, passant, dans les années 80, d'un « *tourisme naturaliste d'observation et d'étude de la faune et de la flore dans des zones protégées, vierges et non perturbées par l'homme et offrant une grande diversité biologique* » (S. Blangy, 1993) à l'expression « *écotourisme communautaire* », « *forme d'écotourisme selon laquelle la communauté locale contrôle de façon significative son développement et sa gestion tout en y étant impliquée, et selon laquelle une proportion importante des bénéfices reste au sein de la communauté.* » (WWF, 2001).

Deux exemples :

- « *Bien qu'ils utilisent peu le terme « écotourisme », un nombre croissant de tour opérateurs en traduisent les composantes dans leur politiques. Le niveau d'implication varie cependant d'un pays à un autre. Les actions menées sont les suivantes : distribution de codes de conduite, dons, aides à la conservation et aux communautés locales, offre de voyages incluant une part de volontariat, préférence aux fournisseurs locaux, et programmes de partenariat et de joint-venture avec les communautés locales et les aires protégées.* » (P. Lemaistre, 2002)

- « *Le comité de coordination d'une réserve de biosphère (tels que le Redberry Regional Economic Development Authority et le Niagara Escarpment Commission) peut rassembler toute une communauté en lançant le défi à l'industrie touristique toute entière de prendre fait et cause pour un tourisme durable en faveur de l'environnement, en procédant à une redéfinition de leurs pratiques pour appuyer le fonctionnement intégral d'une réserve de biosphère.* » (S. Sian, 2002)

On voit que de belles évolutions sont possibles, soit dans le sens stratégique et technique du développement, soit comme *recyclerie* des avantages comparatifs du tourisme solidaire, équitable et durable. Mais il reste que c'est probablement sous la pression des consommateurs, mise en valeur à coups de sondage, d'enquêtes et de campagnes médiatiques, que l'écotourisme évoluera dans le sens de la durabilité. Il faut espérer sur ce point que les tendances constatées aujourd'hui se prolongeront et s'amplifieront :

« *Les écotouristes accordent une grande importance aux éléments et attributs spécifiques du concept d'écotourisme (Ex : aide à la conservation, interprétation et éducation), et sont disposés à payer un supplément pour qu'ils soient garantis au cours de leur voyage :*

- *Au Canada, les touristes interrogés sont prêts à payer leur voyage jusqu'à 15% plus cher pour que celui-ci intègre des éléments de durabilité.*
- *De même au Royaume Uni, où 45% des touristes de l'enquête indiquent qu'ils paieraient un supplément pour garantir une meilleure protection environnementale.* » (P. Lemaistre, 2002)



L'écotourisme parce qu'il bénéficie d'une antériorité incontestable dans l'émergence des formes alternatives de tourisme explicitement contributrices au développement (durable) fait l'objet d'une littérature abondante

Il est l'illustration parfaite de la confluence d'intérêts antagonistes dans une sorte de *continuum* allant des conservationnistes qui historiquement ont vu cette activité comme un outil de pérennisation des aires protégées aux TO spécialisés offrant telle ou telle attraction scénique ou faunique dans un catalogue de randonnées ou de treks

Une enquête récente met en lumière une évolution significative vers l'élargissement d'une sensibilité naturaliste à d'autres facettes des destinations proposées : « *La grande majorité () des touristes interrogés met en avant la découverte de civilisations de cultures et du patrimoine culturel en général* » (Le marché français de l'écotourisme) Par ailleurs la diffusion d'informations sur l'environnement et les cultures locales ainsi que sur les recommandations et codes de conduite pour les visiteurs viennent en tête avec et respectivement des critères énoncés pour le choix d'un TO (idem)

On voit par ces indications que la clientèle de l'écotourisme précédant peut être les agences et TO traduit une évolution vers le besoin exprimé d'une forme d'éthique individuelle et un intérêt élargi aux relations nature culture

En fin de compte l'évolution de l'écotourisme préfigure peut être celle des marchés de niche : tourisme culturel tourisme d'aventure tourisme de découverte économique tourisme de festival tourisme de montagne tourisme de proximité tourisme de santé tourisme fluvial tourisme équestre tourisme littoral tourisme maritime tourisme sportif tourisme urbain tous ces segments de marchés et ces activités particulières sont susceptibles de glisser vers des préoccupations et des cahiers de charges de durabilité

Pour aller où ? Quelles sont les spécificités les valeurs ajoutées et les avantages comparatifs des autres formes de tourisme responsable ? Commençons par le plus emblématique le tourisme solidaire

IV Le tourisme solidaire

« La solidarité entre les pauvres hante les livres bien pensants écrits par des gens aisés »

Alain Monnier extrait de « Les ombres d'Anna »

Mali Mauritanie

« Le client majeure de francs le tarif d'une randonnée explique André Gerin directeur général de la SCOP [La Burle] et nous abondonn autant » La somme ainsi dégagée a permis de mettre sur pied dans le village de Yedouma un campement (une structure légère composée d'un abri d'un sol cimenté de nattes d'un toit végétal d'un coin cuisine et de sanitaires rudimentaires) Ce gîte du bout du monde génère une activité économique permettant de retenir quelques jours les touristes de passage Côté transports on n'est pas en reste non plus en pays Dogon [Mali] « Jusqu'à présent poursuit André Gerin le transport des bagages était le fait de jeunes hommes qui portaient les charges de kg à kg sur la tête Or il se trouve que La Burle utilise des ânes bâtés pour ses randonnées dans la montagne ardéchoise Nous avons donc proposé six bâtés pour les ânes Cette solution allège le travail des porteurs et génère une petite redevance pour les propriétaires d'ânes »

[...]

Cette dernière [l'association Vents du sud] partenaire de La Balaguère travaille sur des micro projets de développement « En avril souligne Monique Sabarthès secrétaire de l'association quatre personnes se sont rendues à Ouadane en Mauritanie afin d'évaluer les besoins du village avec la population Un comité de gestion a été mis en place avec l'aide des guides mauritaniens de La Balaguère » Parmi les premiers résultats l'association compte à son actif la livraison d'un atelier de soudure équipé d'un groupe électrogène qui permettra le développement d'une activité économique Aujourd'hui l'association qui compte un millier d'adhérents à travers la France a encore bien d'autres projets « Un de nos groupes travaille sur l'éventualité de mettre en place des échanges entre écoles »

Source : Michel Clerget

Equateur

En Equateur Médecins du Monde (MDM) a ouvert un programme de santé communautaire A la demande des communautés indiennes et avec elles MDM travaille à l'amélioration de leur santé et à leur intégration dans le système national de santé Des promoteurs de santé et des accoucheuses traditionnelles ont été formés des postes de santé créés Pour lutter contre la malnutrition chronique des enfants une supplémentation régulière à base d'aliments traditionnels à haute valeur énergétique a débuté

Une fondation de santé de droit équatorien Jambi Runa reconnue par le Ministère de la Santé a été constituée Elle est composée et dirigée par les communautés Jambi Runa utilise et promeut les valeurs culturelles et la médecine traditionnelle indienne tout en assurant la pérennité du programme A la demande des autorités Jambi Runa a été intégrée dans le système public de santé Les indiens peuvent ainsi décider de leur santé et des moyens pour l'améliorer

MDM a aussi initié des programmes communautaires de développement Dans des potagers les populations apprennent à cultiver les plantes utilisées lors de la supplémentation alimentaire Une association lyonnaise d'étudiants l'Asacane construit une fromagerie dont les bénéfices financeront la santé et serviront à créer une caisse de micro crédits

Depuis ARVEL s'associe à ce projet afin d'aider les communautés à préserver et promouvoir leur identité culturelle tout en générant des ressources A tour de rôles les communautés reçoivent un groupe d'Arvel Chaque fois l'ensemble de la communauté se mobilise et organise le programme : visite préparation de plats typiques repas communautaire démonstration d'activités traditionnelles petit bal Les ressources ainsi récoltées sont réparties directement entre les promoteurs de santé et les communautés Ces rencontres permettent également de nombreux échanges

Source : Bernard Floccard MEDECINS DU MONDE

Népal

L'association Vivre à Kutumsang en Pays Sherpa Intervient dans un petit village du Népal : KUTUMSANG en étroite collaboration avec son comité de développement Cette collaboration est née de la volonté de prendre en main une situation humaine difficile : l'exode en particulier

Cette conjoncture n'est pas inéluctable Actuellement les habitants du village ne retirent du tourisme existant que très peu de bénéfices L'objectif est donc de maîtriser le phénomène touristique pour le plus grand bénéfice de tous Une première expérience de tourisme solidaire conduite en octobre s'est avérée fructueuse et autorise le comité à imaginer un programme de développement de l'agro écologie dans le village

L'association est chargée de recruter des participants au voyage et de les informer le plus largement possible notamment sur ses objectifs et son éthique Elle participe à la réflexion sur le programme de développement dans le village L'enjeu est de taille si l'on considère qu'il faut reprendre la question de développement à sa base c'est à dire y introduire des éléments de durabilité d'humanisme de culture et de responsabilité

L'association veille à ce que les participants au programme touristique en comprennent les enjeux et adhèrent à cette philosophie Les villageois offrent aux visiteurs la possibilité d'un séjour découverte de leur village et de leur région

Source : www.onparou.com

TFD

Le label « TFD » identifie les professionnels du tourisme (hôteliers voyagistes compagnies aériennes) qui acceptent de redistribuer un pourcentage de leurs bénéfices :

- maximum dollar par nuit vendue par les hôteliers et voyagistes
- maximum dollars par siège vendu pour les compagnies aériennes

pour financer au nom du tourisme des micro projets de développement dans le domaine du minimum vital (eau nutrition habitat) dans les pays où ils exercent leurs activités Ces micro projets de développement sont réalisés par des associations humanitaires localement implantées et qui ont fait leurs preuves « Tourism For Development » intervient comme une « banque » pour financer les micro projets de ces associations

C'est aussi dans cet objectif que TFD encourage les vacanciers à signer « la Charte du Voyageur » qui suit :

« Moi voyageur

- je souhaite que la liberté de voyager demeure un des droits essentiels de l'homme Je souhaite donc pouvoir me déplacer librement et en toute sécurité ;
- je veux qu'une partie des sommes que je dépense au cours de mes voyages soit redistribuée au profit du développement des pays visités ;
- et je m'engage à utiliser prioritairement les services des hôtels qui bénéficieront du label « Tourism For Development » et qui respecteront cette éthique d'entraide »

Source : plaquette d'information Tourism For Development

Pérou

PACHAMAMA (mot kechua signifiant Mère Terre) est une entreprise péruvienne à caractère social promue par la Centrale Inter régionale des Artisans du Pérou (CIAP) le Réseau Latino Américain de Commercialisation Communautaire (RELACC) et autres associations d'artisans Les services de l'entreprise de tourisme responsable PACHAMAMA rentrent pleinement dans le cadre de l'éco tourisme sous toutes ses dimensions : sociales culturelles écologiques communautaires...

Les circuits proposés sont une combinaison des circuits touristiques traditionnels et des séjours au cœur de la vie des artisans péruviens En proposant au voyageur de découvrir leur mode de vie et de se familiariser avec les procédés de production de l'artisanat traditionnel (céramiques tissage sculpture) Le touriste sera invité à observer et s'il le désire à participer activement à ces activités grâce à des stages d'initiation

Les acteurs et bénéficiaires directs de ce projet sont les organisations d'artisanat et les communautés qui travaillent conjointement pour mettre en place les divers programmes de tourisme alternatif En offrant leurs richesses culturelles traditionnelles et leur grande hospitalité ces communautés en sont bénéficiaire dans la mesure où elle constitue une source de revenu complémentaire à leur activité d'artisanat et contribue en ce sens à l'amélioration de leur condition de vie dans le respect de leurs traditions et croyances et dans le respect de leur milieu naturel

L'objectif de Pachamama étant le développement durable des communautés d'accueil

Source : onparou.com/tsd.php Pourquoi

• Définition(s)

« Comme le « tourisme alternatif », il a vu le jour aux lendemains de la colonisation, par la volonté de ces groupes militants aux origines idéologiques ou religieuses diverses de mettre à profit leur pratique du tourisme pour engager de nouvelles relations avec les populations locales décolonisées ou en voie de décolonisation. Sa finalité est d'amener le touriste-client à une forme de solidarité concrète avec les populations visitées. Il peut prendre plusieurs aspects comme, par exemple, le soutien à un projet de développement, et s'inscrit dans la durée, garante de l'accomplissement et de la pérennité des actions de solidarité. » (source : www.actionconsommation.org)

A l'instar de l'écotourisme, le tourisme solidaire déborde de son cadre initial lorsque, lui aussi, répond à la demande d'une part croissante de la clientèle pour des produits « éthiquement corrects ». « *Le succès à long terme d'une entreprise dépend aujourd'hui non seulement du respect rigoureux des règles du jeu économique, mais aussi de la référence à des valeurs supérieures telles que le respect (de l'homme, de l'environnement), l'honnêteté (la transparence et l'intégrité) et la solidarité (la conscience de l'intérêt collectif)* » (L'Observateur Cetelem 1999, cité sur le site www.onparou.com).

Le propos s'élargit sur les pratiques, les attitudes de vie et la preuve d'une bonne foi concernant des valeurs, conforté par le fait que neuf clients sur dix seraient disposés à privilégier les produits qui démontrent une action citoyenne (Etude Fleishman-Hillard, juin 1999, site www.onparou.com) et sept sur dix en assumeraient un surcoût éventuel (CRC-Consommation, mai 1999, site www.onparou.com).

Carte d'identité du tourisme solidaire

Territoires :	toutes zones en dehors des zones touristiques.
Caractéristique :	outil de co-financement de projets de développement local.
Evolution :	élargit son ambition à l'équité nord-sud et au développement durable.
Affinité :	tourisme social, tourisme rural, économie solidaire.
Repères :	un pourcentage X du montant d'une prestation ou d'un chiffre d'affaires co-finance/finance une opération de développement local.
Partenaires :	associations, groupements, communautés villageoises, groupes sociaux minoritaires.
Acteurs dominants :	associations, agences.
Image grand public :	peu connue (élitiste ?).

• Une constante : l'hybridation sémantique

L'analyse de deux documents récents très grand public - un *flyer* recto verso de la plate-forme LVT (Loisirs, Voyages, Tourisme) et la plaquette de présentation du FITS 2003 (Forum International du Tourisme Solidaire) - fait ressortir trois tendances :

- un *certain niveau d'abstraction* dû aux limites d'une communication concise grand public sur des thèmes à tiroirs comme l'équité ou le développement durable,
- des *références multiples* - développement durable, environnement, économie solidaire, participation...- qui font entrer le message touristique dans la rhétorique des chartes, conventions, déclarations de principes, références, messages, slogan ... issue de la récupération médiatique de la notion de développement durable,
- l'*absence de quelques notions clés* : évaluation, planification, coordination, contrôle, suivi, territoires, acteurs publics, partenariats, responsabilité, qualité...

Analyse comparative de deux communications grand public

Brochure de présentation du FITS

& recto/verso LVT « La rencontre et l'échange au cœur du voyage »

FITS (1 page)	LVT (2 pages)
Projets portés par les associations de base et les ONG	Accueil au sein de la communauté Les communautés locales maîtrisent l'activité touristique
Juste partage des profits avec les populations du Sud directement concernées Autonomie économique des populations locales Création de réseaux locaux d'économie solidaire Partage de l'information entre acteurs	Profit équitable des ressources Financement de projets de développement choisis et mis en œuvre par les communautés locales
Respect de l'environnement Valorisation des ressources locales Conservation du patrimoine	Participation à la vie de l'association de voyage Implication dans l'échange au sein du groupe Implication dans l'échange avec la population locale Utilisation d'une partie du prix du voyage transparente pour les voyageurs
Rencontre Education au développement pour les voyageurs	Respect des populations Respect des cultures Respect de l'environnement
Développement durable pour le Sud	Projet autour de valeurs : Solidarité Respect Humanisme Ecoute Ouverture Echanges Compréhension entre les peuples Respect des partenaires Respect des travailleurs (juste rémunération) Epanouissement du voyageur et de l'accueillant
	Développement local Développement durable

© Alain Laurent T D

• Le contenu affiché des actions de tourisme solidaire

Le contenu de la récente brochure de l'Union Nationale des Associations de Tourisme et de plein air (UNAT, 2002, « D'autres voyages, du tourisme à l'échange ») permet d'esquisser une typologie approximative du *contenu* des actions de tourisme solidaire. *Comment se concrétise la solidarité ? Quelles sont les actions spécifiques menées ?*

Une grille d'analyse assez large dite « *Grille Transversale Pilote* » (GTP), réalisée par agrégation de critères figurant dans les définitions des différentes formes de tourisme, a été utilisée pour cette partie de l'étude. Cette grille visait à repérer les réponses possibles à la question : *l'action traite-t-elle/fait-elle référence le/au domaine (secteur) X, considéré(e) comme important(e) pour une contribution au développement durable des territoires d'accueil ?* Les champs retenus étaient :

- les relations avec les organismes internationaux,
- le (les) texte(s) de référence pris en compte,
- la place de l'Etat accueillant,
- la place des populations et des habitants,
- les actions ponctuelles (action humanitaire, matériels),
- les actions de développement local,
- la prise en compte de l'environnement (pollutions, ressources, patrimoines),
- la place de la culture, la prise en compte de l'aménagement du territoire (sites, infrastructures, bâtiments publics...),
- les rapports avec les entreprises touristiques locales, la gestion des touristes (visiteurs, jeunes en formation...),
- les rapports avec les entreprises touristiques extérieures,
- le marketing touristique,
- le mécanisme/la procédure d'évaluation.

Le résultat de cette analyse figure dans le tableau page suivante.

La contribution « visible » du tourisme solidaire présentée par les acteurs du domaine

Analyse faite à partir de la brochure UNAT

« D'autres voyages du tourisme à l'échange »

Organismes internationaux

- Aucune mention

Texte de référence

- Respect de la Charte Tourisme et Ethique ()
- Réflexion sur une charte commune des acteurs de l'écotourisme ()
- Charte éthique des villages d'accueil ()

Pays d'accueil

Etat

- Aucune mention

Populations habitants

- Attention portée aux conditions d'emploi ()
- Conditions de travail juste ()
- Formation de jeunes chômeurs à l'animation touristique ()
- Gestion des activités par les populations ()
- Participation en amont des guides et initiateurs de programmes ()
- Création d'emplois saisonniers et permanents ()

Actions ponctuelles action humanitaire matériels

- Micro actions de développement : envoi de semences potagères médicaments petit matériel scolaire ()
- Fournitures scolaires aide à une cantine ()
- Petites opérations humanitaires : école dispensaires adduction d'eau ()

Développement local

- Conseil et accompagnement de structures locales et de leurs projets : formation de responsables locaux au Portugal Sénégal et Togo) ()
- EUR/voyageur reversés en moyenne aux associations partenaires ()
- Bénéfices réinvestis (pas de détail) ()
- Collaboration avec associations ONG professionnels ou institutions (pas de détail) ()
- Mise en place de projets de développement (pas de détail) ; du prix du séjour reversé ()
- Financement d'écoles centres de formation coopératives artisanales puits actions sanitaires ()
- EUR reversés au développement local : dispensaire de village école micro crédits pour cultures vivrières ()
- du montant des voyageurs reversés à l'association « Slow Food » en faveur de la biodiversité alimentaire ()
- à du montant du séjour reversés : biodiversité élevage coopératives d'artisanat scolarisation assainissement ()
- Formation pour professionnaliser le comités de gestion ou des associations locales ()
- Autonomie des partenaires locaux recherchée dans une limite de ans d'accompagnement ()
- Micro projets réalisés localement (pas de détail) ()
- Création de jardins expérimentaux ()
- Frais de séjour réinjectés dans l'économie locale ; bénéfices alimentant un fonds de développement local ()
- Pôle de solidarité d'anciens voyageurs autour de micro projets : santé éducation artisanat agriculture ()
- de la prestation terrestre injectés dans l'économie montagnarde au Maroc : puits coopérative apicole () ?
- Allocation de du prix des voyages au financement de projets de développement ()
- L'objectif est de tisser des liens entre voyageurs et acteurs locaux du développement ; pourcentage de la prestation terrestre rétrocédé à une association vietnamienne ()
- Choix de prestataires locaux sur la base de leur engagement en faveur du développement local ()
- Création de petites structures agricoles ()
- Participation à un projet sur la qualité et la gestion de l'eau potable et de développement rural et sanitaire ()
- Bénéfices issus des activités touristiques utilisés par la communauté pour le développement (pas détail) ()
- Les fonds générés par les activités touristiques sont investis localement ; des recettes sont affectés à des micro projets de développement : ramassage des déchets soutien à des établissements scolaires et à des petites entreprises artisanales case de santé ()
- En prévision : participation pérenne d'une dizaine de familles ()

.../...

.../...

Environnement pollutions ressources patrimoines

- Gestion des déchets combustible gaz/pétrole ()
- Soutien financier à des demandes de protection de l'environnement ()
- Aménagement de poubelles pour les déchets utilisation du gaz panneaux solaires ()
- Entretien des biotopes et préservation des écosystèmes ()
- Prestations sur la protection de l'environnement : chantiers de reboisement ()
- Organisation de séjours « éco solidaires » ()
- Sensibilisation particulière des visiteurs aux questions de l'environnement local (eau) ()

Culture

- Chantiers communautaires dans le cadre d'une formation aux réalités du développement au Sud : action culturelle au Burkina Faso ()
- Organisation de manifestations culturelles de soutien à la sauvegarde du patrimoine local ()
- Rénovation et re dynamisation de la ville de Chinguetti via le concept « d'université nomade » (stages conférences découverte) ()

Territoires – sites infrastructures bâtiments publics

- Adduction d'eau potable ()
- Chantiers communautaires dans le cadre d'une formation aux réalités du développement local au Sud : construction de bâtiments publics collectifs d'écoles dispensaires... ()

Entreprises touristiques

- Retombées économiques au bénéfice des acteurs locaux qui contribuent au développement de l'écotourisme ()
- Prestataires locaux non professionnels mais personnes intéressées par les échanges culturels ()
- Prestations rémunérées aux tarifs locaux plus à ()

Pays tiers

Touristes – visiteurs jeunes en formation...

- Information complète et contemporaine ()
- Information et conseil via la « charte éthique du voyageur » et « respect du désert » : choix de produits de qualité pas de négociations outrageuses pas d'achat d'objets traditionnels ()
- Rencontres organisées avant les voyages ()
- Participation des voyageurs aux activités des communautés locales ()
- Sensibilisation des voyageurs aux problèmes locaux sociaux économiques environnementaux et culturels ()
- Partage de la vie quotidienne lors des séjours ()
- Fiches techniques sur l'ensemble du contexte de la région visitée ()
- Invitation des voyageurs motivés à la poursuite d'action d'aide au développement ()
- Les voyageurs font la cuisine et souvent le marché avec les habitants (but des voyages) ()
- Contacts entre touristes et habitants favorisés ()
- Information notamment sur les nuisances potentielles du tourisme classique ()
- Préparation au départ avec réunion préparatoire ()
- Formation de jeunes stagiaires aux réalités du développement ()
- Information soignée des voyageurs (dossier de présentation réunions...) ()
- Formation du visiteur axé sur le développement ()
- Préparation des voyageurs par week ends d'information et de préparation ()
- Rencontres avec les populations locales facilitées participation des visiteurs à la vie quotidienne ()

Entreprises touristiques

- Formation de guides ()
- Formation de compétences liées au tourisme ()

Marketing touristique

- Participation à des salons conférences et manifestations diverses ()
- Utilisation parcimonieuse du papier issu d'une gestion durable et équitable des forêts ()

Evaluation

- Rapport annuel détaillé et chiffré des actions de développement réalisées ()
- Appréciation par les voyageurs du niveau d'implication environnementale des guides et prestataires locaux ()

.../...

.../...

Les structures : : A Pas de Loup ; : ARVEL ; : Atalante ; : CEVIED ; : Couleurs Sensations (association) ; : Croq'Nature & Amitié Franco Touareg ; : Ecotours ; : La Burle (SCOP) ; : La route des cuisines (association) ; : La Route des Sens (association) ; : Madagascar autrement & Nature et Tourisme ; : Palabres sans frontières (association) ; : Point Afrique (Coopérative de voyages) ; : Saïga ; : Tourisme & Développement Solidaire (association) ; : Vision du Monde (association) ; : Vacances Bleues Voyager autrement (agence) ; : ADEN ; : Amder Voyages (agence) ; : Djembé (association) ; : Les amis de Mamadou et du Sénégal (association) ; : les amis de Tamnougalt (association) ; : Maroc chez l'habitant (agence) ; : SME/Mass Education ; : Posada San Rafael (ferme auberge) ; : Tourisme et Solidarité – Secours catholique / Caritas France (groupement d'associations) ; : Village Ahémé (Hotel)

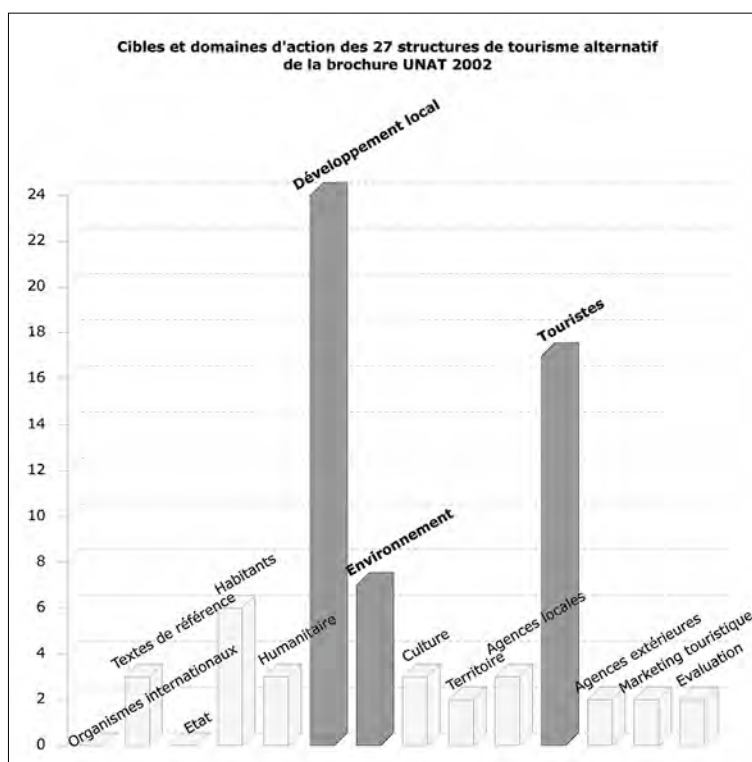
© Alain Laurent/T D

L'analyse succincte des actions présentées par les vingt-sept pionniers du tourisme solidaire de la brochure UNAT montre que :

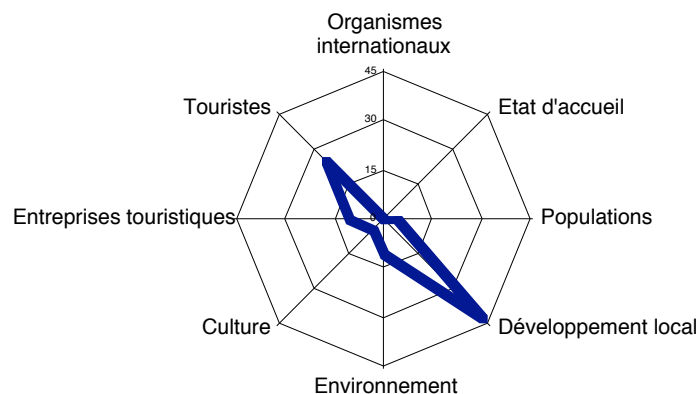
- Les cibles et domaines d'action sont majoritairement le développement local, la gestion des touristes et les questions environnementales ;
- Les actions de développement local concernent, dans l'ordre décroissant, le développement rural (agriculture, élevage), la scolarisation et l'éducation, la santé, la gestion de l'eau, l'artisanat, la salubrité.
- Les rapports avec les autorités - nationales, régionales, locales - et avec les organismes internationaux - UNESCO, PNUE...- ne sont pas mentionnés ;
- Les pratiques de l'évaluation sont peu citées.

On se doit de relever la présentation généralement minimaliste du volet « solidaire » c'est à dire des actions menées par la plupart des structures. La conclusion à en tirer est un cinquième point :

- Les actions de communication sur les volets solidaire, équitable, durable... doivent être aussi soignées, voire plus, que les descriptifs de voyages. C'est la condition de base pour entrer dans une logique éventuelle de reconnaissance indépendante.



- D'après la brochure UNAT 2001, voici ce que donnerait le *profil des cibles* du tourisme solidaire, son **empreinte** :



- **Les voies de progrès : les cahiers des charges croisés**

En Italie, l'Association Italienne pour un Tourisme Responsable (AITR) développe une série de cahiers des charges « usagers », « organisateurs », « communauté d'accueil » adaptés aux différentes étapes du voyage : avant, pendant et après. Cet ensemble appelé « *passport pour voyages soutenables* » (« *Carta d'identità per viaggi sostenibili* »), s'il est appliqué avec rigueur et constance, est un pas supplémentaire vers une culture de la responsabilité. Un contenu résumé de cette démarche figure ci-dessous pour la séquence « avant le départ », la plus élaborée du passeport (traduction libre) :

Passeport pour voyages soutenables AITR Avant le départ :	
• L'utilisateur :	
- s'interroge sur les aspects réels et les motivations de son voyage : repos ou détente dans le respect de l'environnement et des autres connaissance (au sens culture et rencontre)... - demande à être informé correctement de l'organisation (autre que les aspects techniques et logistiques du voyage)... - manifeste le souhait de créer directement ou à travers les organisateurs des contacts avec les réalités locales ou des représentants de la société civile... - est disponible pour rencontrer ses prochains compagnons de voyage et les accompagnateurs - demande aux organisateurs une garantie sur la qualité du voyage du point de vue éthique c'est à dire sur les caractéristiques environnementales économiques et sociales - demande la transparence du prix pour savoir quel pourcentage final reste à la communauté accueillante - privilégie les voyages dans lesquels existe une possibilité de choix de calendrier et de contenu	
• L'organisateur :	
- Fournit des informations sur le voyage à travers un catalogue réaliste une fiche de description géographique environnementale socio économique politique d'actualité de projets de coopération sociale et environnementale de consignes relatives aux comportements et une bibliographie sur la destination - Est disponible pour organiser des rencontres entre les participants au cours desquelles en plus de faire connaissance soit les itinéraires et les calendriers sont validés en commun soit les doutes des usagers sont levés soit des occasions de rencontre avec les communautés du lieu de destination sont programmées - S'engage du point de vue éthique sur le plan :	
.../...	

.../...

Environnemental :

- en privilégiant les hébergements les restaurants les structures les transports respectueux de l'environnement (épuration élimination correcte des déchets économie d'énergie)

Social :

- en demandant aux autorités responsables de garantir un développement touristique compatible ;
- en privilégiant les services d'accueil (transports logements restauration) en accord avec la culture du lieu ;
- en choisissant des partenaires locaux qui respectent les normes syndicales établies par l'Organisation Mondiale du Travail ;
- en constituant de petits groupes de participants qui seront plus facilement au contact des réalités locales évitant l'exposition répétée et continue d'une communauté à un impact touristique de masse décidé unilatéralement ;
- en organisant des itinéraires ménageant du temps entre les étapes et avec des destinations en nombre limité ;
- en mobilisant un accompagnateur formé qui jouera aussi le rôle de facilitateur interculturel ;
- en évitant un excès d'organisation qui empêche les visiteurs de se rendre compte des réalités locales ;
- en ne favorisant pas le commerce sexuel et en évitant par tous les moyens la prostitution et la pornographie infantiles ;
- en organisant la participation des touristes aux manifestations fêtes et spectacles traditionnels dans le respect de l'authenticité et du consensus

Economique :

- en privilégiant des services d'accueil (transports hébergement restauration) à familiaux ou à petite échelle ;
- en choisissant des services locaux (transports hébergement restauration) où l'écart est le plus faible possible entre les voyageurs et les habitants sur place ;
- en vérifiant qu'une partie certifiée des sommes issues du tourisme est redistribuée localement sur un mode équitable (depuis le logement jusqu'aux objets artisanaux issus du lieu) et en fournissant en pièce jointe une fiche de transparence du prix ou dans le cas des multinationales en vérifiant qu'il existe réellement des retombées positives conséquentes pour l'économie locale

• Les communautés d'accueil :

par communautés d'accueil on entend : les secteurs de l'industrie touristique les autorités/institutions touristiques et les gouvernements locaux les groupes de citoyens vivant dans les zones concernées par le tourisme (mais non directement impliqués dans le business touristique)

Veulent contrôler le développement touristique dans leurs zone et pour cela :

Donnent leur avis au sujet des flux touristiques et se rendent plus ou moins disponibles pour les rencontres

En fonction des disponibilités répondent à la demande touristique par des propositions d'accueil adéquates

Tiennent compte des divers aspects de l'impact touristique :

Environnemental et paysager

- afin que les routes les bâtiments et le réaménagement territorial soient réalisés en évaluant les impacts environnementaux

Social

- afin que la culture locale – architecture art langue habillement gastronomie – reste indépendante et vivante

Economique

- afin que les droits de propriété locale ne soit pas cédés à des étrangers ou confisqués par les autorités locales pour des raisons identiques ;
- afin que le développement ne soit pas unilatéral et excessivement dépendant du tourisme ;
- afin que ses recettes soient redistribuées aussi aux autres acteurs pour dynamiser le tissu social de la destination ;
- afin que le prix payé soit équitable pour tous (touristes opérateurs et communautés accueillantes)

Impliquent et forment des guides locaux et des facilitateurs qui indiquent quels comportements sont au moins acceptables localement et mettent en contact les visiteurs avec les habitants les opportunités et les attractions authentiques du lieu

© AITR

La réflexion et les outils de l'AITR sont très avancés mais reposent largement sur une réelle motivation de tous les acteurs : le cahier des charges et les fiches d'évaluation qui en découlent mettent le dispositif et chaque voyage dans une situation de *mission d'étude* sur le terrain. Cette expérience sera enrichissante pour tous les acteurs du tourisme solidaire.



"Bien au delà de la querelle des mots ce qui nous intéresse ici c'est d'encourager la réflexion des voyageurs sur les potentialités d'un tourisme intelligent à valoriser au mieux les ressources locales et à retenir sur place l'essentiel des bénéfiques produits : favoriser non seulement la découverte de l'autre mais une véritable réciprocité des relations par l'expression de solidarités concrètes; bref à promouvoir à la fois les échanges personnels et le développement social et économique des communautés locales" (brochure UNAT)

L'objectif du tourisme solidaire on l'a vu est de contribuer à des actions de développement c'est à dire à l'amélioration d'une qualité de vie et la satisfaction de besoins dits "primaires" : l'eau l'alimentation la santé l'éducation TFD adopte sur ce registre une stratégie particulière la taxation du tourisme de masse

L'offre généralement est une prestation de voyage qui s'apparenterait à la visite d'un groupe d'invités dans une famille de cultivateurs ou d'artisans

Les écueils sont nombreux depuis les inévitables effets de masse qui lasseront même les plus conviviales des familles d'accueil jusqu'aux dangers létaux de la monoactivité touristique : *"Le problème des hôtes est simple : ils auront abandonné leurs terres et leurs outils de travail pour s'investir dans le tourisme et tout le pays aura à en souffrir dès que se déclenchera une seconde guerre du Golfe ou une épidémie à l'autre bout du pays Nous aurons transformé les processus économiques existants en une monoculture pour découvrir que cette monoculture n'est pas viable"* (M K T Suresh lors du colloque "Pour un tourisme Nord/Sud porteur de développement mars)

Pour autant le tourisme solidaire est il condamné à n'être qu'une niche une *figuration intelligente à la périphérie* ? Certainement pas Mais comme pour les autres formes de tourisme responsable il devra jouer sur toutes les touches d'un clavier qui embrasserait les champs les savoir les savoir faire et les savoir être du développement durable (ou responsable)

Le tourisme équitable tirerait il mieux son épingle du jeu ?

V Le tourisme équitable

« Omar Basse directeur de l'école primaire de Ndiagane (Sénégal) est aux anges. Son établissement bénéficie d'un financement de l'association française Les Amis de Mamadou, un tour opérateur qui exploite un campement touristique à proximité. L'association prélève une partie de ses recettes au profit d'actions de développement. A Ndiagane, deux classes supplémentaires seront construites, la bibliothèque sera refaite et des commodités seront réalisées à proximité des bâtiments. Un budget que le ministère de l'Education nationale, mille fois sollicité, n'a pu fournir. Le tour opérateur est aussi impliqué dans le soutien scolaire à des lycéens et la construction de jardins d'enfants. »

Y S Kouamé « Le tourisme équitable : une valeur qui monte » MFI HEBDO: Economie Développement / /

Djembe : un tourisme de rencontres et d'échanges équitables

- a pour vocation de favoriser la compréhension des réalités locales, la transmission de certains savoirs et la rencontre entre les participants étrangers et des habitants locaux
- s'attache particulièrement à ce que le séjour des visiteurs soit perçu comme étant profitable à long terme à la fois par les visiteurs et par les accueillants
- fait la promotion d'activités liées aux cultures locales. Elles donnent lieu à des ateliers proposés et animés par des habitants
- veille à ce que les intervenants locaux reçoivent une rémunération équitable
- incite les participants à utiliser le plus souvent possible les prestations gérées localement (hébergements, restaurants, transports...)
- encourage les comportements solidaires, notamment par la cogestion d'une partie du budget du séjour des visiteurs sur place
- s'appuie sur un réseau de « facilitateurs » sur place. Ces personnes adhèrent aux principes de cette formule et elles jouent en quelque sorte les ambassadeurs entre les visiteurs et les autochtones

Source : www.globenet.org/djembe/charte.html

Chili

A Los Chilcos (une quinzaine de kilomètres au Sud de l'agglomération de Tirua) la communauté indigène Bartolo Leviqueo a projeté il y a quelques années de se lancer également dans l'aventure.

[...] Cette communauté a obtenu l'installation de l'électricité, de l'eau potable, l'aménagement d'une route jusqu'au site, une aide financière pour acquérir les matériaux nécessaires à la construction des sanitaires et des douches. Les fonds viennent d'organismes publics d'aide au développement et de la commune.

Cela a permis l'ouverture d'un camping de douze sites pouvant accueillir au total une cinquantaine de personnes. L'ouverture a eu lieu en janvier.

Pour cette communauté, ouvrir un camping ne se limite pas à l'exploitation économique d'un potentiel environnemental. Leur démarche englobe toute une réflexion sur l'amélioration de leur environnement. C'est ainsi qu'ils ont planté des plantes et des arbustes traditionnels qui font actuellement défaut sur leurs terres mais qui ont de tout temps été utilisés pour leur alimentation et leur santé. Ce qui permettra aussi de lutter contre l'érosion des sols, qui est un problème fondamental ici.

Le projet a également une vocation communautaire et éducative ; des temps communs sont prévus afin de favoriser les échanges inter individuels. A cet effet, la communauté projette de construire une maison d'accueil selon le modèle de la ruca, la maison traditionnelle mapuche. Il s'agit d'une maison formée d'une pièce unique au centre de laquelle se trouve un important foyer. Le feu y est entretenu en permanence.

.../...

.../...

On y prépare et consomme des plats qui permettront notamment de découvrir les fruits de mer les coquillages et poissons locaux mais aussi d'y bavarder échanger jouer de la musique visionner des cassettes vidéos ayant trait à la culture mapuche etc Ce lieu d'échange et de rencontre se veut ouvert convivial et dynamique

Les membres de cette communauté sont totalement acteurs de ce projet ils entendent le mener comme ils l'ont fait jusqu'à présent en tant que décideurs ils montrent par cette initiative qu'un groupe d'individus qui vit dans une précarité chronique et qui a très peu de moyens (essentiellement la main d'oeuvre) peut construire un projet sans intervention extérieure Sa réalisation matérielle elle nécessite certes un appui financier ou matériel Mais la conception et la réalisation du projet sont entièrement l'oeuvre de la communauté

Cette communauté se pose ainsi comme initiatrice au Sud d'une activité touristique dans laquelle des acteurs du Sud et du Nord auront un rôle à jouer ensemble En proposant à la fois des échanges interculturels (chiliens/mapuches et étrangers/mapuches) une amélioration et une conservation de l'environnement un développement économique un rapport équitable et contrôlé avec ses visiteurs elle est garante sans même peut être le savoir d'un développement local durable un développement à l'échelle micro mais sain

Source : O. Bariotte Sorin

• Définitions

Comme pour le tourisme solidaire, les visions du tourisme équitable dessinent, autour d'une réforme radicale des relations financières entre partenaires du Sud et du Nord, une ambition de durabilité.

En voici trois exemples :

- H. Fèvre (2002), fait la synthèse suivante : « [...] *les petits prestataires, principalement ceux des pays les plus pauvres, sont obligés de travailler dans des conditions difficiles et se livrent à une concurrence effrénée entre eux. Les conséquences sont alors déplorables tant pour eux-mêmes que pour l'environnement (social, économique, écologique, culturel). Face à ce constat, l'objectif est de permettre à ces prestataires (souvent ruraux) et aux touristes de vivre leur dignité et leur autonomie, en retrouvant la maîtrise et le sens de leurs actes.*

Le tourisme équitable organise les voyages autour de 6 engagements impératifs qui ont trait aux droits élémentaires de l'homme et à la transparence des relations permettant à chacun de faire valoir ses droits :

- *travailler en partenariat avec les prestataires parmi les plus défavorisés, dans une approche solidaire et pour un développement durable ;*
- *accorder le prix et la qualité des prestations, le versement d'acomptes et du solde, assurer la transparence dans le fonctionnement des différents partenaires ;*
- *s'engager pour l'amélioration de l'environnement socio-économique ;*
- *informer le touriste ;*
- *valoriser les potentiels et savoir-faire locaux ;*
- *accepter le contrôle du respect de ces principes. »*
(www.croqnature.com)

- Françoise El Alaoui (1999) : Il « *répond à une véritable option de communication* » : « *L'originalité du tourisme équitable est d'envisager le problème dans sa globalité, à l'instar du commerce équitable, et de proposer à la fois des modèles car il en faut mais aussi de « moraliser » tout le marché tel qu'il existe actuellement. Mais c'est aussi et surtout d'offrir au public - à tous les publics - un terme générique porteur d'un message fort : l'équité, c'est à dire la justice. Un terme qui ne nécessite pas beaucoup d'explications contrairement à « tourisme durable. Le tourisme équitable est donc un système proposant plus d'équité entre tous les intervenants mais aussi les « acteurs passifs » du tourisme comme les populations d'accueil et leur environnement qui n'ont pas toujours l'occasion de s'exprimer. »*

• UNAT (2002) : « L'expression de « tourisme équitable » se réfère au commerce du même nom. Né récemment de la volonté d'adopter des règles « équitables », par opposition au fonctionnement actuel du marché mondial, le commerce équitable prend en compte une juste rémunération des producteurs, exige que la traçabilité des produits soit totalement garantie, et impose un certain nombre de pratiques, comme le paiement comptant des produits afin que les producteurs puissent faire face à leurs propres échéances et investissements. Il suppose donc une organisation cohérente et une maîtrise de toute la chaîne de production. En France, l'exemple le plus ancien et le plus connu du commerce équitable est celui que proposent les boutiques d'Artisans du monde.

De la même manière, une démarche de tourisme « équitable » devrait remplir un certain nombre de conditions :

- la responsabilisation de voyageurs conscients que, par leurs actes et attitudes, ils peuvent autant favoriser le développement des populations d'accueil que le perturber ;
- la participation effective des communautés d'accueil à la définition et (au moins en partie) à la gestion des activités touristiques, les bénéfices en étant perçus localement et majoritairement réinvestis dans des actions de développement ;
- l'engagement de tous les acteurs et opérateurs dans une volonté de partenariat à long terme, sous la forme d'une contractualisation concertée (par exemple, entre opérateurs et prestataires locaux, entre ces derniers et leur personnel, entre voyageurs et organismes de vente de séjours, etc.) »

Carte d'identité du tourisme équitable

Territoires :	toutes zones hors tourisme de masse.
Caractéristique :	outil de rééquilibrage des rapports commerciaux Nord-Sud et d'amélioration des conditions de travail.
Evolution :	ouverture sur la participation, les modes de production respectueux de l'environnement.
Affinité :	commerce équitable, tourisme éthique.
Repères :	les rapports commerciaux, les contrats de prestations et les partenariats locaux n'obéissent pas à la règle du moins disant.
Populations :	communautés locales.
Acteurs dominants :	associations, plate-forme/réseaux d'associations, agences.
Image grand public :	commerce équitable.

• Le tourisme équitable en « état positif atteint »

Comme pour le tourisme solidaire, les éléments qui caractérisent le tourisme équitable, issus du document de F. El Alaoui (Deuxième partie, chapitre II, « Le tourisme équitable »), ont été extraits en utilisant la *Grille Transversale Pilote* à large maille du tourisme contributeur au développement durable des territoires.

Ces éléments ont été résumés, classés et traités sous une forme particulière, « l'état positif atteint », c'est-à-dire la formulation de ce que donnerait le principe considéré ou la caractéristique en question si s'ils se concrétisaient sur le terrain.

Cette façon de procéder, issue de la technique du cadre logique de projets (la méthodologie par objectif de l'Union Européenne) donne une image plus juste et plus parlante de ce que devrait (ou pourrait) être, dans le cas présent, le tourisme équitable, dans une sorte d'aboutissement idéal au regard de l'état actuel de la réflexion et de la pratique.

Organismes internationaux

- Textes du tourisme conformes au tourisme durable et équitable
- Textes et conventions appliqués

Pays d'accueil

Etat

- Flux touristiques également dans les pays du Sud marginalisés
- Devises plus justement réparties vers les pays du Sud
- Investissements touristiques financés par une réduction de l'endettement

Populations

- Communautés ayant un pouvoir décisionnel
- Populations locales participantes
- Prostitution infantine et travail forcé éradiqués

Développement local

- Bien être des populations assuré

Environnement

- Environnement respecté

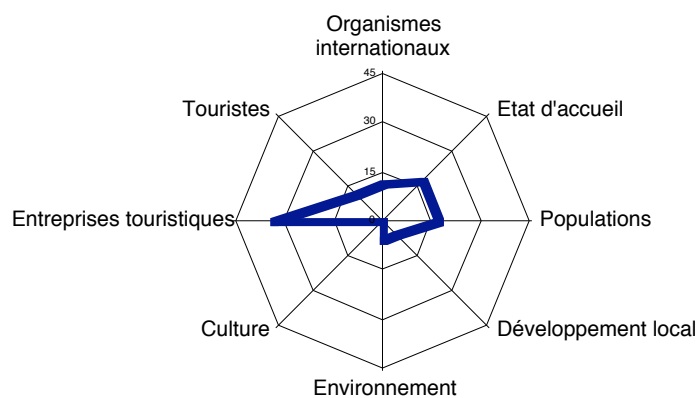
Entreprises touristiques

- Entreprises du Nord contraintes de respecter les conventions sur le droit du travail et du respect de l'environnement
- Paiement rapide et substantiel des avances et prestations pour limiter l'endettement
- Prestations payées au juste prix : salaires droit des travailleurs achat de devises environnement formation
- Partenaires du Sud plus présents dans le contrôle du marché
- Relations commerciales Nord Sud établies à long terme sans dumping
- Nombre d'intermédiaires limité

Touristes

- Opinion publique informée des méfaits du tourisme
- Coutumes traditions culture et environnement des populations respectés par les touristes

- Sur le même mode de réalisation que pour le tourisme solidaire, l'**empreinte** du tourisme équitable serait la suivante (d'après F. El Alaoui, 1999) :





Le tourisme équitable entend maîtriser toute la filière du producteur au consommateur. Mais l'entreprise se heurte à des difficultés spécifiques car contrairement à la consommation courante, le produit touristique est variable d'une fois à l'autre, varié dans son offre, ne se transporte pas. Il consiste fondamentalement à transporter le consommateur dans le produit consommé (paysages, loisirs, sports, culture, parfois aussi solidarité...). Il est donc difficile d'apprécier la traçabilité d'un domaine où un nombre élevé d'intervenants sont plus ou moins impliqués et selon des modalités évolutives au cours du temps. Le même produit, au même tarif et pour la même destination, sera donc plus ou moins équitable.

Il n'empêche : le tourisme équitable marque sa différence avec le tourisme solidaire en affichant une volonté de respect de la personne humaine, au travail, mais aussi lors des contacts avec les populations d'accueil.

Il est moins disert que son cousin sur son accompagnement de projets de développement, mais partage avec lui une faible prise en compte de la protection, de la valorisation et de la gestion durable des ressources naturelles.

Peut-on aller plus loin ? Existe-t-il des formes plus avancées dans l'équité entre les partenaires et la solidarité avec les populations accueillantes ? Est-ce que le tourisme communautaire et/ou le tourisme "pour les pauvres" (Pro Poor Tourism) véhiculent un contenu plus avancé, plus *au service de* ? Ce sera l'objet du chapitre suivant.

VI Le tourisme communautaire et *pour les pauvres*

« La rencontre de familles françaises et marocaines permet à chacun de mieux connaître l'autre sa culture son environnement Les discussions permettent des échanges de points de vue et la vie au quotidien offre mille occasions de repenser ses propres habitudes et convictions Des voyageurs nous disent qu'ils en reviennent différents Les familles marocaines apprennent à voir les français hors des stéréotypes qu'ils connaissent sont curieux et souvent étonnés et heureusement surpris des contacts qu'ils arrivent à établir avec leurs "invités" Ils apprécient par ailleurs d'améliorer leur français et en retirent souvent une certaine fierté de leur patrimoine culturel et notamment culinaire qu'ils avaient tendance à déprécier »

Source : Marie Annick Durillon Kéchouri inédit

Inde
Avant de parler de ce tourisme connu de tous et pratiqué par une infime minorité de voyageurs nous avons décidé de participer à l'un de ces séjours Notre choix s'est arrêté sur l'association Mass Education au sud de Calcutta (Inde) une initiative indienne Environ du tarif journalier payé par le visiteur est consacré aux actions de l'association [...] l'hébergement se situe loin du quartier international dans les faubourgs de Calcutta Un guide nous a accompagnés dans les différentes structures financées par cette association (qui a d'autres sources de revenus) : un hôpital une école de quartier pour les enfants des rues des projets de microcrédits Activité principale : l'échange Nous avons passé nos journées à discuter avec toutes sortes de gens : instituteurs médecins agriculteurs enfants ou ados Ce dialogue à bâtons rompus nous a permis de poser les questions qui nous taraudaient secrètement depuis le début du voyage et de mieux comprendre ce pays Une expérience humaine riche ! Mass Education propose aussi différentes excursions touristiques dans les environs avec un guide pour que ceux qui le souhaitent puissent aussi découvrir les merveilles du Bengale l'accueil de cette ONG ne répond pas toujours aux critères occidentaux Il peut être difficile de savoir exactement quelle partie du prix va être consacrée aux actions menées et à quelles actions précisément Ceux qui aiment se laisser prendre en charge seront aussi déçus De même certains visiteurs que nous avons rencontrés auraient aimer se sentir plus utiles et avoir des activités en relation avec les gens rencontrés Aider un agriculteur ? S'occuper des enfants dans l'une des écoles ? C'est possible mais il ne suffit pas de cocher une case sur un fascicule et cette aide doit être vraiment utile Le voyageur doit plus qu'ailleurs préparer son voyage et devenir acteur de son séjour sans se laisser porter d'un bout à l'autre La logistique et le réseau de contacts de l'association ainsi qu'un guide sont à la disposition des visiteurs mais ils doivent ensuite composer eux mêmes leur voyage Telle est la philosophie de ce type de tourisme à des degrés différents selon les organisations (certaines proposent des voyages plus encadrés) Et rappelons enfin que ce secteur n'en est qu'à ses balbutiements: les plus actifs de ces tour opérateurs équitables emmènent moins de personnes chaque année
Source : TREK Magazine juillet p

Maroc

Maroc chez l'habitant est une petite structure qui depuis ans organise des séjours chez l'habitant dans tout le Maroc pour des particuliers. Les familles d'accueil sont marocaines et de tous milieux sociaux.

Impacts constatés (à notre niveau, ce sont de toutes petites choses, mais qui sont intéressantes à signaler):

- **sociaux et économiques** : l'indemnité de séjour est donnée à la mère de famille directement : elle est valorisée sur une activité qui ne l'était guère (ménage, préparation des repas, accueil des invités...) et gère souvent elle-même ce complément de revenus. Nous avons constaté qu'en général, elle l'utilise pour améliorer sa vie quotidienne et le confort de la maison (machine à laver, chauffe-eau, mobilier...) ou bien pour l'éducation des enfants (payer l'école, des cours particuliers, des études à l'étranger pour les plus aisés).

- **culturels** : ce sont les impacts les plus importants. La rencontre de familles françaises et marocaines permet à chacun de mieux connaître l'autre, sa culture, son environnement. Les discussions permettent des échanges de points de vue et la vie au quotidien offre mille occasions de repenser ses propres habitudes et convictions.

[...]

- **personnels** : les femmes développent petit à petit des compétences comme le respect des engagements pour les réservations, le respect des voyageurs qu'ils soient sympathiques ou non, la gestion d'un petit budget pour les repas, la connaissance sur l'histoire ou les monuments de leur ville, même aller au café, internet et apprendre à utiliser les emails. Ainsi que le sens des responsabilités, notamment pour des anciennes familles d'accueil qui soutiennent les nouvelles lors de leurs premiers séjours.

Document inédit – Maroc chez l'habitant – Marie Annick Durillon Kéchouri

Botswana

The village of /Xai /Xai is situated in north west of Botswana, about km east of the Namibian border. /Xai /Xai is in Controlled Hunting Area NG and the community manages the wildlife and natural resources of both NG and NG. About people live in /Xai /Xai, of whom are Ju/'hoansi Bushmen (San or Basarwa), the rest of whom are Baherero (a cattle herding people who originated from Namibia) and government workers.

[...]

Therefore, /Xai /Xai decided to embark on self-managed tourism, though this type of tourism entails many difficulties. At the beginning, community members had almost no idea what tourism is or what tourists want – training was required with lots of practice sessions (the first SNV natural resource management advisor invited friends from Holland to be the guinea pigs!). /Xai /Xai is in the bush – there are no phones or electricity, and it requires a sturdy four-wheel drive vehicle to make the six-hour journey from Maun, or a minute flight by light aeroplane.

[...]

There are many reasons why self-managed tourism was chosen by the /Xai /Xai community. It offers:

- **a source of cultural preservation** for the Bushmen; a way to retain and revitalise a sense of pride in the knowledge and history of a minority group which is harshly discriminated against in Botswana;
- **an income generating project that is based on knowledge that the people already possess;**
- **a tourism niche that is very rare** – there are very few places in the world where you can see Bushmen perform the trance dance and hunt and gather on land they have lived on for centuries. The eco-tourism market is specialised but growing, and /Xai /Xai offers a culturally and environmentally responsible experience with Bushmen that is owned and directed by the people themselves;
- **an enterprise that provides employment to both men and women** – their roles are firmly defined but equally valued and necessary.

In Botswana, the Bushmen are a minority and a severely marginalised one. Under the Botswana government policy of 'one nation – one people', the Bushmen are not singled out as 'special'. However, in practice, they are seen as a primitive people, even having been referred to as 'animals' and 'uncivilised' because of their history of living from the land, their lack of cattle, and differences in language and physical appearance. Most of the Bushmen in Botswana live in the dry and remote west, in small settlements with very few economic opportunities.

The tourism opportunities in /Xai /Xai have shown the Bushmen residents that there are actually people who value their history and knowledge and who will pay to see their skills. The tourism is a source of pride in a culture that has generally not been highly valued in Botswana. Not that it is aimed to keep Bushmen in stasis – the skills and money they gain can be used in any venture they might choose. It is hoped that the activities will result in self-esteem and motivation that will spur the people of /Xai /Xai to invest in their future and to pursue self-development. In that sense, tourism and CBNRM activities are a jumping off point.

Source : Tara Gujadhur and Charles Motshubi

Namibie et Ouganda

[traduction libre]

Les associations CBT (Community Based Tourism) de Namibie (NACOBTA) et d'Ouganda (UCOTA) visent à augmenter les revenus financiers des « communautés faibles » par l'amélioration et l'expansion du segment CBT de l'industrie touristique et par une intégration plus large des modalités CBT dans l'industrie traditionnelle. Ces deux organismes fonctionnent simultanément à trois niveaux :

- au niveau local en fournissant un appui sous forme de formation, de financement, d'assistance technique et de marketing à différentes entreprises CBT ;
- au niveau du secteur privé en incitant ce dernier à appuyer et parrainer des entreprises CBT (NACOBTA seulement) et en facilitant le développement de partenariats entre le secteur privé et les communautés locales ;
- au niveau politique par l'incitation et la promotion de réformes institutionnelles soutenant le tourisme communautaire et par un rôle de porte parole de groupes marginalisés

C'est au niveau micro que la plupart des progrès ont été constatés avec des activités se focalisant autour de la formation, l'assistance technique et le conseil en affaires, concessions et prêts pour le développement d'entreprise, amélioration du marketing... Beaucoup d'initiatives sont maintenant bien établies et autosuffisantes. Cependant, on note pour NACOBTA en particulier une limite à sa capacité de répondre en niveau et en volume de formation aux besoins d'un nombre croissant d'entreprises.

L'établissement de liens avec le secteur privé est considéré comme un processus lent mais critique.

[...] L'étude de cas montre le besoin de qualification en gestion des affaires, de maîtrise complète du fonctionnement de l'industrie et d'une culture d'entreprise pour gagner en crédibilité vis-à-vis du secteur privé ou en capacité de négociation efficace avec lui. Le travail de niveau politique est également lent et il apparaît difficile de séparer les impacts des interventions directes de NACOBTA/UCOTA de ceux qui découlent d'un processus plus large de développement d'une politique spécifique.

Bien qu'il soit difficile de dire quelle part de la progression du tourisme communautaire en Namibie et en Ouganda peut être attribuée spécifiquement à NACOBTA ou UCOTA par opposition à une politique plus large, il est clair que ces deux outils jouent un rôle important et stimulent le changement.

Les points forts de l'étude de cas sont :

- l'importance de l'existence de structures d'adhésion pour fournir une « voix pour les pauvres » et favoriser le PPT (Pro Poor Tourism) à tous les niveaux ;
- la dépendance de tels organismes vis-à-vis des financements externes et les implications sur leur viabilité à long terme ;
- le besoin énorme de qualifications en gestion des affaires, marketing, planification stratégique, connaissance générale de l'industrie de tourisme – pour l'autosuffisance des entreprises membres et leur capacité à concurrencer le secteur privé

Source : E. Williams, A. White et A. Spenceley (résumé de l'étude de cas PPT Working Paper n°)

• Définition(s)

• Le *Pro-Poor Tourism* (PPT, tourisme pour les pauvres) inclut des activités variées, depuis l'entreprise privée désireuse d'augmenter ses relations économiques avec des partenaires pauvres au programme national visant la participation des pauvres à tous les niveaux. Les stratégies PPT sont de trois grands types : l'extension des avantages économiques pour les pauvres, l'augmentation des impacts non-économiques, le développement de politiques, processus et partenariat « *pro-pauvres* ».

A l'heure actuelle, il est difficile de juger de la rentabilité du PPT : les initiatives en cours ont dû *apprendre à marcher en marchant*, ce qui augmentent les investissements nécessaires. Cependant, si les revenus locaux futurs, les avantages non financiers et les modifications de politiques pro-pauvres étaient évalués, les rapports coûts-rendements montreraient probablement un retour positif.

• La lutte contre la pauvreté : le tourisme aussi ?

Au cours du Sommet du Millénaire, à la fin de l'année 2000, la communauté internationale, dont la France, a pris des engagements qui se traduisent par une série d'objectifs à atteindre :

Bien-être économique

- Réduire de moitié la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté (revenu inférieur à un dollar par jour) par rapport au chiffre de 1990.

Développement social

- Scolariser tous les enfants dans l'enseignement primaire;
- Progresser vers l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, éliminer les disparités entre les sexes dans l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005 ;
- Réduire des deux tiers les taux de mortalité infantile et juvénile d'ici 2015 par rapport au taux de 1990;
- Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle entre 1990 et 2015;
- Mettre les services de santé génériques à la disposition de tous ceux qui en ont besoin d'ici à 2015;
- Réduire de moitié le nombre de personnes victimes de la faim (évalué à 800 millions) et de la malnutrition (Rome, 1996).

Préservation et régénération des ressources naturelles

- Appliquer des stratégies nationales axées sur le développement durable d'ici à 2005, de manière à réparer les dommages causés aux ressources environnementales d'ici à 2015.

Dans le cadre de la présente étude, la question est la suivante : *dans quelle mesure le tourisme, activité de masse en concurrence interne féroce, peut-il contribuer à la réduction de la pauvreté des populations qu'il ignore massivement et donc concourir aux objectifs définis par le sommet du Millénaire ?*

Pour ODI (Overseas Development Institute), la réponse est la suivante (traduction libre) : « *Bien que le tourisme pro-pauvre rejoigne d'autres approches telles que le tourisme durable et responsable, le CBT ou l'écotourisme, sa caractéristique principale est qu'il met les personnes pauvres et la pauvreté au premier rang des priorités.* ».

Plus précisément :

- Par rapport au *tourisme durable*, l'aspect social de l'activité est central et non un volet annexe d'un noyau dur de durabilité environnementale. Une autre différence est que le PPT est conçu spécifiquement pour tenir compte des contraintes et des pressions de pauvreté des pays du Sud tandis que beaucoup d'initiatives de tourisme durable concernent des destinations classiques, telles que la Méditerranée.

- Par rapport à l'écotourisme, issu d'une logique de répartition d'avantages locaux considérés comme incitation à la conservation ou au développement d'activités alternatives à l'exploitation non durable des ressources, le tourisme pour les pauvres ne vise pas à utiliser ses recettes pour des objectifs de conservation mais pour fournir des avantages nets aux pauvres, seul but en soi.

- Par rapport au CBT, qui vise à augmenter la participation des habitants à l'activité touristique, le PPT cherche à impliquer plus de personnes que quelques foyers d'une communauté. Il exige des mécanismes pour permettre une implication des pauvres à tous les niveaux et stades opérationnels.

A ce stade de la démonstration, ODI note cependant (traduction libre) : « *Après avoir accentué les différences, il est important de préciser que beaucoup d'initiatives CBT, responsables, durables et éco-, sont en réalité pro-pauvres dans leur impact et sont de bons exemples de « stratégies de PPT » sans en porter l'étiquette. La différence est plus dans la perspective, une dynamique PPT affichant une autre priorité et accentuant les effets sur les pauvres.* » (www.odi.org.uk).

D'après les recherches et expériences récentes en Inde, en Indonésie, en Namibie, au Népal, aux Philippines, en Ouganda, en Zambie et au Zimbabwe le constat de base est que les plus pauvres des habitants des territoires concernés ont peu d'avantages directs issus du tourisme tout en supportant des coûts. Il est donc important de minimiser ces coûts tout en maximisant les avantages, par exemple l'emploi occasionnel et semi-qualifié, par des stratégies variées au sein de l'industrie touristique entière. La *discrimination positive* en faveur des pauvres découle (traduction libre) « *de la façon dont ils peuvent participer économiquement à l'industrie - les impacts non-économiques devant être également considérés. Un éventail de facteurs s'étendant du local (les capitaux, la place des femmes, les stratégies de vie) à l'environnement institutionnel (lois, règlements), aux caractéristiques commerciales du contexte (segments du marché) et au type de participation sont autant de contraintes qui peuvent être réduites.* » (C. Ashley, C. Boyd & H. Goodwin, 2000)

Quelques exemples de tourisme « pour les pauvres »
[traduction libre] • Dans la baie de <i>Ha Long</i> au <i>Vietnam</i> une douzaine de famille environ possèdent des hôtels privés mais l'implication locale va bien au delà jusqu'à environ 10% de la population. A côté des emplois dans ces hôtels des femmes partagent la gestion de six restaurants de plein air (pâtes) beaucoup de femmes et d'enfants sont des vendeurs ambulants et n'importe qui s'il possède un bateau ou une motocyclette peut le louer à un touriste • Les touristes domestiques et régionaux sont particulièrement importants pour les entrepreneurs individuels et les propriétaires de petits établissements. Des études à <i>Yogyakarta</i> en <i>Indonésie</i> et ailleurs en <i>Asie du Sud Est</i> montrent que les touristes résidents et venants d'autres pays asiatiques achètent plus aux vendeurs locaux que les touristes occidentaux • A <i>Bali</i> la plupart des restaurants sont contrôlés par les familles ou les <i>Sekaha</i> associations volontaires basées sur des principes clairs de division du travail et de revenu. Ce système est également employé pour les locations de voitures bicyclettes minibus et restaurants • A <i>Mahenye</i> dans le Sud Est du <i>Zimbabwe</i> la communauté locale bénéficie largement des revenus d'un accord de location de deux lodges. Ceci n'a été réalisé que grâce à la possession des droits de leasing par la communauté et les autorités locales. l'appui du conseil local qui a soutenu les intérêts de la communauté et l'appui institutionnel fourni par le programme CAMPFIRE • Au <i>Kwazulu Natal</i> en <i>Afrique du Sud</i> des femmes vendeuses d'objets artisanaux ont des points de vente à l'intérieur de certains parcs tandis qu'au <i>Zimbabwe</i> dans le <i>Gonarezhou National Park</i> un des souhaits des communautés locales est l'installation d'un marché à l'entrée du parc • En <i>Namibie</i> chaque employé ou saisonnier de l'entreprise <i>Penduka</i> fait vivre entre 10 et 20 personnes ce qui fait que 200 personnes bénéficient de retombées financières Sources : C. Ashley, C. Boyd & H. Goodwin et OMT

Carte d'identité du tourisme *pro-pauvres*

<i>Territoires :</i>	zones indifférentes.
<i>Caractéristique :</i>	en théorie, implication de pauvres à un maximum de niveau : acteurs, bénéficiaires.
<i>Evolution :</i>	vers des politiques de discrimination positive et la professionnalisation.
<i>Affinité :</i>	solidarité, relations Nord-Sud, accords internationaux.
<i>Repères :</i>	l'affichage et les mécanismes « pro-pauvres » doivent être évidents pour les touristes, économie informelle, <i>petits boulots, débrouille</i> .
<i>Populations impliquées :</i>	communautés locales dites « pauvres ».
<i>Acteurs dominants :</i>	associations, TO, agences, institutions, institutions financières.
<i>Image grand public :</i>	approche anglo-saxonne des relations Nord-Sud.

• Le tourisme communautaire (CBT) forme *adoucie* du tourisme pro pauvre ?

Dora Valayer et Isabelle Bourboulon (2002), proposent la définition suivante du tourisme communautaire : « *Encore peu utilisé, le mot désigne les formes touristiques proposées et gérées par les populations locales elles-mêmes, formes qui s'intègrent de façon harmonieuse dans les diverses dynamiques collectives du lieu d'accueil. En respectant l'environnement naturel et social de ces communautés, le tourisme communautaire est sans doute l'héritier le plus fidèle du tourisme intégré.* »

D'après le contenu des interventions de NACOBTA et d'UCOTA, deux plate-formes représentatives des communautés gestionnaires d'écotourisme et de tourisme ethnique et culturel en Namibie et en Ouganda, il s'agit aussi de lutter pied à pied avec le secteur privé et, pour cela, entrer dans des logiques organisationnelles et une culture d'entreprise sans doute bien différentes des traditions locales. En ce sens, le CBT est autant un processus *intégré* de diffusion de la culture de la *concurrence* qu'une dynamique s'intégrant de façon harmonieuse et respectueuse à l'environnement naturel et social du lieu où elle s'implante.

Carte d'identité du tourisme *CBT Community Based Tourism*

<i>Territoires :</i>	zones défavorisées, enclavées, dévitalisées.
<i>Caractéristique :</i>	activité gérée en quasi-totalité par des communautés locales marginalisées, culturellement marquées.
<i>Evolution :</i>	ouverture sur la professionnalisation, la mise en réseau et la promotion d'un tourisme de niche.
<i>Affinité :</i>	écotourisme, ethnotourisme, tourisme culturel et de nature.
<i>Repères :</i>	les visiteurs sont pris en main par des familles et des habitants du lieu de destination.
<i>Populations impliquées :</i>	communautés locales via une représentation choisie par ses membres (coutume, tradition, organisation <i>ad hoc</i>).
<i>Acteurs dominants :</i>	associations, TO, agences.
<i>Image grand public :</i>	approche anglo-saxonne de l'écotourisme.



Après le développement durable la lutte contre la pauvreté ?
 Acceptons d'entrer dans la logique de l'essorage des concepts Il y a
 peut être à grapiller quelques secondes dans notre course collective
 contre la montre du *toujours plus*

Le tourisme "pour les pauvres" (PPT) découle d'une logique
 descendante celle de l'engagement des Etats dans leur récente lutte
 contre la pauvreté Mais quelle pauvreté ? Quelles en sont les causes ?
 Quels seront les résultats de cette lutte sur la capacité de charge de
 notre planète si la consommation du *toujours plus* explose ?

Le PPT est un outil de politiques économiques réhabilitant le secteur
 informel les dynamiques locales la créativité du terrain Enfin Mais il
 demande à être suivi évalué capitalisé diffusé sous peine
 d'encombrer une scène où le solidaire l'équitable l'éthique peinent
 à acquérir la chair d'une action reconnue et le sang d'une réelle
 capacité à résister aux pentes naturelles du tout économique Le *Pro
 Poor Tourism* doit être validé et évalué sérieusement sur sa capacité à
 atteindre les objectifs du sommet du Millénaire

Sa forme touristiquement plus classique le tourisme communautaire
Community Based Tourism "CBT" apparaît comme la forme
indigène et *endogène* d'un écotourisme diffus en recherche d'un
 surcroît de solidarité et de co gestion Il est une vraie solution sans
 doute pour nombre de populations marginalisées Mais là aussi les
 dangers sont permanents Couplé à une incitation au tourisme captif
 local régional ou national l'exemple philippin et ses de dépenses
 supplémentaires par rapport aux touristes étrangers (OMT "Tourism
 & Poverty Alleviation") et à une transparence comptable le
 CBT est sans aucun doute une piste sérieuse de développement local

En ce qui concerne la durabilité la question reste encore en suspens et
 les clés largement dans des mains *étrangères*

VII Le tourisme durable

« Est ce à dire qu'un bon touriste est celui qui reste à la maison et regarde un documentaire sur le pays qu'il souhaitait visiter puisqu'il ne pollue pas et ne perturbe pas le milieu ethnologique ? Non évidemment mais par nature le développement touristique ne peut se concevoir que dans le cadre d'une stratégie globale des transports et de partage des ressources [...] »

Gilles Caire & Monique Roulet Caire

Equateur
Les partenaires : • ONZAE (Organisation de la nationalité Zapara d'Equateur) filiale de la CONFENIAE (CONFédération des Nationalités Indigènes de l'Amazonie Equatorienne) et de la CONAIE (Confédération des Nationalités Indigènes d'Equateur) • L'agence de tourisme solidaire Iari Inti Travels créée en mai propose un circuit d'écotourisme de développement communautaire de la nationalité Zapara pour préserver et protéger la terre ancestrale ses villages et sa culture
Origine et objectifs du projet : Les communautés Zaparos d'Equateur connaissent actuellement de graves difficultés Leur culture leur patrimoine et leur langue sont en péril : il n'y a plus que quelques centaines de zaparos et seuls une quarantaine d'entre eux parlent encore le zaparo Pour éviter sa disparition la culture Zapara a été reconnue comme Patrimoine Oral et Immatériel de l'Humanité par l'UNESCO en L'avancée des compagnies pétrolières à la recherche de nouveaux gisements constitue un risque majeur pour le maintien des communautés sur leurs territoires ancestraux L'activité pétrolière telle qu'elle est pratiquée depuis ans nuit gravement à la santé des indigènes (eczéma cancers maladies des bronches...) compte tenu des pollutions induites de cette exploitation (lagons rivières sol atmosphère...) Enfin l'inexistence d'infrastructures sociales de première nécessité l'absence de travail et l'appauvrissement des communautés ont conduit à la création d'une organisation regroupant l'ensemble des communautés Zapara (ONZAE) afin d'unir leurs forces pour défendre leurs droits et leur liberté Afin d'éviter la disparition de cette culture des projets ont été initiés par l'ONZAE tels que la création d'écoles pour apprendre le zaparo aux jeunes des recours devant les tribunaux pour l'obtention de titres de propriété de territoires ancestraux des actions pour le maintien des connaissances de la médecine traditionnelle... Pour financer une partie de ces initiatives il a été décidé de créer l'agence Iari Inti Travels Elle est malheureusement sur le point de cesser son activité faute d'une diffusion suffisante et de moyens financiers permettant de réaliser les investissements nécessaires à son fonctionnement Pourtant les indigènes zaparos ont une connaissance conséquente de la forêt amazonienne qui présente une très riche biodiversité de la flore et de la faune à son état naturel Afin de permettre une meilleure diffusion de leur culture et de leurs savoirs Terres Lointaines a décidé de réaliser une collaboration avec cette agence d'écotourisme locale pour proposer en France ce circuit de tourisme solidaire avec les communautés Zaparos d'Equateur Le premier objectif de Terres Lointaines est de réaliser un circuit touristique solidaire respectant culture coutumes traditions et environnement Il s'agit avant tout de constater ce que l'agence touristique et les communautés proposent comme circuit et comme organisation Il nous faut aussi connaître le rôle des communautés dans la prise de décisions au sein de l'ONZAE et vérifier s'il s'agit d'un fonctionnement démocratique respectant l'intérêt communautaire Nous réaliserons donc un diagnostic sur place puis une description détaillée du circuit écotouristique qui sera proposée en concertation tripartite : Terres Lointaines Iari Inti Travels et l'ONZAE Ce diagnostic fera l'objet d'un rapport exhaustif de la situation locale [...] Perspectives : Le plan de développement communautaire de l'organisation de la nationalité Zapara (ONZAE) prévoit l'élaboration de programmes alternatifs de tourisme afin de générer un développement propre à la culture Zapara .../...

.../...

types de développement sont envisagés :

- *développement économique* : dégager des bénéfices de l'activité touristique (agence Iari Inti Travels) créer des emplois de différents types (guide communautaire secrétaire cuisinier porteur chauffeur...)
- *développement social et culturel* : définir et défendre son ambition territoriale par l'obtention de titres de propriété des territoires ancestraux promouvoir la culture Zapara pour revitaliser une culture en voie de disparition faciliter les échanges culturels entre les touristes et les communautés échanger le savoir faire artisanal et faire participer à la vie communautaire (pêche navigation préparation des repas...)
- *développement environnemental* : développer l'utilisation des ressources naturelles en respectant les coutumes traditionnelles faire connaître la faune et la flore amazonienne qui disparaissent chaque jour un peu plus face au défrichement et à la pollution générée par les compagnies pétrolières et ainsi faire prendre conscience de l'importance de cette biodiversité pour l'équilibre de notre planète (éducation à l'environnement) entreprendre les actions en justice nécessaires au respect des droits des communautés indigènes et pour la protection du milieu naturel

Les bénéficiaires du projet sont les membres de l'organisation de la nationalité Zapara d'Equateur (ONZAE) et bien d'avantage si l'on tient compte de la protection de l'environnement Ce projet de développement participe à la survie des populations indigènes d'Amazonie équatorienne Ceci passe par une action axée sur le développement social des communautés dans le respect de l'environnement en s'appuyant sur les savoirs faire culturels et la mise en valeur du patrimoine tant matériel qu'immatériel **Ce projet dont les communautés elles mêmes en sont les instigatrices par le biais de l'organisation les représentant (ONZAE) s'inscrit dans une démarche de développement durable**

Evaluation du projet :

Elle concernera la satisfaction des touristes concernant le séjour la satisfaction des communautés (ONZAE) les bénéfices dégagés localement et la part réinvestie dans des projets de développement local des communautés Zaparos Enfin Terres Lointaines vérifiera sur place les conditions dans lesquelles se déroulent le circuit écotouristique pour s'assurer qu'elles répondent aux critères établis dans la Charte (éthiques environnementaux culturels...)

Cette évaluation pourra être réalisée par le guide accompagnateur de Terres Lointaines qui participe au séjour

La collaboration entre Terres Lointaines et Iari Inti Travels se perpétuera par l'activité de tourisme solidaire Du processus d'évaluation l'objectif sera de passer à un processus de concertation continu pour un partenariat durable

Les projets de développement qui seront initiés par les communautés Zaparos pourront faire l'objet d'un partenariat avec Terres Lointaines ou d'autres partenaires spécialisés

Source : site www.terres-lointaines.com

Nota bene : cette action se présente sous l'étiquette écotourisme, tourisme solidaire et développement durable. C'est cette dernière perspective qui justifie sa place dans ce chapitre.

• Définition(s)

• Le tourisme durable désigne « toute forme de développement, d'aménagement ou activité touristique qui respecte et préserve à long terme les ressources naturelles, culturelles et sociales, et contribue de manière positive et équitable au développement économique et à l'épanouissement des individus qui vivent, travaillent et séjournent dans ces espaces. »

• D. Valayer et I. Bourboulon (2002) font un petit historique du thème : « Bien qu'utilisé ces dernières années dans des sens divers, le terme se réfère à ce qui en matière de tourisme peut se rapporter au concept de durabilité, tel que défini, en 1992, lors du Sommet de la Terre de Rio. Le qualificatif « durable » ayant été adopté, non sans hésitation d'ailleurs, pour traduire le mot anglais « sustainable ». Cette extension du concept au tourisme a pris forme en 1995 au cours d'une réunion organisée à Lanzarote (Îles Canaries) par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), à laquelle participaient plusieurs centaines de partenaires du tourisme et qui a donné lieu à la publication de la « Charte du tourisme durable », document de référence s'il en est (remarquons d'ailleurs que cette charte n'a connu, de la part de l'OMT, qu'une diffusion restreinte... C'est seulement grâce aux efforts

des associations qu'elle a pu être distribuée plus largement). Ce document, très novateur à l'époque, insiste sur le respect des populations et de leur environnement dans la « durabilité » de l'activité touristique, mais sans faire mention cependant de leur droit à la liberté d'expression et de choix. »

Pour la première fois, le tourisme est donc incité à « pleinement s'intégrer dans l'économie locale et contribuer de manière positive au développement économique local (article 7), se baser sur des mécanismes efficaces de coopération à tous les niveaux: local, national, régional et international (article 4), considérer ses effets induits sur le patrimoine culturel et sur les éléments, les activités et la dynamique traditionnels de chaque population locale. La reconnaissance de ces facteurs locaux et le soutien de leur identité, de leur culture et de leurs intérêts doivent être des points de référence incontournables lors de la conception des stratégies touristiques, en particulier dans les pays en voie de développement. » (article 3).

• SNV, organisme de coopération néerlandais, résume les fondamentaux du « développement durable du tourisme » (2001) de la manière suivante (traduction libre) : « SNV considère le « développement durable du tourisme » comme une stratégie de développement à objectifs multiples caractérisée par : un développement socio-économique et un renforcement des capacités économiques, une participation locale et une capacitation [« empowerment »] sociale et politique, une viabilité économique, une viabilité écologique, une prise de conscience socio-culturelle et une augmentation de l'équité homme-femme. ». On voit dans cette conception que les préoccupations dépassent le volet environnemental pour se rapprocher des critères du CBT, des pratiques du tourisme solidaire et des règles du tourisme équitable.

Carte d'identité du tourisme durable

Territoires :	grands territoires, pays, échelle supra-nationale.
Caractéristique :	planification globale issue de l'aménagement du territoire, mise en œuvre partenariale adossée à des dispositifs institutionnels.
Evolution :	ouverture sur le « micro », développement de cahiers des charges et d'outils de pilotage, processus de labellisation/certification.
Affinité :	environnement, développement durable.
Repères :	les références environnementales sont dominantes.
Populations impliquées:	communautés locales via une représentation choisie par ses membres (coutume, tradition, organisation <i>ad hoc</i>).
Acteurs dominants :	institutions, entreprises, agences, ONG.
Image grand public :	assimilation au développement durable.

• L'exemple de la Caraïbe

La convention pour la création de la zone de tourisme durable de la Caraïbe est un exemple concret, appliqué et récent de la notion de tourisme durable. On supposera que ce texte se situe au point de rencontre du général et du particulier, c'est-à-dire qu'il reflète les spécificités et les caractéristiques propres de la zone caraïbe. Il est donc, en principe, une forme opérationnelle et pertinente, à l'échelle régionale, de cette forme de tourisme.

Article 1 Objectif : « L'objectif [...] est l'établissement de la Zone de Tourisme Durable de la Caraïbe [...] dans laquelle le développement du tourisme sera conditionné par la durabilité et les principes d'intégration, de coopération et de consensus, afin de faciliter le développement intégral de la région de la Grande Caraïbe. »

Voyons comment l'objectif de tourisme durable de la Caraïbe est décliné, au titre des obligations des Parties (article 3/B), sur le même mode des « *états positifs atteints* » :

Organismes internationaux : sans mention

Pays d'accueil

Etat

- Politiques et instruments financiers favorisant le développement d'entreprises touristiques durables
- Stratégies et plans d'actions spécifiques pour promouvoir le tourisme (produits valeur ajoutée demande)
- Cadres légaux et réglementaires ratifiés pour consolider la ZTDC

Populations

- Communautés parties prenantes des décisions
- Communautés parties prenantes de la planification
- Communautés bénéficiant du développement du tourisme

Développement local

- Qualité de vie améliorée par une éducation au tourisme durable

Environnement

- Espaces naturels à usage touristique protégés préservés exploités et gérés durablement
- Eaux usées et déchets gérés par les meilleures techniques disponibles
- Energies alternatives utilisées

Culture

- Identité et valeurs culturelles renforcées et protégées pour renforcer l'image de destination touristique de la région
- Territoires sites
- Destinations classées par rapport à la qualité environnementale

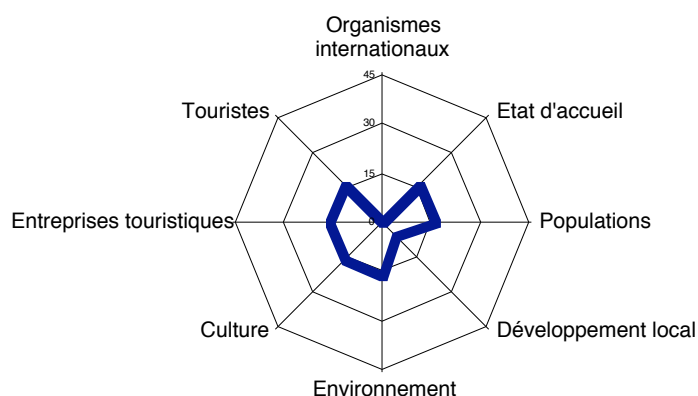
Entreprises touristiques

- Prise de conscience de l'importance du tourisme par l'éducation
- Prestations améliorées par une éducation au tourisme durable
- ... Entreprises classées sur leurs performances en matière de qualité environnementale

Touristes

- Infrastructures et services de base améliorés dans les lieux d'accueil
- Prise de conscience de l'importance du tourisme par l'éducation
- Garantie de qualité environnementale donnée par un système de classification

• L'**empreinte** du tourisme durable (d'après l'exemple de la « Convention pour la création de la zone de tourisme durable de la Caraïbe », 2001) serait la suivante :



• Le tourisme durable est-il durable ?

La question est évidemment à tiroir et suppose que les idées soient claires sur l'état de non-durabilité. Parmi les doutes partagés sur la *durabilité du tourisme durable* figure la question des transports, sortie timidement des tabous et des non-dits. Anne Amblès (2003) fait une analyse critique de ce volet :

Quelle mobilité pour le tourisme ? le tourisme responsable à l'épreuve du transport non responsable © Anne Amblès
La sous tarification des transports est un pilier de la mondialisation des échanges. L'externalisation d'une partie de leur coût est endossée par la collectivité : maladies dues à la pollution, atteintes à l'environnement, etc. La sous-estimation du coût des matières premières utilisées rend également possible cette sous-tarification. Cette augmentation artificielle du volume des transports favorise la planification d'infrastructures, au Sud comme au Nord : construction de complexes hôteliers en Thaïlande, constitution de réserves naturelles en Namibie, terrains de golf aux Philippines, etc... forcément, il faut de nouveaux aéroports en Picardie, près de Toulouse et ailleurs. L'accaparement foncier lié au tourisme sévit partout dans le monde. Des voyageurs « responsables » renforcent cette tendance – certes très modestement – en programmant des destinations lointaines. L'association Transverses alerte depuis plusieurs années sur la multiplication des séjours lointains et la disproportion entre distance et temps de séjour. Le réseau DANTE (Die Arbeitsgemeinschaft für Nachhaltige Tourismus Entwicklung – Groupe de travail pour le développement touristique durable) a proposé à la Conférence de Johannesburg une analyse et des défis qui font référence (www.alliance.org/fr/proposals/summaries/tourisme.htm) : Climat : Transports / Énergie) Les transports automobiles sont eux aussi consommateurs d'espace et d'hydrocarbures. On estime que « à des émissions de gaz à effet de serre de la France sont dues aux transports touristiques » (La Gazette officielle du Tourisme, N° janvier) « Avec le raccourcissement de la durée des séjours et la multiplication des courts séjours, le nombre de km parcourus pour les vacances a augmenté de entre et » (idem). La prise de conscience écologique peut-elle convaincre de privilégier le train, la marche, le roller, le cheval et le vélo ? Seul le groupement allemand de voyageurs forum anders reisen mentionne dans sa charte des critères précis concernant la mobilité et les autres aspects du développement durable : • Aucun vol n'est proposé pour une distance inférieure à km. Pour des vols sur des distances de à km, d'autres acheminements sont proposés et la durée minimale des séjours est de jours ; pour des vols supérieurs à km, elle est de jours. • On utilise les transports en commun de préférence aux moyens de locomotion privés. • La mobilité lente, autant que possible non motorisée, est essentielle. • Les voyageurs sont encouragés à informer leurs clients sur l'impact écologique des différents moyens d'acheminement. (www.forumandersreisen.de/ en collaboration avec le groupe de travail L U S T de l'Université de Lüneburg) Dans une perspective d'éducation, on peut envisager de mettre davantage l'accent sur l'information quant à l'impact écologique des transports et autres activités, afin que les touristes soient plus responsables et volontaires que contraints d'obéir.
Document inédit. Anne Amblès « Quelques interpellations quant à l'avenir du tourisme responsable » août

• Les perspectives du tourisme durable

On l'a vu avec la SNV, les exégètes du tourisme durable font évoluer le concept – pourtant large – en l'hybridant aux développements et pratiques des notions d'éthique, d'équité, de responsabilité, de solidarité... L'OMT et l'UNCTAD ne sont pas en reste, en présentant fort logiquement le fruit du mariage de leur collaboration conceptuelle : la démarche ST-EP *Sustainable Tourism-Eliminating Poverty*. Opérationnelle en 2003, cette démarche s'appuie sur trois piliers : un *pilier international* pour

consolider des financements, un *pilier recherches* pour identifier les principes et les applications et un *pilier communication* pour favoriser les bonnes pratiques chez les opérateurs, les consommateurs et les communautés.

Mais l'avenir du tourisme durable est celui de toutes les bonnes idées confrontées à la réalité. Il est donc dessiné en filigrane dans le tableau proposé ci-dessous qui met en vis à vis ce qui est durable et ce qui ne l'est pas. Un avis parmi d'autres, dans l'état actuel de notre maturation intellectuelle sur le sujet.

Distinction entre développement touristique non durable et développement durable *D. Polcarpo*

DURABLE	NON DURABLE
Concepts généraux	
Développement lent	Développement rapide
Développement contrôlé	Développement incontrôlé
Echelle appropriée	Echelle disproportionnée
Long terme	Court terme
Qualitatif	Quantitatif
Contrôle local	Contrôle extérieur
Stratégies de développement	
Planifier et après développer	Développement sans planification
Diffusion des pressions et des bénéfices	Augmentation de la capacité
Développeurs locaux	Développeurs étrangers
Travailleurs locaux	Travail importé
Architecture locale ou traditionnelle	Architecture non locale
Comportements des touristes	
Préparation au voyage	Voyage peu préparé
Apprentissage de la langue locale	Ne cherche pas à apprendre la langue locale
Sensibilité et bon sens	Intensité et insensibilité
Calme	Lourd
Visites répétées	N'aime pas retourner

Source : John Swarbrooke p

• Les exigences sont fortes : l'idéal serait un tourisme durable humanisé par l'approche communautaire, incorporant les mécanismes du tourisme solidaire, poussé par le volontarisme du tourisme pour les pauvres, organisé sur les principes du tourisme équitable, dilué comme le tourisme intégré en milieu rural. *Utopie ?*

« *EQUATIONS* défend l'idée d'un monde où les richesses, les ressources et les bénéfices sont répartis beaucoup plus équitablement entre le Nord et le Sud. Notre vision du tourisme rentre dans ce cadre. Conscients qu'il n'y a pas de modèle unique transposable à toutes les situations, nous travaillons à un tourisme qui :

- apporte des bénéfices économiques directement à toutes les couches de la communauté hôte, particulièrement aux femmes et aux peuples indigènes ;
- fait l'objet d'un contrôle local démocratique de façon à ce que les communautés puissent prendre elles-mêmes les décisions relatives à l'introduction du tourisme et son contrôle ;
- est intégré aux autres activités de la communauté, afin qu'il soit adapté culturellement et qu'il tienne compte des inégalités entre les hôtes et les visiteurs ;
- enrichit à la fois l'hôte (économiquement, en terme de développement et de contrôle) et les visiteurs (culturellement, en terme de loisirs). » (D. Valayer, 2000).

A bien lire l'engagement éthique d'Equations (*Equitable Tourism Option*, association indienne fondée en 1983), ces exigences se transforment en objectifs. L'horizon n'est peut-être pas si bouché...



Il existe une confusion entre tourisme *durable* et tourisme *contributeur au développement durable*. La récurrence du flou et du mélange des genres est une constante.

S'il s'agit de durabilité de la croissance du tourisme conventionnel, aucun doute sur l'antagonisme des deux notions.

S'il s'agit d'une contribution du tourisme avancé, réformé ou responsable au développement, si possible durable, des territoires au Nord comme au Sud, la *convergence* (on n'ose parler à ce stade de *synergie*) se dessine.

Le tourisme durable introduit dans le champ conceptuel de la solidarité, de l'équité, de l'intégration et de l'éthique, les notions de planification, de contrôle de long terme, de partenariats institutionnels, de calendriers maîtrisés.

Mais au niveau où il se présente, général, politique, stratégique, organisationnel et institutionnel, il masque les conséquences de l'emploi des mots à tiroirs : le *développement*, la *pauvreté*, n'en sont pas des moindres !

Laissons aux médiateurs bi culturels les mots d'une fin provisoire.

« [...] le *développement*, c'est une entreprise de disqualification des diagnostics populaires, c'est reconnaître que la population est incapable d'analyser sa situation ».

« Le débat sur la *pauvreté* se réduit à la dimension économique, alors que la *pauvreté* est essentiellement une question sociale. En langue wolof, par exemple, on dira "raflé" et un proverbe précise ce que veut dire exactement le concept de *pauvreté* : le pauvre n'est pas celui qui n'a pas d'habits, mais celui qui n'a personne. C'est un "orphelin social" ».

Emmanuel N'DIONE (www.solidarite.asso.fr)

Conclusion

« Le « tourisme éthique », par exemple, porté notamment par l'association *Tourism For Development* et des tours-opérateurs comme *Voyageurs du Monde*, permet de reverser un dollar par nuitée par touriste à une ONG locale pour financer des projets de développement. Pour les promoteurs du « tourisme solidaire, il s'agit d'une démarche hypocrite destinée à donner bonne conscience aux consommateurs occidentaux et à redorer l'image des opérateurs sans changer réellement la donne sur le terrain. Les dollars récoltés lors d'un voyage labellisé « éthique » dans un hôtel avec golf ne suffiront jamais à compenser la perte pour les villages alentours qui ont été déplacés faute d'eau entièrement captée pour arroser le parcours de golf ! Et si les projets de développement concernent justement ces communautés déplacées, alors, on marche sur la tête. » (P. Jacquot, juin 2003)

Les termes du débat sont posés : le tourisme responsable, *tourisme de niche* et *danseuse de l'élite branchée* ou *catalyseur d'une mutation des multinationales, des gouvernements et d'une demande sociale* ? *Réparation ou prévention* ? L'écotourisme, suspecté de dérives néocolonialistes et néocapitalistes du fait de son « industrialisation », *préfigure-t-il l'avenir du tourisme responsable lorsque les poids lourds du tourisme conventionnel chasseront sur les mêmes terres* ?

Il faut reconnaître que l'offre francophone en tourisme responsable montre des avancées et de réels efforts dont quelques familles, villages et micro-territoires bénéficient. C'est une contribution qui est loin d'être négligeable. Elle est même exemplaire.

Pour autant, des interrogations subsistent, qui sont autant de faiblesses supposées dans la perspective d'un engagement sur des horizons plus lointains et des échelles élargies :

- Où sont les *Etats*, la *puissance publique*, les *autorités administratives* ?
- Où sont les mécanismes d'*évaluation*, de *contrôle*, de *vérification*, de *validation* des meilleures pratiques ?
- Où est le *territoire pertinent*, viable, autonome, au-delà de l'école restaurée et équipée - à la grande satisfaction des villageois - grâce aux fonds de la solidarité ?
- Où est la *durabilité* oubliée du *global*, de la *démocratie*, de la *capacitation citoyenne*, du *transfert de compétences*, des *démarches collectives* et *partenariales* ?
- Où est la *vérité*, la *transparence*, la *responsabilité* ?

« Les mots (*durable et/ou équitable*) ne sont-ils pas un déguisement ou un argument pour mieux vendre ? (*jouer la transparence...impossible pour des revendeurs dans notre système capitaliste*) » : Muriel Humbert, candidate bénévole à une action humanitaire en Mauritanie, donne sa réponse (25 novembre 2002, site www.tourisme-durable.org).

Ces questions changent la nature du débat. Elles ne sont légitimes que si les notions mises en avant sont comprises, assumées, et que le développement durable n'est pas réduit à un *small is beautiful* matiné de NYMBY (*Not In My BackYard*, pas dans ma cour). Dans cette hypothèse là, elles sont inévitables. On verra à la fin et dans l'après-propos de cette étude que des pistes de progrès permettent, raisonnablement, de construire des réponses...*durables*.

Le tourisme responsable n'en est encore qu'à ses balbutiements et déjà, des critiques se font jour. Il est sans doute temps d'en examiner le contenu pour en pointer, éventuellement, des erreurs de jeunesse. Sans illusions excessives, tant les habitudes, les contraintes, les obstacles s'opposent aux principes, valeurs et autres sentiments élevés. L'objet du chapitre qui suit est, justement, un premier constat sur le côté obscur - subi, involontaire, caché ou assumé - d'un domaine encore plus complexe, sans aucun doute, que le tourisme conventionnel.

LES RÉALITÉS DU TOURISME RESPONSABLE

Pour sortir du piège de l'indéfinition et des mélanges de genres, l'idée est de concentrer l'analyse sur les effets perceptibles et notés des diverses expériences et autres cas d'écoles du tourisme responsable. Cet angle de vue, qui part du terrain pour remonter les filières du tourisme et celles qui en dépendent, permet de définir des intensités et des directions d'effets le plus souvent en cascade. A l'appui de cette logique, citons, pour l'exemple, le cas d'éducateurs allemands et britanniques qui, pour mieux sensibiliser leurs élèves, développent une approche et des matériels pédagogiques qui dissèquent et analysent le tourisme et toutes les conséquences pouvant en découler au travers d'articles, récits de voyages ou brochures d'agence. L'objet de ce chapitre sera donc de tenter de décrire les réalités intimes du tourisme responsable en croisant, recoupant et collectant les impressions, les analyses et les constats issus du terrain.

Ces effets - négatifs, positifs - peuvent être *avérés* et relever d'une évaluation rigoureuse, auquel cas ils sont caractérisés par des critères, des indicateurs et des variables - ou tout autre terme qualifiant une référence fiable, représentative, stable, simple, lisible, accessible -. Ce n'est pas là - pas encore ? - que se situe la problématique aujourd'hui.

Ils peuvent être aussi *estimés*, appréciés, perçus ou ressentis directement ou indirectement. C'est la majorité des cas répertoriés dans ce chapitre.

Mais, *a contrario*, concernant les effets positifs, ils peuvent être *souhaités*. Auquel cas ils relèvent de l'intention, du projet, de la solution préconisée, de l'affichage, d'une stratégie commerciale ou d'une politique de communication. Ils sont légions.

En réalité, comme pour la lutte contre la pauvreté, qui devrait privilégier, selon J.P. Minvielle (2003), la *mesure des impacts* des actions menées sur les populations cibles, le tourisme responsable ne devrait *que* se mesurer aux effets qu'il produit *sur* et *dans* les territoires d'accueil. Elargir la logique du *Comment fait-on ?* à celle du *Pourquoi fait-on ?* et *Avec quels résultats ?* permettrait de situer la problématique sur le terrain de l'efficacité, de la crédibilité et de la responsabilité. S'ouvre alors un champ d'investigation peu fréquenté pour le moment, celui de l'appréciation des évolutions multiples que génèrent toutes les formes de tourisme responsable.

Et tout d'abord, se pose la question des effets entremêlés qui, de près ou de loin, directement et indirectement, cumulativement ou isolément, puissamment ou faiblement, mettent en mouvement les relations visiteurs - visités - patrimoines. Viennent ensuite les questions des capacités, des marges de manœuvre et du degré d'innovation que laissent aux acteurs innovants les accord-cadres de l'OMC et les exigences, parfois contradictoires ou peu assumées, des consommateurs. Il s'agira ensuite de faire le point sur les faiblesses, les handicaps et les lacunes du nouveau tourisme, dont le caractère responsable tient moins à ses intentions qu'à une capacité à assumer, dans les faits, ses choix affichés. Question de *responsabilité*, justement...

I Des relations multiples en cascade croisées

« Sans vouloir verser dans le pessimisme les opérateurs de voyage qui vendent à l'heure actuelle la beauté d'une nature sauvage ne se préoccupent guère des dégâts causés sur place Si cet endroit est défiguré ils proposeront plus loin dans quelques dernières forêts vierges une nouvelle attraction Finalement ce sont les locaux qui commencent à s'inquiéter des traces des voyageurs et conçoivent une offre respectueuse de l'environnement et des gens »

Anne Vigna

• Un même réseau d'interactions pour tous les tourismes

Les effets du tourisme responsable sont sensibles dans une série de domaines où des éléments humains incorporels et irrationnels - le vécu, le ressenti, les sensations, l'humeur...- infiltrent et irradiant une série de prestations commerciales allant du transport aérien aux activités de découverte culturelle, naturaliste ou sportive en passant par l'hébergement et la restauration, souvent de type familial, et la vente de produits de transformation artisanaux (bibelots...), semi-industriels (cartes postales...) ou industriels (T shirts...).

Plus exhaustivement, il est important d'avoir à l'esprit que le tourisme mobilise et influence plus ou moins largement une multitude de domaines parmi lesquels on retiendra :

Supports

- les patrimoines culturel, historique et social,
- le patrimoine naturel vivant : paysages, écosystèmes, flore, faune...
- l'environnement naturel non vivant : climat, géologie, topographie...

Structures

- les instances internationales : ONU, OMT, OIT, FMI, OMC...
- les structures émettrices : agences de voyages, associations de tourisme, association de développement ou de solidarité internationale (OSI), tours opérateurs, transporteurs...
- les groupes internationaux à intégration verticale : entreprises de BTP, constructeurs/aménageurs, entreprises de services...
- les pays d'accueil : réglementation, infrastructures, régime fiscal, investissements liés au tourisme...
- les structures réceptrices : agences de voyages, hôteliers, propriétaires d'hébergements, transporteurs, restaurateurs, entrepreneurs individuels (guides, taxis...)...

Personnes

- les habitants : communautés urbaines, villageoises ou rurales, personnes de service, troupes folkloriques, communautés ethniques, culturelles, linguistiques...
- les touristes : groupes, individuels, touristes d'affaires ou familiaux...

Les interactions entre tous ces domaines sont permanentes, multifformes, dynamiques et évolutives dans le temps. Françoise El Alaoui (1999) en donne quelques exemples :

- Lorsque les organisations supranationales signent des conventions celles-ci s'appliquent théoriquement à tous les Etats membres et ont des répercussions en cascade sur l'activité touristique

Exemple : Convention de Varsovie sur les transports aériens

- Les Etats font des choix stratégiques en matière de développement touristique et ces choix ont des conséquences sur le type de produit et donc le type de clientèle

Exemple : l'Etat du Bhoutan opère une limitation stricte des flux touristiques par une offre volontairement limitée et s'adressant à une clientèle haut de gamme

- Au niveau des entreprises touristiques comme nous l'avons déjà montré les agences réceptives dans les pays d'accueil subissent plus qu'elles ne maîtrisent la loi imposée par les grandes entreprises touristiques émettrices

Exemple : les grands tours opérateurs européens (TUI Thomson FRAM) procèdent par référencement comme dans la grande distribution et donc par sélection ce qui condamne une quantité de petites entreprises réceptives à une absence totale de visibilité sur le marché européen

- Les populations d'accueil subissent une pression plus grande encore puisqu'elles font parfois l'objet d'une activité touristique sans même l'avoir voulu

Exemple des femmes girafes de Birmanie du Nord

- Les touristes quant à eux suivent des modes qui consistent à fréquenter tel endroit ou à en éviter un autre ou à pratiquer telle ou telle activité suivant le moment et cela a de grandes conséquences sur les lieux de tourisme

Exemple : mode de l'île de Ré mode des Antilles françaises mode des croisières mode des sports extrêmes »

Source : F. El Alaoui

Le tourisme responsable est, de fait, dans le même écheveau de relations croisées et inter-agissantes que le tourisme conventionnel. Il en subit les conséquences, parfois graves et létales, pour les convictions, les valeurs et les pratiques qu'il cherche à développer. Les cas d'ARVEL au Nord et de DEZIGN, au Sud, illustrent chacun cette fragilité (F. El Alaoui, 1999) :

Le fondateur de l'association ARVEL André Barthélémy s'interrogeait dans le rapport annuel de l'année sur la viabilité de son entreprise. Il analysait les raisons pour lesquelles le tourisme durable était difficilement rentable. Entre autres explications, il démontrait que pour avoir des prix bas (notamment dans les avions) il fallait garantir aux compagnies un nombre élevé de clients sur toute l'année, ce qui est impossible pour une association comme ARVEL. Pour les hôtels, c'est le même principe, c'est le volume qui fait baisser les tarifs.

Aujourd'hui ARVEL a choisi de sacrifier ses principes pour sauvegarder sa rentabilité. Les produits du catalogue actuel ne la distinguent guère d'un tour opérateur comme FRAM. Il n'y a plus grand chose des principes qui avaient été à l'origine de la création de l'agence : voyager responsable, utiliser les hôtels et établissements tenus par des locaux, etc.

Source : F. El Alaoui

Le cas de DeZign Inc, petite entreprise de sérigraphie au Zimbabwe, est bien différent. Dans son rapport Solagral notait : "malgré la volonté manifeste des dirigeants, DeZign ne peut répondre à tous les objectifs du commerce équitable. L'entreprise n'assure ni un salaire suffisant pour vivre, ni du travail permanent. Pour arriver à satisfaire à tous ces critères, il faudrait que les détaillants du commerce équitable soient en mesure de vendre les articles plus cher.

Dans le marché actuel, être compétitif et fournir un salaire décent est un exercice d'équilibre difficile. Depuis deux ans, DeZign se trouve dans une position délicate malgré sa forte croissance initiale.

Source : F. El Alaoui

Une fois rappelé et décrit brièvement le réseau de contraintes dans lequel plonge le tourisme responsable, il est important de s'interroger sur sa part de responsabilité dans les divers effets négatifs que son activité produit. On peut espérer que ces effets sont périphériques et marginaux. Mais il faut changer d'échelle et zoomer plus fortement vers le terrain pour s'en assurer.

• Les effets « pervers » indésirés négatifs *boomerangs*

Examinons le cas du tourisme diffus et intégré, comme peut l'être, à priori, le tourisme saharien. Il suscite, lui aussi, comme incidemment et indirectement, des interférences, des dynamiques, des projets.

Le cas de la Mauritanie, illustré par des responsables de l'agence HOMMES & MONTAGNES, agence saharienne « historique », est particulièrement éclairant :

La solidarité « durable » une notion à inventer

© Pascal Lluch & Jérémie Voisin

La Mauritanie connaît une explosion relative de son tourisme depuis le démarrage par deux agences en octobre en Adrar et Tagant de deux circuits pédestres à environ km des zones visitées. En à Noël la mise en place d'un charter France Atar suivi fin par l'établissement de rotations hebdomadaires durant les mois de saison touristique provoquent une très forte augmentation de la fréquentation et la quasi disparition des circuits dans le Tagant. Durant la saison ce sont avions soit près de personnes qui se posèrent chaque dimanche à Atar pendant semaines.

Mais en même temps ceci expliquant cela on constate dans la région un foisonnement d'actions de solidarité. Que donne un bilan rapide et partiel de ces dix années de brassage Nord Sud visiteurs visités ?

- A Atar des équipes de dentistes viennent chaque année environ un mois : ce mois là le dentiste local ne travaille plus.
- Le campement d'El Reouya aujourd'hui en bord de piste séduit. Un financement est trouvé en France pour démarrer un élevage de poulets. Des bâtiments sont construits le grain (les granulés ?) est convoyé par véhicule. Mais les Maures de la brousse ne mangent pas de poulet le plus souvent. Les moutons eux mangent les granulés.
- Dans l'optique de valoriser et de renforcer une pratique de médecine par les plantes chez les Maures un jardin des plantes a été réalisé à Chinguetti. En l'absence du promoteur du projet le jardin n'a plus été arrosé.
- Un groupe de médecins réussit à monter un bloc opératoire en Mauritanie. Un an après à leur retour l'établissement a été pillé et se trouve dans un état de délabrement avancé. Aucun suivi n'avait été mis en place.
- Cinq jeunes délinquants en réinsertion et trois éducateurs arrivent à Atar par le charter pour une semaine et cherchent à rallier Nouakchott (km) pour réceptionner des cartons de cahiers stylos et autres venus par bateau qu'ils veulent distribuer dans le sud du pays. Une semaine plus tard le groupe de huit est découragé voire dégoûté : les cartons n'ont pu être débarqués. L'explication ? aucun transitaire n'a été contacté et les us et coutumes font que sauf exception un colis ne sort jamais du port en une semaine. Bilan : huit billets d'avion huit pensions complètes en ville pour des cartons perdus à jamais.
- Des centres de nutrition/soins pour les femmes abandonnées et leurs enfants sont montés bénévolement à Atar à force de courage de volonté et de temps entièrement dédié à cette cause. Dès que le suivi faiblit la courbe d'activité décroît le matériel disparaît...

Ces quelques exemples sont des constats qui ne remettent en cause ni la bonne volonté ni le courage ni l'énergie déployés. Le Sud la Mauritanie actuelle en l'occurrence à ses réalités lourdes ses contraintes et ses contradictions. Les échecs sont ils uniquement des échecs ? il restera peut être chez beaucoup le sentiment que sous certaines conditions c'est peut être possible... sont autant de preuves que le diagnostic de départ a été mal posé que les besoins réels ont été peut être mésestimés que le temps du Sud s'impose aux candidats solidaires que la viabilité dans la durée a été occultée et qu'une gestion fine appuyée par des relais locaux fiables est indispensable.

Les professionnels du tourisme sur cet aspect ne peuvent qu'être conduits à la prudence et à la mise en place de partenariats solides s'ils souhaitent éviter de tomber par souci de résultats visibles et à courts termes sur le volet solidarité de leurs engagements dans les travers de décennies de projets de mal développement.

A chacun son métier avec le souci de l'écoute de la compréhension réciproque et d'une co opération effective. Sans démagogie ni illusion excessive.

Document inédit – Pascal Lluch & Jérémie Voisin Hommes & Montagnes juillet

L'exemple mauritanien montre que les effets du tourisme diffus et à priori à (relative) petite échelle ne sont donc pas *que* positifs. Les effets collatéraux non souhaités ou incontrôlés existent. Il est déontologiquement et opérationnellement indispensable de les décrire. On s'attachera donc à illustrer certains retours indésirables à travers deux anecdotes qui complètent les tableaux déjà dressés aux Galapagos, au Népal, en Turquie, au Mexique, en Tunisie, aux Baléares, à Madagascar :

Ne risque-t-on pas de marginaliser les communautés spécialisées dans le tourisme durable et de les tenir à l'écart de flux qui pourraient finalement les sortir du sous-développement ? C'est une interrogation fréquente pour les responsables du commerce équitable car la concurrence s'est accrue considérablement à tous les niveaux et il est difficile de lutter contre des concurrents qui ne s'astreignent pas aux mêmes règles

S'astreindre à des critères éthiques aussi rigoureux c'est sans doute se priver d'une importante part de marché Les producteurs de produits équitables ont réussi avec plus ou moins de bonheur. Le cas de la banane est intéressant car tout en s'alignant sur les prix de la concurrence, les producteurs réussissent à gagner une part conséquente (en Belgique, par exemple) d'un marché gigantesque (fruit le plus vendu en Europe). De plus, un phénomène d'imitation est né et certaines marques classiques ont commencé à labelliser « écologique » ou « équitable » une partie de leur production.

Source : F. El Alaoui

Mais voilà, comme le résume Dora Valayer, présidente de l'association Transverses : « on dit que les touristes individuels font plus de dégâts qu'un groupe de touristes ». Car tout « baroudeur » qu'il est, le touriste transporte avec lui un confort d'occidental inadapté au coin et qui aggrave trois problèmes majeurs : le développement des décharges sauvages, la surconsommation d'eau et l'absence de traitement des eaux usées [...]

On est surpris en Asie de constater que les restaurants s'équipent de magnétoscopes pour que les touristes revoient pour la énième fois Top Gun en buvant des Heineken. Ne sont-ils pas venus jusqu'ici pour contempler les ciels étoilés, écouter les tambours ou flâner le long des marchés de nuit ?

On est surpris puis carrément énervé quand, au petit matin, en suivant les gosses, on découvre à l'arrière des villages une décharge sauvage pleine des fameux flacons et piles des walkmans.

Enervés, déçus, parce qu'on sait bien qu'une autre importance est accordée à ces déchets en Europe et qu'on ne les abandonne pas comme ça en pleine nature.

Alors pourquoi pas exporter ces réflexes avec soi ? **Pourquoi le simplet « je peux jeter mes déchets parce qu'il y en a plein, que les gens le font » prendrait-il le dessus ?** On sait que la plupart des routards sont principalement de jeunes diplômés ou étudiants, aux moyens financiers limités, mais mus par une réelle envie de découverte. Subitement, dans cet autre pays, cette autre culture, le routard se retrouve riche « au paradis », là où tout est facile et tout le monde souriant, de quoi en oublier il est en vacances, les règles de base, une certaine « conscience » que l'on voudrait universelle.

Source : Anne Vigna () « Tourisme à tort ou à raison » www.echoway.org/fr/apprenez.htm

• Les critiques de la critique

Les causes produisant les mêmes effets pour peu que les fondamentaux soient communs - les règles du marché, une massification insidieuse des destinations, des consommateurs changeants mais exigeants, des positions dominantes en perpétuelle confrontation...-, il n'est pas très surprenant de constater que le tourisme diffus et intégré, ou qui peut se considérer comme tel au regard des pratiques dominantes, tombe dans les mêmes travers que le tourisme de masse.

Mais revenons en Mauritanie et au constat de Pascal Lluch et Jérémie Voisin exposé précédemment. Ce constat est-il juste ? Est-il équitable ou...*éthique* ? Doit-il être critiqué ?

Élément de réponse :

• Yves Hardy, revue Grain de Sel, association Interréseaux, juillet 1998 : « *Nous savions que le désert est un espace fragile, peu propice au tourisme de masse [Mohamed Saleck Ould Heyine, directeur de la Snim, partenaire de POINT AFRIQUE en Mauritanie] [...] Aux confins du Sahara, un tourisme différent, à dimension humaine, fait ses premiers pas, en déléguant les responsabilités aux autochtones. Clin d'œil du destin, la soif de désert des modernes pèlerins permettra peut-être aux fils des nuages de poursuivre leur inlassable quête* ».

• Marc Rousse, TERRA INCOGNITA, revue Ingénieurs Sans Frontières, 2000 : « [Nous n'allons plus] à Chinguetti en Mauritanie où la piste d'aviation accueille de plus en plus de touristes. Nous estimons que le seuil a été dépassé et nous avons écrit une lettre à nos clients et à nos partenaires pour leur annoncer que nous arrêtons de travailler sur cette destination. »

• 2002-2003 : 500 (personnes) x 28 (semaines) : 14 000 personnes (P. Luch et J. Voisin, 2003).

Est-ce bien ? Est-ce mal ? La question est posée aussi et avant tout aux Mauritaniens.

• Le salut par la consommation

Pour terminer sur une note plus positive et plus encourageante, une première piste se dégage, issue du domaine du commerce équitable, proche du tourisme du même nom. On y trouve à nouveau, et ce sera encore le cas dans la suite de ce travail, la place éminente de l'acte de consommation.

Pour ce qui est du consommateur responsable sa vigilance doit porter sur l'ensemble de la filière et non pas seulement sur la partie « fabrication » du produit vendu

La problématique du commerce équitable fait apparaître des éléments essentiels pour toutes les questions concernant la modification des modes de consommation : l'information et les lieux de vente Sans oublier la prise de conscience que le pouvoir et la responsabilité du consommateur demandent un peu plus d'effort et d'implication qu'une certaine passivité confortable et l'illusion de pouvoir changer « le destin d'un village rien qu'en faisant ses courses » [dernier slogan de Max Havelaar lors de la Quinzaine du commerce équitable 2003]

Si l'on veut convaincre dans la durée il faut que la démarche soit cohérente à toutes les étapes **S'ils veulent réellement contribuer au changement les consommateurs devront se désaliéner se dégager de la liberté illusoire de l'« hyperchoix » dans les gammes de produits et comprendre la nécessité retrouver la curiosité de savoir non seulement comment sont fabriqués les produits mais comment ils arrivent jusqu'à eux**

Source : Action Consommation juin



« Le premier touriste est toujours un invité de marque Le millième peut devenir un banal client qui dérange Le plaisir des équipes d'accueil est lié à leur créativité L'un et l'autre peuvent également s'éroder avec le temps et la succession des groupes Les villageois devront trouver des parades à ces phénomènes de vieillissement quand ils se manifesteront Ils ne sont absolument pas d'actualité à Doudou après séjours ni a fortiori à Koïrézéna » (A Dollfus)

TDS TOURISME ET DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE opérateur de tourisme solidaire et équitable parmi les plus réputés en France pratique l'évaluation externe indépendante Parmi les points relevés dans un document issu de cette rare et louable activité figure celui des effets d'échelles et de seuils particulièrement cruciaux pour des démarches qui comme pour le catastrophique exemple de Galapagos jouent la carte de l'intégration la diffusion la dilution L'effet pervers est sans aucun doute que la question de la répétitivité des visites (par rapport à l'éthique la durabilité l'équité la réversibilité...) conduira à banaliser une relation privilégiée entre le visiteur et le visité celle justement qui est au cœur d'une différence revendiquée

La question de la massification du tourisme diffus paraît être le premier des pièges mortels pour des démarches de qualité qui exigent par essence des volumes restreints de présence dans l'espace et dans le temps "L'association ariégeoise CROQ'NATURE [...] a organisé ses premiers voyages au Sahara il y a une quinzaine d'années : elle y a conduit personnes en soit une progression de par rapport à la saison précédente" (La Croix "Le tourisme équitable une autre manière de voyager" juillet) : faut il continuer à privilégier comme première donnée chiffrée les seules qui comptent vraiment un *taux de croissance de flux touristique* ? N'est ce pas là aussi non pas un piège mais déjà une dérive ? Où sont les taux de croissance des effets positifs de la qualité de la vie ?

Un deuxième effet négatif externe apparaît *l'image LE chiffre* construits par les zooms réducteurs des médias Ne serait ce pas aussi le cas pour les relations contreversées entre le tourisme responsable et l'OMC ?

II Le poids du commerce « libéré libéral »

« L'industrie de la croisière pour ne citer que celle là n'y échappe pas ; l'analyse de ce qui s'y est passé ces dernières années (en Martinique) est un malheureux mais extraordinaire exemple du conflit de l'opposition entre tenants de cette « nouvelle » économie (ici les grandes Compagnies de Croisière) et les « sous développés » du système (ici la Martinique) englués dans des zizanies de troisième zone peut être est ce d'ailleurs cette zone que l'on nomme « l'ultrapériphéricité » ! ! !

En d'autres termes [...] nous nous sommes montrés incapables de proposer et d'apporter une réponse aux défis qui nous étaient soumis Parce que « esclaves » d'un système d'une structure de référence archaïque dépassée mais maintenue en l'état!

Comprenons nous bien il ne s'agit pas ici de porter crédit aux méthodes employées et déployées par les nouveaux « conglomérats » industrialo touristiques mais bel et bien de comprendre en quoi nos réponses (lorsque réponse il y eut !!!) n'étaient pas adaptées qu'elles étaient hors jeu sur la touche ! »

« G S »

• L'OMC et l'AGCS : comment ça marche ?

• L'AGCS (Accord Général sur le Commerce et les Services) fait partie intégrante du nouvel ordre commercial mondial institué par le Cycle d'Uruguay en 1994 sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Il forme le cadre de la libéralisation progressive du commerce des services par la voie d'engagements contractés par les pays membres de l'OMC.

Son fonctionnement est fondé sur les normes fondamentales du droit commercial, les réglementations régissant leur mise en œuvre et les engagements spécifiques que les Etats membres de l'OMC en termes de limitations ou de concessions propres à un secteur donné. L'AGCS a un champ d'application universel et il inclut une définition globale du commerce des services qui fait état de quatre modes de fourniture : le *mouvement transfrontière des services*, le *mouvement des consommateurs*, la *présence commerciale*, la *présence des personnes physiques*.

Qu'est-ce qu'un service ?

The Economist, hebdomadaire anglais, définit un service comme « *tout ce que vous ne pouvez pas laisser tomber sur votre pied !* ».

L'AGCS couvre tous les services imaginables - y compris les services publics - dans les secteurs de l'environnement, la culture, les ressources naturelles, l'eau potable, la santé, l'éducation, la sécurité sociale, les transports, la poste et les services municipaux. Il s'applique virtuellement à toute mesure gouvernementale concernant le commerce des services, du droit du travail à la protection des consommateurs, y compris la réglementation, les orientations, les subventions et les dons, les normes pour les licences et qualifications depuis les limitations d'accès aux marchés, enquêtes sur les besoins économiques et dispositions pour protéger les fournisseurs locaux.

• Pour bien comprendre une situation qui inquiète, pour des motifs différents, gouvernements et acteurs du tourisme raisonné du Sud et du Nord, voyons un cas concret, celui d'une requête de l'Union Européenne à l'Inde concernant le secteur du tourisme (C. Joy & P. Hardstaff, avril 2003) :

L'Inde cible de l'UE en matière de libéralisation des services relatifs au tourisme

d'après le texte de Clare Joy & Peter Hardstaff – www.france-attac.org

Premier tableau :

L'Inde cherche à protéger ses entreprises de tourisme et à garder une certaine maîtrise du secteur

L'Inde a déjà libéralisé une partie du secteur du tourisme en vertu de l'AGCS. En mai, le gouvernement indien a adopté une nouvelle législation autorisant la participation à des entreprises étrangères dans l'industrie hôtelière. Il a également établi une liste de restrictions visant à limiter les opérations des entreprises étrangères lorsque celles-ci s'implantent sur son territoire.

Exemples :

- obligation pour les entreprises étrangères de fonctionner via une entreprise locale
- en vertu de l'annexe à l'AGCS dans la catégorie « Services relatifs au tourisme et aux voyages – hôtels et restaurants » possibilité de limiter à la participation des sociétés étrangères soit pour répondre aux préoccupations des citoyens soit en cas de preuves nouvelles sur l'impact de ces mesures ou encore en cas de révision par le gouvernement de sa propre politique ou enfin en raison d'un changement de gouvernement

Deuxième tableau :

Cette maîtrise permet de sanctionner les vrais coupables en cas de litige portant sur l'environnement

Les conditions de maîtrise sont essentielles car elles permettent de garantir, par exemple, qu'en cas d'infraction l'entreprise qui a commis la faute peut être plus facilement tenue pour responsable. Les juridictions nationales peuvent saisir plus aisément des actifs appartenant à des sociétés ayant leur siège social dans le pays même, alors qu'en ce qui concerne les multinationales étrangères, celles-ci peuvent plus facilement déposer leurs actifs dans des centres offshore. Cet aspect est très important dans le secteur du tourisme où les infractions aux lois sociales et environnementales commises par les sociétés spécialisées dans ce secteur sont aujourd'hui sanctionnées par les gouvernements du monde entier.

Troisième tableau :

Un exemple prouve l'efficacité et l'utilité de cette maîtrise

Le 13 mars, la Cour Suprême indienne a rendu un jugement par lequel une société Span Motels devait payer une amende d'un million de roupies à titre de réparation des dommages à l'environnement causés par « l'obstruction intolérable du cours naturel d'une rivière ». L'entreprise en question s'est également vue obligée d'assumer le coût écologique de ses actions en rétablissant l'équilibre écologique autour de la rivière Beas dans la région indienne du Kulu Manali. Ce type de procédure juridique au niveau national n'est pas adapté à la nature transnationale des investisseurs étrangers. S'il n'existe pas un minimum d'intégration locale, les abus commis par les multinationales échappent potentiellement à des jugements de ce genre.

Quatrième tableau :

L'UE adresse un requête à l'Inde pour démanteler les restrictions dont la maîtrise par le gouvernement

Les requêtes que l'UE a soumises portent sur la libéralisation du secteur du tourisme. Concrètement, les restrictions que l'UE cherche à écarter sont celles qui obligent les entreprises étrangères à fonctionner par le biais d'une entreprise équivalente locale et la possibilité de limiter à 100 pour cent la participation des sociétés étrangères.

Cinquième tableau :

Les engagements AGCS des Etats sont irrévocables sous peine de sanctions financières lourdes

Rappelons le caractère « irrévocable » et « irréversible » des règles et des engagements de l'AGCS, que la procédure de règlement des différends de l'OMC est chargée en dernière instance de faire appliquer.

Source : Clare Joy & Peter Hardstaff www.france-attac.org

- Le tourisme est de loin le plus libéralisé de tous les secteurs considérés par l'AGCS. Cent vingt pays ont effet signé des accords pour faciliter l'accès aux marchés et les investissements étrangers directs dans le secteur du tourisme avec l'objectif d'accroître les rentrées de devises.

Tandis que l'OMC organise la libéralisation d'un secteur déjà libéralisé, les Etats s'engagent, par abandon des outils nationaux assimilés à du protectionnisme, dans une voie qui, potentiellement, réduit drastiquement les marges de manœuvre pour un tourisme responsable. L'exemple indien illustre ce mécanisme, qui est la principale cible des critiques des organisations de vigilance de la société civile.

• L'AGCS réduit les marges de manœuvre du tourisme responsable

- Selon Tourism Concern (2001/2002), les risques d'étouffement dans l'œuf des tentatives pour faire passer le tourisme solidaire de l'anecdote au segment de marché découlent de potentiels de négociations inévitables entre le Nord et le Sud, d'une absence de prise en compte du développement durable, d'une incapacité à traiter les impacts spécifiques du tourisme sur la culture, l'environnement et les aspects sociaux, d'une non-implication des populations indigènes et de la responsabilité sociale des entreprises. Pour Tourism Concern, l'AGCS doit piloter et réguler les entreprises transnationales pour garantir qu'elles soient responsables et transparentes et qu'elles appliquent les engagements politiques internationaux en faveur de la durabilité.

- Cette critique radicale est prolongée et complétée par WWF international (2001-1) qui note que les effets de la libéralisation du tourisme dépendront essentiellement des infrastructures, des réglementations et de la qualité des institutions dans les pays d'accueil ainsi que des facilités accordées aux investissements étrangers. Cette organisation relève que les accords dans les sous-secteurs tels que les standards techniques, les procédures et les cahiers des charges de qualification et de licence, réduisent la capacité des gouvernements à légiférer, par exemple en matière de protection de l'environnement dans un objectif de développement du tourisme responsable. Ainsi l'absence d'exception relative à l'environnement autre que celle de la protection de la santé humaine et animale (« *to protect human, animal ou health* », Article XIV) permet par exemple la contestation, par un armateur de navires marchands, d'une réglementation de déchargement sous prétextes de bureaucratie, de frais excessifs ou de procédures plus restrictives que nécessaire.

Enfin, le WWF pointe du doigt la contradiction entre des accords de libéralisation de plus en plus ramifiés dans toutes les composantes et sous-composantes du tourisme (les transports) et les nécessaires marges de manœuvre à conserver, pour, par exemple, garantir la participation locale ou préserver les ressources naturelles. Tel pourrait être le cas d'un hôtel contestant la validité et la justification d'un classement en zone protégée d'une zone humide empêchant l'extension de ses activités. Pour le WWF, l'AGCS réduit pratiquement les possibilités de stratégies innovatrices en matière de tourisme solidaire et de développement durable.

- Le réseau DANTE prolonge l'analyse : « *En outre, les accords de libre-échange ont souvent considérablement limité les marges de manœuvre des régions d'accueil pour développer un tourisme correspondant à leurs besoins propres. En Inde, par exemple, les critiques des accords de libre-échange condamnent le fait que les traités sur les services dans le tourisme empiètent largement sur les règlements nationaux et menacent l'autonomie des communes. Ainsi, il est quasiment impossible de faire respecter les engagements des soumissionnaires étrangers concernant la formation et l'emploi de personnel du pays, les normes de qualification sociales et écologiques, la protection des consommateurs ou par exemple la limitation du nombre des terrains de golf ou des hôtels dans les parcs naturels.* » (Un carton rouge pour le tourisme, ch 9, 2002).

- L'OIT (Organisation Internationale du Travail), dans un rapport de synthèse sur la mise en valeur des ressources humaines, l'emploi et la mondialisation dans le secteur de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme dans le cadre de l'application de l'AGCS, relève que cet accord permettrait (2000) :

- une meilleure circulation des touristes : « Pour ce qui est du mouvement des consommateurs, le tourisme est un exemple de secteur des services dans lequel la consommation à l'étranger est un élément à prendre particulièrement en considération. Néanmoins, le mouvement des touristes est dans certains cas limité par les difficultés liées à l'octroi des visas, aux réglementations strictes concernant les devises et à l'offre insuffisante ou inadéquate de services de transport aérien en direction et en provenance des pays accueillant des touristes. Les négociations menées dans le cadre de l'AGCS devraient aider à résoudre ces problèmes. »
- une amélioration de la professionnalisation locale par « le renforcement des capacités des pays en développement au niveau des services intérieurs par l'accès à la technologie sur une base commerciale, ce qui est normalement accompli en employant et en formant du personnel local dans des hôtels détenus par des intérêts étrangers. »,
- de plus grandes possibilités de commercialisation par « l'amélioration de l'accès des pays en développement aux circuits de distribution et aux réseaux d'information. Dans le secteur du tourisme, il faut entendre par là surtout l'accès aux réseaux d'information et de réservation informatisés gérés et détenus par des organismes des pays industrialisés. »,
- de meilleures exportations par « la libéralisation de l'accès aux marchés dans les secteurs et les modes de fourniture qui les intéressent du point de vue des exportations (article IV de l'AGCS). Conformément à l'article XIX.2 de l'Accord, les pays en développement peuvent subordonner cet accès à des conditions supplémentaires dans le but de réaliser les objectifs de développement énoncés à l'article IV, à savoir le renforcement de leurs capacités relatives aux services intérieurs et l'amélioration de leur accès aux circuits de distribution et aux réseaux d'information. »

En conclusion de cette section, une évidence : les conséquences de la libéralisation du commerce via l'OMC et l'AGCS sont, selon les points de vue et les intérêts défendus, diamétralement opposées. Avec en toile de fond la question récurrente depuis le rapport du Club de Rome en 1970 (mal traduit en français par « Halte à la croissance ! ») : *l'économie est-elle le produit de la société et comme telle assujettie à ses besoins matériels et immatériels ou s'impose-t-elle à elle dans une sorte de gouvernance sectorielle étendue ?*

• Pot de terre contre pot de fer

Thaïlande

Quel futur donc pour le tourisme ethnique et environnemental en Thaïlande ?

Bien malin qui pourrait répondre adéquatement à cette question qui dans son acception large rejoint un grand nombre de situations comparables dans les pays de la Périphérie où se maintiennent encore contre vents et marées des minorités exotiques mises à contribution dans le marketing touristique national. Jusqu'à ce que l'observation de la réalité ne nous livre les réponses à nos questions les prévisions des économistes brandissant leurs dernières grilles d'analyse du développement régional valent bien celles des chapelles du management proposant chacune leur stratégie d'ingénierie sociale.

Dans tous les cas il ne saurait être décevant soutenable que dans la dynamique actuelle où une industrie extrêmement ramifiée fluide et compétitive affronte ou suivant ses intérêts s'allie aux grands détenteurs de capitaux et aux États de la Périphérie le paysan illettré et isolé dont l'univers ne dépasse guère la limite du finage villageois ait la chance de jouer un autre rôle que celui qui lui est péremptoirement imparti par les décideurs régionaux nationaux et internationaux: celui d'appât

Source : J. Michaud revue Téoros vol () été

On le constate, le paysan thaïlandais n'a aucune chance.

Mais en est-il différemment pour les Etats, en butte aux mêmes pressions du tourisme industriel ? L'exemple de l'initiative de la République dominicaine, du Salvador et du Honduras est significative. Ces trois pays ont en effet déposé une proposition visant à mieux gérer et régulariser les pratiques touristiques internationales.

Voici leurs arguments :

La requête à l'OMC de la République dominicaine du Salvador et du Honduras relative à une *annexe* sur le *tourisme*

Il faut une annexe sur le tourisme pour les raisons suivantes:

- dans l'accord actuel **il est impossible de répondre à la nature spécifique et hétérogène du tourisme considéré comme un agglomérat** notamment dans l'esprit de la définition plus globale adoptée par les Nations Unies et l'OMT () ;
- **il n'est pas possible de surveiller l'évolution de la libéralisation progressive ni le respect des engagements pris** dans le cadre des « services relatifs au tourisme et aux voyages » notamment pour satisfaire aux objectifs de l'article IV de l'AGCS;
- **les engagements spécifiques pris à la suite de la « procédure de présentation de demandes et d'offres » pour élaborer des listes sectorielles à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) échoueraient là aussi à éliminer les obstacles au commerce des services de tourisme** notamment dans les services de transports et les systèmes de distribution de voyages connexes (y compris les grossistes en voyages à forfait les organisateurs touristiques les systèmes mondiaux de distribution/systèmes informatisés de réservation les agences de voyages (qui font partie dans une large mesure de la consommation à l'étranger);
- **il est impossible de se pencher sur les implications commerciales du comportement anticoncurrentiel** ce qui est une lacune générale des Accords issus du Cycle d'Uruguay dont l'AGCS fait partie intégrante La CNUCED () montre que ces pratiques sont largement répandues dans le secteur du tourisme De ce fait l'équilibre favorable du commerce des services de tourisme pour les pays en développement serait compromis les dispositions en vigueur de l'AGCS ne parvenant pas à sanctionner les obstacles et les pratiques anticoncurrentielles mis en évidence réduisant ainsi davantage la part de la valeur ajoutée qui est retenue par les pays en développement ce qui continuerait de porter atteinte à la viabilité environnementale et économique du tourisme pour le développement (Vellas) Ainsi pour incorporer dans l'AGCS les sauvegardes nécessaires qui sanctionneraient le comportement anticoncurrentiel dans l'agglomérat tourisme les experts sont convenus de recommander à la réunion de la CNUCED () pour aller de l'avant d'inclure des sauvegardes en matière de concurrence dans une annexe relative au tourisme

Source : Proposition relative à l'AGCS (Paragraphe a) ii) de la Déclaration ministérielle de Genève) Communication de la République dominicaine d'El Salvador et du Honduras septembre



Face à la question de la libéralisation du commerce et des marchés trois positions au moins coexistent : celle critique des militants des altermondialistes ou tout simplement des esprits vigilants celle inquiète des gouvernements du Sud qui dès que les négociations quittent le multilatéral pour le bilatéral se trouvent en difficulté et celle optimiste des libéraux exégètes d'une dérégulation politique sociale culturelle ou écologique au profit d'une gouvernance économique marchande

Que faire ?

Plus d'Etat garant de l'intérêt collectif de la redistribution des services publics ? *L'Etat séculaire sage transparent et exemplaire ?*

Plus d'OMC ou plus exactement plus de possibilités de contrôles et de sanctions pour les contrebandiers du commerce ? *L'OMC indépendante capable de mener des enquêtes et d'instruire à charge ?*

Plus de liberté d'initiative d'espaces à conquérir de profits à réaliser ? *Les logiques court termistes des bénéfices au service de causes lointaines ailleurs différentes non productives ?*

Mais le scénario du laisser faire est il possible ? Imaginons le une seconde :

- les pays en développement assistent à une libéralisation du commerce non effective et non transparente et aux effets anticoncurrentiels dans le secteur du tourisme international
- les pays développés assistent au développement de l'intégration verticale et horizontale d'activités essentielles dans l'agglomérat tourisme sans pouvoir/vouloir s'opposer aux effets anticoncurrentiels
- les consommateurs des pays développés assistent à une détérioration des destinations touristiques incapables de se préserver et de se développer dans des conditions de viabilité sociale économique et environnementale

Impossible de gommer le rôle des Etats impossible de ne pas tenter d'infléchir ou enrichir les règles indispensables du commerce mondial dans le sens du développement durable impossible de laisser perdurer les pratiques prédatrices la non transparence et le comportement anticoncurrentiel du Nord et du Sud

III L'état de « l'opinion » et la réponse du marché

« Le touriste plaide non coupable en matière de dégradation de l'environnement ou des cultures locales... et en reporte volontiers la faute sur les gouvernements et les opérateurs touristiques internationaux »

Josette Silsic consultante en tourisme citée dans Terre sauvage (juillet) à propos de l'enquête sur le « comportement du touriste français face à la mondialisation »

• La réalité des faits

Pour les Français, les vacances sont l'occasion de « *prendre du bon temps* » (41%), « *évacuer le stress de l'année* » (34%), « *consacrer plus de temps à la famille* » (30%), « *ne rien faire* » (15%) et « *prendre soin de soi* » (8%) (sondage Ifop – France Soir du 20 au 21 juillet 2000, 1002 personnes interrogées).

Leurs activités préférées au cours d'une journée de vacances sont la « *balade* » (46%), « *prendre un apéro avec des amis* » (23%), « *se baigner* » (22%), « *faire la fête* » (20%), « *faire l'amour* » (17%), « *faire un bon repas* » (13%), « *faire la sieste* » (12%), « *lire un bon livre* » (12%) (même sondage).

La dernière enquête (sondage Ipsos, octobre 2002) réalisée pour la Plate-forme française pour le commerce équitable montre que si la notoriété du thème est passée de 9% en 2000 à 32% en 2002, progression spectaculaire, la transformation en acte d'achat n'est pas au diapason : 19% des personnes ont acheté au moins un produit considéré comme équitable et la consommation moyenne de produits du commerce équitable s'établit à 0,50 EUR par an et par personne. Si on ajoute que les produits certifiés label AB (agriculture biologique) ne représente que 1,1% des dépenses ménagères, que la marque NF Environnement n'est reconnue que par 1% des consommateurs (enquête CREDOC 2002) et que les produits de finances solidaires, selon les enquêtes réalisées pour Finansol, intéressent 35% des Français mais n'ont attiré que vingt-sept mille personnes, on ne peut que faire un constat simple : si la communication sur les principes et les valeurs de l'éthique et de la solidarité suscite un intérêt certain et continue d'enrichir le bagage culturel des consommateurs, il subsiste une certaine réticence à transformer cet intérêt en acte de consommation.

Sans extrapoler directement au secteur du tourisme responsable - solidaire, équitable, éco-, durable -, il est raisonnable de se placer, aujourd'hui, dans un contexte de faible notoriété teintée, peut-être, d'une dose de scepticisme.

• La demande : choix intentions préférences

• Un sondage paru dans l'hebdomadaire professionnel « L'écho touristique » en octobre 1999 montre que près de la moitié des Français seraient théoriquement d'accord pour consommer des voyages éthiques (F. El Alaoui, 1999). *Méthode Coué ? Effet placebo ?* Réponse :

Q : Le tourisme éthique correspondrait-il à un effet de mode passager ?

R : Croire que le consommateur le veut est une idée reçue. Évidemment si vous dites à quelqu'un : je vais faire de l'éthique plutôt que de mal me comporter il trouve que c'est bien. **Mais si ensuite vous lui dites : l'éthique c'est euros au lieu de ... Dans le tourisme le prix est déterminant. Le poids du consommateur dans le sens éthique sera un jour important mais il ne l'est pas actuellement**

Source : M. Rial

- En Angleterre, à une question sur les facteurs déterminant les critères de choix de destination, 78% des interviewés indiquent que la présence d'informations de nature sociale et environnementale dans les brochures des organisateurs de voyages est importante. A celle « *Est-il important pour vous que vos vacances...* », 68% de l'échantillon indique qu'il est très important (27%) ou assez important (44%) que les vacances prévues bénéficient aux populations de la zone de destination à travers la création d'emplois ou de débouchés. A 85% il est souhaité que les vacances n'endommagent pas l'environnement et à 77% qu'elles incluent des visites pour découvrir la culture et les nourritures locales (H. Goodwin, 2001, traduction libre).

- Une étude de l'OMT sur le marché français de l'écotourisme (2002), a montré qu'il existe, parmi les visiteurs des salons de Paris (SMT, 13 au 15 mars 2001) et de Montpellier (2 et 3 mars 2001) une certaine connaissance du vocabulaire du tourisme responsable. Ainsi, le « tourisme durable », le « tourisme responsable », le « tourisme équitable », le « développement durable et harmonieux de la terre », un « monde plus solidaire », des « voyageurs responsables », une « éthique du voyage », un « tourisme de qualité », un « développement durable et respectueux des traditions », des « relations durables et authentiques », le « respect de l'intégrité de la nature », le « respect de l'environnement » et le « développement local », sont des notions connues ou reconnues. Pour les auteurs de l'étude, « *les termes de « tourisme durable et responsable » semblent plus porteurs que le terme « écotourisme » qui paraît utilisé uniquement par un public averti (naturalistes).* »

Cette familiarité avec les thèmes de la solidarité se concrétise-t-elle, par exemple, dans la sélection d'un tour opérateur ?

L'étude OMT 1992 donne une réponse positive sur cette question en hiérarchisant les critères importants pour le choix d'un TO :

Qu'il diffuse des informations sur l'environnement et les cultures locales	36 %
Qu'il diffuse des recommandations et codes de conduite aux visiteurs	30%
Qu'il affiche une éthique du voyage :	21,5%
Qu'il propose des séjours participatifs	12%
Non réponse	0,5%
TOTAL	100
Source : Enquête visiteurs salon Paris ; SECA 2001 (OMT 2002)	

Pour l'avenir, toujours selon la même étude, il semble que le choix de la destination et du produit sera pour partie dépendant des démarches affichées :

- 42,4 % de leurs clients choisiraient dans l'avenir leur destination en fonction de la démarche d'écotourisme annoncée par le tour opérateur (cela implique que cette démarche soit clairement affichée) ;
- 33,3 % de leurs visiteurs choisiraient un produit qui contribue à un projet de développement local de protection ou de conservation.

Même tonalité dans deux sondages récents :

- En septembre 2000 une enquête de « L'Echo touristique » indiquait que 35 % des voyageurs paieraient plus cher pour respecter l'éthique et 15 % sanctionneraient immédiatement l'éthique d'un séjour (C. Espinoza, 2001).
- Le label TFD (Tourism Ford Development) donnerait envie à 68% des personnes s'étant rendus à l'étranger au cours des trois dernières années de choisir une destination pour laquelle elles auraient pu hésiter en raison de la pauvreté (enquête Ipsos, « Le tourisme et le développement des pays pauvres », 31 janvier et 1^{er} février 2003, neuf cent quarante-deux personnes sondées).

• L'offre des professionnels de l'écotourisme

40% des TO écotouristiques affichent des principes éthiques dans leur brochure selon l'enquête OMT de 2002 réalisée à Paris et Montpellier. Parmi ceux-ci, 80 % mènent une réelle campagne de sensibilisation auprès de leur clientèle.

Ce constat est un signe de plus du brassage des messages et des affichages multiples, dans le souci de suivre une évolution de demandes et, probablement, de *ratissier large*.

Le tableau ci-dessous, issu du document OMT, met bien en évidence la bonne adéquation entre les souhaits des clients et l'offre de nature préservée, d'environnement respecté et de façon générale d'immersion dans un espace naturel de qualité

Correspondance entre souhaits du public et l'offre en écotourisme

OMT

	TO classement et ()	Visiteurs classement et ()
Découverte d'espaces naturels protégés (parcs et réserves) / Qualité des paysages et l'environnement préservé	()	()
Découverte de civilisations traditions culturelles (et gastronomiques)	()	()
Contact et immersion (complète) dans la nature	()	()
Hébergement immergé dans la nature (« lodge » hôtel de forêt camping bivouac...)		()
L'observation de la faune et de la flore / Abondance de la faune et les possibilités d'observation naturaliste	()	()
Possibilité de loger chez l'habitant (chambres d'hôtes)		()
Sensation de participer à une vision autre du tourisme	()	
Rencontre avec des cultures autochtones Immersion dans des communautés autochtones ou traditionnelles	()	()
Pratique d'activités sportives	()	
Présence de parcs nationaux ou de réserves privées		()
Visite de sites peu fréquentés	()	
Recherche d'exotisme	()	
Dépaysement et calme	()	
Voyages éducatifs en famille	()	
Accompagnement par des guides locaux originaires du pays		()
Découverte du patrimoine architectural	()	
Visite de sites volcaniques / géologiques / paléontologiques	()	
Découverte d'espèces rares endémiques et difficile à voir	()	
Participation à des fêtes culturelles ou religieuses		()
Ornithologie	()	

Source : Enquêtes sur tour opérateurs et visiteurs salons Paris et Montpellier SECA (OMT) modifié

La même étude précise les raisons de la non-adhésion des Tours Opérateurs à cette démarche :

- ils craignent que leur engagement humanitaire soit perçu comme un outil publicitaire ;
- ils estiment que leur structure est trop jeune à l'heure actuelle pour s'engager dans une telle démarche ;
- ils estiment que leurs clients n'ont pas eu besoin d'eux pour commencer à faire des dons en faveur de projets ;
- ils ne savent pas à quel organisme officiel reverser les sommes données. Ils n'ont ni les contacts, ni les coordonnées d'organismes appropriés.

• Le contenu flou et ambigu de la solidarité pondère les réponses des sondés

• *Flou* : il existe un décalage entre l'adhésion à une charte et son application sur le terrain. Plus de la moitié des Tour Opérateurs adoptant une charte ne mentionnent aucune action menée sur le terrain. A l'opposé, certaines actions sont citées alors même que ces Tour Opérateurs n'ont signé aucune charte éthique (entreprise partenariale avec des communautés autochtones, contribution aux espaces protégés...). Les Tour Opérateurs ne donnent cependant que très peu de précisions sur les projets soutenus et leurs modes de financement. A travers les brochures, seulement 14 % semblent donner la priorité aux prestations organisées et gérées par les communautés locales. Par contre, 35 % d'entre eux travailleraient étroitement avec les prestataires locaux.

• *Ambigu* : le caractère incertain et fluctuant du vocabulaire de l'éthique, on l'a vu à plusieurs reprises, laisse dubitatif sur la portée des intentions affichées. Les sondages sont-ils fiables ? Question ancienne et récurrente.

Les deux extraits qui suivent laissent, eux, peu de place au doute sur la confusion des genres... :

« *En quelques années, Voyageurs du Monde s'est imposé comme le leader sur le marché français du voyage à la carte. [...]*

Ce type de produits affiche une progression forte, de 20 à 25 % [...]. Les clients des voyages à la carte sont plutôt des personnes cultivées, bien informées, vivant dans les grandes agglomérations, avec un niveau de revenus élevés.

[...] Voyages à la carte et voyages sur mesure correspondent tout à fait à la philosophie de Voyageurs du Monde, qui est de privilégier la découverte des pays visités, de rencontrer les hommes qui y vivent, dans le respect de leur environnement, de leurs cultures et de leur mode de vie. C'est, aussi, un marché appelé à une forte croissance dans les années à venir. » (J.F. Rial, 2003).

A rapprocher d'un petit encart paru dans un article intitulé « *Tourisme éthique : une tendance émergente* » (La Gazette Officielle du Tourisme, 12 février 2003) :

« *Les clients du tourisme éthique voyagent beaucoup et sont très sensibilisés au respect des habitants, des animaux, de l'environnement et des paysages, explique Eric Tirelli, chargé de communication du groupe Voyageurs du Monde. Ce sont des amateurs de voyages de découverte, de voyages nature, assez aisés. La consommation de produits solidaires dans le tourisme est une tendance encore récente qui gagne du terrain* ».

« *Voyages nature* », « *consommation de produits solidaires* » : quel rapport à priori ? Leurs relations ne sont ni automatiques, ni évidentes. Ce sont ces confusions et ces amalgames qui, en premier, apparaissent comme les tares congénitales du tourisme responsable.

Pratiquons l'autocritique et reconnaissons que dans le cours de cette étude, quelques références à l'écotourisme peuvent, elles-aussi, entretenir une possible confusion. Mais répétons-le : l'écotourisme, dans ses formes évoluées et traitées avec soin, est tout aussi bénéfiques aux populations locales et au milieu qui les environne que les actions du tourisme solidaire, équitable ou éthique. Même si comparaison ne vaut pas raison, l'éclairage de ce secteur, qui a franchi la distance entre niche et segment de marché, vaut d'être mis en référence.



"Près de personnes ont participé à la campagne. Ce résultat, un peu en deçà de nos espérances, nous montre que ce sujet ne remporte pas une large adhésion. Mais un des principes d'Agir ici est bien de lancer des campagnes sur des thèmes peu reconnus. Par contre, la campagne a connu un vif succès dans la presse" (campagne Agir « Quand les vacances des uns font le malheur des hôtes ! » destinée à promouvoir le tourisme responsable et lancée en décembre www.agirici.org)

"Malgré la volonté d'oeuvrer pour une cause « éthique », il reste difficile au consommateur de se repérer dans les arcanes floues de la consommation responsable. La définition du produit éthique reste très subjective tant que la normalisation permettant le repère de ces produits n'est pas encore suffisamment développée. En conséquence, le comportement « responsable » du consommateur est largement empreint d'émotivité et d'irrationnel" (B. Canel, Depitre)

Ceci explique-t-il cela ? Car pour qui veut se repérer dans les arcanes, non pas de la pensée unique, mais de la pensée hésitante et probablement dubitative sur l'éthique et les valeurs, le parcours est encombré de mots-slogans vidés de leur sens et hors de leurs contextes.

Mais tous les sondages paraissent indiquer la même tendance encourageante. Même si l'effet d'annonce de mode ou d'opportunisme commercial paraît incontestable, une réponse se construit.

Mais parce que la cause le mérite, on lui doit franchise et mises à plat des critiques. C'est l'objet du chapitre suivant.

IV Les critiques du nouveau tourisme

« Sur place j'ai souhaité me renseigner sur les activités des volontaires (vous faites constamment des offres de stage) le programme de reforestation et la ferme agro écologique Rien de tout ceci n'existe je pense qu'il est inutile que je développe vous savez mieux que moi ce qu'il en est

On atteint là un délit grave En publiant une publicité mensongère (autre exemple : une famille indienne assure en permanence l'accueil ce qui est faux) et en mystifiant clientèle et éventuels volontaires vous nuisez au secteur du tourisme alternatif sincère car figurez vous il existe de véritables projets touristiques incluant réellement la population locale et participant activement à son développement économique et social L'utilisation abusive que vous faites de ce secteur émergent (je vous ai trouvé ainsi dans la brochure « D'autres Voyages du tourisme à l'échange ») contribue à décréditer d'autres initiatives qui mériteraient de fonctionner

J'ai été très déçu et ferai part à mon retour de ce que je pense de votre activité en particulier au Guide du Routard et surtout à Madame Dora Valayer présidente de Transverses... Changez votre discours de promotion et orientez vous vers un tourisme conventionnel qui correspond à vos attentes et à votre comportement »

Mail d'Aurélien à Mme D Mendez contact à la ferme auberge agro écologique Posada San Rafael publié sur le site de Jean Pierre Atitlan www.jp.atitlan.free.fr/bord_fr.htm

• Le grave problème de la crédibilité

La citation ci-dessus est révélatrice, même si l'honnêteté intellectuelle veut que l'on ne prenne pour argent comptant ni le propos de l'accusateur ni celui de l'accusé - en l'occurrence, la publicité faite dans la brochure de l'UNAT publiée en 2001 -. Il n'en reste pas moins qu'un grave problème de crédibilité se pose pour un secteur émergent qui peine à se solvabiliser, hésite sur ses règles de conduite et tente de s'imposer comme une alternative sérieuse au tourisme conventionnel.

• Pour ce qui est de l'*écotourisme*, la conférence virtuelle d'avril 2002 sur le « Développement durable de l'écotourisme » organisée par le PNUE et l'OMT à l'occasion de l'Année internationale de l'écotourisme 2002 est riche d'enseignements sur les lacunes d'une activité qui manque de fidélité à ses engagements déclaratifs :

Les projets de développement des multinationales excluent souvent la population locale Par exemple un participant a attiré l'attention sur le fait que dans le cadre du Plan Puebla Panamá concernant la Mésoamérique **la mise en valeur écotouristique favorise les grandes sociétés de l'hôtellerie et non pas les fédérations d'autochtones ou les initiatives de peu d'envergure**

Pour les communautés autochtones l'écotourisme représente une possibilité de développement susceptible d'apporter de nombreux avantages économiques écologiques culturels sociaux et politiques D'après un participant **« pour que ces avantages reviennent aux communautés autochtones il faut qu'elles participent activement aux initiatives d'écotourisme dans les limites de leur territoire traditionnel et qu'elles puissent réellement les contrôler Pour participer à ces initiatives et les maîtriser les communautés autochtones doivent être beaucoup plus que des acteurs symboliques n'obtenant que des emplois marginaux ou que les bénéfices de la vente d'objets d'artisanat »**

Comme on l'a vu précédemment, l'écotourisme recouvre un développement de produits touristiques soit trop (ou très) spécialisés, par exemple la découverte de la faune ou de la flore au détriment d'une vision globale de l'écologie, soit trop simplificateurs, c'est à dire exploités simplement comme une nouvelle opportunité financière. A Belize, par exemple, où l'on pratique un écotourisme communautaire, « certains maintiennent que l'écotourisme ne fait que répéter plusieurs des problèmes qui affligent le tourisme de masse au sens traditionnel : par exemple, les fuites de devises étrangères, la propriété étrangère et la dégradation environnementale – par exemple le dynamitage d'un récif corallien par un propriétaire américain désireux de faciliter l'accès des bateaux de tourisme. » (Higino et Munt, 1993).

Quant aux méfaits sociaux, ils sont manifestement identiques à ceux du tourisme conventionnel et développés avec force et virulence par RETHINKING TOURISM PROJECT (RTP), dont les arguments ont été reportés au chapitre 3 section VIII.

Un des impacts de la présence des touristes les plus néfastes pour les communautés locales est sans doute occasionné par l'effet de la commercialisation de rites culturels traditionnels comme l'observation de cérémonies religieuses ; c'est ce qu'on appelle « l'effet de zoo » c'est à dire lorsqu'il n'y a aucune interaction entre les visiteurs et les visités. À l'opposé il arrive que dans certaines régions comme le Grand Nord québécois par exemple le tourisme constitue un instrument de revivification ou de revalorisation de pratiques culturelles parfois oubliées des autochtones et contribue à redonner une fierté voire à reconstruire une identité collective.

Cependant il faut reconnaître que les impacts sociaux sont difficilement mesurables quantitativement mais avec le temps on arrive à les apprécier de façon plus qualitative. En ce sens le pouvoir des communautés locales de décider de leur niveau d'implication dans le processus de développement écotouristique apparaît comme une solution possible pour obvier à cette situation sinon à l'atténuer. Une gouvernance locale de l'écotourisme assure aux citoyens un minimum de contrôle sur le développement de leur communauté.

Source : Marie Lequin « Gouvernance participative : Un cadre de référence pour la planification et la mise en œuvre de projets en Ecotourisme » Sommet mondial de l'écotourisme

• D'autres critiques concernent le *tourisme solidaire et équitable* :

Un voyage dans les villages de brousse voilà ce que proposait une agence spécialisée dans le tourisme « solidaire ». C'est ainsi que notre envoyée spéciale Patricia Gandin s'est retrouvée à Essouhoué. Pour vivre « parmi les habitants » **Mais ni la solidarité ni l'authenticité n'étaient au rendez vous**

Source : P. Gandin novembre « A la recherche du tourisme éthique » magazine « Elle » p

www tourisme durable org

Dernièrement une journaliste a entrepris une démarche d'investigation : elle a participé à un voyage organisé au Bénin par Arvel pensant qu'il lui inspirerait un reportage très enthousiaste. **Elle a hélas constaté que le « tourisme éthique » fait accepter n'importe quoi**. Parmi les constats intéressants et désolants de son expérience je retiens le fait qu'un seul couple et elle même aient fait usage de leur esprit critique les autres touristes se sentant comme des poissons dans l'eau dans le contexte néo colonial offrant leurs vieux T shirts et regardant avec complaisance des Béninois qui observaient avec envie leurs repas de privilégiés.

Cruelle caricature d'accueil villageois. Ces touristes avaient fait l'effort d'acheter un voyage « politiquement correct » leur bonne conscience étant sauvée il leur restait à la mettre en vacances le temps du séjour.

Source : Anne Ambles

La notion de tourisme équitable est très ambiguë. **Elle consiste bien souvent à ajouter une petite couche d'équité sur un rapport à l'autre peu différent**. La volonté « d'aller à la rencontre d'autres cultures » cache bien souvent une logique de découverte du « bon sauvage » qui ne nous semble pas plus sympathique que la consommation industrialisée de sable et de soleil.

Source : P. Frémeaux rédacteur en chef d'Alternatives Economiques www billy globe org

Pour une agence de voyage il est très facile de dire qu'elle se préoccupe de tourisme durable explique Fiorilli [journaliste du Soir, Belgique], mais il est extrêmement difficile pour nous d'en contrôler la véracité Il leur faudrait de fait plus de temps et venir incognito Venir comme invité ne passe pas inaperçu et les initiateurs du voyage préparent le terrain en conséquence

D'autre part les différentes alternatives au tourisme traditionnel qui ont foisonné ces dernières années n'ont pas toutes trait au tourisme durable

« Ecotourisme ou tourisme durable ont pour beaucoup de gens une conception mode dit Peter Jacobs [rédacteur en chef des pages loisirs au Standaard, Belgique] **mais sur son contenu exact ils ne savent pas grand chose** C'est pourquoi nous nous limitons à des chiffres ou des statistiques si nous les possédons

Source : www.billy-globe.org

• Que penser ?

Laissons la parole à un journaliste militant, Ron Mader, un des animateurs du site www.planeta.com :

« Supposons que vous souhaitiez connaître les « meilleures destinations écotouristiques », la question qui doit alors être posée: qui est le juge? Pour être membre de groupe tels que « The Environmental Conservation Tourism Association », « Partners in Responsible Tourism », ou encore « The Ecotourism Society », il suffit de payer un droit d'admission.

Ainsi, « The Ecotourism Society » ne garantit aucun engagement de la part de ses membres, ni n'appuie aucun de leurs produits ou organisations. Par contre l'Ecotourism Society requiert de la part de ses membres la signature d'un document obligeant tout membre à être soit un « voyageur responsable » un opérateur professionnel de voyage qui se préoccupera de la conservation de l'environnement naturel, et du soutien au bien-être de la population locale.

Quand bien même cette éthique et ce système d'autorégulation sont preuves de bonnes intentions, on note l'absence de mécanisme d'audit, de double contrôle ou vérification, au sein desquels existerait un ensemble de critères sur lesquels chaque membre pourrait être jugé et/ou pénalisé pour mauvaise conduite.

L'absence de programme d'accréditation a induit certaines personnes à suggérer la création d'une tierce partie, sur le modèle des entreprises qui mesurent et certifient la qualité du café organique sur le marché mondial. Mais l'écotourisme n'est pas seulement un bien consommable, c'est un processus social, qui demeure très difficile à évaluer ou à réguler avec succès. »

(Extrait traduit sur le site www.kiskeya-alternative.org/certif/prog-cert-fra.html).



Les efforts des acteurs du nouveau tourisme sont méritoires louables et dignes de considération reconnaissance gratification et admiration

Mais au delà des critiques de forme d'affichage et de crédibilité qu'il est légitime d'énoncer trois interrogations d'ordre *éthique* et *philosophique* viennent à l'esprit lancinantes et vaguement culpabilisantes :

- Le tourisme responsable n'est il pas qu'une forme neo élitiste de voyage réservé à une clientèle aisée favorisée de niche elle aussi ?
- Ne répétons nous pas à l'abri d'une posture et de mots écrans une attitude hégémonique ethnocentrique unilatérale ?
- Le tourisme responsable au lieu de s'attaquer aux industriels et promoteurs du tourisme de masse n'est il pas qu'un alibi une danseuse une bonne conscience au rabais ?

Reconnaissons que ces questions de fond méritent des développements et une confrontation de points de vue Pour tout dire qui jouera le rôle de référent d'autorité morale de *sage* pour alerter autant que faire se peut sur les pièges et chausse trappes des fausse bonnes idées généreuses ?

L'autocritique est la seule façon de légitimer si ce n'est accepter la critique de l'autre Il faudra bien que les acteurs du tourisme responsable en fasse un élément de leurs cahiers des charges

Mais reconnaissons que dans le monde de sophistication sans âme et brutale que nous avons construit l'autocritique sera prise pour une faiblesse un défaut de la cuirasse le début de la fin

Qui commencera ?

Conclusion

Faut-il ne pas critiquer le tourisme responsable sous peine de décrédibiliser une dynamique complexe, peu lisible, usante et difficile, d'être taxé de sous-marin de l'industrie mondialisée ou de tirer des conclusions à partir de données vagues, hétérogènes et non vérifiées.

Admettons les critiques de la critique. Mais de quoi s'agit-il, au fond ? Voyons les choses une à une.

Il est indéniable que :

- Les effets mécaniques d'une augmentation de fréquentation ne sont ni nouveaux, ni inattendus puisque, dès 1906, la loi française prévoyait la mise en protection des sites naturels grandioses et autres « monuments naturels » (notamment les cascades) qui attireraient les touristes. En Mauritanie, au Tibet, en Chine, en Tunisie... l'explosion des tourisms locaux, régionaux et international est une réalité.

Saturation des destinations, des sites, des lieux attractifs, des villages, des communautés, des familles, des personnes : premier risque, objectif, incontestable.

- La tentation de sauvegarder, ou de tenter de le faire, « son » territoire, « ses » familles accueillantes, « ses » prestataires, « ses » partenaires, « ses » réseaux est inévitable. Comme l'est aussi celle de créer des niches, des enclaves, des protections, des segments très étroits de clientèles.

Elitisme des destinations, des produits, des territoires, des pôles de retombées, des clients : deuxième risque, tout aussi évident.

- Le tourisme est un secteur réputé pour son opacité, ses luttes sans mercis, ses armes inégalement partagées, ses comportements prédateurs et anti-concurrentiels.

Inverser les priorités pour assurer sa survie commerciale et celle de ses partenaires : le risque est permanent car le tourisme responsable est lié structurellement aux logiques de marchés ouverts. Qui le niera ?

- « *Souvent opinion et mode varient* », cette paraphrase est évidente tant les demandes évoluent selon les conjonctures et les tendances lourdes qui, elles aussi, sont de plus en plus complexes, voire contradictoires : l'éthique oui, mais à des prix toujours plus bas.

Fragilité d'une offre du fait de la viscosité de la demande et donc des marges, des capacités d'amélioration ou d'expansion.

- Cooptation, labels maisons, chartes ambitieuses, préconisations invérifiables, circuits financiers incontrôlables... tout l'éventail des intentions généreuses se déploie dans le petit monde du tourisme responsable. Sans qu'une communication et des moyens d'application figurent en proportion dans la communication et la traduction sur le terrain.

Faiblesse des garanties éthiques, responsables, solidaires, équitables : le tourisme responsable n'échappe pas au fossé entre la théorie et la pratique.

« *Il n'y a pas de vrai sur le vrai* ». Certes. Mais les critiques et constats de faiblesse exposés ici ne font qu'agréger des *remontées terrain* qu'il faudrait, cas par cas, faire évoluer en diagnostics plus complets.

L'essentiel est que le tourisme responsable devrait être aussi responsable que son affichage.

Maîtriser les flux, raisonner en terme de territoire, réhabiliter la notion de contrat entre tous les acteurs, légitimer une reconnaissance *certificatrice*, savoir et pouvoir évaluer de manière transparente, évoluer soi-même et faire évoluer les mentalités. Voilà des voies de progrès ambitieuses et difficiles pour un tout jeune secteur. Mais peut-il en être vraiment autrement ?

POUR PROGRESSER: MAÎTRISE TERRITOIRE CONTRAT EVALUATION CERTIFICATION ETHIQUE

« Dans une perspective solidaire, le rapport entre celui qui produit et celui qui consomme va bien plus loin que l'acte de produire et vendre un produit, il englobe une conscience et un engagement commun pour le Bien Vivre de tous dans le présent et le futur, qui implique le respect de la nature et de la biodiversité, l'équité entre femmes et hommes et entre ethnies, une conception du travail qui aide à se réaliser et d'une manière de produire orientée vers la satisfaction des besoins de chaque être humain et de toute l'humanité. [...] une autre globalisation est possible et désirable, fondée sur la culture de coopération et l'éthique de la solidarité ; sur la participation active de tous les citoyens et citoyennes du pays et de la Planète, sur le contrôle et la gestion des ressources pour le développement personnel et collectif. Une globalisation qui soit coopérative et solidaire. Nous affirmons aussi notre engagement à mettre en œuvre des moyens de développement humain qui s'appuient sur les énergies internes, les potentialités des personnes au bénéfice de la collectivité, allant du local vers le national et le global, du micro vers le macro. »

Ces extraits de la « lettre de Mendes », adoptée par environ quatre-vingt personnes réunies entre le 11 et le 18 juin 2000 lors de la Rencontre Brésilienne de Culture et Socio-économie des solidarités à Mendes (état de Rio de Janeiro), définissent bien l'enjeu de la solidarité : non seulement réformer les rapports marchands sur un mode plus équitable, mais placer la relation dans le respect des droits sociaux, économiques, personnels, culturels, le respect de l'environnement, la répartition effectivement démocratique du pouvoir, la solidarité entre générations... Utopie ? Certainement si les moyens et la volonté ne sont pas à hauteur des souhaits. Ambition ? Sans doute si une attitude volontariste et collective existe.

- *Respect*. Affaire d'éducation, de morale, de savoir-être, qui se construit aussi bien dans les territoires d'accueil qu'au sein des foules en visite. Affaire de maîtrise personnelle, locale, de proximité ;
- *Respect de la nature et de la biodiversité, local-global, micro-macro...* Le thème renvoie à l'altérité, aux ressources, au patrimoine. La dimension territoriale est évidente, immédiate ;
- *Participation active de tous*. Les « parties prenantes » doivent, ensemble et formellement, œuvrer de concert. La coopération contractuelle est une façon de passer de la responsabilité individuelle à la responsabilité collective ;
- *S'engager*, clé d'une autre responsabilité : passer du déclaratif à l'action. *Qui la reconnaîtra comme un effort réel, un travail important, une révolution tranquille ? Qui en rendra compte, pour les autres ?* L'évaluation et la certification sont une forme de garantie, même fragile et réductrice.
- *Le partage démocratique du pouvoir*, ou l'éthique en politique et la vie sociale. Plus qu'un sujet de dissertation : une nécessité pour tous.

Ces thèmes dessinent des pistes de progrès que les promoteurs et les soutiens du tourisme responsable pourraient emprunter.

I La maîtrise locale et le respect des personnes

« Mais en certains lieux le tourisme de masse a engendré une forme de sous culture qui avilit à la fois le touriste et la communauté qui l'accueille : on tend à exploiter à des fins commerciales les vestiges de "civilisations primitives" et les "rites d'initiation encore vivants" dans certaines sociétés traditionnelles »

Pape Jean Paul II dans son message pour la XXII^e journée mondiale du tourisme

• Les populations subissent sans avoir prise sur les événements

A Zanzibar les habitants ont découvert dans la presse locale le projet de construction du plus grand complexe hôtelier d'Afrique de l'Est sur la presqu'île de Nungwi alors que les plans avaient déjà reçu la bénédiction officielle. La carte du projet de millions de dollars US présentée par la *East African Development Company* (Hôtels de luxe et villas avec en outre un port de plaisance terrains de golf et de sport) ne comporte plus aucun village : apparemment aucun espace aucun approvisionnement en eau ni l'évacuation des eaux usées et des déchets n'ont été prévus pour les personnes qui y vivent actuellement

Source : DANTE/AG Rio

Une bonne trentaine d'associations européennes et des pays ACP (Afrique, Caraïbe et Pacifique) ont fait en mai 2000 une « Déclaration sur le tourisme et la biodiversité » dans le cadre de l'application de la convention sur la biodiversité. Elles soulignent qu'il est : « [...] *indispensable de s'assurer que toutes les formes de tourisme soient développées selon un principe de partage des bénéfices avec les peuples indigènes et les communautés locales et soient fondées sur un consentement préalable bien informé.* » (source : www.iz3.org/forum/forum/23.html)

La place et le rôle des populations locales apparaissent comme la pierre angulaire des initiatives qui s'organisent autour des affichages équitable, solidaire voire éthique. L'association TranSverses, en France, est un porte-parole historique de cette question :

Dans un pays économiquement faible tout est à faire en matière de développement touristique mais rien n'assure que l'aménagement entrepris pour satisfaire l'hôte étranger soit conforme aux priorités de développement de la population locale en matière de santé et d'éducation notamment

Source : D valayer

• La maîtrise locale existe

Des initiatives existent cependant, qui donnent un espoir fondé sur la prise de responsabilité des populations locales dans la maîtrise des activités touristiques. C'est par exemple le cas des Indiens Taquiles au Pérou, des Ilnus du Canada et des Montagnais du Québec.

Mais ce n'est pas (encore ?) le cas de populations marginalisées tels que les peuples nilotiques et omotiques du sud de l'Éthiopie, dont le territoire est devenu « *depuis le départ de Mengistu un de ces zoos humains que les agences de voyages vendent sans scrupules à des touristes argentés et voyeurs* » et dont l'une des conséquences est que « *l'argent de la mendicité devient vite alors pour les autochtones*

l'unique objectif et consolation du passage des Blancs ». (anonyme, 2001, « Voyage ethnologique : le tourisme qui tue », Dossier « Tourisme, une nouvelle forme de pollution ? »).

Pérou
Depuis les Indiens Taquiles gèrent les activités économiques et touristiques de leur île afin de sauvegarder leurs traditions face à l'afflux de visiteurs. Le tourisme a été introduit à Taquiles par les habitants de Puno qui, dotés d'un sens du commerce développé, ont commencé à amener des visiteurs sur l'île. Les insulaires ont alors mis en place un système exclusif de navettes de manière à contrôler le nombre de touristes qui débarquaient chaque jour dans l'île ainsi que leurs activités. Une fois arrivés, les touristes sont pris en charge par la coopérative qui leur octroie une chambre chez l'habitant. Le nombre de touristes est donc limité au nombre de chambres disponibles. Les habitants de l'île ont refusé avec beaucoup de bon sens la construction d'un hôtel de luxe sur l'île sachant que cela signifierait très vite la mort de leur esprit communautaire. Ils ont pu conserver leur mode de vie, bénéficier de l'apport touristique malgré ou grâce aux conditions de confort rudimentaires : pas d'eau courante, pas d'électricité, pas d'auto, même pas de vélo : le rêve !
Source : anonyme () « Pérou : la vie tranquille des Taquiles » site www.abm.fr/pratique

Nunavut
Les Piekukamilunutsh sont actifs et dynamiques. Des projets majeurs de développement récréo-touristiques sont en gestation. Les Pôles de vie, par exemple, constituent un concept global et intégré de développement communautaire où des systèmes d'éducation et d'apprentissage, d'aide et de motivation, de production, de développement, de communication et de diffusion seront implantés dans le but de vivifier la culture inuite. Un autre projet à l'étude, le Voyage au pays de l'Ashuapmushuan, vise à mettre en valeur le patrimoine naturel, historique, culturel et touristique d'une partie du territoire inuit. Cette aventure – au cœur de l'histoire des Inuits et empruntant la route des fourrures – revêt un caractère touristique intéressant. Mais ce périple permettrait surtout de prendre conscience de l'étroite intégration entre les valeurs de la tradition inuite et son environnement naturel.
Source : R. Kak'wa Kurtness

Québec
L'ethnotourisme peut constituer un moyen d'existence pour des peuples confrontés à la question de leur survie matérielle et culturelle mais à la condition qu'ils en soient les instigateurs et non les figurants » estime Jean Pierre Razon [association Survival]. Et de citer l'exemple des Indiens montagnais de Mingan, sur la rive nord du Saint-Laurent au Québec. Ils se sont servis du tourisme pour revaloriser leur culture traditionnelle et faire redécouvrir aux jeunes de leur nation, mal à l'aise dans leurs réserves – leur mode de vie oublié.
Source : J. Robert

• L'appui du Nord à la maîtrise locale est fondamental

Lorsque les personnes, les familles et les communautés du Sud investissent dans un tourisme familial ou dans le micro-tourisme, beaucoup de facteurs conditionnent la réussite des projets. Parmi les premiers figurent l'existence d'une clientèle. Celle des routards en est une, prédisposée, par ses choix et son mode de vie et de rencontre, à pratiquer un tourisme différent. Sur ce créneau particulier, porteur de sens et d'avenir, des initiatives se développent. Celle d'Echoway, en France, en fait partie.

Le développement durable n'est ni spontané, ni évident, ni implicite. Les routards, à l'instar des autres clientèles, doivent être informés, sensibilisés... *éduqués*. Ce mot, employé à propos des bénéficiaires (du Sud), concerne tout le monde, même celui qui est l'origine du concept.

Le routard et le tourisme durable

© Anne Vigna Magali Tirel août

L'association loi EchoWay s'est créée afin de permettre à un jeune voyageur d'envisager au même titre qu'un voyage organisé de réaliser lui aussi un voyage solidaire et écologique. De plus en plus d'initiatives locales participant du tourisme durable voient le jour mais sont encore inconnues. EchoWay propose de s'en faire le relais par le biais de son site internet : www.echoway.org

Le tourisme des jeunes occidentaux communément appelé « le tourisme des routards » s'est énormément développé cette dernière décennie dans des lieux naturels fragiles et sauvages. La dénaturation est patente face au déploiement anarchique des lieux d'accueil, des transports et des activités de loisirs. Comme le résume Dora Valayer : *« on dit que touristes individuels font plus de dégâts qu'un groupe de touristes »*. Car tout « baroudeur » qu'il est, le touriste transporte avec lui un confort d'occidental inadapté au coin et qui aggrave trois problèmes majeurs : le développement des décharges sauvages, la surconsommation d'eau et d'énergie et l'absence de traitement des eaux usées. Les touristes ont en outre tendance à reproduire un certain nombre de comportements néfastes pour l'environnement, constatant que cette notion n'est pas une priorité pour les populations : *« Je peux jeter ma bouteille en plastique puisqu'il y a plein de déchets »*.

Pourtant le routard, parce qu'il utilise les transports locaux, déguste les plats préparés dans les gargotes du coin et achète ses souvenirs aux artisans qui viennent de les terminer, pourrait être une des sources de développement locales les plus directes et les plus intéressantes. On peut parler de commerce équitable « en live » : le touriste, même négociateur, paie plus cher que les locaux et surtout sans intermédiaires. La réalisation d'une enquête auprès des jeunes voyageurs sur le tourisme durable a mis en valeur le malaise que ressentent les jeunes touristes devant la dégradation de l'environnement suite à leur passage. Les ans en vacances sont souvent sensibles à ces questions et changent vite leurs habitudes dès qu'ils découvrent les moyens et les techniques susceptibles de réduire leur empreinte dans des zones fragiles.

EchoWay s'est constituée suite à quatre constats majeurs

- Les initiatives dans le tourisme solidaire ne sont pas accessibles au voyageur partant seul. La vingtaine de voyageurs qui existe en France propose des voyages en groupe organisés qui ne correspondent ni au budget ni aux envies des touristes jeunes.
- Les routards qui vont au cœur des villages et des espaces naturels n'ont pas toujours conscience de l'empreinte laissée par leur passage. Mais ils sont capables de vite changer leurs mauvaises habitudes lorsqu'on leur indique les moyens de le faire.
- Les populations locales elles-mêmes prennent conscience des dangers du tourisme. Si l'activité les fait souvent vivre, elle peut aussi détruire irrémédiablement leur site. De plus en plus d'initiatives pour un accueil écologique voient donc le jour localement.
- Ces initiatives locales ne sont pas aujourd'hui recensées dans les guides de voyage et quand par hasard elles le sont, elles ne sont pas signalées comme telles.

Concilier tourisme routard et tourisme durable

Il s'agit selon nous d'un des grands défis pour le tourisme durable aujourd'hui. Il faut dès à présent sensibiliser les routards à une autre forme de voyage plus responsable en leur donnant de l'information sur :

- les gestes et technologies écologiques pour réduire son empreinte écologique : voyager "propre" avec des objets écologiques (lampes solaires, lessives et shampoing naturels), réduire ses déchets et sa consommation de ressources naturelles (eau, énergie) ;
- les lieux d'accueil existants qui ont des projets à vocation sociale et écologique.

Pour cela, il faut pouvoir adapter le tourisme durable au budget et aux envies des routards. Or les initiatives du tourisme durable montées par des habitants répondent à ces critères.

Exemple : Phoudindaeng Farm au Laos

Cette ferme biologique possède le meilleur restaurant de VangVieng et réinvestit tous ses bénéfices dans les structures communautaires. Elle constitue le plus intéressant projet de développement durable du pays (faire revivre la production traditionnelle de la soie) et compte sur l'aide des revenus du tourisme. Les prix du restaurant et de la guest house sont les mêmes qu'à VangVieng, mais la qualité de l'accueil et l'impact écologique et social sont sans commune mesure. Malgré nos courriers, aucun guide ne le répertorie.

L'association EchoWay a été créée pour faire écho aux projets comme ceux de M. Thanongsi pour qu'ils se développent et pour donner la possibilité à un jeune touriste de réaliser un tourisme solidaire.

Document inédit Anne Vigna Magali Tirel août www.echoway.org



Grâce aux actions de tourisme communautaire et aux diverses expériences de microtourisme de tourisme intégré et de tourisme chez l'habitant nous savons que les communautés locales avec l'appui nécessaire à la viabilisation des activités qu'elles proposent sont en capacité de prendre en main la gestion du tourisme local

Certaines caractéristiques de cette maîtrise apparaissent constantes :

- les échelles sont individuelles ou familiales le village et son territoire d'influence apparaissant comme un seuil à la fois géographique et organisationnel;
- les partenariats avec des personnes ou des structures homologues du Nord sont une condition importante de viabilité notamment pour la mise en marché des produits et les appuis dans la conception et la réalisation;
- les relations dans le projet de solidarité commun sont d'ordre technique (qualité vente financements assurances) mais aussi se réfèrent à une qualité de rapports humains et un haut niveau de confiance;
- la qualité de la démarche dépend aussi de la participation de l'implication et de la reconnaissance des autres membres de la communauté qui augmentent lorsque l'identité culturelle doit sortir renforcée du projet

Les questions du sens et de l'intérêt collectif sont posées par la maîtrise locale des enjeux touristiques Celle aussi de la liberté que les visiteurs et l'interface accompagnante laissent et laisseront à la communauté pour décider de son évolution Au risque de banaliser une destination qu'il faudra alors vendre en faisant appel à d'autres ressorts et d'autres émotions que la recherche de la tradition de l'authenticité ou de l'éthnicité La demande suivra t elle ?

Dans l'attente l'articulation tourisme territoire apparait aussi cruciale que l'articulation partenaires du Sud partenaires du Nord

II La nécessaire territorialisation du tourisme

« L'approche territoriale n'a pas en effet pour seul avantage d'être concrète et d'essayer de trouver des solutions pragmatiques à des problèmes de la vie quotidienne. Elle est aussi la seule à pouvoir prendre en compte un enjeu central qui est celui de l'intégration des inégalités sociales et écologiques »

Jacques Theys () « L'approche territoriale du " développement durable " condition d'une prise en compte de sa dimension sociale » Revue Développement Durable et Territoires

• L'importance de l'animation territoriale à la base de la participation

La motivation du plus grand nombre d'acteurs est essentielle au succès d'une démarche territoriale. Elle s'obtient par l'organisation d'une animation qui permet aux habitants et/ou différentes catégories de personnes qualifiées de participer pleinement aux débats, aux consultations et à plus ou moins de co-décision et co-responsabilité.

La question des budgets participatifs est donc récurrente, car l'organisation de la vie démocratique coûte cher. Un exemple, tiré d'une analyse transversale de quatre démarches territoriales, montre l'importance des temps de construction collective (ETD - Club Partenaires Pour Agir Aquitaine Midi-Pyrénées, 2003) :

Constat « toile de fond » sur le développement durable des territoires

La sous estimation quantitative des moyens principalement la formation au développement participatif et à l'animation territoriale est inversement proportionnelle à leurs effets sur les dynamiques de territoires

Le rôle moteur des techniciens » et « Former sensibiliser pour une culture commune de l'évaluation » sont deux énoncés caractéristiques de la rubrique « Moyens » [Actes du séminaire de Lormont ETD/CPPA Aquitaine Midi-Pyrénées 2002]. Ils se rapportent directement aux savoir faire qu'ils conditionnent largement et influent par les enchaînements de causes à effets sur les savoir être.

Cet enchaînement causal en entonnoir constitue une des grandes contraintes des dynamiques territoriales participatives et le séminaire de Lormont prouve une fois de plus que les moyens matériels et immatériels accordés à la qualité de l'animation territoriale sont certes d'un amortissement assez lent mais totalement et pleinement justifiés.

Pour ne donner qu'un seul exemple la capitalisation des programmes Leader donne la recommandation suivante : « Placer les acteurs locaux au cœur d'un territoire projet suppose la mise en œuvre de stratégies gagnant/gagnant pour lesquelles il est indispensable de connaître la plus ou moins grande résistance au changement des différents acteurs » (Observatoire européen LEADER décembre)

La connaissance de la résistance au changement indubitablement indispensable suppose une capacité de repérage des acteurs pertinents l'établissement d'un profil psychologique sommaire de chacun d'eux la compréhension des différents systèmes de contraintes l'appréciation des marges d'action dans les situations et les logiques de pouvoir existantes et le degré de motivation pour l'innovation et la réforme.

C'est donc non seulement en termes de moyens humains à mobiliser que la question se pose mais aussi en termes de capacités relationnelles de psychologie et de diplomatie ! »

Source : Alain Laurent ETD/Club Partenaires pour Agir Midi Pyrénées/Aquitaine

• La polyactivité antidote au tourisme et base du développement local

Pour n'importe quel observateur lucide et objectif, le tourisme est une activité fragile et soumise à d'autant plus d'aléas que les maillons de la chaîne production-consommation sont nombreux et divers.

Parmi beaucoup, deux avis venus des milieux universitaire et institutionnel (G. Caire & M. Rouillet-Caire, 2001, et Résolution 2 : « Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable », adoptée à la 17e séance plénière le 4 septembre 2002, A/CONF.199/20) confortent la nécessité, pour la durabilité du tourisme et du développement qui en découle, de produire de la pluri-activité :

Dès lors l'application des critères du tourisme durable constitue peut être une opportunité de conserver une proportion plus élevée de ces recettes qui pourraient être réinvesties dans le tourisme et la protection des sites (et de les améliorer pour les générations futures) facilitant ainsi la **création de petites entreprises et d'emplois**

Mais il peut constituer un levier pour la **diffusion des techniques** pour l'**artisanat** pour le développement du **réseau d'adduction et de traitement de l'eau** des **communications** de l'**agriculture** et des **services publics de santé et de l'éducation**. De plus il constitue une opportunité de promotion d'un **processus participatif** de la communauté dans son propre développement humain et d'une conscience collective du respect auquel chacun a droit y compris dans le domaine de l'égalité homme / femme

[...]

D'une part le tourisme du Sud aura beaucoup de mal à s'affranchir de la domination des multinationales du Nord notamment dans les domaines de la diffusion de l'information et de la commercialisation. D'autre part le tourisme n'est pas forcément le secteur le plus porteur de développement. Il s'agit trop souvent d'une solution de (fausse) facilité choisie par défaut dans une situation d'absence totale d'avantages économiques et qui devient **une mono activité conduisant à une dépendance quasi totale**

Source : G. Caire et M. Rouillet Caire

IV Protection et gestion des ressources naturelles aux fins du développement économique et social

Par ses activités l'homme compromet de plus en plus l'intégrité des écosystèmes dont il tire l'essentiel des ressources et services nécessaires à son bien être et à ses activités économiques. Le développement durable exige une gestion des ressources naturelles durable et intégrée. À cet égard pour inverser aussi rapidement que possible la tendance actuelle à la dégradation des ressources il faut appliquer des stratégies visant les objectifs adoptés aux niveaux national et le cas échéant régional pour protéger les terres, les eaux et les ressources biologiques tout en renforçant les capacités régionales, nationales et locales. Cela comprendrait l'adoption à tous les niveaux des mesures décrites ci après

[...]

Élaborer des programmes, notamment des **programmes d'enseignement et de formation** encourageant le public à pratiquer l'écotourisme permettant aux communautés autochtones et locales de se développer grâce à l'écotourisme et d'en tirer avantage et renforçant la participation des parties concernées au développement du tourisme et à la préservation du patrimoine de façon à mieux protéger l'environnement, les ressources naturelles et le patrimoine culturel;

[...]

« **Promouvoir la diversification de l'activité économique** en facilitant notamment l'**accès aux marchés et à l'information commerciale** ainsi que la **participation des entreprises locales naissantes** notamment des petites et moyennes entreprises

Source : Plan d'application du Sommet mondial pour le développement durable

En France, la toute nouvelle Stratégie nationale de développement durable (SNDD) du 3 juin 2003 s'articule autour de six axes : pleine participation de tous les acteurs, individuels et collectifs, relation entre territoires et développement durable, activités économiques « des entreprises aux consommateurs », prévention des risques et des pollutions, exemplarité de l'Etat, action internationale.

A la lecture de ces axes, on ne peut qu'être convaincu du formidable potentiel du tourisme comme moteur et bénéficiaire d'une vraie stratégie de développement durable.

En matière de tourisme précisément, la SNDD prévoit de « *renforcer la lutte contre la pauvreté par une solidarité accrue en faveur des pays en développement* », de « *promouvoir le développement économique équilibré des territoires, notamment en milieu rural* ».

Pour cela, deux objectifs sont énoncés :

- « *Objectif 1 : permettre aux pays en développement de renforcer leur sécurité alimentaire tout en gérant durablement leurs ressources naturelles* »
- « *Objectif 2 : développer le tourisme durable, en particulier dans les communautés rurales* ».

Sont concernés la mise en place de systèmes culturels territoriaux intégrant les activités de valorisation touristique dans une politique globale de développement économique, sociale et culturelle, le soutien aux initiatives des Tours Opérateurs, l'appui des ONG au niveau international, la constitution d'un centre de ressources, des campagnes de sensibilisation contre le tourisme sexuel et une contribution aux actions de l'UNESCO en faveur de la conservation et de la mise en valeur des sites inscrits au patrimoine mondial.

• Le tourisme à l'origine et issu du développement local ou territorial

Sur le sujet du développement local, la Direction du développement et de la coopération technique (Agridoc revue thématique, juillet 2001) a approfondi sa réflexion en réhabilitant la notion de territoire :

Le développement local s'ordonne autour des notions de **territoire** (quartier village espaces historiques géographiques économiques...) et de **projets** (mis en cohérence des initiatives sociales économiques individuelles et collectives)

[...]

[le territoire] est **l'espace où peut se réaliser le premier niveau de cohésion sociale grâce à la proximité** ; proximité entre les citoyens et les décideurs proximité entre les citoyens proximité des services collectifs sentiment d'appartenance etc

[...]

Le projet de territoire fait référence à la mise en cohérence l'organisation et la restitution des initiatives sociales et économiques individuelles et collectives Il est :

- un **objectif** car il concrétise une «vision partagée» et renouvelée pour chaque citoyen de l'avenir de son territoire ;
- un **cadre de référence** pour tous les acteurs qu'ils soient associatifs ou institutionnels voire individuels qui ont contribué à son élaboration pour la conduite des actions au sein du territoire ;
- un **instrument de planification** des actions/activités et de **communication** interne au territoire et à l'extérieur de celui ci

Source : Agridoc revue thématique juillet

Le tourisme responsable, quelle que soit son étiquette - équitable, solidaire, durable... -, a une action qui s'inscrit, justement, au cœur d'une population et d'un territoire. Il entraîne donc, consciemment ou pas, volontairement ou pas, des évolutions multiples. Par commodité, nous l'appellerons *développement* sans endosser les lourdes et virulentes critiques, notamment sur le tout ékonomisme, des amis de François Partant (lire à ce sujet « Défaire le développement, refaire le monde », Paragon, 2003). Pour le tourisme responsable, le développement local, ou territorial, n'est donc ni un détour, ni un chemin de traverse, ni une branche accessoire : c'est sa nature même, sa justification, sa raison d'être principale.

Paré, pour beaucoup, des vertus d'une réponse pertinente et validée à une mondialisation aveugle et injuste, le développement local possède quelques atouts dont un tourisme en voie de responsabilisation peut s'emparer avec profit :

Le développement local contribue à l'émergence de nouvelles façons de produire et de partager les richesses de vivifier la participation citoyenne de faire grandir la démocratie pour que chacun et chacune ait à la fois de quoi vivre et des raisons de vivre

Les organisations de développement local sont des catalyseurs qui valorisent nos richesses particulières que sont la capacité d'imagination la formulation des projets par les collectivités la solidarité la capacité d'entreprendre le partenariat et la créativité

Source : Déclaration de Sherbrooke

• Les partenariats indispensables

Le sommet de Johannesburg sur le développement durable a mis en exergue le besoin d'une bonne gouvernance locale pour encourager les investissements et le développement. Dans ce contexte, il est particulièrement important d'établir les fameux PPP, ou Partenariats Public-Privé... que l'on devrait renforcer, pour être solidaire, équitable et finalement tout simplement pragmatique, en PPPP, Partenariats Public-Privé-Population.

Mais deux questions se posent :

- *Comment peuvent se constituer de véritables réseaux de partenaires partageant le même objectif ?*
- *Comment des logiques différentes voire antagonistes peuvent t-elles s'articuler pour converger ?*

Pour y répondre, il faut revenir aux raisons des partenariats, c'est à dire à la nature même du développement durable :

Le développement durable amène à croiser en permanence l'économique le social et l'environnemental Il conduit également à cerner au mieux les impacts sur le long terme ce qui oblige à l'interdisciplinarité

Ces objectifs redoutablement complexes imposent de sortir des systèmes cloisonnés sectorisés pour introduire plus de transversalité vers une approche progressivement intégrée

Source : « Vers le développement durable en région Nord Pas de Calais » Région Nord Pas de Calais Conseil Régional janvier page

Le constat principal est que le travail de formulation et de conduite d'actions de développement local sur la base des principes de durabilité conduit, comme le note le Conseil régional Nord-Pas de Calais, à orienter les démarches vers la transversalité. Ceci se traduit et se construit naturellement par différents types de relations et d'alliance grâce auxquels une certaine complémentarité d'objectifs, de résultats et de moyens sera garantie.

Ainsi, le regroupement des forces - plusieurs associations et structures de développement associées par exemple - permettra de gagner en efficacité tant dans le diagnostic partagé que les propositions, la prise de responsabilité et le lobbying. Et une approche intégrée impliquera d'associer dès l'amont les partenaires incontournables dans la suite des événements.

Mais, pour être applicables, ces logiques de mise en synergie et d'anticipation impliquent de disposer d'interlocuteurs informés, avertis des implications du développement durable : cas par cas, la transversalité et la complémentarité imposeront de combler des lacunes sur le fond (les principes, les références) et la forme (les pratiques et outils à promouvoir) par une stratégie ciblée de communication et de formation.



La question du lien entre le tourisme et le territoire dans lequel il s'inscrit relève de deux lectures

La première la lecture "filière" privilégiera le triptyque clients services prestataires sans que les à côtés soient pris en compte sauf lorsqu'ils influent directement sur les marges et les types de contractualisation

La deuxième celle du tourisme responsable prendra en compte le même triptyque en y associant une préoccupation "territoriale" c'est à dire prenant en compte les relations entre les acteurs de la filière et leur environnement humain et naturel et les conséquences de ces relations

"Ce n'est pas notre métier" : cette remarque faite par un professionnel du tourisme d'aventure en appelle une autre "de quel métier parle t on ?" Car le tourisme durable équitable solidaire éthique devra s'il veut assumer ses engagements faire évoluer justement son "métier"

De la même façon que les acteurs du tourisme regrettent que leur activité soit qualifiée de "frivole" (les vacances) les habitants et les acteurs du développement ou de la lutte contre la pauvreté ne sauraient cautionner une approche dilettante et subsidiaire d'actions aussi essentielles que la santé humaine l'auto suffisance alimentaire l'habitat durable la poly activité rurale la gestion de l'eau l'économie de ressources rares l'éducation la structuration de groupements sociaux ou professionnels

Le tourisme responsable a mesuré dans une première phase sa capacité à entreprendre des actions rapides de court terme faciles à mettre en oeuvre Pour s'engager dans une autre direction que l'action humanitaire "coup de coeur" il lui faudra faire évoluer ses compétences et apprendre à travailler en *partenariat* dans un *territoire pertinent* et avec des interlocuteurs *légitimes* A l'image du développement local le tourisme responsable sera participatif ou restera un slogan publicitaire

III La contractualisation des *parties prenantes*

« La contractualisation se développe également comme moyen de réapprendre ce qui est au cœur de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples à savoir qu'il n'y a pas de droits sans devoirs. L'idée semble revenir en France et d'abord... pour les étrangers ! (cf le récent projet de « contrat d'intégration » [...] »

Josette Nguebou Toukam & Muriel Fabre Magnan

• Les formes variées du contrat

Le terme de *contrat*, outre les aspects d'engagement, d'obligation réciproque, de convention, de promesse et d'accord entre personnes, renvoie à des notions plus en amont et en aval qui placent la contractualisation en tant que formalisation d'un projet collectif. Ces notions sont :

- La mobilisation et l'implication des populations et des acteurs sur des enjeux, des objectifs, des moyens et des réalisations,
- L'appropriation d'enjeux collectifs,
- L'adhésion à des contraintes choisies ou subies, imposées par le passage de l'individuel au collectif et/ou le souci du socialement, culturellement, économiquement, écologiquement « correct »,
- L'obligation de moyens et/ou de résultats par rapport à la réalisation du contrat.

Les exemples de contrats sont nombreux. Dans le domaine du territoire, citons parmi tant d'autres, les contrats institutionnels type CTE (Contrats Territoriaux d'Exploitation), qui ont pour fonction, en milieu rural, d'associer aux agriculteurs de nouveaux partenaires ruraux tels que les associations, les élus, les fonctionnaires, SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale), chartes environnementales, chartes forestières, contrats de baie et de rivière, chartes de pays...

D'autres formes de contrats sont issues spontanément des acteurs de terrain eux-mêmes, comme les Pactes Locaux de la FPH (Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme) ou la Charte partenariale de la région wallonne en Belgique.

Le tourisme avancé est lui aussi à l'origine d'un florilège de contrats, généralement des chartes, qui illustrent à profusion le besoin du secteur de rassurer un public devenu plus pointilleux et, parfois, plus exigeant. On citera ici, non exhaustivement (voir aussi la section IV de ce chapitre), du général au particulier : les chartes de l'OMT (Charte du Tourisme Durable, Code mondial d'éthique du tourisme), les textes des Nations Unies issus de la dynamique internationale RIO 92 (conférences annuelles des parties, dites COP 1, 2, 3...), la Charte Européenne du tourisme durable dans les espaces protégés, la déclaration de Berlin sur le tourisme durable (1997), les travaux de l'AFIT (Agence Française d'Ingénierie Touristique) qui exporte les critères/repères de développement durable vers le secteur tourisme, les critères développés par l'association TranSverseS (association de réflexion, d'information et d'action sur le tourisme Nord/Sud), les textes du CEVIED (Centre d'Echanges et de Voyages Internationaux pour Etudes de Développement), les actuelles réflexions au sein des plate-formes du commerce équitable et du tourisme solidaire, la charte d'éthique du voyageur développée par le voyageur ATALANTE, la charte du Voyage de l'association des Tour-Opérateurs (ACCOR, BEACHCOMBER, KUONI...), la Charte de recommandations pour un tourisme responsable et équitable (RENCONTRES AU BOUT DU MONDE), la charte du Voyageur (TOURISM FOR DEVELOPEMENT), la « charte transversale » de BEIRA.CFP (2002) et, non des moindres, la charte du Tourisme Equitable dans sa version provisoire du 13 décembre 2001.

• L'impulsion la mobilisation et l'implication

La mobilisation et l'implication des acteurs permet de passer du *top-down* au *bottom-up* dans une zone d'équilibre *dynamique*, celui de la durabilité. La logique du *pilotage de l'amont par l'aval*, même amorcée dans le cadre d'un grand mouvement de participation, est la seule garantie d'une véritable mobilisation et implication. Cette conviction est abondamment illustrée, à contrario, dans de nombreux cas d'école où la prise en compte des logiques, des potentiels de coordination et des souhaits des acteurs est autant préconisée qu'elle est peu appliquée sur le terrain.

L'élaboration du plan de gestion intégré de la réserve de biosphère du delta du Saloum au Sénégal (Diop E.S., Sall M.M., Sorv A.A., Soumaré A., Diouf P.S. et al, 1998) est un exemple parmi d'autres du manque d'implication des habitants, en amont des processus et démarches à mettre en mouvement et, aussi, des conditions dans lesquelles se réalisera la *co-opération*. Car le contrat, *in fine*, est bel et bien le point d'aboutissement d'une *compréhension mutuelle* et le point de départ d'un *projet collectif* :

La connaissance des us et coutumes locaux base d'une implication...durable

Ici le groupe pionnier est une équipe scientifique de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar soutenue par la Division des Sciences Ecologiques de l'UNESCO et le MAB qui s'est investie d'un rôle :

- de synthèse des contraintes des impacts et des hypothèses de solution
- de formulation de stratégies et d'actions de gestion intégrée orientées vers la réhabilitation et la protection des écosystèmes (mangroves tannes) dégradés l'amélioration des modes d'usage des ressources naturelles et le renforcement des capacités institutionnelles financières et techniques de la population
- de définition des mécanismes de mise en oeuvre et de suivi

Le groupe souligne dans le domaine législatif et réglementaire l'existence d'un abondant corpus de lois de décrets d'arrêtés et de codes qui encadre la tenure foncière des espaces villageois et communautaires et la gestion des pêcheries **Ces textes interfèrent avec des pratiques de droit coutumier Souvent ils se trouvent donc inadaptés et sont peu observés car les populations n'ont été que peu associées notamment à la gestion des ressources naturelles** En outre le manque de moyens humains et matériel nuit à l'action des organes chargés de les faire respecter Enfin de nombreux domaines (récolte du bois exploitation du sel extraction des coquilles des sambaquis) sont encore des espaces de non droit Ce constat bien ciblé issu d'un groupe pionnier est resté un message d'alerte Les propositions normatives issues de ce travail n'ont pas plus été appliquées que les propositions normatives antérieures (lois etc) **La condition du relais institutionnel est posée**

Source : Diop et al (cité dans UNESCO)

Le cas des PNR (Parcs Naturels régionaux) autre exemple développé dans les sections suivantes, situe bien l'avantage d'une légitimité territoriale :

Aux mains des élus les PNR sont avant tout des outils de développement Comme ils ne possèdent aucun pouvoir réglementaire **leur rôle consiste à proposer impulser tenter d'établir une gestion cohérente de leur territoire** « En agriculture par exemple explique Annie Lhorset chargée de communication à la Fédération des parcs naturels régionaux les PNR ont été les premiers à expérimenter les CTE (contrats territoriaux d'exploitation) et les mesures agro environnementales financées par l'Etat Dans d'autres domaines beaucoup de PNR s'engagent en faveur des énergies renouvelables soutiennent l'artisanat ou les petites entreprises »

L'existence d'un PNR peut aussi éviter des désastres Grâce à lui la haute vallée de Chevreuse en Île de France va échapper aux forages pétroliers

Source : E Chesnais

• Le passage de l'individuel au sectoriel et au collectif

A travers ses travaux d'ateliers et ses deux cent soixante-dix « points-clés » de durabilité, le congrès NIKAN (« avenir » en langue Iltnue), premier congrès international sur les applications territoriales du développement durable, en 1997, a notamment mis l'accent sur les aspects de coopération entre parties prenantes, avec plus de 15 % de la totalité des recommandations. La référence à l'éthique et aux valeurs vient ensuite, avec plus de 8% suivie par les activités de formation (7,8%). Ces chiffres, peu élevés en soi, marquent cependant une des originalités de ce congrès qui, sans doute pour une toutes des premières fois, a tenté de faire un lien explicite entre la pratique du développement et certaines valeurs éthiques et morales, le tout dans la conduite d'actions de terrain (A. Laurent, 1999).

Le passage de l'individuel au collectif est donc, fondamentalement, issu d'une *co-opération*, au sens premier du terme. A travers elle et grâce à elle se dessinent un vocabulaire partagé, des enjeux non sectoriels, une prise de conscience des intérêts communs. C'est ce que reflète et précise l'analyse, en 2002, de quatre démarches territoriales sur la question de la responsabilité individuelle et la responsabilité collective : Pays Bourian (démarche pays), Pays d'Albret (démarche Leader +), Parc naturel régional de Gascogne (démarche Parc Naturel) et Lormont (démarche Ville) :

Responsabilité individuelle et responsabilité collective dans quatre démarches territoriales (Sud Ouest France)	
Lormont Démarche Ville / Economie solidarité participation pour une dynamique urbaine	• Ecouter et répondre aux besoins des habitants L'expérience des démarches et attitudes de proximité de Lormont montre que l'écoute des habitants et la réponse aux besoins/attentes/problèmes quotidiens est une condition essentielle d'une future adhésion des habitants à des actions plus collectives Elle doit se traduire par des actions visibles dans le quotidien • Ne pas avoir des exigences trop élevées en matière d'implication L'implication des personnes s'obtient graduellement en ne demandant pas trop et trop vite aux personnes de s'impliquer dans des démarches collectives construites L'implication ne se décrète pas mais s'obtient naturellement en ménageant le temps et en procédant étapes par étapes
Gourdon Démarche Pays / Le souffle démocratique du pays Bourian	• Veiller à la qualité de l'information Un premier enseignement est de veiller à la qualité de la diffusion des informations (données primaires décisions) au sein de la chaîne des acteurs et des instances représentant les habitants du territoire Le constat général est en effet que des discontinuités et des pertes de contenu et de cohérence existent dans la chaîne syndicat mixte conseils municipaux territoire c'est à dire élus conseillers communautaires/municipaux habitants Le niveau et la qualité d'information est hétérogène entre les instances représentatives malgré la caractéristique des mandats électifs de représenter précisément l'expression des habitants Une bonne transmission des informations et une cohérence d'attitudes des acteurs issus d'une légitimité électorale doit faire l'objet d'une attention particulière : durée suffisante pour à la fois permettre à une vraie culture de la démocratie participative et dispositif d'accompagnement des élus (formation) pour accélérer cette évolution • Faciliter une parole libre décomplexée décloisonnée et transparente Libérer la parole est le deuxième enseignement d'importance (cf supra) comme l'est aussi la légitimation du conseil [conseil de développement du pays Bourian organe consultatif collectif] par la qualité et l'honnêteté de son travail Une « bonne réputation » s'obtient par la transparence et l'exposé public de positions ou de décisions non conformes à l'intérêt général

.../...

.../...

- **Valoriser et impliquer les élus locaux et les acteurs de terrain**

Valoriser et impliquer les élus locaux et les acteurs locaux par des réunions de terrain décentralisées et conviviales apparaît avec le recul comme une démarche très utile pour l'appropriation et l'implication des personnes ressources. L'identification et la promotion des conseillers communautaires est également une action utile qui permet aux habitants de les connaître et de se rapprocher des circuits de décisions.

- **Rigueur dans la démarche d'animation**

Enfin, il est important d'assurer la plus grande rigueur à la démarche d'animation : validation des résultats collectifs en aller-retours avec les instances locales, départementales et régionales, établissement d'un règlement intérieur, efficacité dans la production.

Belin Beliet Démarche Parc Naturel Régional / Les patrimoines naturel & culturel au service du développement

- **Gérer le temps pour se reconnaître et co-construire**

Les délais nécessaires à la construction collective (mise au point des documents de proposition, co-animation, ouverture des commissions et groupes de travail) ne doivent pas être considérés comme des contraintes mais comme les atouts d'une meilleure appropriation.

« Lever les tabous » et permettre les temps de connaissance et de reconnaissance (public général, élus) est une démarche indispensable à la liberté d'expression.

Un autre facteur important est l'adéquation des moyens aux objectifs, particulièrement ceux nécessitant une animation importante et une grande pédagogie de la responsabilité collective.

Agen Démarche Leader / Amélioration de la qualité de la vie en pays d'Albret

- **Pratiquer la transparence pour favoriser une participation active**

La transparence recherchée s'est traduite dans les modes de participation : recueil des avis et validation étape par étape des contenus. La démarche d'appropriation et de large participation a été particulièrement soignée. La première phase a été la mise en place de groupes de travail thématiques qui se sont réunis pendant trois mois sur les thèmes suivants : « Actions en faveur des jeunes », « Accueil de nouvelles populations », « Services aux entreprises ». À la suite de ces réunions, les groupes de travail ont été constitués dans le cadre de cafés citoyens (réunions dans des cafés du territoire). Les thèmes de réflexion étaient :

« Comment donner la parole aux citoyens ? »

« Comment favoriser la mobilité de la population locale et des services ? »

« Comment développer quantitativement et qualitativement le parc immobilier afin d'assurer l'adéquation entre l'offre et la demande en logements ? »

« Comment développer le partenariat Jeunes / Entreprises / Territoire ? »

« Comment optimiser l'organisation et la diffusion de l'information ? »

Un site intranet a été développé pour que la population ait à sa disposition en ligne toutes les productions écrites de ces multiples réunions.

Source : Alain Laurent - ETD/Club Partenaires pour Agir Midi-Pyrénées/Aquitaine

- **L'acceptation de contraintes choisies... ou subies**

La teneur du cahier des charges du contrat, son contenu, est à l'image des situations locales, des logiques d'acteurs, des enjeux et des stratégies : diversifiée. On y distinguera cependant deux pôles, celui des *contraintes subies* - la logique descendante - et les *contraintes ou obligations choisies* - la logique ascendante -, dans une relation articulée autour des notions de consentement, de donnant-donnant et de recherche de consensus.

Une bonne illustration des contraintes choisies est fournie par les PNR (Parcs Naturels régionaux) en France. Les PNR - quarante en 2003 - découlent d'une politique nationale conçue dans les années soixante-dix mais sont issus d'une volonté politique locale de développement territorial par la création de pôles d'activités et de réseaux de services.

Contrairement aux parcs nationaux, les PNR ne sont soumis à aucune contrainte ni aucune obligation en matière de protection de l'environnement, malgré une image positive dans le public (E. Chesnais, 2003). Il est intéressant de voir comment la presse spécialisée représentant les touristes-consommateurs voit ce paradoxe :

« Le bonheur des élus »

[...] les élus locaux les gèrent directement conservent la haute main sur leurs territoires et fixent la fonction dévolue au parc Leur création en effet repose sur les conseils régionaux Ils élaborent une charte qui est ensuite validée par le ministère de l'Ecologie Une fois adoptée elle engage les communes adhérentes **La qualité des PNR dépend donc de ce que les élus ont mis dans la charte et les moyens qu'ils se donnent pour la faire appliquer** Les exigences protéger et mettre en valeur le territoire sont assez vastes pour être déclinées de multiples façons

[...] Inventés en pour endiguer l'exode rural et la désertification en favorisant le développement local et la valorisation du patrimoine ils se sont créés sur des zones dotées d'un intérêt particulier Marais (Poitou Brière) massif montagneux (Vercors Queyras) sites d'exception (Camargue ballons des Vosges Verdon...) **Le touriste attiré par le logo d'un parc naturel régional a donc la quasi assurance de visiter une région intéressante pourvue en sites classés ou en espaces remarquables Mais rien ne prouve qu'elle le serait moins sans son label !**

[...] Le terme de parc naturel régional fut choisi dans les années soixante en référence aux parcs nationaux Mais alors que ces derniers constituent de vrais espaces naturels protégés et préservés comme tels les PNR ne sont ni des parcs ni des espaces naturels Ils bénéficient de l'image très porteuse des parcs nationaux sans en avoir les missions **Si les territoires labellisés surfent avec bonheur sur ce malentendu fondamental l'information du public n'y gagne pas en clarté**

Source : E. Chesnais

Malgré ce bémol, les Parcs naturels Régionaux illustrent, en France, un chemin vers la difficile conciliation global-local, inscrite au cœur du développement durable.

Ils préfigurent à une échelle de proximité, les *pôles de séjours intégrés* dont le cahier des charges découle d'une approche systémique de la filière touristique (présentation de la SCOP Kilya, dossier du 3^{ème} Forum Régional pour l'Economie Sociale et solidaire, Ramonville St Agne, 3-4 octobre 2003) : territoire pertinent, vivant et chargé d'histoire, volonté du territoire d'accueillir et de partager, définition concertée d'un projet structurant, établissement de règles collectives admises par tous, gestion des ressources non renouvelables, maîtrise et gestion des flux de touristes, prise en compte de l'impact des projets sur l'environnement, mesure réelle des retombées économiques pour les populations locales, évaluation des actions menées et réversibilité des choix.



"En ce sens Jobert () a raison de souligner que dans les procédures contractuelles actuelles "compte davantage le processus d'élaboration du contrat que l'acte lui même c'est à dire plus l'engagement des partenaires que son produit" l'objectif étant "d'impliquer les acteurs dans des projets plus vastes plus globaux que l'objet traité" (Gilly & Perat)

Le contrat entre "parties prenantes" est essentiel dans une approche volontariste des choses. Il impose en amont la définition d'un contenu et en aval son application vérifiable. Il est un outil, un moyen, un prétexte, une cause et une conséquence dans l'exercice délicat de la mise en mouvement. Mais surtout un moyen d'action qui vise la réalisation du projet.

Il est aussi, sous la forme publique et promotionnelle d'une charte, un facteur de reconnaissance et d'identification. Résumé au final à une image minimaliste et communicante, le logo, il devient certification. De quoi ?

Entre la nécessaire simplification des messages dans un monde saturé de sollicitations publicitaires, l'argument de promotion et le logo, les limites sont minces. Il ne faudrait pas que les logiques s'inversent et le contenant, l'image, se substitue au contenu, les valeurs, les engagements :

« [...] l'idée du tourisme équitable est porteuse dans la mesure où elle offre une conceptualisation, une thématique facile à décliner et surtout identifiable par des logos, des labels, des étiquettes [...] Le succès commercial repose aujourd'hui sur un concept fort, clairement défini, identifiable et actuel » (F. El Alaoui)

C'est donc bien en termes de garantie que le problème se pose. Qui l'assurera et comment ?

IV L'indispensable certification *d'intérêt public*

« Au cours des dernières années on a assisté à la marginalisation des programmes d'action des institutions politiques internationales intergouvernementales qui – bien ou mal – avaient promu et maintenu certaines formes de coopération et de solidarité internationale et mondiale. Ce ne sont plus l'Unesco, la FAO, l'OIT, l'OMS qui orientent et gèrent la recherche de solutions aux problèmes mondiaux. Cela revient désormais à des organismes financiers internationaux : la Banque mondiale et le Fonds monétaire international [...] Ce choix politique n'est pas sans importance au moment où les Etats nations se retirent de la gouvernance de l'économie internationale car considèrent ils l'économie mondialisée appelle des systèmes de gouvernance nouveaux plus flexibles moins formalisés plus en réseaux caractéristiques des organismes multilatéraux comme le FMI, la BM et l'OMC peuvent assurer de manière plus efficace que les Etats »

Riccardo Petrella () « Le Manifeste de l'eau : Pour un contrat mondial » Editions Labor

• Un foisonnement d'enseignes, logos, labels et cachets

Un document technique sur les indicateurs du tourisme durable dans la Caraïbe note fort pertinemment un point essentiel d'une problématique par ailleurs largement débattue depuis plusieurs années. En fin de compte, à quoi sert une charte, une convention, une déclaration et un texte légal ou réglementaire si l'Autorité ne peut se rendre compte de son application et en rendre compte publiquement lors, par exemple, de bilans gouvernementaux ou de législature ? Le constat vaut aussi pour tous !

La certification, vue comme la reconnaissance symbolique d'une qualité particulière de processus de production ou de produits, est essentielle pour les acteurs et les consommateurs du tourisme responsable. M. Honey & R. Abigail (2001) ont produit sur cette question, pour le compte de l'OMT, un document très complet dont sont issues la plupart des informations de cette section.

On relèvera que la certification et l'éco-labelisation, notamment, font l'objet de plus de deux cent cinquante initiatives volontaires, incluant les codes de conduites touristiques, les labels, les « *awards* », les référencements et les *meilleures pratiques*. Une centaine d'initiatives visent à présenter des logos, des marques d'approbation ou des *cachets d'authentification* certifiant des pratiques touristiques *supérieures* dans les domaines social et environnemental. En 2001, plusieurs dizaines étaient en projet ou en préparation.

L'éventail de ces initiatives couvre un champ très vaste, depuis les programmes de standardisation type ISO14001, Green Globe 21, HVS Eco Services' ECOTEL, International Hotels Environment Initiative (IHEI) aux efforts régionaux en Amérique centrale, zone NAFTA (Canada, Mexico et U.S.A.), Europe et Caraïbe en passant par les certifications nationales et les programmes d'éco-labelisation au Costa Rica, en Australie, en Nouvelle Zélande, en Jamaïque, à Haïti et en République Dominicaine. En plus, divers éco-labels existent en Allemagne, Norvège, Grande-Bretagne et d'autres pays européens, mais aussi au niveau régional comme à Petén au Guatemala, dans le Saskatchewan au Canada et aux Galapagos en Equateur. Enfin, des projets existent aux Fidji, au Brésil, au Pérou, au Kenya, en Afrique du Sud, dans le Vermont, à Hawaï...

Beaucoup de ces programmes concernent l'accueil mais la certification s'étend aussi aux autres branches du secteur touristique. On notera la démarche Audubon Cooperative Sanctuary System pour les parcours de golf, le Pavillon Bleu pour les plages, PAN Parks pour les Aires Protégées, Smart Voyager pour les transports par embarcation dans les îles Galapagos et le NEAP (Nature and Ecotourism Accreditation Program) pour les guides naturalistes. En plus, une proposition de la Rainforest Alliance's Sustainable Tourism Stewardship Council (STSC) vise à mettre en oeuvre un programme d'accréditation des *auditeurs* des professionnels du tourisme durable sur la base de standards communs. Autrement dit, *certifier les certificateurs*.

Parmi les critiques faites aux programmes de certification et aux cahiers des charges de tel ou tel type de tourisme, on relèvera :

- que les programmes de certification *du tourisme de masse* satisfont généralement les besoins de la profession en proposant des solutions d'économie, une assistance technique, une mise à l'épreuve en continu ainsi qu'une distinction par rapport aux concurrents et au marché de masse. Mais, au-delà des impacts immédiats, ils sont souvent muets ou incomplets dans leurs informations aux consommateurs et minimisent ou ignorent les besoins des gouvernements (notamment ceux des pays les moins développés), des communautés locales et des ONGs sur les plans de l'équité sociale, de l'équité économique à long terme et de la protection de l'environnement.
- que, bien qu'incomplètement, les programmes de *tourisme durable* répondent plus aux attentes des entreprises, des consommateurs, des gouvernements et des communautés. Les aspects négatifs résident dans le fait que ces programmes ne font pas la différence entre des opérateurs intervenant dans ou à proximité d'aires naturelles, peuvent se révéler coûteux pour des entreprises de petite taille ou de taille moyenne, risquent d'être à court de fonds propres et de financements de marketing et peuvent laisser à penser aux communautés locales et aux ONGs qu'elles ont été marginalisées.
- que les programmes d'*écotourisme*, eux, tendent à aider les entreprises de petite taille et de taille moyenne à être plus respectueuses des besoins des communautés locales et des nécessités de conservation et permettent au public de distinguer les opérateurs, les aires géographiques voire les pays entiers qui s'engagent résolument dans l'écotourisme. Mais, typiquement, ces programmes ont des moyens d'audits et de promotion insuffisants, ce qui ne leur permet pas de répondre ni aux attentes des opérateurs, ni à ceux des gouvernements et ni à ceux de la clientèle écotouristique.

On voit par ces quelques exemples qu'il y a nécessité de prendre en compte des demandes et des attentes variées, que la dimension territoriale est une donnée essentielle dont les conséquences ne sont pas tirées entièrement par les différents programmes de tourisme et que, sur cette base, des moyens suffisants doivent être mobilisés. Dans tous les cas, l'effort à faire porte sur la reconnaissance des engagements pris dans un souci de vérité et de transparence.

• Une voie nouvelle : le label territorial label d'une *démarche de territoire*

Alternative aux labels produits, la reconnaissance de démarches complexes présentant un certain niveau d'intégration et concourant à des objectifs inter-sectoriels à court, moyen et long termes est une voie prometteuse. A partir de deux exemples, le Parc National de Guadeloupe et la marque « Pays Cathare », le propos est de mettre en évidence le glissement d'une labellisation *produits* à une labellisation *démarche*, prélude à l'émergence d'une *distinction territoriale*.

La « Marque de Confiance » du Parc national de la Guadeloupe label en écotourisme

Amplifier la démarche d'écotourisme par la mise en place d'un label correspond à la volonté du Parc d'évoluer vers un tourisme responsable qui préserve les cadres naturels et le bien être des populations locales. Il s'agit à travers la labellisation « La Marque de Confiance » de qualifier l'offre écotouristique existante et de mettre en réseau ces prestataires.

[...] Un audit approfondi du dispositif actuel de la Marque de Confiance avec une vision élargie à la situation mondiale a permis de dégager un certain nombre de propositions concernant les critères de labellisation, l'organisation du réseau, sa promotion, etc.

Par ailleurs, la politique du Parc aujourd'hui est d'associer au travers un "Comité de surveillance" les collectivités locales (Conseil Régional et Conseil Général), la représentation touristique de l'Etat (Délégation régionale au tourisme DRT) et la représentation professionnelle touristique régionale (Comité Régional du Tourisme). L'objectif est de faire de cet écolabel un réel outil de développement de l'écotourisme à l'échelle régionale, résultat d'une vision partagée par toutes les instances décisionnelles et opérationnelles dans ce domaine.

Actuellement, le Parc national a donc engagé un dispositif d'évolution de la Marque de Confiance. Dans un souci de représentation professionnelle des prestataires en écotourisme qualifiés par l'attribution de la Marque de Confiance et se référant à un audit du réseau réalisé en soulignant le côté "addition d'individualités relevant de la micro économie" du réseau, le PNG souhaite faire évoluer ce dispositif de labellisation pour sa mise en dynamique et sa structuration.

Les objectifs recherchés sont : / ouvrir sur un partenariat oeuvrant à la mise en cohérence des politiques sectorielles dans le domaine de l'écotourisme en Guadeloupe / donner une dynamique économique au réseau des labellisés en favorisant sa structuration et sa représentation professionnelle.

Les objectifs de résultat vont au delà des objectifs de sensibilisation à des pratiques respectueuses d'un environnement à protéger et intègrent dorénavant des objectifs de développement économique pour les labellisés.

Source : Nicole Olier. Fiche de présentation de projet réalisée pour le Forum International sur le Tourisme Solidaire PACA. GRET/UNAT/Hautes Terres de Provence. pages

L'action du Parc National de Guadeloupe montre qu'à partir d'un réseau de labellisés d'une trentaine de prestataires - douze prestataires en hébergement, neuf en site aménagé, six en activité marine et six en activité de pleine nature (N. Olier, 2003) -, il est possible d'envisager un partenariat plus ouvert pour mettre en cohérence des politiques sectorielles dans le domaine de l'écotourisme. « La Marque de confiance » est donc autant un certificat technique accordé à une prestation qu'un outil de concertation et d'adhésion à des objectifs communs.

La marque PAYS CATHARE

Depuis le programme Pays cathare vise un objectif de développement durable

• Des marchés de niches à une dynamique organisée en réseaux

[...] L'organisation du programme Pays cathare autour des sites (solidarité entre sites) et des territoires (incluant toute la politique de développement local et l'émergence de projets et d'actions remontant de la base associée à l'organisation de la qualité territoriale) a fait que très vite un système *entre soi* s'est formé, composé uniquement de gens « *qui y croyaient* » [...] cahiers des charges ont été progressivement définis. Cette action a été le démarrage d'une organisation bâtie sur des têtes de réseau responsables des stratégies et de l'organisation de chaque réseau. Dans le domaine de l'agriculture, par exemple, les cahiers des charges répondaient à un besoin économique évident : la valeur ajoutée aux produits en terme d'image dans un premier temps. Pour d'autres réseaux, par exemple le tourisme rural, il s'agissait de construire sur la base de solidarités déjà existantes (chaîne d'acteurs travaillant ensemble : type hôteliers et guides accompagnateurs) ou pour les métiers d'art de se faire reconnaître par les institutions.

• La transversalité des réseaux obtenue naturellement par la mise en relation des acteurs et la découverte des logiques gagnant gagnant sur le plan économique

Chaque réseau, issu d'une histoire propre, a compris la nécessité de travailler en transversal : le restaurateur a quelque chose à voir avec le producteur d'agneaux, le guide conférencier augmente la clientèle de l'auberge où se déroule la conférence.

.../...

.../-...

Chaque acteur trouve dans ces solidarités une plus value économique. De plus, sur un territoire, les actions collectives des uns et des autres ont pris du sens : un week-end « signature Pays cathare » voulait dire que le même jour, trois professionnels travaillaient ensemble, faisaient en même temps la promotion de leurs produits et créaient une dynamique sur le territoire. À partir de ces relations s'est établi un échange entre l'économie et le culturel.

• **Une communauté d'intérêt, base d'une solidarité économique puis sociale**

La solidarité entre acteurs économiques est importante. Par exemple, les auberges rurales se sont engagées à avoir au moins deux produits « Pays cathare » à leurs cartes. Cette solidarité est gagnante sur le plan économique car, par exemple, le porc est de bonne qualité et ne fond pas à la cuisson (c'est gagné de perdu sur le porc industriel).

Pour l'agneau, la production couvre la consommation dans le département de l'Aude. Il reste du marché à conquérir. Les produits sont vendus uniquement par des distributeurs artisans. Il existe une exportation hors du département, mais la concurrence des produits de Nouvelle Zélande ou d'autres origines est sévère. La niche des producteurs Pays cathare est la qualité, venue notamment du fait que les agneaux sont des agneaux de « bergerie », nourris au lait de la mère avec un complément de céréales, méthode traditionnelle du fait de la rareté des herbages tôt en saison. Les agneaux sont moins gras, ce qui correspond au goût des consommateurs et à la demande des bouchers. Ce qui est intéressant, c'est de créer des liens grâce à une solidarité par l'action entre les producteurs. Exemple des boulangers : l'idée était de créer un nouveau pain contenant du blé tendre, de l'épeautre et du seigle pour valoriser un savoir-faire et se distinguer de la concurrence. Les minotiers de l'Aude ne pouvaient fournir ni épeautre (produite en Belgique) ni blé tendre (remplacé par du blé dur du fait des primes à la production de la PAC) ni seigle en quantité suffisante (à l'usage des éleveurs de sangliers). Les minotiers ont alors proposé aux céréaliers de produire du blé tendre acheté au prix d'achat en Beauce, augmenté des frais de transport entre cette région et les lieux de transformation audois. Certains céréaliers ont donc produit les variétés demandées.

[...]

• **La « traçabilité » des apports de la démarche Pays cathare est difficile, mais le fait est incontestable**

Il est très difficile de quantifier. Le programme travaille sur la création d'un observatoire. L'aide n'est pas toujours financière : dans l'organisation de la distribution transversale, les animateurs qualifiés des chambres consulaires travaillent régulièrement avec les auberges rurales (une réunion de travail mensuelle sur l'hygiène, l'identité, les recettes locales...). Ils font en même temps de la prospection. Quand un animateur fait le lien avec son collègue de l'agriculture et l'auberge rurale, il apporte plus facilement le produit dans le réseau des auberges que ne l'aurait fait la simple logistique des transports. Le logisticien qui va organiser la tournée ne va pas faire une action commerciale traditionnelle car elle aura été générée par la prise de conscience collective de l'intérêt de faire figurer aux menus « des asperges vertes du pays cathare, des jus de fruits de qualité de la haute vallée de l'Aude ». Ces actions sont autant d'aides non quantifiées qui vont soutenir un projet dans une économie mixte.

• **Un mécanisme décisionnel intégrant les préoccupations des acteurs de terrain**

Il n'y a pas de structure porteuse proprement dite des acteurs de la démarche Pays cathare. Il y a un dispositif constitué d'un forum avec des représentations, l'association des sites, la fédération des réseaux (réseaux regroupés), des présidents « agriculture », « métiers », « tourisme », les territoires (chaque territoire faisant l'objet d'une association de développement) coordonnés par l'Association Audoise d'Economie Montagnarde.

Le forum propose des idées et des actions au travers d'ateliers : communication, vie de l'interprofession, dimension éthique, cahier des charges & contrôles, relation qualité Pays cathare et territoires.

Comment fait-on le lien entre tout le travail sur la qualité territoriale (les produits et les services) et les territoires eux-mêmes ?

Une instance appelée qualité technique et professionnelle regroupe les animateurs qualifiés et les présidents des instances du forum, examine les propositions, détermine la faisabilité, chiffre et priorise.

La transmission est faite à un comité stratégique et financier qui prépare les budgets. En plus des institutions, conseil général et chambres consulaires, ce comité associe tous les professionnels représentants de la base (présidents des sites, les représentants des professionnels). Cette association a été le résultat d'une longue négociation, les chambres consulaires représentant certes les acteurs socio-professionnels mais pas leurs préoccupations.

Source : A. Laurent, C. de Ravignan & M. Theveniaut, PARI, entretien avec Véronique Ponrouch / / enquête PARI sur Convention Dynamiques solidaires « Construire des références communes »

La « marque Pays Cathare » démontre que pour concrétiser une approche territoriale, le plus difficile est de sortir les partenaires des schémas sectoriels, cloisonnés, verticaux classiques issus de l'activité professionnelle ou des études. D'autres facteurs de blocage ont également été identifiés, comme le corporatisme, frein important au caractère transversal, solidaire et commun des actions, l'Etat et sa réglementation, les faiblesses qualitatives locales de l'offre de service en formation en termes d'adéquation aux besoins et la difficulté d'une communication associant les sites, les territoires et la marque.



L'idée de certification renvoie immédiatement à la notion d'évaluation : l'action remplit-elle les critères du cahier des charges ? Quels en sont les indicateurs pertinents et utiles ? Comment respecter la diversité des approches et éviter l'uniformisation sur des critères trop génériques ? Peut-elle n'être qu'une validation de processus locaux étant entendu que ceux-ci convergent vers des objectifs de développement durable ?

La certification c'est à dire la garantie d'une démarche qualité ou pourquoi pas de *qualité territoriale* est réclamée par les acteurs de terrain conscients des problèmes de légitimité de crédibilité et de responsabilité. L'Etat ou les grandes institutions internationales paraissent en mesure de répondre à cette demande. Un exemple :

"La « charte TRANSVERSALE » est un contrat orienté vers les réalisations et les processus. Elle fonde l'ensemble de la démarche et pourrait donner lieu au final à une certification (label) validée par plusieurs référents institutionnels ayant une bonne image et une visibilité internationale : par exemple l'UNESCO pour les aspects culturels et patrimoniaux, le WWF pour le volet conservation de la biodiversité, le(s) porteur(s) de la référence internationale au tourisme « éthique » ou « équitable ». Pour les aspects économiques et sociétaux, la réflexion porte sur les acteurs de l'économie solidaire et du commerce équitable" (A. Laurent)

Charte transversale, label transversal : au-delà des mots qui peuvent prêter à confusion, c'est bien la reconnaissance d'une *bonne direction* qui qualifierait un territoire durable.

L'ambition n'est pas utopique. De nombreuses techniques, des pratiques, des leçons de l'expérience permettent de progresser dans cette voie. Revue de détail

V Rendre compte et se rendre compte.

« En dépit des initiatives positives et intéressantes prises par l'industrie touristique pour améliorer ses normes de gestion et de protection de l'environnement beaucoup reste encore à faire [...] Par ailleurs ces initiatives de la profession devraient être suivies évaluées et consignées afin de rendre compte des progrès accomplis dans la réalisation des objectifs du développement durable en général et de la protection de l'environnement en particulier »

Conseil Economique et social Nations Unies Commission du développement durable septième session
avril

• Qui peut évaluer et quelle est la légitimité d'une évaluation ?

Evaluer et se rendre *compte* et *des comptes* apparaît de plus en plus comme une nécessité comme le soulignent des articles grand public très critiques (P. Gandin, 2001) ou différents appels des militants du tourisme responsable (A. Amblès, 2002-3).

En France, en mai 2003, la Conférence Permanente du Tourisme Rural a émis sur cette question un avis sensé, d'application typiquement partenariale :

Nous émettons des doutes sur des politiques qui par souci aussi de simplicité s'orientent exclusivement vers des procédures normatives Nous prônons au contraire des **démarches d'accompagnement** : réalisation d'un état zéro définition de critères de progrès établissement de contrats d'objectifs mise en place d'un tableau de bord avec les acteurs de terrain évaluation

Source : Avis de la CPTR sur le Tourisme durable discuté en séance plénière du mai et complété en accord avec la décision prise en séance plénière par sa commission internationale

L'évaluation, par rapport à des références telles que les principes du développement durable d'une charte ou de tout autre contrat entre acteurs, a pour implication une *compréhension partagée* de ces principes, c'est à dire une culture commune, si ce n'est du développement durable, au moins des différents enjeux autre qu'immédiats définis collectivement.

Seule cette culture pourra permettre d'apprécier correctement le décalage possible entre les principes, les intentions et la réalité. Cette compréhension partagée amène à travailler collectivement tout au long du processus. On parlera à ce niveau d'un mélange d'*évaluation formative* ou *participative* et d'*auto-évaluation*.

Il n'empêche que l'évaluation dite *externe*, c'est à dire neutre et indépendante mais disposant du référentiel nécessaire, est incontournable. Elle est en général confiée à un tiers, dont la position par rapport à l'action et par rapport à la culture du lieu, il faut en avoir conscience, n'est pas sans influence. A partir de là, se pose la question du *Qui ?*, du *Quoi ?* et du *Comment ?*.

Dans le domaine scientifique, où la cooptation et la mise en avant de la notoriété se substituent parfois aux analyses de contenu, des voix s'élèvent pour remettre en cause *l'évaluation par les pairs*.

Celle par exemple du sociologue des sciences Peter Weingart (2003) citant U. Schnabel et A. Sentker :

Une série d'études menées dans les années 1970 a montré que l'évaluation par les pairs est loin d'être aussi fiable que l'on pense On a par exemple envoyé à divers journaux de psychologie des articles déjà publiés après avoir changé le titre le nom et les adresses des auteurs et apportés quelques légères modifications de forme du texte Dans neuf cas sur dix les experts ne se sont pas aperçus qu'il s'agissait d'articles déjà publiés Et la majorité a refusé des textes qui avaient déjà été publiés et donc acceptés

Source : P. Weingart

L'évaluation pose donc la question immédiate et incontournable de sa crédibilité et de son indépendance. Une étude spécifique sur cette question est indispensable, d'autant que le tourisme, activité de services multiples, conduit inévitablement à élargir la recherche dans le réseau interconnecté des causes et des conséquences à différentes échelles spatiales, temporelles et de gouvernance.

• Quoi évaluer ?

Lors du travail d'introspection mené par l'Union Européenne en 1999 (FPH, 1999) sur ses pratiques de coopération internationale, il a été question d'un « *essentiel invisible* ». Pour n'importe quel technicien, administrateur, bailleur de fonds ou simple citoyen, une vraie révolution :

Une grande importance est également accordée aux indicateurs quantitatifs aux mesures visibles et aux résultats à court terme Les partenaires ACP [Afrique Caraïbes Pacifique sigle du jargon européen] qui prennent au pied de la lettre la volonté affichée de soutenir des processus de développement en souffrent énormément Ils savent que les processus sont longs plus consommateurs en temps qu'en argent et plus encore pour paraphraser Saint Exupéry que l'essentiel est invisible **Un essentiel invisible voilà qui n'est pas si facile à admettre dans la pratique pour une grande organisation** [...] les micro projets tout le monde aime bien dit un fonctionnaire avec humour parce que l'on peut aller les visiter et qu'à cette occasion les villageois dansent

Source : Michel Rocard & Pierre Calame (sous la direction de) () « Mettre la coopération européenne au service des acteurs et des processus de développement » FPH n°

On voit par cet exemple que l'évaluation doit porter sur des éléments précis, parlants et les moins ambigus possible, mais aussi sur des aspects de rythmes, de comportements collectifs, de modalités de co-opération et de partenariat, d'implication et de respect des logiques de chacun.

Il est instructif sur ce point de voir comment LEADER, programme d'initiative communautaire, pose le problème (Observatoire européen LEADER, 1999) :

La question de l'évaluation des effets non quantifiables d'un projet

Un exemple concret permet d'illustrer en quoi l'évaluation de LEADER n'est pas une tâche simple Imaginons un groupe local ayant mis en oeuvre une série d'actions concernant le tourisme rural Ces actions ont eu pour résultat d'attirer de nouveaux visiteurs sur le territoire d'apporter un revenu supplémentaire et des emplois plus diversifiés pour la population locale De nouvelles formes d'échange avec l'extérieur ont été créées ce qui a amélioré la compétitivité du territoire

Les indicateurs mis en place « *ex ante* » pourraient par exemple viser à quantifier :

- le nombre de maisons rénovées
- le nombre de personnes formées aux techniques de construction traditionnelles
- le nombre d'utilisateurs du centre de loisirs collectif
- le nombre de nouveaux visiteurs sur le territoire
- les nouveaux emplois et le revenu généré
- le coût de ces nouveaux emplois

.../...

.../...

Si on se contente des données fournies par ces indicateurs des éléments tels que la mise en valeur des ressources locales la participation des acteurs locaux ou le lien entre les actions ne seront pas visibles et leur influence sur les résultats ne pourra pas être appréciée. Ces indicateurs montreront une partie des résultats et de l'impact des actions ce qui est bien sûr important mais très peu sur la valeur ajoutée qu'a représenté « l'approche LEADER » par rapport aux autres approches.

Reprenant notre exemple nous ne saurons pas :

- qu'un travail d'information préalable a impliqué plus de habitants ;
- que la définition de l'ensemble du projet a fait l'objet d'une multitude de réunions de concertation avec toutes les parties intéressées ;
- que les propriétaires ont notamment participé à la définition du projet et contribué par leurs investissements privés à sa réalisation ;
- que le savoir faire lié aux techniques de construction locales traditionnelles a été revalorisé ;
- qu'un système collectif de loisirs pour les familles avec enfants a été organisé grâce à une étude de marché et des experts et est accessible aux habitants permanents ;
- qu'une nouvelle image du territoire a été créée et communiquée

Source : « Evaluer la valeur ajoutée de l'approche LEADER Innovation en milieu rural » Cahier n° Observatoire européen LEADER pages

Un autre éclairage, parfaitement concordant, est donné par les Evaluations d'Impact sur le Développement Durable (EID) utilisées par l'Union Européenne dans le cadre des négociations d'accords de partenariats économiques (APE) avec les pays ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique).

Par rapport aux évaluations conventionnelles d'impact économique, les EID considèrent trois champs d'analyse « *d'égale importance pour l'évaluation* » : le développement économique, la durabilité sociale et la durabilité environnementale. Il est souligné que, « [...] *les consultants qui réalisent les EID doivent assumer la lourde tâche de relier les différents domaines entre eux, tout en évaluant leurs éventuels effets contradictoires.* » (S. Szepezi, 2003).

• Une réponse au *Comment ?* : regards croisés et critères « contextualisés »

Les évaluations doivent être **l'occasion de rencontres et de débats** et **s'enrichir des comparaisons et des réactions** des uns et des autres » [...]

Il faut remplacer les indicateurs chiffrés de l'impact à court terme de l'action menée par une évaluation de sa **pertinence à long terme** » [...]

Tout cela suppose qu'une réelle **priorité soit accordée à l'échange et à la capitalisation de l'expérience**

Source : Michel Rocard & Pierre Calame (sous la direction de) () « Mettre la coopération européenne au service des acteurs et des processus de développement » FPH n°

Le suivi des initiatives sur le développement durable est difficile : *comment évaluer ? Pour quelles finalités ? Comment être exhaustif ? Comment et quoi capitaliser et échanger ? Peut-on éviter le piège des indicateurs dont le tamis international est trop large et inadapté aux contextes infra, sans vision globale du développement et sans liens entre les grandes catégories qu'ils représentent - sociale, économique, environnementale et institutionnelle - ?*

Plusieurs pistes sont ouvertes, en France, sur ces questions. Deux d'entre elles, issues du milieu de la haute fonction publique - en l'espèce la Commission permanente Evaluation de l'Inspection générale du ministère de l'agriculture - et des chercheurs en économie - issus du centre d'Economie et d'Ethique pour l'Environnement et le Développement (Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines) - méritent que l'on y prête attention.

La première met en valeur *les processus de co-évaluation avec les acteurs et les effets à long terme*, et la deuxième, dans le domaine du repérage de la pauvreté, met en évidence que *les indicateurs moyens, de niveau national par exemple, sont incapables de représenter une réalité qu'il faut appréhender au plus près des territoires pertinents, des populations dites « locales », voire des familles - ou des ménages dans le cas présent.*

• La co évaluation ou l'équilibre des points de vue

Sans que l'on puisse parler de modèle français de l'évaluation **il existe désormais une conception française de l'évaluation** Celle ci met l'accent sur la participation des acteurs ou au moins sur leur accès aux résultats de l'évaluation ainsi que sur le débat et le compromis
Elle fait ainsi sienne l'hypothèse que l'amélioration d'un programme dépend au moins autant sinon plus des logiques d'action face aux problèmes à résoudre que de la relation entre objectifs et moyens
«L'école française» de l'évaluation met aussi plus que d'autres l'accent sur le fait que les actions conduites avec des fonds publics le sont au nom de l'intérêt général ou en réponse à une demande sociale
En conséquence l'évaluation doit s'attacher aux effets durables (impacts) plus qu'aux effets immédiats à la valeur sociale (sociétale) des actions menées plus qu'aux réalisations Par ailleurs l'«école française» de l'évaluation insiste sur les finalités auxquelles l'évaluation doit répondre

Source : R Mabit

La co-évaluation des effets du tourisme à court, moyen et long terme, associée à la plus totale transparence - une publication sur internet -, est proposée par les animateurs du site www.tourisme-durable.net.

La méthode préconisée fait intervenir trois avis sur une prestation ou un aménagement touristique - le *touriste-voyageur*, le *voyagiste-prestataire* et l'*habitant-travailleur-entrepreneur* - et une publication en ligne des résultats.

Les critères - respect, valorisation, exploitation des lieux, rôle des habitants, paysages, écosystèmes, activités économiques locales, caractère saisonnier des emplois, entreprises ou services, diversifications d'activités et de formation, modes de vie, usage des ressources du territoire, modes de déplacement, respect des réglementations ou des coutumes locales ou internationales en matière de : droit du travail, protection des lieux, de la faune et de la flore, du patrimoine bâti, gestion de l'eau, des énergies renouvelables et des déchets, accessibilité...- prennent en compte le tourisme dans sa globalité.

Pour tenter d'évaluer la portée respective de chacune des trois co-évaluations proposées, les points de vérification, sur lesquels l'attention doit se porter, ont été extraits puis mis en équivalence sous forme de tableau (page suivante).

Par la suite, un petit calcul statistique simple a mis en évidence la charge de responsabilités d'évaluation pour chacune des trois co-évaluations :

- le *prestataire* a le cahier des charges le plus lourd avec un volume de prescriptions de deux cents cinquante trois mots, 100% de directives,
- l'*habitant* se voit confier une responsabilité quasi-équivalente avec deux cents trente neuf mots, 94% de directives,
- et le *voyageur*, dont il est estimé que, même dans une attitude éthique ou solidaire, s'agissant d'un véritable travail, le cahier des charges doit être simplifié et allégé, avec cent cinquante neuf mots, 63% des directives.

	Touriste voyageur	Habitant Travailleur Entrepreneur	Voyagiste prestataire
Contexte	Voyage : organisation voyagiste transport période accueil etc	Sentiment sur les activités touristiques à proximité	Produits : organisation hébergements transport activités accueil diversification des offres répondant aux repères d'un tourisme durable et équitable
Economie locale	Lien du séjour avec la vie économique locale	• Liens entre les activités touristiques à proximité et la vie économique locale (emploi de personnels locaux achats de produits sur les lieux de marché...)? • Commentaires sur les conditions de travail en particulier pour le personnel saisonnier	• Construction des produits touristiques en liaison avec la vie économique locale (emploi de personnels locaux achats de produits sur les lieux de marchés...) • Rémunérations et conditions de travail en particulier du personnel saisonnier selon les recommandations de l'Organisation internationale du travail
Capacités locales	Relation du séjour avec les habitants et les savoir faire locaux	• Meilleure qualification des travailleurs ou des entrepreneurs favorisée par les activités touristiques proches • Propositions d'actions de formation pour acquérir de nouvelles connaissances	Contribution des séjours au développement de savoir faire actuels ou nouveaux des niveaux de qualification parmi les habitants les travailleurs ou les entrepreneurs du pays d'accueil par des actions de formation soit par des pratiques coopératives ou solidaires dans la gestion des séjours
Multi activité	Diversification du produit touristique en relation avec les ressources locales pour s'adapter aux divers publics et respecter les conditions locales de vie	• Saisonnalité des activités touristiques proches • Développement d'autres activités en dehors de la saison touristique	Contribution des produits touristiques en relation avec d'autres ressources locales et le contexte de vie des habitants à une diversification économique et la réduction du caractère saisonnier du tourisme
Respect des patrimoines	Sentiment ou certitude de participer ou non à un tourisme de découverte des cultures locales de respect des territoires des écosystèmes du patrimoine et des populations	• Echanges sur les cultures du pays les traditions le patrimoine lors de rencontres avec les touristes • Sentiment sur le respect par les voyageurs des façons de vivre locales	Contribution des produits à un tourisme de découverte des cultures locales de respect des territoires des écosystèmes du patrimoine et des populations
Hébergements	Hébergements en relation avec les modes d'habitats locaux (matériaux de construction style d'architecture mode de vie respect des lieux intégration au paysage gestion des déchets de l'eau des sources d'énergie)	• Construction des hébergements touristiques proches construits à la mode locale avec des matériaux de construction traditionnels • Respect des lieux (la mémoire le paysage les alentours) par les bâtiments • Gestion de l'approvisionnement en eau traitement des déchets...	Les hébergements associés à vos produits touristiques sont ils en relation avec les modes d'habitats locaux (matériaux de construction style d'architecture mode de vie respect des lieux intégration au paysage gestion des déchets de l'eau des sources d'énergie)
Effets sur l'environnement	Commentaires éventuels par exemple sur une sur fréquentation des lieux...	• Fréquentation excessive de lieux qui devraient davantage être protégés (traditions utilisation des ressources...) dûe à des activités touristiques faisant vivre certains des proches	Commentaires éventuels sur une sur fréquentation des lieux due à la commercialisation des produits sur l'implantation des lieux de séjours sur les incidences d'activités intensives sans égard pour l'environnement...

La co-évaluation dépend pour une part importante d'une compétence en auto-évaluation, exercice difficile à réaliser. A. Dollfus (2002), note justement, dans le cadre de l'évaluation des actions villageoises de l'association TOURISME ET DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE au Burkina Faso :

Un certain décalage et une relative lenteur sont indispensables pour permettre aux équipes d'acquérir un minimum de culture de l'autocritique. Cette culture est le fondement des processus d'auto évaluation. Elle ne s'acquiert que lentement et progressivement. Elle est rarement à l'ordre du jour des premières années des projets communautaires : leur dynamique indispensable à leur réussite fonctionne d'abord sur des mécanismes d'appartenance de fierté et d'enjeux collectifs qui se marient mal avec l'autocritique. Cette dernière fonctionne d'ailleurs généralement mal sur les activités toutes neuves.

Source : A. Dollfus

• La vérité terrain au travers d'indicateurs issus du terrain pour le terrain

Il apparaît ainsi clairement que dans le cas d'un pays comme le Sénégal **l'application d'un seuil unique pour l'ensemble du territoire national fausse de manière significative la représentation de la réalité des situations de pauvreté** compte tenu des différentiels de mode comme de coût de la vie existant entre les régions et en particulier entre les régions périphériques et la capitale. On doit sans doute trouver là une des raisons de ces écarts considérables reportés par la plupart des études entre un milieu rural supposé concentrer la plus grande part de la pauvreté nationale et une région capitale paraissant beaucoup moins touchée. Même si l'on s'en tient à la seule approche monétaire que nous avons retenue ici qui ne représente qu'une partie de la réalité du phénomène **on constate qu'il n'existe pas de vérité unique sur la pauvreté.** Ces différentes représentations dont chacune correspond à une indéniable réalité statistique montrent bien les divergences de conclusions auxquelles elles peuvent conduire. De ce point de vue la représentation cartographique très simple que nous avons effectuée est particulièrement parlante.

Source : J. P. Minvielle

Au final, on peut considérer que les évaluations doivent « être l'occasion de rencontres et de débats, et s'enrichir des comparaisons des réactions des uns et des autres » (FPH 1999). Elles seront alors le prétexte, le déclencheur et le soutien à des dynamiques collectives et à une cohérence dans le dessein et l'accomplissement. Concrètement, cela revient à intégrer dans le résultat de l'évaluation des questions telles que : *en quoi puis-je me reconnaître si je prends à mon compte l'objectif commun ? et : de quoi puis-je rendre compte ?.*

• Adapter le général au particulier

Les indicateurs du développement durable, censés mesurer des évolutions, évaluer des politiques et fournir les informations indispensables à la prospective, posent de manière particulièrement aigüe la question des cibles (*Pour qui sont-ils fait ?*), de leur utilité (*Que veut-on en faire ?*) et de leur plasticité (*Où et sur quels critères situer la limite entre le spécifique et le général ?*).

Séparer le particulier du général, le contextuel du générique est une difficulté importante que les évaluateurs connaissent bien lorsqu'ils veulent capitaliser. Mais, parce qu'elle découlera d'un principe de partenariat, de transparence et de co-construction, elle devrait être, si ce n'est plus facile, du moins plus argumentée et éclairée par le vécu du quotidien.

C'est ce que confirme A. Dollfus (2002) à propos de l'évaluation de l'association TOURISME ET DEVELOPPEMENT SOLIDAIRE :

Un regard extérieur sur le type de projet est forcément subjectif. Il ne peut comparer ce qu'il perçoit de la réalité qu'à des leçons tirées d'évaluations antérieures. Les conclusions [...] reposent donc la plupart du temps sur des opinions argumentées et plus rarement sur des faits avérés et des interactions démontrées. **Mais il s'agit avant tout de donner à réfléchir et non d'édicter des vérités ou des conduites à tenir**. [...] Selon cette approche **le rôle d'un expert chargé d'appuyer la mise en place d'un système de suivi évaluation change : il doit d'abord animer ou faciliter l'animation de ces réflexions collectives** avant de commencer à élaborer des produits « clefs en main » en terme de critères et d'indicateurs d'organisation du suivi et d'utilisation de ces résultats.

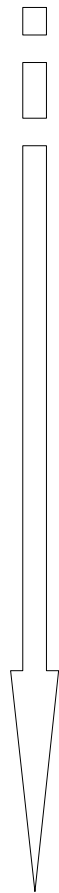
[...] **La mise en place des outils de suivi évaluation devrait adopter la pédagogie déjà adoptée pour l'ensemble des activités des villages d'accueil : des formations courtes permettent la maîtrise d'outils et de pratiques simples dont l'expérimentation va nourrir les formations suivantes**

Source : A. Dollfus

La co-construction des repères d'avancement et de résultats est l'enjeu d'une évaluation de proximité qui rendra compte d'une progression ou du maintien d'un état acquis dans une situation donnée. L'imposant manuel européen (collection MEANS, « Evaluer les programmes socio-économiques », 1999) donne sur cette question plusieurs méthodologies dont l'une, rôdée dans de nombreux contextes, a prouvé sa validité. Adaptée et enrichie, la démarche *in extenso* est la suivante :

Co construire les repères pour l'application d'un cahier des charges

Une démarche participative

- 
- ☐ **Constituer un groupe de travail** associant plusieurs personnes au moins une dizaine par exemple en suivant les catégories du réseau évaluation. Les groupes de travail sont analogues aux groupes de discussion développés au Canada (DRHC/EDD).
 - ☐ **Faire exprimer les effets (impacts) par les acteurs** : connaissance de l'action, populations touchées directement ou indirectement, nature des effets, mécanismes qui les produisent, sens (positifs, négatifs...).
 - ☐ **Lister, valider et pondérer les énoncés des effets** : à la fin de cette étape, les participants au groupe de travail disposent d'une liste où chaque énoncé est assorti d'une note attribuée selon son importance estimée dans le sens favorable ou défavorable.
 - ☐ **Regrouper les impacts de mêmes familles** : à la suite d'une argumentation éventuellement contradictoire, les énoncés sont regroupés par piles en fonction de leur affinité dite « conceptuelle ». Le résultat est une « **carte conceptuelle des impacts** ».
 - ☐ **Énoncer et valider des « classes d'impacts » (ou effets)** : le résultat est une nouvelle carte où les effets sont listés, organisés et dont les classes sont nommées.
 - ☐ **Grouper éventuellement les classes d'impacts selon leur transversalité** : des impacts pouvant être communs à différentes activités, ils pourront être classés « en transversal ».
 - ☐ **Passer de la « classe d'impact » à la méthode d'évaluation** : de la classe d'impact (ex : « meilleur environnement productif ») à une question évaluative (ex : « quelle a été la contribution de l'action considérée à l'amélioration de l'environnement des entreprises de production ? ») puis à la méthode d'évaluation (ex : enquêtes auprès des entreprises, agents touristiques... par questionnaire, entretien...).
 - ☐ **Construire des indicateurs génériques** : énoncer des indicateurs (à par « classes d'impacts ») qu'il sera possible de renseigner dans le plus grand nombre possible de types de mesures.
 - ☐ **Construire des indicateurs contextuels** : choisir des indicateurs (descripteurs) adaptés à chaque impact énoncé dans les « classes d'impacts ».

Source : collection MEANS

Associée à des méthodes comme les échelles de notation permettant d'évaluer des mesures différentes sous une forme homogène, l'analyse des synergies internes, l'utilisation de la matrice des impacts croisés, l'analyse multi-critère... la carte conceptuelle des impacts de l'union européenne forme un éventail de solutions techniques disponibles à un groupe d'évaluation.

Dans tous les cas, la détermination des références sur lesquelles les acteurs acceptent d'être *mesurés* est affaire de temps, entre quatorze et quarante-deux jours selon les auteurs du manuel européen, et de ressources humaines.

On constatera également qu'il s'agit d'une démarche d'approfondissement des connaissances. Pour cette raison, et particulièrement pour un public non technicien, l'évaluation sera avant tout une *évaluation formative* démarche de loin préférable à l'évaluation sommative, de l'ordre du contrôle a posteriori. L'évaluation est donc totalement intégrée au développement des projets et évoluera avec eux.

• De l'évaluation au contrôle

Le contrôle est une vérification de régularité, voire de légalité, et de conformité à des critères, généralement de bonne gestion financière. C'est donc, dans la pratique, un mécanisme qui rend compte de *l'adéquation des résultats aux moyens dans une perspective de jugement sur leur (bonne) utilisation*. Pour un contrôle, des critères d'efficience seront plutôt choisis : *est-ce que les objectifs ont été atteints au meilleur coût ? Pourrait-on (aurait-on pu) obtenir plus d'effets pour le même coût ?*

Les résultats d'un contrôle, éthiquement indispensables si on réfère au principe de responsabilité et pratiquement incontournables pour un bailleur de fonds, devront être confrontés aux conclusions plus qualitatives d'une co-évaluation, incluant notamment d'autres types de ressources non financières - temps collectif, bénévolat, flux d'informations, accès aux sources d'informations pertinentes, fluidité de circulation des informations, raccourcissement des temps d'action-réaction... -.

Sans ce croisement, les réalisations sont réduites à un simple mécanisme de décaissement et de bonne gestion financière, forme classique - et combien regrettable - de l'évaluation de projet. On n'ose parler de développement à ce stade.

[...] on ne peut se remettre à la seule industrie touristique pour édicter des critères à respecter Les initiatives publiques sont souvent plus fiables car lorsqu'une entreprise met en place seule un tel système qui est garant de son honnêteté ou de son efficacité ? On ne peut être à la fois juge et partie il faut des outils de contrôle externe et indépendants Les entreprises ont besoin de labels mais de labels crédibles Les ONG ne pourront pas indéfiniment être les seules promotrices et gestionnaires de ces labels

Tôt ou tard les autorités devront s'y impliquer

Source : F. El Alaoui

Pour bien comprendre les mécanismes qui sous-tendent l'idée du contrôle, il est instructif d'examiner par le menu le déroulement d'une certification nationale, en l'occurrence le label « Tourisme et Handicap ». On y constate que le contrôle n'est qu'une étape dans une progression vers des standards de qualité tant aux niveaux des matériels que des structures et services, que la transparence - l'accès public aux évaluations - est inscrite dans le cahier des charges et que les enquêteurs ont une formation spécifique.

Création du label national français « Tourisme et Handicap »

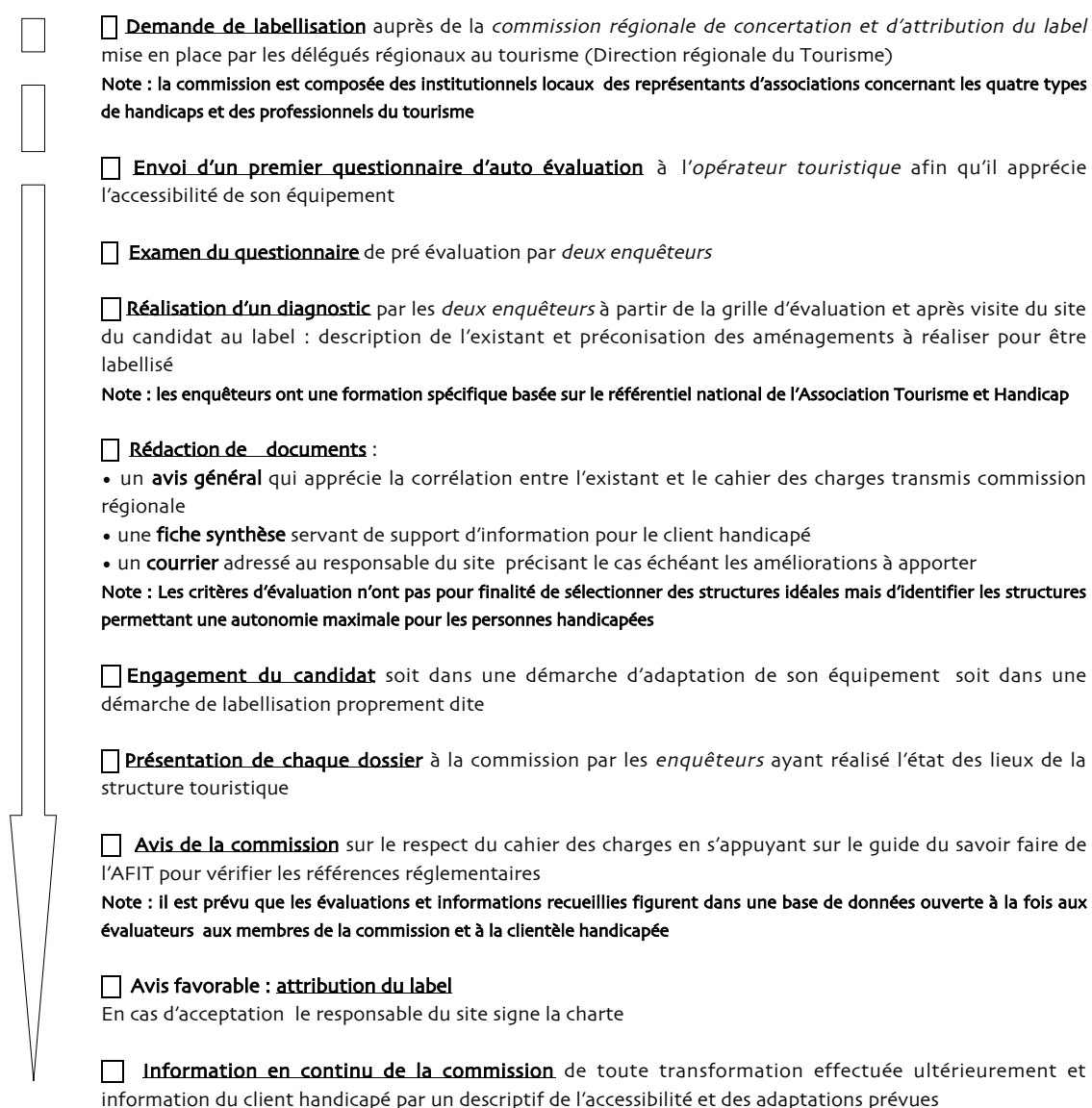
Finalité : Le label « Tourisme et Handicap » a pour finalité de donner des informations homogène et fiable sur l'accessibilité des équipements touristiques tout en favorisant l'intégration de l'offre adaptée à l'offre généraliste

Avantage : La mise en valeur des réalisations en matière d'accessibilité d'accueil et d'information par l'obtention du label permet d'inciter les professionnels à améliorer le niveau de leurs prestations tout en permettant aux clients potentiels de bénéficier d'une information objective. Le label est donc un moyen à terme d'obtenir un avantage concurrentiel par rapport à l'offre nationale et européenne

Outils :

- Une **grille d'évaluation** qui sert à évaluer l'accessibilité d'un site et constitue une base de données que le responsable du site pourra utiliser pour répondre aux interrogations des clients handicapés
- Un **cahier des charges** avec les recommandations et critères minimum qui conditionnent l'obtention du label
- Une **charte du labellisé** qui précise les engagements liés au label et qui sera signé par le candidat au label

Cheminement d'une demande :



Source : A. Bouvard

L'exemple du label « Tourisme et Handicap » souligne deux aspects importants de la démarche certificatrice : le *rôle des autorités administratives* dans l'organisation et la validation de décisions argumentées par une expertise neutre et l'*accompagnement*, voire le *soutien*, au processus de montée en puissance des *acteurs* dans leur capacité à respecter, dans la durée, le cahier des charges.

• Suivi évaluation contrôle : une question de moyens

Les Actes des Rencontres de Ouagadougou sur la Valorisation des patrimoines par le tourisme et pour le Développement, déjà évoqués antérieurement à plusieurs reprises, ont dégagé quatre pistes de réflexion :

- prolonger le travail entre administrations, porteurs d'initiatives, opérateurs touristiques, organismes d'appui et agences de coopération,
- organiser un catalogue de séjours touristiques,
- créer un label de qualité « Tourisme, culture et développement » associant opérateurs touristiques, et culturels du Burkina Faso,
- organiser une campagne de promotion et de communication ciblée.

Mais au-delà, il est intéressant de reporter *in extenso* la conclusion des Rencontres :

Ce programme d'actions pilotes [ci dessus] devrait aussi s'inscrire dans une démarche déontologique exemplaire débouchant sur une **charte qualité des produits élaborés**. Il devrait également définir et chercher à mettre en œuvre les outils d'accompagnement nécessaires en termes de formation d'appui de conseil de valorisation d'évaluation et de coordination permettant d'atteindre les objectifs de qualité recherchés et nécessaires. A cet effet la mise en place d'un cadre de concertation s'avère indispensable.

Source : Actes des Rencontres de Ouagadougou des novembre sur la Valorisation des patrimoines par le tourisme et pour le Développement

Plusieurs enseignements se dégagent des Rencontres de Ouagadougou qui, parce qu'elles ont été tenues à une échelle modeste permettant un bon niveau d'échanges, sont particulièrement représentatives du sentiment général d'une communauté d'acteurs d'un tourisme réformé.

- En premier lieu figure la notion de *charte*, à la fois garantie et signature d'une démarche « qualité » pour le consommateur citoyen.
- En deuxième lieu, et c'est là l'enjeu principal d'une évaluation potentiellement à l'origine d'une certification puis d'un contrôle, les Rencontres ont placé la notion de charte au cœur d'un *dispositif de mise à niveau* incluant formation, appui, conseil, valorisation, coordination et concertation.

C'est donc bien en termes de moyens que se pose le lancement d'une démarche qualité issue d'une charte. Parmi les moyens, on placera les ressources humaines compétentes, reconnues comme telles et légitimes :

L'analyse des contributions particulières des différents pays nous conduit à soulever un problème. Les contributions traduisent les préoccupations et les responsabilités des experts présents dans les réunions de l'AEC qui sont souvent des fonctionnaires d'administrations centrales qui évoluent à une échelle nationale et non locale. **Les outils d'évaluation proposés s'appuient sur des moyens humains et financiers dont on peut pressentir qu'ils ne sont pas mobilisables localement.** Ce décalage pose la question de la représentativité des acteurs locaux au sein de l'AEC et de la participation de ceux là même qui vont devoir localement mettre en pratique une démarche conçue à leur intention.

Source : Indicateurs du tourisme durable dans la Caraïbe Piloter le tourisme durable dans les destinations de la Caraïbe AFIT Annexes pages

• Les enjeux de l'évaluation

Un article récent (A. Laurent & A.S. Chire, 2002-1) tente de définir les contours d'une évaluation qui s'appliquerait à elle-même les principes et les valeurs prônées par les conventions, chartes et autres codes privés ou institutionnels. Sur la base de ce document, les enjeux d'une évaluation d'un tourisme contributeur au développement durable seraient les suivants :

Enjeu n°1

Simplifier et rendre accessibles le « vocabulaire et la syntaxe » premier acte de concrétisation de valeurs : partage ouverture dialogue

Enjeu n°2

Pratiquer la transparence et plus encore la faire reconnaître en toute indépendance

Enjeu n°3

Sous le grand chapeau de la responsabilité partagée rendre compte de la diversité des partenariats et de la nature des échanges qui en découle

Enjeu n°4

Se rendre compte par l'échange et rendre compte aux autres de la façon dont sont vécues les réalités du monde qui reçoit : visions rythmes attentes besoins

Enjeu n°5

Rendre compte des efforts dans les grands champs de l'équitable : les personnes l'articulation local régional national la solidarité entre générations

Enjeu n°6

Rendre explicites le sens et les implications des mots concepts affichés dans le contrat charte cahier des charges code convention...

Enjeu n°7

Rendre compte d'une manière logique objectif résultat la « façon de faire » et les processus qualitatifs étant aussi un objectif en soi

Enjeu n°8

Rendre compte des effets sur la valorisation du patrimoine culturel à partir du moment où ces valeurs sont reconnues et promues par les communautés

Enjeu n°9

Rendre compte d'une prise en compte réelle des contraintes et spécificités environnementales sociales et économiques

Enjeu n°10

Prendre en compte le temps long en établissant quelques repères montrant une évolution vers les objectifs qualitatifs fixés

Enjeu n°11

Prendre pleinement en compte la logique ascendante qui permet de co construire des repères d'avancement (ou indicateurs ou variables ou révélateurs...) vers les résultats escomptés ou non

Enjeu n°12

Investir dans le « rendre compte » des effets locaux ET généraux du tourisme DANS et SUR le milieu récepteur



Contractualiser une démarche certifier sa qualité évaluer sa portée
Cette suite logique pourrait organiser la progression du tourisme responsable vers le développement durable

- le *contrat* est l'affirmation d'une volonté commune : objectifs niveaux d'engagement responsabilités d'action et moyens sont partagés entre partenaires traités d'égal à égal
- la *certification* apporte la légitimité nécessaire aux éléments de communication sur les actions engagées
- l'*évaluation* légitime la certification Elle est partagée co construite et mixe les points de vue

Mais quelle enseigne choisir ? L'équitable est-il inclus dans le solidaire lui-même partie du durable ? Ces questions sont loin d'être tranchées même si malgré les recouvrements et le mélange des genres très visibles dans l'affichage on distingue plusieurs profils

En fin de compte le problème n'est peut-être pas tant sur l'enseigne argument de communication instantanée que sur le respect des cahiers des charges les chartes choisis ou élaborés par les acteurs eux-mêmes Dans ce cas il ne s'agit pas seulement de valider une conformité à une procédure de niveau international mais de valider deux autres conformités ou plutôt *cohérences* :

- la cohérence du texte proposé par la structure ou le groupe avec les deux grands textes de l'OMT la convention sur le tourisme durable et le code mondial d'éthique du tourisme
- la cohérence du texte de la structure ou du groupe avec les actions menées et les résultats obtenus

Il s'agit donc de former les acteurs à la déclinaison de leurs chartes en *tableaux de bord* et au suivi évaluation de leurs actions grâce à ces mêmes tableaux de bord La certification serait à la fois générale *une démarche vers* et spécifique car respectueuse de la nature de chaque niche de tourisme responsable contexte et type de produits Il faut pour cette démarche de proximité que la coopération décentralisée faciliterait du savoir faire et du savoir être Question d'éthique dernier sujet de cette section

VI L'éthique pour faire évoluer les mentalités

« La compréhension entre les peuples c'est du « travail » [...] Le simple échange ne rend pas automatique une compréhension réciproque Il peut même parfois renforcer les préjugés et les malentendus »

Odile Albert

Ce constat s'applique aussi aux échanges entre cultures techniques, secteurs, spécialités et habitants d'un territoire. Mais comment faire pour instaurer les bases d'un dialogue constructif durable entre acteurs ? Comment construire des partenariats sur une compréhension réellement partagée ?

Il y faut, certainement, un climat de confiance, de l'attention et de la compréhension des autres, le partage du sens et des notions et, plus que tout, une maîtrise des calendriers. Autant dire une *révolution douce* qui n'a ni besoin de moyens, ni de techniques, ni de matériels, ni même d'argent : juste des principes et une certaine...*éthique*.

• La transparence condition de la confiance au cœur de la *gouvernance*

Dès qu'il y a secret il y a corruption Nous sommes les seuls parmi les Ong locales [Gonoshasthaya Kendra, le « Centre de santé populaire », Bangladesh] à afficher nos salaires et nos rapports financiers dans les centres locaux [...] La transparence commence là Ensuite avec les ONG du Nord c'est affaire de respect et de confiance mutuelle Si nous avons affaire à un donateur qui nous comprend et met l'accent sur le développement humain je n'ai pas d'objection à ce qu'il regarde dans mes livres de compte Mais il doit admettre que moi aussi j'ai le droit de regarder dans les siens

Source : Zafrullah Chowdhury

Ma préférence va aux associations qui affichent la plus grande transparence Celles qui ont obtenu le « Prix Cristal de la Transparence » par exemple décerné chaque année à une grande association humanitaire par la Compagnie des Commissaires aux comptes Ce prix donne des garanties plus importantes que le label d'utilité publique :

Source : E O (anonyme) : « Tourisme une nouvelle forme de pollution ? » www.abm.fr/pratiques/dossier.html

Principale caractéristique française : le refus statistique Personne en France au Parlement au gouvernement à l'INSEE à la Cour des Comptes dans les universités ou les médias chez les partenaires sociaux ni le « parlement du monde associatif » le fameux CNVA (Centre National de la Vie Associative dont tous les membres sont nommés par le Gouvernement) ni les multiples observatoires coordinations et autres « têtes de réseaux » ne veut ni ne peut garantir avec précision le nombre des associations les effectifs des salariés et des bénévoles le montant l'origine et les modalités des aides publiques ni de l'activité marchande le produit de l'appel à la générosité publique le patrimoine et les revenus associatifs

Source : P P Kaltenbach

Le manque de transparence fait l'objet d'un nombre incalculable de récriminations, plus ou moins militantes (ci-dessous), et de constats désabusés. Elle est au cœur d'un maëlstrom où cohabitent l'intégrité, l'honnêteté, la déontologie, l'équité, la responsabilité.

Elle est souhaitée est recommandée par la SNDD, qui prône un Etat « *exemplaire* » et par l'OCDE qui « *soutient ses pays Membres dans leurs actions visant à promouvoir la bonne gouvernance dans la sphère publique comme dans la sphère privée.* » (OCDE, 2000-1) :

Les tendances communes montrent qu'il faut prendre les mesures suivantes pour construire un système cohérent de mécanismes de soutien : c'est à dire une véritable infrastructure de l'éthique :

- Communiquer et inculquer les valeurs fondamentales et les normes éthiques aux fonctionnaires afin de leur donner des orientations et des conseils pour les aider à résoudre les dilemmes de nature éthique
- Promouvoir ces normes : prévenir les situations susceptibles de donner lieu à des conflits d'intérêt et récompenser les normes de conduite élevées au cours du déroulement de carrière
- Contrôler le respect de ces valeurs et rendre compte : détecter et sanctionner les actes contraires à l'éthique

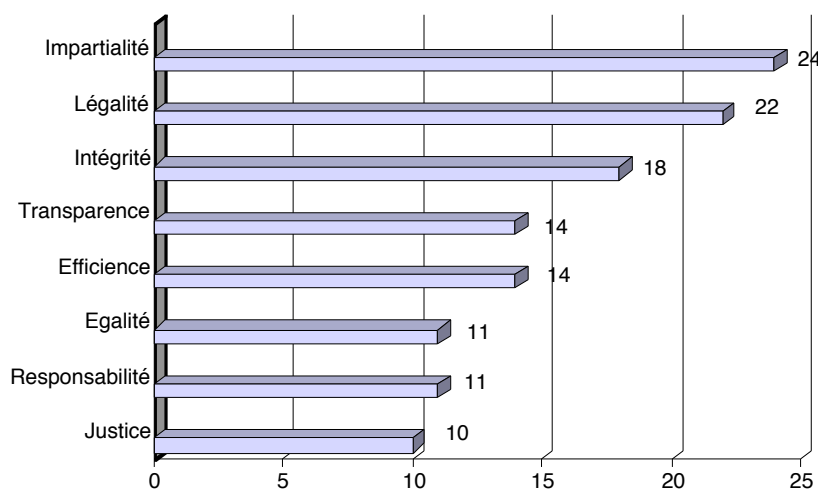
Source : OCDE

« Infrastructure de l'éthique ». Pour le Canada, cette infrastructure comprend généralement : « l'énoncé de valeurs ou de principes, les normes de conduite, les outils de promotion et de sensibilisation aux valeurs, le contrôle des actes répréhensibles, la coordination, gestion et évaluation des programmes de valeurs et d'éthique. » (Bureau des valeurs et de l'éthique, 2002).

Quant à son contenu, voici ce que la notion d'éthique évoque au sein de l'administration européenne (« Les huit valeurs essentielles du service public les plus fréquemment citées par 29 pays Membres de l'OCDE », 2000-1) :

Les huit valeurs essentielles du service public en Europe

OCDE



Source : OCDE

Au fond, la transparence apparaît comme un élément structurant de l'éthique. Il n'est pas étonnant qu'à travers elle, le lien se fasse avec l'évaluation, dont on a vu les enjeux majeurs :

La sincérité est une attitude éthique imposée par la rigueur du processus [le cycle de projet]. La transparence apparaît spécialement quand l'analyse, les recommandations, les négociations sont entreprises. Dans le même temps c'est la meilleure voie d'apprentissage. **A travers l'évaluation une nouvelle culture professionnelle est apprise. Elle développe lucidité, sincérité et transparence.**

Source : P. Torres

Devant l'inflation des mots, modes et comportements opportunistes, il est clair, aujourd'hui, que le tri s'effectuera, à terme, sur des avis vérifiables, certifiés et neutres : « *Se tourner vers un petit voyageur qui revendique l'étiquette solidaire ou équitable est un premier pas, mais il faut aussi être curieux de ce qui peut se cacher derrière cette étiquette. En effet, en l'absence d'instance de contrôle externe et indépendante, les étiquettes peuvent quelquefois être trompeuses.* » (Ritimo, mai 2003, « Vacances j'oublie tout ? »). Le défi est donc de pratiquer la transparence et, mieux, de la faire connaître et reconnaître en toute indépendance.

• Une écoute attentive

« *Toutes [les ONG du Sud] réclament un donateur qui soit à leur écoute, qui prenne le temps d'apprendre et qui leur laisse une marge d'initiative suffisante* » (P. Demenet, 2001).

Cette capacité à prendre en compte les aspirations du terrain est importante, plus encore lorsqu'elles intègrent des préoccupations de viabilité : « *La création, la valorisation et l'échange de connaissances scientifiques pluri-disciplinaires et de savoir faire sont indispensables pour atteindre le développement durable* » (Déclaration des ONG de la Méditerranée pour Johannesburg, Nice, 12/01/2002)

En fin de compte, le bon sens ou un intérêt bien compris conduit à mettre en avant des conseils simples : « *Comprendre la culture de l'autre et, des deux côtés, en tenir compte. Se mettre à la place de l'autre signifie observer ses valeurs, ses besoins, son mode de vie. Cela améliorerait considérablement les relations entre les pays et les continents* » (Y. Kakabadse, 2001).

Ecouter et entendre les réalités du monde qui reçoit - attentes, besoins, rythmes, visions, logiques -, à défaut de les vivre, paraît être la pierre angulaire des démarches construites collectivement. Encore faut-il, aussi, bien comprendre et expérimenter le dialogue interculturel.

• Donner du sens aux mots

« [...] *il ne semble pas que la notion de durabilité ait un sens pour les cultures dites autochtones, auprès desquelles nous devrions prendre inspiration pour envisager de nouveaux modèles de relation à l'environnement et au développement.*

[...] *On peut s'interroger également sur la signification de la notion d'avenir au sein des cultures orientales par exemple qui n'ont pas le même rapport au temps que les cultures occidentales. Le développement durable est un projet nord-occidental* » (G. Esteva & W. Sachs, 1996).

« *En ki-swahili et en kikuyu, il n'y avait pas de mots pour « stratégie », « défi » et « priorité » dans le passé. Sous l'influence de la culture occidentale, on a créé des mots pour ces notions.* » (G. Wanjohi, 2000).

Les deux exemples cités, parmi beaucoup, nous rappellent que les malentendus, issus d'une compréhension fautive ou tronquée des réalités d'ici et d'ailleurs, et particulièrement celles d'un Nord en vacances et d'un Sud au travail, sont sans doute plus fréquents que nous ne le pensons.

Mais, même, ou surtout, dans un partenariat Nord-Sud, il est important de définir les intentions et les finalités, qui relèvent du contrat entre tous les acteurs permanents ou temporaires d'une démarche voulue nouvelle.

C'est donc sur une base écrite formalisée, mais aussi ses références non écrites mais explicitées, que peut se construire la co-opération.

• Respecter les rythmes et le temps local

« *Vous avez les montres, nous avons le temps* » : cette boutade africaine pose la question des décalages de calendriers entre les acteurs du tourisme, les touristes, et les populations accueillantes. C'est vrai pour certains désagréments d'un séjour mais c'est aussi un facteur clé à prendre en compte dans des démarches multi-partenariales.

Par exemple, l'expérience des coopératives touristiques montre que « *les facteurs les plus déterminants de la réussite relèvent d'une part de l'organisation des acteurs [les membres de la coopérative ont des réseaux de relation nationaux et européens] et d'autre part de l'inscription de la démarche dans la durée qui a contribué à la reconnaissance de la coopérative comme acteur incontournable du développement local et vaincu les réticences initiales des élus et responsables locaux.* » (CRIT, 1999 « Coopérative touristique moteur du développement local », site www.crit.cg47.fr/m1c13/num302.htm).

La prise en compte du temps long est, avec la qualité des ressources humaines, une dimension cruciale.

• L'éthique professionnelle dans le tourisme responsable : la déontologie

Reprenons comme exemple le thème de l'évaluation, structurellement lié à des engagements sur la base de chartes ou autres codes. Plus qu'un formalisme de procédure, le travail d'évaluation, qui conditionnera, par ses résultats, non seulement le crédit d'une offre mais la réalité des impacts, sera plus le fait d'une attitude personnelle, car, au fond, c'est bien de la qualité des hommes dont il faut parler, plus que d'une technique.

Le « métier » d'évaluateur impose ainsi un certain nombre d'exigences au plan déontologique (R. Mabit, 2001). On peut les extrapoler à l'ensemble des parties prenantes, principalement les agences et structures du Nord, mais aussi les partenaires du Sud :

- tout évaluateur doit être **indépendant par rapport au commanditaire** au responsable et aux gestionnaires du programme et pouvoir exercer pleinement sa liberté de jugement ;
- tout évaluateur est dans une **attitude d'écoute des personnes** sans a priori et en respectant chacune ;
- pour être utile et utilisable **l'évaluation doit être partagée** ; les évaluateurs doivent donc dans la démarche suivie construire ce partage en travaillant en équipe en privilégiant les approches pluralistes en favorisant les échanges internes et externes ;
- les évaluateurs de programme public formulent leur jugement **en référence à l'intérêt général** et en s'efforçant d'avoir tout au long du processus **l'intelligence des finalités**

Source : René Mabit

En élargissant encore le propos, la déontologie de l'acteur du tourisme responsable s'impose à tous niveaux, du fait même que le tourisme, contrairement aux autres relations économiques Nord/Sud, met massivement face à face des pans entiers de populations et donc de modes de vie, voire de philosophies de vie. Respect des personnes, respect du contrat, respect de l'environnement, respect des valeurs, respect des différences, respect de la diversité : le respect est une clé de la déontologie des acteurs du tourisme responsable. C'est tout simplement le respect d'engagements éthiques.



"Quel est le rôle joué par les institutions financières internationales en matière de tourisme éthique et durable face aux intérêts économiques?"

"Quelle est la prise en compte des réalités sociales des personnes travaillant dans le tourisme ou subissant ses conséquences?"

"Beaucoup de chartes ou de codes de conduite ont été rédigés et adoptés peu de normes sont réellement effectives"

"Le manque de prise en compte de l'impact lié à l'explosion des transports dans les années à venir"

Ces questions et remarques montrent que les participants à une rencontre sur les perspectives de la reconnaissance et de l'application par le Droit des principes de tourisme éthique et de développement durable (CRIDEAU université de Limoges et juin) sont pragmatiques : l'éthique du tourisme c'est d'abord l'éthique des institutions et des agents économiques. Peuvent-ils être éthiques ?

"[] si l'évaluation monétaire de l'environnement s'avère difficile sinon impossible, l'économiste néo-classique ne peut plus résoudre le problème des externalités et donc de la pollution" (J.M. Harribey) La réponse pour les économistes critiques – il y en a – est sans ambiguïté

"Nous voyons dans beaucoup de situations une fracture entre parole et engagement. Le monde politique servi par les médias nous a plus que tout autre habitués à ces attitudes" (J.M. Joly) De ce côté là aussi la lucidité est de rigueur

Que conclure ? Au sein des institutions, aux côtés des voyageurs sur le terrain, face à un écran d'ordinateur discutant avec les Autorités locales, l'éthique personnelle est la seule façon de transcender les logiques de pouvoirs et d'opacité. Elle est un défi permanent quotidien, plus encore en vacances. Proposons que la transparence dans l'évaluation, l'écoute des souhaits, besoins et avis, l'explication du sens des termes et la déontologie soient intégrés dans le cahier des charges de l'évaluation des engagements des acteurs du tourisme responsable.

Conclusion

« Je dirai en conclusion que je ne sais toujours pas comment ne pas polluer une population par ma présence, mais cela m'a rendu plus humble ». (Maret & Maret, 2001).

« Dès qu'on arrive, on génère tout un tas de fonctionnements mercantiles ». (un client d'une prestation de tourisme solidaire au Burkina Faso*)

« Il ne faut rien faire qui puisse les vexer. Parce que le Blanc est idiot : si tu fais un truc qui le vexe, il n'aura plus confiance ». (un habitant d'un village d'accueil au Burkina Faso*)

Ces réflexions relativisent les ambitions et les attentes face à une réalité lourde : « [...] toute rencontre entraîne forcément une acculturation » (J.D. Urbain, 2002). L'éthique a aussi, comme fondement culturel, une forme d'humilité et la conscience des possibles, ou « l'intelligence des finalités ». L'humilité est le début de la sagesse et la condition de la lucidité car la prise de conscience des effets réels et en cascade du tourisme est à la mesure du découragement que peut procurer le sentiment d'une certaine impuissance.

La prise de conscience de son « empreinte » sociale, sociétale, culturelle et économique, à l'instar de la récente *empreinte écologique*, n'est possible que sur une perception la plus neutre et la plus objective possible des réalités. C'est pourquoi la question de l'évaluation agite, à très juste titre, les acteurs soucieux de crédibilité et de responsabilité.

Une piste, parmi d'autres, serait d'instaurer, selon des modalités à définir, un *dispositif d'accompagnement stable vers la qualité territoriale* associant trois grands champs de compétence :

- une *compétence d'animation*, comprenant obligation de contacts, entretiens réguliers et communication de proximité, destinée à mettre en pratique les étapes pertinentes d'une évaluation formative ;
- une *compétence d'évaluation*, extérieure au processus précédent, pour structurer, pondérer et mettre en perspective une appréciation globale mettant l'accent sur les effets externes (indicateurs observables, critères d'atouts et de mobilisation, position des acteurs...) ;
- une *compétence de formation et d'information*, pour permettre à tous, visiteurs, habitants, prestataires, producteurs, de s'approprier les repères indispensables à la compréhension des situations, et, pour les acteurs responsables, d'appliquer, d'une manière itérative, les contrats - charte, code, principes -.

De nouveaux acteurs et de nouvelles logiques entrent alors en jeu : l'aménagement du territoire et son développement durable, dont le tourisme responsable, les rapports entre le local et le global, la transversalité, clé de la durabilité et les nouvelles formes de partenariats, dont la fameuse « coopération décentralisée », du local au local dans une version Nord-Sud. Ces thèmes sont l'objet du chapitre suivant.

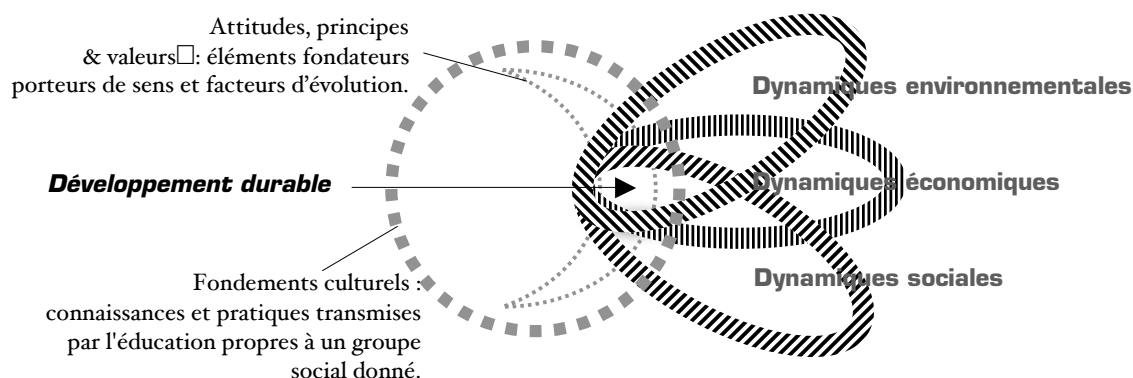
* Dossier Arte-France 2001 « Les nouveaux territoires du tourisme - Chambres d'hôtes dans le Sahel » - Christian Lallier – Gédéon Programme.

CHANGER LA PERSPECTIVE : LE DEVELOPPEMENT DURABLE PAR LE TOURISME RESPONSABLE

« Les pays sous-développés d'Afrique sont largement sous-pollués. La qualité de l'air y est d'un niveau inutilement élevé par rapport à Los Angeles ou Mexico [...] Il faut encourager une migration plus importante des industries polluantes vers les pays les moins avancés [...] et se préoccuper davantage d'un facteur aggravant les risques d'un cancer de la prostate dans un pays où les gens vivent assez vieux pour avoir cette maladie, que dans un autre pays où deux cents enfants sur mille meurent avant d'avoir l'âge de cinq ans » (L. Summers, Banque Mondiale, cité par J.M. Harribey, 1998).

Cette vision interpelle, forcément. Logique dans une perspective de rentabilité économique à l'échelle globale (à quand la déchetterie lunaire ?), elle devient insupportable lorsque les références au développement humain, aux rapports des hommes entre eux et avec le patrimoine naturel, aux principes éthiques et moraux, aux valeurs - qualité, équité, responsabilité, respect mutuel, solidarité...- sont mises en regard. C'est donc une conception évidemment multi-dimensionnelle du développement qui est considérée ici, issue du classique recouvrement des trois sphères : environnementale, sociale - culturelle parfois - économique.

Mais, cette schématisation étant justement contestée - elle n'est pas dynamique, économie et société sont au même plan, la représentation n'est pas explicative... -, un autre modèle a été conçu, en groupe de travail, pour souligner l'effet inducteur de l'homme, qui se retrouve en « transversal », et qui, par ses habitudes, ses pratiques et ses valeurs, dessine un arrière-plan culturel (A. Laurent, 2002-2).



C'est à partir de cette logique d'enchaînement des faits et des effets que se structure le propos de ce chapitre.

I L'Agenda Local avec et *par* le tourisme

« Un agenda local est une démarche de réflexion et de concertation qui permet par la mise en synergie des acteurs du territoire de construire un projet local répondant aux conditions d'un développement durable (du point de vue environnemental social et économique) L'agenda local n'est ni un calendrier ni un programme pré établi : à chaque collectivité locale le soin de le concevoir à partir de ses besoins et objectifs en partenariat avec les acteurs concernés »

Plaquette du Conseil Régional Nord Pas de Calais

• La notion de « territoires durables »

Deux exemples simples permettent de situer la problématique et les enjeux d'une approche territoriale du développement durable, par ailleurs objet d'une multitude d'analyses académiques. L'expression « territoires durables » la résume.

Le peuplement mondial s'il se concentre massivement dans les villes ne doit toutefois pas être abordé restrictivement à cette échelle L'explosion urbaine largement incriminée en matière de nocivités sociale et environnementale ne doit pas occulter les problématiques des zones rurales d'autant que l'essor des villes et la désertion des campagnes sont des phénomènes fortement intriqués **C'est pourquoi ces problématiques croisées pour être traitées avec pertinence ne peuvent faire l'économie d'une appréhension incluant les interrelations entre zones urbaines périurbaines et rurales et tenant compte des incidences mutuelles**

Source : www.tourismexpress.info

La notion de « Territoires durables » contribue à promouvoir une appréhension globale des espaces géographiques corroborant ou non les délimitations administratives classiques Cet angle d'analyse permet d'une part de s'extraire du traditionnel clivage urbain/rural qui contrevient à une analyse cohérente des rapports sociaux commerciaux biologiques qui façonnent un territoire d'autre part de gommer la forte hétérogénéité contenue dans les termes urbain et rural à une échelle internationale

Les textes internationaux ne codifient nullement la notion de « territoires durables » même si quelques textes normatifs nationaux y suppléent aujourd'hui Ce vide juridique laisse une grande marge à l'innovation et à la réflexion territoriale à laquelle l'UIDD espère contribuer

Les territoires durables se réfèrent dans l'optique UIDD aux espaces géographiques sur lesquels sont conduits des projets multisectoriels de développement durable **Le territoire durable n'a d'existence que dans le projet qu'il porte Il n'est pas une entité juridique mais le cadre physique matériel organisationnel fonctionnel d'une stratégie de développement Le territoire durable peut par ailleurs parfaitement épouser les délimitations administratives**

Source : www.uidd.org/fr/thematique/territoire_durable.htm

Qu'est-ce qu'un *territoire durable* ? Pour la France, cet intitulé « *clair et énigmatique* » signifie « *qu'il doit y avoir conciliation du développement économique, de la cohésion sociale, de la protection de l'environnement et aussi de l'amélioration des voies de communication. Un excellent connaisseur des questions d'aménagement du territoire concluait fort justement un article intitulé « Déménagement du territoire » par cette phrase : « L'aménagement sera lettre morte s'il reste l'annexe, voire le sous-produit de l'environnement ou de l'équipement. [...] Le développement équilibré et durable du territoire signifie aussi action cohérente et coordonnée entre tous les partenaires, Europe, État, collectivités territoriales et acteurs économiques, tant à l'échelon national qu'à l'échelon européen.* » (D. Hoeffel, président de l'association des Maires de France, cité par J.M. Lorach & E. de Quatrebarbes, 2003)

• Les agendas Locaux en pratique

La forme pratique et convenue du *territoire durable* est l'Agenda 21 Local, développement durable *de proximité*, application moderne de la territorialisation de la politique planétaire qu'est supposée être le développement durable.

Pour notre propos, un des rares textes d'évaluation et de capitalisation sur l'articulation tourisme/agendas 21 locaux met en évidence, à partir de cinq cas représentant une diversité de types de destinations - Bournemouth et Winchester en Grande-Bretagne, Calvià aux Baléares, Comté de Storstrom au Danemark et Marie Galante en Guadeloupe - un certain nombre d'enseignements qui sont autant de recommandations pour les acteurs de terrain (ICLEI/UNEP 2003) :

Agendas Locaux : leçons sur les partenariats les stratégies les outils de gestion locale et le tourisme
[Traduit de l'anglais] Les partenariats • Impliquer à la fois les administrations du tourisme et de l'environnement • Viser un haut niveau d'engagement politique de niveau décisionnel en cohérence avec la nature transversale du tourisme et le nombre d'administrations locales qu'il concerne • S'assurer que la gestion courante de la destination tient compte des intérêts des communautés locales ceux de l'environnement et ceux des parties prenantes de l'activité touristique • Consulter et informer la communauté la plus large (réunions avec différents publics bonne relation avec les médias utiliser des médias spécialisés « lettre » site internet... sondages et enquêtes...) • Encourager des initiatives autres que celles des autorités locales par exemple le secteur privé (exemple d'un propriétaire de terrain de camping à Storstrom) • Impliquer les tours opérateurs et les clients dans la démarche objectif considéré de plus en plus comme essentiel avec comme pour la charte Atalante la nécessité d'une information « excellente » des visiteurs Les stratégies et les outils de gestion locale : • S'assurer que le tourisme durable s'inscrit dans toutes les politiques et actions de développement durable dans la zone concernée • S'assurer que la stratégie de tourisme durable repose sur une analyse spécifique du secteur (audit des ressources et des opportunités analyse des marchés existants et potentiels analyse des avantages et bénéfices avérés et potentiels du tourisme vision à long terme batterie de résultats et d'indicateurs mesurables...) • Mettre l'accent sur les impacts économiques sociaux et environnementaux du tourisme • Insister sur une vision à long terme • S'assurer que la stratégie appartient à la communauté est mise en œuvre par elle tout en reflétant l'expertise technique • Intégrer le tourisme dans une planification une gestion et des outils plus larges (zonage capacité de charge limites des changements acceptables « EMS Environment Management System » « IQM Integrated Quality management » écotaxes...) • Mettre en place des objectifs des cibles des indicateurs et des procédures de suivi Le tourisme corrélé aux agendas Locaux : • Appliquer une planification spatiale et un plan de gestion de la destination • Promouvoir des transports plus « durables » (pollution encombrements nuisances...) • Protéger et valoriser les ressources naturelles et culturelles transmises en héritage • Aider les entreprises touristiques à devenir plus « durables » • Utiliser des procédures de certification adéquates • Privilégier les marchés qui renforcent les réinvestissements locaux • Promouvoir l'usage des produits locaux et l'intégration avec les autres secteurs (transformation progressive de l'offre par exemple les produits alimentaires via une évolution de la gastronomie...) • Étendre les bénéfices du tourisme au plus grand nombre • Renforcer la communication avec les visiteurs et les résidents locaux Source : « Tourism and Local Agenda : The Role of Local Authorities in Sustainable Tourism » ICLEI/UNEP pages

• Les agendas Locaux du tourisme

Etant donné les caractéristiques respectives du tourisme (responsable) et des agendas 21 locaux, il était logique de voir apparaître un agenda 21 local du tourisme. Voici comment le Secrétariat d'Etat au Tourisme, en France, précise la question :

Les agendas locaux du tourisme Secrétariat d'Etat au Tourisme France
Le tourisme est à l'origine de pressions qui peuvent être fortes sur les territoires qu'il met en jeu si des politiques de régulation ne sont pas mises en œuvre. Dans un territoire donné, divers domaines sont concernés par la durabilité : le respect de l'environnement par les opérateurs touristiques et les touristes, la gestion des activités par les communautés réceptrices, des emplois attractifs, des vacances accessibles pour tous, etc. Par ailleurs, les transports, facteurs de pollutions et d'épuisement des ressources naturelles, recèlent une part majeure des enjeux liés au développement du tourisme à l'échelle locale mais aussi à l'échelle des équilibres écologiques mondiaux. En effet, les déplacements pour motif touristique sont ceux qui augmentent le plus vite et cette tendance se confirmera dans les prochaines années. En outre, dans les sites touristiques, la fluidité et l'innocuité des transports au regard du cadre de vie deviennent un critère important de l'attractivité. Parallèlement à la conversion des entreprises touristiques aux principes du développement durable, ce sont également les gestionnaires des territoires concernés qui doivent s'en imprégner. Il s'agit de développer des stratégies qui visent la maîtrise des concentrations spatiales et temporelles propres au tourisme, la prise en compte des risques naturels, la gestion des déplacements locaux, etc. L'avenir de ces territoires passe également par la mise en place de systèmes de formation performants et attractifs répondant aux nouvelles exigences de compétences (management environnemental, aménagement, écologie, etc.). La mise en œuvre d'agendas locaux du tourisme offre aux collectivités locales un cadre pour conduire un développement touristique durable qui appréhende toutes les dimensions de ce secteur et ses diverses interactions sociales et spatiales. Dans le prolongement des travaux sur l'élaboration d'un Agenda européen du tourisme, la Commission a initié la création d'un « réseau européen de territoires pilotes » afin de favoriser la mise en œuvre concrètes des initiatives de développement durable du tourisme et d'améliorer l'attractivité de la destination Europe. Il s'agit d'une démarche volontaire de territoires (villes, stations de montagne ou du littoral, territoires ruraux, espaces naturels) souhaitant se doter d'une stratégie de développement à moyen ou long terme.
Source : Les contributions du secrétariat d'Etat au Tourisme www.tourisme.gouv.fr/POLITIQUE/territorial/activite_durable.htm dernière mise à jour le 15 juin

L'agenda 21 local du tourisme est à la limite du contresens : un agenda 21 local, par définition et dans sa logique de conception, est parfaitement transversal et traite tous les secteurs en fonction de leurs interrelations. La théorie est cependant très peu mise en pratique et beaucoup d'Agendas 21 Locaux ont des dominantes sectorielles. Le tourisme minore cette entorse à la théorie car, on l'a vu à maintes reprises, c'est une activité en elle-même transversale, multi-dimensionnelle et arborescente. Elle apparaît donc comme une clé d'entrée, idéale et lisible par tous, dans le développement durable ramené à l'échelle d'un territoire de vie ou de projet. Signalons sur ce sujet qu'un des tous premiers agendas 21 Locaux sur les énergies renouvelables et le tourisme, solidaire cette fois, est en préparation à Sainte-Anne de la Martinique (Lettre bimensuelle du Comité Français pour l'environnement et le développement durable, n°29, 14 janvier 2003).

Reste qu'il demeure d'origine, de maîtrise et de gestion institutionnelle par l'intermédiaire d'une collectivité locale/territoriale. Où sont le tourisme communautaire, le tourisme pour les pauvres, l'appropriation par les habitants, la solidarité de proximité ? Existe-t-il des CB-21LA, Community Based - 21 Local Agenda ?

• L'agenda Local indigène et endogène issu du terrain

Une expérience récente - trop récente pour en tirer des conclusions directement extrapolables et manquant d'une première évaluation externe - permet de conclure que le tourisme responsable, à lui-seul, peut conduire à structurer, en complète interaction avec une communauté de base, une forme d'agenda 21 local. C'est l'exemple de la démarche PQRST (Patrimoines et Qualité des Ressources et des Sociétés dans les Territoires) à Djibouti :

Patrimoines et Qualité des Ressources et des Sociétés dans les Territoires

d'après : Alain Laurent

; A Laurent & N Prévot

Résumé :

La démarche PQRST « Patrimoines et qualités des ressources et des sociétés dans les territoires » a été lancée fin 2000. La finalité en est d'impliquer les différentes composantes de la société sur une base solidaire de créer des interactions positives entre les différentes actions et de tenir compte de quelques principes clés du développement durable : soutien aux personnes ressources démarche globale logique ascendante transparence vérité économie humaine et diversifiée tourisme responsable protection de l'environnement et restauration de la biodiversité respect des cultures éducation et suivi évaluation. Ces principes sont rassemblés dans une charte dite « transversale » adossée à un corpus de mesures et d'indicateurs. La région sud de la République de Djibouti (Assamo district d'Ali Sabieh) rurale de culture issa somalie peuplée de nomades en voie de sédentarisation et d'un nombre fluctuant de réfugiés économiques des pays voisins l'Ethiopie et le Somaliland en est la première zone d'application.

Démarche :

Activités	Résultats	Evaluation qualitative
Avant (localement) Développement rural activités touristiques inventaires faunistiques	Création d'une zone agricole puis d'une coopérative création de compétences locales en tourisme caravanier redécouverte de l'endémique régional <i>Dorcatragus megalotis</i> (beira)	Création d'un capital de confiance
Avant (Nord) Mise au point de la démarche « Patrimoines et Qualités des Ressources et des Sociétés dans les Territoires »	Décision de mettre en œuvre la démarche sur la base d'une coopération dans la durée	Réflexion intense contacts nombreux plusieurs évolutions des documents de cadrage Bénévolat intégral
Etape : faire connaissance / Contact formel	Décision de création d'une association intitulée Association de Développement Durable Local Asser Jog (ADDLA)	Echanges sérieux structurés et large distribution de parole Première réunion multi sectorielle rassemblant des personnes diverses mises sur un pied d'égalité
/ Création de ADDLA (Association de Développement Durable Local Asser Jog)		
Etape : écouter et entendre / Quels sont les attentes besoins difficultés et contraintes rencontrés par la communauté ? quels sont ses problèmes ?	Classement en neuf thèmes transversaux et sectoriels : modalités de mise en œuvre des projets démocratie eau école santé nature jardins agricoles tourisme et élevage	Plusieurs habitants expriment pour la première fois leurs points de vue Premier exercice de démocratie directe aux dires des participants
Etape : relier problèmes – causes solutions / Groupe de travail Transcrire les besoins et attentes en problèmes rechercher les causes des problèmes rechercher les solutions à ces causes	« solutions » transcrites en projets : surcreusement des puits formation à différents volets techniques (agriculture soins vétérinaires guide touristique) création d'un Centre de Santé Associatif aménagement hydro sylvo pastoral du bassin versant de l'oued Assamo appui à l'école développement du tourisme solidaire	Participation constante malgré un horaire défavorable (début d'après midi) et des distances importantes à parcourir à pied Echanges précis libres et francs

.../...

.../...

Etape : aller à l'essentiel / Consensus sur la nécessité de prioriser les actions compte tenu des urgences et des capacités de l'association	Pour actions intégrées retenues : • l'eau (puits bassin villageois techniques d'irrigation) • faisabilité de l'aménagement hydro/sylvo/pastoral du bassin versant de l'oued Assamo • tourisme solidaire (réalisation d'une écostation et protection du beira in situ) • diversification économique (transformation des productions agricoles) • formation	Conformément au mode d'action participatif privilégié la nature de la réunion ouverte et solennelle a été choisie par ses membres Prise de conscience des interdépendances entre les différentes actions première initiation à l'approche systémique
Etape : se référer à la durabilité – / Exercice de validation	Jeu « Dhagaxaa Tirri » « Compter les cailloux » explicitation d'un premier niveau d'interaction activités humaines – projets – patrimoine naturel	Confirmation du classement obtenu la veille

Premiers enseignements : • Prendre en compte pleinement le contexte culturel : modes de pensée et d'action durée • Le développement durable ne peut réellement se concrétiser qu'à partir d'une « induction douce » lors des échanges individuels ou collectifs Education ? • Mais c'est aussi un prétexte pour dépasser l'enjeu sectoriel le tourisme éclairer les choix locaux diversifier l'économie pour la rendre plus forte et entrer dans une vraie logique globale • L'articulation entre le tourisme et le développement local nécessite des fonctions particulières d'animation de coordination et de formation : ce temps doit être reconnu et valorisé • L'implication des institutions nationales et internationales est fondamentale car même symbolique elle assure une reconnaissance et une crédibilité à des démarches innovantes fragiles et complexes • Les agences émettrices « amies » sont peu nombreuses La question est d'en convaincre d'autres de s'engager en pleine connaissance de cause dans la nouvelle démarche qui leur est proposée • Le suivi évaluation est aussi un élément de pédagogie très concrète du développement durable • La formation l'instruction et l'éducation : une clé connue reconnue réclamée mais pour quelle serrure ? doit on se limiter aux aspects « techniques » ? • Au final c'est d'une approche renouvelée de la coopération Nord Sud qu'il s'agit qui laisse au vestiaire présumés idées fausses préjugés et qui place l'habitant au centre du dispositif
Source : A Laurent & N Prévot

La démarche PQRST, issue d'une logique ascendante et d'une proximité forte avec la population locale, trouve aujourd'hui ses limites. N'étant pas institutionnelle et sans ressources importantes, elle peine à faire face aux enjeux de sa propre programmation, dont - mais pas uniquement - les aspects touristiques. Sur cette question, trois points sont à relever sur les plans environnementaux, solidaire et équitable :

- la clientèle touristique d'Assamo de la saison 2002-2003 est à 80% locale (expatriés français et quelques représentants de la bourgeoisie djiboutienne) et 20% extérieure (plongeurs espagnols, français et néerlandais en escale), limitant (très modestement) les émissions polluantes des transports avion,
- « Sur cinq mois, concernant strictement l'activité touristique dominante, les caravanes chamelières, 36% des recettes reviennent aux propriétaires chameliers (en rotation), 19% à ADDLA (opérateur), 15% aux commerçants locaux, 13% aux transporteurs, 7% aux guides caravaniers (en rotation), 6% aux vendeurs de cabris, 2% aux cuisinières et 2% aux vendeurs de fruits et légumes. » (A. Laurent & N. Prévot, 2003),
- « Par ailleurs et sur la même durée, les effets connexes sont multiples. Il en est ainsi des premières confitures « biologiques » et « équitables » produites et vendues localement et à Djibouti-ville, de la transformation de produits agricoles (phase de mise au point de fabrication de coulis de tomate et de tomates déshydratées), d'une relance de l'artisanat avec un chiffre d'affaires de l'ordre de 250 000 FD

en mars 2003 (environ 1200 sur une période 6 mois), de la réfection de la piste d'accès au village et aux jardins sur financement du district et de la constitution d'un premier « Trésor de guerre » financier. » (idem).

La démarche PQRST correspond-elle aux grilles de référence les plus récentes en matière de développement touristique responsable contributeur au développement (durable) ? Est-elle « dans les clous » ?

En l'occurrence, un outil récent, la « Grille de lecture des démarches et d'écoute des partenaires pour des projets touristiques facteurs de développement local » (CPTR, Conférence Permanente du Tourisme Rural - Groupe International, 2003) est une référence utile. La liste des domaines/champs/principes/modalités qu'elle propose est une des plus exhaustive du moment tout en évitant, à ce niveau et pour l'usage qui est prévu - une aide à la sélection d'actions potentiellement finançables sur fonds de coopération décentralisée - le piège des tableaux de bord à foisonnement d'indicateurs peu adaptés aux situations dans nombre de PED.

Cette grille, résumée et légèrement enrichie, figure ci-dessous.

Grille CPTR de lecture des démarches et d'écoute des partenaires pour des projets touristiques facteurs de développement local	
Développement territorial	• Insertion dans un processus organisé de développement local • Liens entre le volet tourisme et les autres volets
Charte	• Référence à une charte : charte qualité code de conduite ou code éthique... • Origine de la charte
Territoire	• Unité ou structuration du territoire porteur de la démarche • Dimension du territoire • Echelle permettant l'appropriation par la population et les structures de développement local • Situation géopolitique du territoire
Démarche	• Origine Etat collectivité publique institution locale structure locale collective individuel • Evolution du portage
Modes de développement	• Appui sur les ressources locales et le partenariat de la population locale pour définir leurs contenus • Rôle du partenaire extérieur • Montage financier des démarches • Modalités ampleur et localisation de la redistribution des bénéfices • Décisions sur l'usage des revenus : formes de redistribution et de gestion place des populations locales • Financements internationaux et conséquences sur la démarche
Nature du projet touristique	• Respect du patrimoine local hébergement gestion de l'environnement des ressources naturelles rejets déchets eau ressources alimentaires... • Valorisation des caractéristiques et des traditions locales – accueil animation touristique prestations • Modalités de définition des activités proposées aux touristes • Types d'emplois et d'activités créés • Main d'œuvre locale ou extérieure au territoire • Appui sur des savoir faire locaux • Recours à des qualifications complémentaires qui n'existent pas sur le territoire • Programmes de formations associés
.../...	

.../...

Adéquation territoire tourisme

- Démarche dimensionnée aux caractéristiques et ressources du pays
- Investissements nouveaux : accessibilité (transport accès) aménagements captation de ressources
- Garde fous/mesures prévues : dégradations pillage (biens culturels) irrespect des valeurs traditionnelles coutumières ou religieuses dérives en général

Partenaire(s) externe(s)

- Niveau institutionnel des partenaires étrangers (Nord)
- Expérience de développement local des partenaires
- Nature de l'appui technique apporté à la démarche
- Actions de formation : nature cible

Clientèle

Touristes étrangers

- Adéquation flux des clients démarches respect des caractéristiques sociales et économiques locales
- Sensibilisation aux particularités et réalités locales (autres que les aspects touristiques traditionnels)

Touristes locaux

- Ciblage des touristes/visiteurs régionaux/nationaux

Commercialisation

- Circuits/modes de commercialisation : réseau de solidarité éthique participative type commerce équitable
- Démarche d'entreprise privée commerciale intégration de la dimension du développement durable
- Organisation intégrée à un produit plus large ou plus traditionnel exemple : produit faisant l'objet de

circuits

organisés dans le cadre de séjours balnéaires ou autres « classiques » dans le pays

Evaluation des retombées de la démarche (résultats)

- Mécanismes d'évaluation
- Existence de mesures et des évaluations modalités calendrier responsabilité
- Evaluation de la clientèle des opérateurs de l'encadrement des activités
- Evaluation participative acteurs concernés et/ou populations

Retombées et évolutions

- Fréquentation origine des clientèles retours financiers
- Emplois créés : nombre type qualification durabilité précarité bénéficiaires (hommes femmes ...)
- Satisfaction des clientèles
- Evolution des résultats dans le temps aspects économiques sociaux culturels et environnementaux
- Evolution de la dynamique locale
- Effets perceptibles des projets touristiques : modes de vie comportements rapports habitants visiteurs...
- Avenir recherché et/ou prévisible des démarches

Difficultés rencontrées

Propositions sur les voies et conditions de progrès

Le tamis de la grille CPTR est serré. Faire passer la démarche PQIRST dans ce filtre nécessiterait des compléments de terrain et une co-évaluation, notamment externe. Là comme ailleurs, les éléments d'évaluation sont déficitaires (en construction).

Une nouvelle fois, la notion de processus et de démarche s'impose.



La démarche "PQRST" est un luxe. Elle est aux limites extrêmes des capacités endogènes d'un petit groupe surmotivé. Consommatrice de temps de réflexion, de relation, de négociation, d'animation, de suivi, elle préfigure cependant un dispositif d'appui à des démarches territoriales à composante de tourisme responsable.

Peut-on parler à son propos de "territoires durables" ?

Difficile de statuer sans une évaluation de même nature que ses prétentions.

En l'état, elle pose cependant quelques questions :

- Comment identifier la limite entre l'échange, la connaissance réciproque et l'induction, l'interférence, la pression amicale *pour aller vers* ?
- Comment élargir les partenariats sans perdre la qualité de contact et de proximité et risquer détournements, convoitise et calendrier imposé ?
- Comment gérer ces partenariats ?
- Comment mener de front plusieurs métiers : animateur territorial, technicien agricole, conseiller en entreprise, formateur multi-casquette ?
- Comment entrer collectivement dans une culture de l'évaluation et d'en accepter les conséquences ?
- Comment distinguer ce type de démarche d'une offre concurrente maquillée et de la propagande ambiante ?
- Comment labelliser et/ou reconnaître la qualité territoriale poursuivie en tenant compte des extrêmes variabilités du terrain ?
- Comment respecter les chartes spécifiques que les acteurs du tourisme responsable mettent généralement en avant tout en se référant à des orientations, des mesures et des critères standardisés qui garantissent la *bonne direction* ?

Ces questions forment la trame transversale des développements qui suivent.

II *Global – local* : une conciliation essentielle

« [...] il est assez irréaliste de penser que toutes les collectivités locales s'impliquant dans un « Agenda » ou un « plan de développement durable » ont nécessairement comme motivation première l'avenir de la planète ou même celui des régions proches. Sauf incitation extérieure forte, il est difficile d'imaginer que des élus locaux responsables prennent le risque de s'engager dans des programmes à long terme « altruistes » dont leurs électeurs auraient à supporter le coût sans en tirer directement les bénéfices »

Jacques Theys

• Le local : recette miracle ?

• *Micro-local, local, territorial, régional...* : le développement à la base, ascendant, endogène, « roots level » a bonne presse, malgré quelques notes dissonantes sur la décentralisation des féodalités et du népotisme, le rapprochement entre le niveau décisionnel et les groupes de pression, l'égoïsme du développement « bocal », la densification des réseaux et des lobbies par le jeu de la proximité, la propagation de la *corruption douce*.

« Le développement local contribue à l'émergence de nouvelles façons de produire et de partager les richesses, de vivifier la participation citoyenne, de faire grandir la démocratie, pour que chacun et chacune ait à la fois de quoi vivre et des raisons de vivre. Les organisations de développement local sont des catalyseurs qui valorisent nos richesses particulières que sont la capacité d'imagination, la formulation des projets par les collectivités, la solidarité, la capacité d'entreprendre, le partenariat et la créativité. » (Déclaration des Premières Rencontres Mondiales du Développement Local, 1998).

• *Le local, niveau d'application* : le local est au global ce que la pratique est à la théorie, un niveau d'application. C'est la première illustration d'une redoutable dialectique :

Une véritable pertinence des politiques de développement durable suppose que les acteurs puissent traduire les objectifs généraux en objectifs individuels ou locaux. Il faut donc que ces politiques reposent sur une base d'information de qualité scientifiquement valable. Se pose alors un problème de niveau (central, local ou intermédiaire) et de compétence dans ce niveau. En effet, à chaque niveau correspondent des critères de décision et de gestion. L'influence d'un niveau peut s'exercer plus ou moins fort sur les autres : être ascendante ou descendante dans la hiérarchie : l'influence de l'Union européenne à travers la politique agricole commune, la directive " Nitrates " () par exemple. **Bien que l'impulsion ou la contrainte soient au niveau européen, la mise en place se réalise au niveau local par des actions menées par les exécutifs régionaux, les chambres départementales d'agriculture, les agriculteurs eux-mêmes.**

D. Requier-Desjardins, Horizon Local

www.globenet.org/horizon-local/

• *Le local, niveau d'expérimentation du global* : expérimentation, créativité, invention... c'est précisément là le point fort, la valeur ajoutée, l'avantage comparatif de l'action et de la gestion locale de l'action. Sur cette question, abondamment illustrée, la courte conclusion de deux chercheurs québécois Louis Favreau et Lucie Fréchette (2002) à l'issue de leurs travaux sur le développement local et l'économie solidaire en Amérique latine, suffit à situer la capacité des acteurs locaux, pour peu qu'on leur fasse confiance - et qu'on leur délègue des parts de responsabilité...- :

Les gouvernements locaux et la démocratie participative qui l'accompagne dans les initiatives présentées offrent **les avantages de la proximité** c'est à dire la possibilité d'intervenir sur des questions qui concernent l'organisation de la vie quotidienne (services locaux de transport en commun équipements localisés de services de santé et de services sociaux etc) à une échelle qui est objectivement accessible à la majorité des citoyens et sur un territoire certes à géométrie variable mais susceptible de favoriser l'appartenance à une communauté

L'économie populaire et solidaire de son côté favorise le décollage de communautés locales leur premier développement et ce faisant leur insertion dans le développement économique général d'un pays La coopération internationale a beaucoup à tirer de ces expériences en orientant son travail en direction du soutien aux mouvements sociaux locaux à la démocratie politique locale et au premier développement

Source : L. Favreau & L. Fréchette

• *Le local, niveau d'interpellation* : le niveau local, en plus d'être le niveau de l'expérimentation, des solutions qui peuvent en découler et des applications pratiques d'une gouvernance générale, est aussi celui des questions et des interpellations dans un registre *ascendant*, sur la place des acteurs au sein de chaînes de plus en plus longues et inter-reliées, sur la capitalisation des enseignements de terrain, sur la prise en compte des spécificités et des contextes dans les dispositifs législatifs, réglementaires et normatifs ... Bref, la boucle de rétro-action local-global est source de commentaires, interrogations, inquiétudes, recommandations et orientations programmatiques :

Ces processus de décentralisation déconcentration localisation territorialisation sont à analyser par le bas tout en les inscrivant dans des réformes plus vastes de recomposition territoriale de fédéralisme et de régionalisme Quels que soient des processus socio administratifs la question de la légitimité de l'Etat est à revisiter : ces processus participent ils ou non d'une re légitimation de l'Etat ? D'une re qualification du politique ? Dans ce contexte la place et le rôle des bailleurs de fonds est à analyser

Source : A. Aknin J. J. Gabas V. Géronimi

• Le local sans le global ne peut prétendre à la durabilité (et vice versa)

La question « *comment articuler le local et le global ?* » est une des plus récurrentes et des plus lassantes qui soit, tant elle inonde la littérature de quantité de thèmes - autorités locales, politiques territorialisées, administrations déconcentrées, économie solidaire, aménagement du territoire, systèmes productifs locaux, imbrication des marchés, contenus pédagogiques et de formation, stratégies d'entreprises, accès à la connaissance, environnement, relations Nord-Sud, coopération...- sans, pour autant, avoir de réponses autres que, de temps en temps, quelques généralités.

C'est ce que souligne J.P. Céron et G. Dubois (2000) à propos des indicateurs du tourisme durable :

Concernant l'évaluation proprement dite ne risque t on pas de passer à côté d'enjeux non perceptibles à l'échelle de l'entreprise ou de la destination touristiques ?

Parmi ces enjeux on peut citer l'évaluation des concentrations spatiales et saisonnières du tourisme à une échelle nationale déterminées par des logiques nationales d'implantation des grands opérateurs qui conditionne les politiques de créations d'infrastructures de transports et leurs effets sur l'environnement : une approche centrée uniquement sur le local permet t elle de percevoir ces grandes tendances du tourisme ?

La mise en oeuvre du droit aux vacances et le tourisme social mettent également en jeu des **mécanismes de solidarité nationale** (l'aide à la pierre l'aide aux départs en vacances) bien éloignés des préoccupations des gestionnaires de stations touristiques

.../...

.../...

Il en va de même pour l'évaluation de la **contribution du tourisme aux émissions de gaz à effet de serre** ;

[...] Il est clair que l'information a un coût et que celui de ce type d'évaluation nationale est important. L'Institut français de l'environnement (IFEN) est pourtant en train de finaliser un exercice de ce type.

[...] Par exemple, on y repère par des indicateurs chiffrés les régions dans lesquelles le tourisme exerce une pression importante sur le patrimoine naturel (à partir de l'inventaire des zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique) ; la contribution positive du tourisme à l'assainissement du littoral ; son rôle dans l'artificialisation des zones naturelles de ce même littoral ; ou encore les parties du territoire où s'exercent actuellement les pressions touristiques (à partir d'analyses de l'évolution de la capacité d'hébergement entre 1990 et 2000). Ces données nous semblent absolument nécessaires pour appuyer de futures politiques de tourisme durable et ne paraissent pas pouvoir être obtenues autrement que par **une approche statistique nationale**.

Source : J. P. Céron & G. Dubois

Le développement *local* doit donc, sous peine de devenir *bocal*, traiter les échelles du territoire englobant, du niveau national à la dimension planétaire. Car les dérives du local, le localisme, sont bien réelles : repli sur soi, repli identitaire, syndrome *NYMBY*, autocentrisme, inéquité, égoïsme...

• Un enfer pavé de bonnes intentions

Pour illustrer cette formule, caricaturale, le mieux est de prendre pour exemple un des domaines d'affinité le plus proche du tourisme responsable : le commerce équitable. Ce secteur, lui aussi, malgré un décollage très récent en France, se trouve déjà interpellé dans ses pratiques, c'est à dire sur sa difficulté à entrer dans une logique local-global, qui lui permettrait de mieux situer ses relations avec la grande distribution - qui conforte des prix bas et une division internationale du travail -, les tendances et les modes de consommation du Nord, les clientèles pauvres, les petits producteurs du Nord - qui sont exclus de la démarche - et les impacts généraux des transports.

Extraits :

Au delà des chiffres commerciaux, on doit aussi s'interroger sur l'impact du commerce équitable en termes de développement généré. **La disparité des revenus entre les producteurs qui bénéficient des conditions du commerce équitable et le reste de la population ne risque-t-elle pas d'aboutir à la création d'îlots de développement ne parvenant pas à s'étendre à l'ensemble du territoire ?**

Le commerce équitable défend assurément un modèle de développement reposant sur l'extension des capacités d'autonomie des populations, sur la souveraineté alimentaire et le développement rural.

- Mais à miser principalement sur la production à l'exportation, ne fait-on pas courir malgré tout aux populations des risques atténués mais de même nature que ceux des stratégies de « développement tiré par les exportations » que proposent les institutions financières internationales ?

- Certes, les dispositifs mis en place par le commerce équitable permettent, dans le contexte actuel de dérégulation et d'ouverture des marchés, d'obtenir des avantages pour les producteurs ou les travailleurs les plus marginalisés ; mais comment chercher et vérifier l'équilibre revendiqué entre l'accès au marché mondial et le marché local ? [...]

La pratique du commerce équitable pousse le citoyen à s'interroger sur son mode de consommation. Mais pour que celui-ci soit compatible avec le développement durable, il faudra sans doute l'amener un peu plus loin dans sa réflexion. **Les conditions sociales et environnementales de production sont étroitement liées. Or les échanges internationaux ont souvent des effets négatifs sur l'environnement, que les conditions du commerce équitable ne permettent pas nécessairement d'identifier ou de contrecarrer.**

- Les emballages et les transports internationaux sont d'importants facteurs de pollution. Sont-ils des passages obligés dans le contexte actuel ?

- Est-il par exemple raisonnable d'encourager la création d'un label de fleurs équitables pour l'exportation, lorsqu'on sait que celles-ci sont transportées par avion ?

- Le commerce équitable ne devrait-il pas encourager les circuits de commercialisation courts, qui sont généralement plus écologiques et propices au développement de nouvelles solidarités ?

Source : P. Johnson (coordination) FPH

On le voit : la dimension d'équité sociale, seule, ne peut prétendre à entrer dans une compréhension générale et systémique propre à assurer un développement viable, acceptable et équilibré sauf à la décliner plus avant, comme le préconise les principes du développement durable, en équité *entre territoires* et équité *entre générations*.

Un autre exemple illustre cette incontournable réalité :

Il extrait le jus des fruits en moins de temps qu'il ne faut pour le dire Quelle merveille! À première vue Mais il suffit de jeter un coup d'oeil sur la prise et le fil pour s'apercevoir qu'on est en présence du terminal domestique d'un système national et en fait mondial L'électricité arrive par un réseau de câbles et de lignes aériennes alimentés par les centrales qui fonctionnent grâce à la pression de l'eau à des oléoducs ou à des pétroliers à leur tour dépendants de barrages de plates formes off shore ou de derricks installés dans de lointains déserts **L'ensemble de la chaîne ne garantit un approvisionnement adéquat et rapide que si chacun des maillons est encadré par un bataillon d'ingénieurs de gestionnaires et d'experts financiers eux mêmes reliés aux administrations aux universités et en fait à des secteurs entiers de l'industrie (quand ce n'est pas à l'armée)** [] En le mettant en marche on n'utilise pas simplement un outil on se branche sur tout un réseau de systèmes interdépendants **Le passage de techniques simples à l'équipement moderne c'est la réorganisation de la société tout entière**

Source : W Sachs cité par E Goldsmith

• Les mille chemins d'une conciliation improbable

« Il est indispensable de globaliser au niveau mondial les décisions et actions touchant les phénomènes planétaires mais il faut également jouer la subsidiarité pour réguler les problèmes plus locaux au plus près de leurs conséquences. Concilier le global et le local, c'est à la fois réformer les institutions mondiales et les modes de négociation internationale, et mettre en place des mécanismes de subsidiarité active impliquant les acteurs sur le terrain. La France applique cette dialectique de localité/centralité à différents niveaux : dans la construction européenne mais aussi au sein des organismes internationaux susceptibles de régler les conflits et les problèmes de pollutions globales. Cette approche contractuelle se situe dans les cadres emboîtés des décisions mondiales, continentales, nationales, régionales et locales. » (position de la France, CDD 8, partie VIII-Principes directeurs sur le renforcement des capacités)

C'est finalement en laissant s'exprimer l'Etat dans le cadre de son mandat d'intérêt collectif que la question de l'articulation local-global peut trouver des pistes de réponses. Ce ne sont pas les seules.

Petit inventaire non exhaustif :

La recherche fondamentale et appliquée

[...] les conditions de la durabilité devraient être vérifiées sur l'espace de référence et **la durabilité interne ne doit pas être obtenue au détriment de la durabilité externe du territoire** selon la double règle de durabilité spatiale d'après Nijkamp et la notion d'espace écologique de Opshoor (CAMAGNI CAPELLO NIJKAMP) Le développement durable est même parfois défini comme la recherche d'un équilibre dans le cadre d'une empreinte écologique équitable n'exportant pas de problèmes au delà de son territoire ou dans le futur (Regions Cornerstones for sustainable development LEVINE YANARELLA DUMREICHER) Mais O GODARD met en garde contre les principes trop simples qui cachent des relations complexes: Le développement durable n'est pas une notion fractale les mêmes problèmes ne se posent pas de la même manière à toutes les échelles En d'autres termes il n'est pas cumulatif (GODARD ;) L'articulation dans les actions le caractère cumulatif des effets entre les différents niveaux les interactions entre pollution globale et pollution locale ne sont pas des hypothèses acquises **Le développement durable changerait de forme quand il change d'échelle** Il n'est pas homothétique car les raisonnements qui valent à une échelle donnée ne peuvent pas toujours être transposés tels quels à un autre niveau (ZUINDEAU ; CAVALLIER)

Source : Fondation des Villes

Réforme des institutions (et de la gouvernance)

Le second atelier intitulé « démocratie participative et gouvernance » a contesté la coopération traditionnelle d'Etat à Etat préconisant une coopération plus équilibrée impliquant les sociétés civiles. La démocratie qu'elle soit représentative participative ou directe est le fruit d'une conquête historique. Elle est un enjeu de coopération. Celle-ci doit impliquer une pluralité d'interlocuteurs. La coopération décentralisée notamment est à même d'encourager la concertation entre les acteurs locaux et le pouvoir central et d'appuyer l'émergence de pratiques citoyennes au sein même de la population. Elle se doit d'être réciproque (Sud Nord).

Plusieurs propositions ont émergé de l'atelier : répondre aux situations de crise par des opérations techniques d'urgence mais également en les considérant comme des moments favorables à la promotion de coopérations plus démocratiques ; **développer des espaces de concertation pérenne** ; appuyer les processus participatifs d'élaboration des projets de développement ; soutenir les associations issues de l'immigration qui interviennent dans leurs pays d'origine ; **s'interroger enfin sur la question du partenariat** (nature légitimité etc.) comme élément crucial d'une coopération citoyenne.

Source : Haut Conseil de la Coopération Internationale (HCCI)

Dépassement des conflits (allégorie du Sumo)

[...] un puissant joueur de sumo dans son cercle sur le ring [...] attend un partenaire ; un gringalet passe à côté de lui ; sans se troubler il s'installe tranquillement dans une rangée de sièges et commence par regarder intensément une télé portative dont le lutteur ne voit que l'arrière. Il n'est pas impossible que le sumotori sorte de son cercle sans rien perdre pour autant sur le terrain du sumo et sans effort – autre que de sang froid – pour le gringalet. Qu'en aurait-il été si celui-ci s'était avisé de tenter de faire sortir le sumotori de son cercle ?

Source : L. Mermet

Approche contractuelle

Un **pacte local** est une dynamique collective territoriale un processus construit dans la durée permettant à tous les acteurs concernés unis par des valeurs humanistes de construire de façon contractuelle des réponses adaptées aux spécificités de chaque société locale en particulier ses spécificités culturelles.

Les adhérents à la démarche nationale des Pactes Locaux par le présent texte visent à se connaître se reconnaître se faire connaître et progresser collectivement dans la réalisation de leurs objectifs et celui du Collectif national. Dans un esprit de résistance à la perte de sens et des valeurs d'empathie de respect et de solidarité entre les personnes ils ont la volonté de conduire un processus de changement de transformation voire de révolution des mentalités et des pratiques.

Pour ce faire ils adhèrent librement à la présente charte qui définit une pensée une proximité et une attitude communes solidaires et responsables. C'est donc par la pratique quotidienne et le vécu qu'ils déterminent une affinité et un partage de sens.

Source : Collectif National des Pactes Locaux Fondation pour le Progrès de l'Homme charte avril

Mise en réseau (citoyenneté et nouvelles technologies)

L'innovation ne se décrète pas elle s'appuie sur des personnes volontaires sur un accompagnement que la collectivité locale au plus près des initiatives peut plus facilement que l'état accompagner. Le territoire est aussi propice à une mise en réseau dans l'éducation le service public les associations ou les entreprises.

Agir localement ne veut pas dire être isolé au contraire les réseaux sont des lieux d'interconnexion de rencontres qui n'ont rien de virtuel et qui accélèrent la diffusion des expériences qui favorisent l'élaboration de propositions.

Source : M Briand

Harmonisation des procédures (en économie de l'entreprise via la coopération décentralisée)

La gouvernance locale est ainsi plutôt le résultat dynamique d'une tension entre des régularités « verticales » de type sectoriel et macro économique et des régularités « horizontales » qui caractérisent un espace économique local. Par exemple, la dualité des conventions qui régulent d'un côté le rapport salarial dans une **branche professionnelle** de l'autre dans un **marché local de l'emploi** constitue une modalité essentielle de cette tension.

Source : J. P. Gilly & Jacques Perrat

Capacité organisatrice (d'un pouvoir local/Brésil)

Sur le plan micro territorial, par contre, avec le nouveau paradigme du développement régional dit « par le bas », les États fédérés essayent de mettre en avant la pratique de la gouvernance selon le principe de la trilogie « Décentralisation - Démocratie locale - Partenariat public/privé », tout en privilégiant la mise en place des instruments et des mécanismes à un niveau plus décentralisé de l'action régionale visant à **motiver les Municipalités et leurs acteurs** afin de créer les conditions de partenariat local et d'examiner les perspectives et possibilités des « systèmes productifs locaux ». Une fois de plus, la macro région du Nord Est est issue de la primauté des actions de la politique régionale, tout en créant en juin le programme régional des « Parcerias Empreendedoras », promu par la Banque de Développement du Nord Est et la SUDENE, dans le but de motiver (en effort « par le haut ») les agents privés et publics à se mobiliser autour des ressources et avantages locaux disponibles.

Source : H. Fonseca Netto

Capacité organisatrice (d'un pouvoir régional)

- une fonction de **soutien à la production** (et à la reproduction) de facteurs de type matériel, mais aussi de plus en plus de type immatériel (recherche, formation...) de façon à permettre l'essor et l'enrichissement des capacités productives des firmes ;
- une fonction de **diffusion d'informations et d'intelligences de toutes sortes** grâce au développement de capacités de veille et de partage de connaissances ;
- une fonction d'insertion dans des espaces élargis, car « quand le global devient constitutif du local », il devient nécessaire de renforcer la capacité de **captage des marchés globaux par des firmes locales** et de soutenir le branchement des pôles locaux sur des réseaux mondiaux ;
- une **fonction d'organisation des jeux et des interdépendances des acteurs** de deux manières : tout d'abord, en agissant sur les comportements, provoquant des ruptures dans les attitudes, développant des visions collectives, produisant des perspectives partagées... ; ensuite, en facilitant la coordination des fonctions des acteurs, ainsi que l'articulation de leurs compétences, produisant des schémas de développement organisant des « face à face », soutenant la structuration d'actions collectives, créant des réseaux de collaboration et toutes sortes de lieux de rencontres...

Source : Y. Morvan

Capacité organisatrice (d'un pouvoir national/Brésil)

En effet, au niveau de la politique macro territoriale d'Aménagement du Territoire émanant de l'État central, un nouveau découpage du territoire brésilien est en marche ; il vise à dépasser le cadre des régions, programmes créés et établis dès la fin des années, tout en découplant le pays en corridors « Axes fonctionnels de développement intégré », constituant ainsi les nouvelles unités de base de la politique macro spatiale, et dont chaque corridor étant délimité par ses aires d'influence et faisant l'objet des futures actions (projets) prévues dans le Plan Pluriannuel () d'intégration et d'implantation des infrastructures. Ainsi, tout en respectant l'organisation institutionnelle, politique, économique et culturelle des échelons de base de la Fédération brésilienne, constituées par les États fédérés, l'État central joue dorénavant un rôle de **coordinateur** (des projets structurants) plus que de régulateur des politiques territoriales, en réorganisant l'approche macro territoriale à partir de la nouvelle armature urbaine et en redéfinissant le rôle et les compétences des organismes décentralisés de planification dans un cadre d'extrême pénurie budgétaire et de laissez faire au niveau des politiques de développement durable et d'aménagement local (États fédérés).

Source : H. Fonseca Netto

Respect et intégration des identités culturelles

Dans la société mondialisée d'aujourd'hui il est fondamental de respecter le fait que la valorisation de la connaissance communautaire locale n'implique pas que ce niveau de connaissance ou d'action soit isolé. Au contraire le défi consiste à intégrer entre eux des traditions locales et des éléments nouveaux qui permettent d'élaborer des stratégies offrant un potentiel d'interactions diverses et de réduire les tensions voire les conflits. Pour trouver un équilibre entre ces deux niveaux local et global il faut également s'interroger sur la problématique de l'identité culturelle. **Comment préserver les identités culturelles existantes sans nécessairement rejeter les innovations ?** De plus ce contexte pluriel issu de différentes communautés entraîne l'obligation de prêter une attention particulière à la diversité qui doit être conjuguée à la dimension plus globale qu'entraîne la mondialisation.

Source : www.eicos-psycho.ufrj.br/frances/fr_desenv_e_sustent/frdesenvolvimentoesustentabilidade.htm

Utilisation intelligente d'internet

Si l'évolution de l'économie mondiale repose en partie sur l'extension des réseaux de communication et d'information ; si les pouvoirs des États dans le domaine économique diminuent au fur et à mesure que s'accroissent la perméabilité des frontières nationales et les possibilités des simples individus ; et si les ONG sont susceptibles de jouer un rôle plus conséquent que par le passé dans le champ du développement durable notamment alors il y a lieu de s'interroger sur la manière dont elles vont l'assumer ou non. Partant du principe que la capacité d'articuler le local et le global constitue un des enjeux futurs de la régulation collective quels sont les modèles disponibles ? La théorie des *Global Cities* développée par Sassen nous servira alors de repère pour analyser **comment les ONG s'approprient Internet tendent à influencer leur environnement**. A partir de ces éléments nous sommes maintenant en mesure d'explicitier les hypothèses de notre recherche. Nous les répertorions à partir de nos deux objectifs principaux »

Source inconnue (thème de recherche)

Les entreprises franciliennes de « e business » sont d'abord apparues dispersées en Ile de France puis une deuxième génération s'est concentrée dans le Sentier profitant des boucles technologiques laissées par la Bourse et des loyers peu chers. Ces dernières entreprises sont celles qui s'engagent dans le SPL. Nouvelles Entreprises et Territoires (NET) depuis juillet. La première réunion entre entreprises se voulait une simple possibilité de rencontre pour des personnes travaillant dans le même immeuble et secteur. Elle permet des échanges sur des problèmes techniques et la définition de relations de travail entre entreprises complémentaires. Les entreprises se réunissent désormais tous les troisièmes mardis du mois le « third Tuesday ». L'équipe projet de NET se compose de douze personnes : chaque fonction est assurée par une personne représentant la nouvelle économie et une autre de l'ancienne. Les entreprises sont membres mais son potentiel de croissance est illustré par la densité du quartier : la rue des Jeûneurs abriterait entreprises par mètre carré.

Le SPL a mis en place un projet de développement durable et adressé des demandes de financement à la DATAR à la Préfecture à la Caisse des Dépôts et Consignations et au Conseil Régional Ile de France.

[...]

Macha Arfel souligne la spécificité des SPL dans les secteurs innovants et la pertinence de ce mode d'organisation pour les NTIC. Les entreprises des NTIC évoluent dans un environnement qui n'est pas préparé à les recevoir ; communiquer entre elles pour pallier le manque d'expertise existant est impératif. Une grille de lecture commune pour repérer les compétences de tous et une association des métiers nouveaux ont été créés dans le Sentier.

[...] A en croire l'expérience du Sentier ce qui distingue les SPL dans les secteurs innovants c'est l'hyper activité de leurs membres qui n'adoptent pas d'horaires fixes le respect et l'écoute mutuels l'art du sur mesure le mélange de générations et de formations. Le manque d'expérience et de vision globale ainsi qu'un cloisonnement relatif par rapport aux autres structures existantes sont des problèmes auxquels NET essaie d'apporter une solution. La finalité de cette association est de créer des liens entre tous les acteurs pour un développement durable d'intégrer ces entreprises dans le paysage économique global et les aider à coopérer. Elle s'appuie sur la convivialité et prend en compte la taille critique l'objectif de pérennité et la maturité des entreprises. Son rôle est l'animation du SPL sa mutualisation technique grâce à une mise en réseau l'accompagnement et le développement du capital humain ainsi que la recherche de partenaires.

Source : Macha Arfel

Protection de l'environnement

Le bilan de la Semaine du covoiturage ayant été encourageant la majorité des partenaires a conféré au comité Covoiturez ! un statut associatif (loi) afin de pérenniser leur action commune En signant les statuts quatre des cinq partenaires initiaux – ARENE ADEME Respirer et Voiture & Co – ont ainsi formalisé leur engagement en faveur d'un développement du covoiturage en région francilienne L'association a pour objet de **promouvoir la pratique du covoiturage comme mode alternatif de déplacements** et d'encourager et aider à la mise en place de systèmes de covoiturage sur des pôles d'emplois En septembre la Semaine du transport public intégrera le cadre de la Semaine européenne de la mobilité sous le thème de l'accès au territoire Elle sera divisée en journées thématiques : marche vélo transport public

Source : ARENE n° juin pages

Cette longue liste, pourtant très incomplète, montre que les clés de l'articulation local-global sont aussi diverses que les modes de relation entre humains et entre ceux-ci et leur environnement. C'est bien là le problème essentiel, et la raison, sans doute, d'une absence de réponse, par exemple, à des questions aussi cruciales que les contradictions *physiques* pouvant résulter de politiques nationales et locales non coordonnées (grandes infrastructures nationales, macroéconomie, fiscalité, politiques sectorielles).

C'est donc, pour les acteurs du tourisme responsable, un domaine à investir absolument - on a vu tout au long de ce texte à quel point le tourisme était vecteur du meilleur comme du pire -, mais avec des armes appropriée : une formation spécifique issue des domaines de la gestion intégrée (par exemple la gestion intégrée de la qualité), de l'écologie (sciences des relations par excellence), des techniques de prévention et de réparation des dommages environnementaux (études d'impact, aménagements, recyclage, réhabilitation) et des pratiques de gestion de projet et d'autoévaluation des chartes et autres textes engageants pris.

En guise de conclusion, très provisoire, relevons que « [...] la majorité des travaux ne dépassent pas le stade des recommandations sur les changements à initier, tels que l'instauration de plus de participation, d'une meilleure coopération entre les niveaux institutionnels, etc. (CALAME, 1998). C'est notamment le cas de la « littérature programmatique », pléthorique sur le développement durable, qui décrit ce que doivent contenir des politiques ou stratégies de développement durable. Le trajet de ces recommandations générales à la traduction concrète n'est pas proposé. Il est question des principes du développement durable, puis suivent des arguments qui exposent en quoi le niveau local et notamment les villes sont concernées (proximité des lieux de décisions et des réalités, rôle des villes dans l'évolution non-durable de la planète, le territoire comme lieu d'apprentissage, etc.) . Mais les démonstrations sont rares. Les éléments de connaissances manquent pour élaborer des stratégies opérationnelles. » (Fondation des Villes, 2002).



La relation local global est infiniment complexe car elle mène à l'altérité via la connaissance. Être *multiscalaire* c'est être baigné de *multiculturalité* à la fois matériel immatériel d'ici et d'ailleurs rationnaliste et empiriste théoricien et praticien. *"Lorsque je suis dans une église je pense au Soleil et à la Lune. Et lorsque je retourne dans les montagnes les symboles chrétiens sont présents dans mon esprit"* (Nina Pacari première femme indienne ministre en Equateur CI n°)

Le local milieu de vie de création d'invention et aussi terrain très concret et très immédiat pour confronter la théorie et la pratique : ses qualités structurelles ne font pas débat sauf dans une vision hégémonique totalitariste et concentrationnaire. Ce n'est pas cette mondialisation là que nous voulons sans doute.

Une autre globalisation prendrait en compte le local en lui donnant les dimensions et les outils qu'il faut pour ne pas l'enfermer dans sa propre prison : mise en réseau locale mais aussi avec des acteurs plus distants accès à internet et éducation à ce nouveau média apprentissage de la concertation et du dialogue interculturel formation et professionnalisation sur les thèmes "gestion de la qualité" "innovation" "créativité" apprentissage du travail en partenariat initiation à l'écologie et à la géographie.

On le constate : une meilleure articulation local global passe par une meilleure connaissance du local et du global. Les populations du Sud ont-elles accès à cette connaissance ? Les consommateurs du Nord ont-ils eux aussi une information pertinente ? Les deux ont-ils les bases d'une réflexion critique et systémique pour faire de cette connaissance un viatique pour un meilleur développement ?

Parmi toutes ces bonnes fées du local sortons en une plus directement reliée au propos de cette étude et questionnée déjà à plusieurs reprises : la coopération sous sa forme *locale* la coopération *décentralisée*. Elle est au cœur d'une possible avancée considérable dans la difficile conciliation local global.

III La coopération plutôt *décentralisée*

« Pierre à pierre la coopération décentralisée est en passe de constituer le maillon manquant entre l'échelle du citoyen et le niveau international. De simples acteurs de terrain peuvent avec le soutien de leurs représentants locaux devenir médiateurs entre la « société civile » et l' élu celui ci avec l' élu d'une autre commune et lui même avec ses administrés : le lien le plus direct et efficace entre citoyens qu'on aie trouvé à ce jour »

Michel Raffoul

• Le cadre d'une proximité institutionnalisée

• Opérer ensemble, faire conjointement : la *co-opération* est au cœur des pratiques de collaboration, partenariat et autre participation dans des processus, démarches, actions, activités et projets collectifs. Elle concerne évidemment les démarches touristiques et les démarches territoriales, toutes deux basées sur des processus collectifs plus ou moins contractualisés.

• La *coopération décentralisée*, elle, date historiquement, en France, de l'après-guerre, avec la création de la Fédération mondiale des villes jumelées, devenue en 1989 la Fédération mondiale des Cités unies. La loi du 6 février 1992 a donné un cadre à cette dynamique qui concerne plus de cent vingt pays, deux cents à trois cents millions d'euros tous crédits confondus et la quasi-totalité des grandes villes et villes moyennes en France (www.cites21.org).

« Loin de se limiter à un simple appui humanitaire, la coopération décentralisée est une école de la citoyenneté et du développement durable. Association collectivités, citoyens, associations de développement, entreprises (de manière croissante des PME), représentants de l'Etat, elle fournit un formidable champ d'expérimentation de la concertation et de l'apprentissage des cultures. Passerelle « à l'échelle humaine » entre le local et le global, la coopération décentralisée ouvre la voie d'une participation concrète des citoyens aux enjeux de la mondialisation et des équilibres Nord Sud » (www.cites21.org).

La barre est placée haut et le décor planté : la coopération décentralisée bénéficie de son image de relative nouveauté et de sa nature d'outil privilégié pour le développement local.

• Cette perspective a été validée au niveau européen par le récent Accord de partenariat entre les Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et la Communauté Européenne et ses Etats membres - l'« Accord de Cotonou », convention ACP/Union européenne remplaçant la convention de Lomé pour vingt ans - qui place, pour la première fois, les acteurs de la coopération décentralisée à un niveau d'intervention très significatif.

Dans les articles n° 2, 4, 5, 6, 7, 9, 10 et 32 de cette convention il est par exemple reconnu :

« [...] différents types d'autres acteurs (que l'Etat) » (art.2), qui « reçoivent un appui pour le renforcement de leurs capacités dans des domaines critiques en vue de renforcer leurs compétences [...] » (art 4) dans le cadre d'une coopération qui « renforce les réseaux et échanges d'expertise et d'expériences entre les acteurs » (art.7) pour, entre autre, « créer, au niveau local et municipal, la capacité nécessaire à la mise en œuvre d'une politique de décentralisation, et d'accroître la participation de la population au processus de développement. » (art. 32)

D'autre, part, il est indiqué que « *La coopération vise un développement durable centré sur la personne humaine, qui en est l'acteur et le bénéficiaire principal, et postule le respect et la promotion de l'ensemble des droits de l'homme.* » (art.9) sur une base « [...] *équitable, impliquant notamment l'accès aux ressources productives, aux services essentiels et à la justice.* » (art.10).

- Sans entrer dans les analyses que les Etats pratiquent régulièrement pour tenter d'avoir une visibilité sur l'efficacité et la pertinence des résultats obtenus par les fonds nationaux et globaux de coopération au développement, il faut remarquer :

- d'une part, que « [...] *la coopération au développement [...] au-delà d'aspects positifs, tend à favoriser les transferts de fonds publics vers des intérêts privés et à mieux insérer les économies du Sud dans celles du Nord* » (F. Houtard, 1999),

- et, d'autre part, qu'il existe un constat partagé entre les évaluations menées depuis 1995 sur les programmes européens – Afrique Caraïbe Pacifique (ACP), Méditerranée (MED), Amérique Latine et Asie (ALA) - et les leçons tirées par les ONGD (ONG de Développement) : « *faible durabilité des programmes* », « *faible appropriation par les acteurs locaux* » et « *résultats difficilement mesurables en termes qualitatifs.* » (Extrait de la plaquette de présentation de la Conférence européenne du Comité de liaison des ONG de développement auprès de l'UE, Bruxelles, 13 avril 2000.)

- On voit par ce très bref résumé que la coopération décentralisée, outil « à l'échelle humaine », permet de rapprocher les administrateurs et les agences de financement du terrain et se place à un niveau de visibilité qui augure, justement, de bonnes *co-opérations*. Le tout en faisant jouer à plein la sous-traitance, ou la co-traitance, en impliquant largement d'autres acteurs essentiels, les associations et les entreprises.

- Pour les pays du Sud, l'enjeu paraît donc évident et d'une réelle difficulté : faire en sorte que les textes encadrant la coopération au développement soient utilisés au mieux en exploitant les espaces que l'intégration des échanges a laissé çà et là dans des logiques économiques peu participatives et excluantes.

Les références aux acteurs locaux - les citoyens, les habitants, les communautés locales, les forces vives ...- sont suffisamment présentes dans nombre de textes (par exemple les principes 5, 18, 22, 23, 27 et 8, 12 de la Déclaration de Rio) pour être mises en valeur et judicieusement citées en référence dans des propositions solidaires et créatives dans le cadre de la coopération décentralisée.

• Les acteurs et les logiques d'acteurs de la coopération décentralisée

- « *Par sa proximité et sa durée, la coopération non gouvernementale apporte une contribution essentielle à la réussite des processus de décentralisation et au renforcement des capacités des pouvoirs locaux et de la société civile, préalables au succès des politiques de lutte contre la pauvreté.* » (SNDD, 2003). Pour la France, officiellement, la coopération décentralisée, traitée sous l'angle de la coopération non gouvernementale, est partie prenante d'une stratégie de développement durable dont les indicateurs de suivi sont :

- « *le nombre de collectivités locales engagées dans des actions de coopération, le nombre de projets portés, le nombre de projets de réinsertion de migrants désireux de retourner au pays, soutenus dans le cadre des programmes de co-développement et intégrant les préoccupations de développement durable, le nombre de projets de développement durable mis en œuvre avec une participation financière de chefs d'entreprise issus de l'immigration.* »

• Cécilia Espinoza, en 2001, a produit un volumineux rapport sur les tenants et aboutissants de la coopération décentralisée (bibliographie). Nous en ferons grandement référence dans cette section en tentant d'en extraire un certain nombre de faits saillants utiles à notre propos. Par exemple la typologie des différentes formes de coopération à l'oeuvre de nos jours :

Les types de coopérations internationales

C Espinoza

	Coopération Bilatérale	Coopération Multilatérale	Coopération Non gouvernementale
Donateurs	Etats développés et leurs agences de développement	Etats à travers des contributions obligatoires et des contributions volontaires par l'intermédiaires des Organismes Internationaux (BM UE PNUD)	- Budgets détachés gouvernementaux ou intergouvernementaux - ONG du Nord Collectivités et Monde Socioéconomique
Récepteur	Etat	Etat	- ONG locales - Collectivités locales
Autres acteurs intermédiaires	ONG (Nord ou Sud) Collectivités territoriales	ONG et autres types d'acteurs du Nord et du Sud	
Buts poursuivis	- Renforcement des compétences de l'Etat - Appui aux politiques et programmes de développement économique et social - Appui aux initiatives des ONG et des collectivités territoriales	- Renforcements des compétences des Etats bénéficiaires - Encadrement des politiques régulatrices et législatives	- Renforcement des compétences et capacités des collectivités territoriales - Appui aux ONG et aux initiatives de développement économique et social - Structuration de la société civile
Moyens	- Soutien économique et financier - Aide aux investissements - Coopération technique et culturelle	- Soutien économique et financier - Aide aux investissements - Assistance technique	- Appui technique et organisationnel - Appui financier - Coopération par programmes et projets

• Les ONGs, principaux acteurs de terrain dans le domaine du tourisme responsable, sont prestataires de services dans de nombreux domaines, pour certains aux limites de l'expertise marchande, domaine qu'elles investissent d'ailleurs sans états d'âme. Parmi ces prestations, on relèvera :

- Participer aux travaux des conseils consultatifs pour un tourisme durable mis en place par les pouvoirs publics et le secteur privé à tous niveaux
- Evaluer les plans d'aménagement des régions comme des sites et donner leur avis sur les affectations du sol et l'implantation de différentes zones
- Chercher un appui local pour le développement satisfaisant d'un tourisme durable ou s'opposer à un aménagement touristique inacceptable
- Encourager la participation de la population locale à des études et à la collecte de données sur le tourisme durable
- Participer à l'éducation du public le besoin de ressources sûres et le comportement approprié des pouvoirs publics de l'industrie touristique et des touristes
- Surveiller les effets du tourisme sur la culture et l'environnement local la participation financière au développement local l'influence d'autres secteurs
- Mettre en place des instances participatives publiques et privées tel est le cas de la création d'un comité intermunicipal et la création d'un syndicat d'initiatives mixte (Pérou) Ces instances permettent de créer des points de cohésion entre les acteurs locaux dont le secteur privé
- Proposer des voyages d'études et de tourisme durable
- Développer des produits touristiques et leur commercialisation
- Ouvrir des sources de financements pour les PME touristiques

Source : C Espinoza

- Les ONGs forment donc, en les regroupant, un *pool de compétences* susceptible de prendre en charge des tâches d'animation, de conception, de recherche de partenariats, de mise en place de modalités de collecte de données et d'évaluation, de suivi, de contrôle et d'appui à la conception, réalisation et commercialisation de produits touristiques.

Sur le point de savoir si ces compétences sont suffisantes pour conduire un partenariat de développement vers la durabilité, c'est une question qui entre dans le débat sur l'évaluation des compétences rapportées à des effets identifiables. Vaste sujet, abordé à plusieurs reprises dans cette étude.

- D'autres caractéristiques, chez les acteurs associatifs, dessinent, autour des savoirs et des savoir-faire techniques, un profil plus généraliste de *task force locale* en développement : une souplesse vis à vis de la réalité locale qui permet de détecter et accompagner de possibles dynamiques de terrain, une certaine réactivité dans la réalisation d'un projet en repensant les actions pour atteindre les objectifs, une capacité de mobilisation interne et de partenaires extérieures, le recours inestimable à la force de travail du bénévolat et un pouvoir fort par le fait de disposer de fonds et de conseiller les collectivités locales.

- Au chapitre des points faibles des ONGs, C. Espinoza dégage quelques grandes constantes :

- La contradiction fondamentale au plan juridique entre la vocation non lucrative des ONG et l'orientation commerciale que plusieurs programmes de développement doivent avoir
- La forme d'organisation politique des ONG ne répond pas aux critères des maîtres d'ouvrage et également à leurs propres maîtres d'œuvre
- Leurs projets sont très limités dans le temps (souvent ans) ce qui n'engage pas l'ONG à vérifier si leur projet a été à l'origine d'une dynamique de développement
- Leurs projets sont souvent une parcelle d'intervention très peu d'ONG réussissent à avoir une vision spatiale intégrée
- Souvent les ONG accèdent au public facilement car leur taille les rend accessible toutefois quand elles arrivent à avoir une taille considérable elles deviennent bureaucratiques Cela empêche un vrai contact au niveau des populations locales
- Etant donné que les ONG sont nées à partir d'une initiative privée souvent individuelle d'un leader fédérateur il leur faut du temps pour se consolider en tant qu'ONG de développement Entre temps elles mènent des projets qui leur servent d'expériences mais qui ne sont pas forcément enrichissant pour les populations locales L'identité d'une ONG semble être très liée à la propre identité de leur leader principal

Source : C. Espinoza

- On retiendra de cette analyse que les ONGs, comme tous les acteurs de l'aide développement, ont des difficultés culturelles (spécialisation), structurelles (projets) et opérationnelles (dimension réduite) à avoir la « *vision spatiale intégrée* » indispensable au tourisme durable, et encore plus au développement durable.

D'autant que « *dans le domaine du tourisme, l'expérience est très faible, autant qu'en France, qu'à l'étranger. Cela suppose une forte mise en question pour aborder ce domaine (domaine vaste et qui engendre des retombées suffisantes pour justifier un investissement, mais qui possède plusieurs entrées pour sa mise en œuvre)* » (C. Espinoza, 2001).

Reste donc à appliquer au montage d'une coopération Nord-Nord, Nord-Sud et Sud-Sud ce que le tourisme territorialisé est supposé faire : pratiquer la complémentarité des compétences.

• Articuler jointer emboîter : le mécano de la coopération

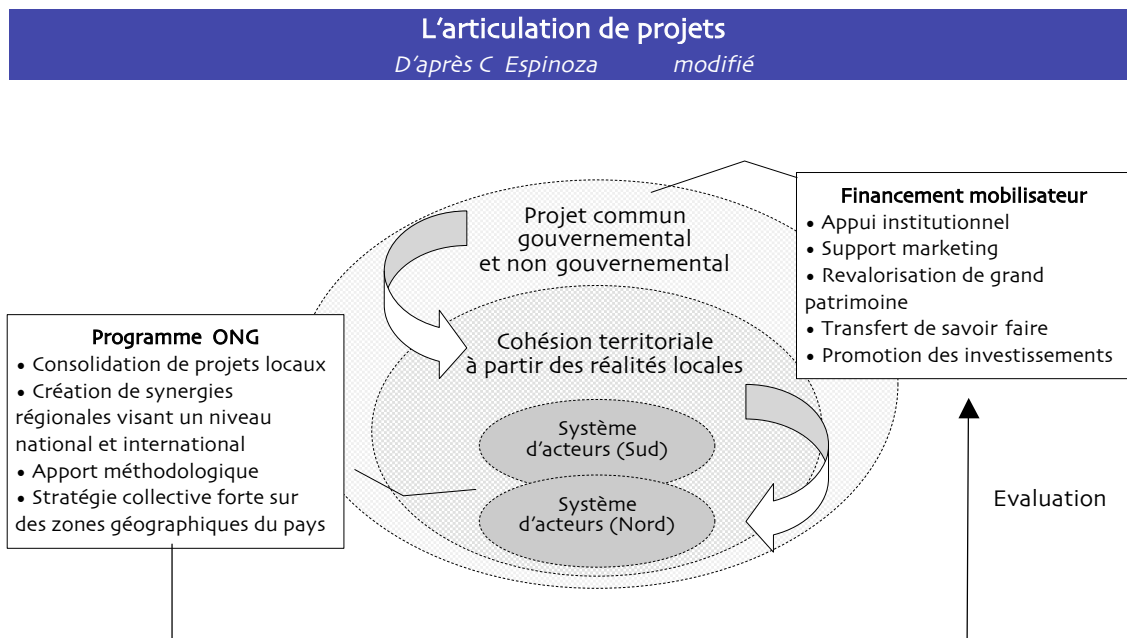
La question principale est : *Comment articuler et faire entrer en synergie des logiques disparates ?*

Cette question est d'autant plus d'actualité qu' « il ne s'agit plus aujourd'hui d'une « coopération décentralisée à la française » entre collectivités de niveau équivalent, mais d'une coopération décentralisée à l'européenne, c'est à dire qui doit intégrer tous les acteurs de la société civile (associations, ONG, entreprises, syndicats...). Il s'agit de passer d'une aide multilatérale à une rencontre d'acteurs. » (Christian Feulet, V/P de Cités Unies France, cité par J.M. Lorach & E. de Quatrebarbes, 2002). Multiplier les acteurs veut dire multiplier les logiques d'acteurs... et les risques d'échec de la co-opération souhaitée.

Imaginons un scénario simple pour mieux apprécier la réalité de la co-opération souhaitée.

- Prenons, au départ, une impulsion gouvernementale sous forme de financement transversal, dynamisant et mobilisateur organisé sur quelques points forts : appui institutionnel, transfert de savoir-faire, formation, promotion d'investissements ciblés, aide au regroupement d'acteurs et d'entreprises....
- Cette impulsion, complétée - ou non - par un appui non-gouvernemental, doit, en toute logique, *passer au filtre du territoire et des situations locales* et, grâce à l'intervention d'un *groupe ad hoc* représentants le système d'acteurs local au Sud et le système d'acteurs au Nord, donner lieu à un programme d'action à mettre en œuvre avec le concours des ONGs.
- Ce programme mis en œuvre doit, en principe, générer des informations de terrain, les *leçons apprises*, qui, par une boucle de rétro-action chère aux analyses systémiques, doivent être incorporées dans les lignes directrices du financement transversal initial (soit le même financement, phasé, soit un financement successeur).

Le schéma serait donc le suivant :

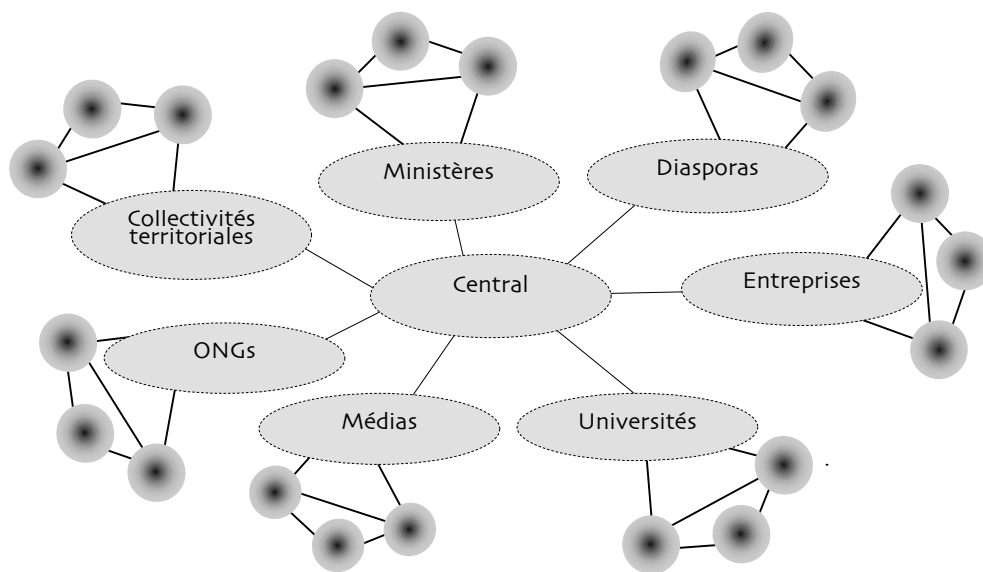


Une analyse sommaire du scénario proposé met en évidence l'importance d'un point particulier de la boucle de rétroaction : le système d'acteurs du Sud et celui du Nord. *Qui sont ces acteurs ? Comment les rendre co-opérants dans une situation de forte concurrence ?*

Pour ce qui est du Nord, la proposition est de créer une structure en réseau associant les principales familles d'acteurs susceptibles d'intervenir dans le champ du tourisme responsable. Cette structure est imaginée « *comme une petite agence de coopération et solidarité internationale dans le domaine du tourisme* » (C. Espinoza, 2002) :

Un réseau « expert » pour la coopération dans le domaine du tourisme responsable

D'après C. Espinoza modifié



Les points délicats prévisibles du scénario de la proposition ci-dessus sont :

- Les possibilités de travail conjoint entre ONGs, entreprises et collectivités territoriales du fait de la question de la complémentarité des statuts, des effectifs, des moyens techniques et financiers ;
- Les formes de financement des actions proposées ;
- La question de la complémentarité et des rôles des ONGs « *acteurs hétéroclites et très concurrentiels* » (C. Espinoza, 2001) ;
- L'implication du secteur commercial ;
- Les collectivités territoriales déjà engagées dans des actions de coopération internationale conjointes avec des ONG, universités, CRT, OT....

Que dit le terrain ? L'analyse de la proposition est-elle assez systémique ?

Deux documents de la FPH (Fondation pour le Progrès de l'Homme) rassemblent et synthétisent les réactions des acteurs de terrain de la coopération ACP/UE à l'occasion de la consultation organisée dans le cadre du processus récent de la réforme de la Commission Européenne (« Mettre la coopération européenne au service des acteurs et des processus de développement : un processus collectif de diagnostic et de proposition », n°111 et 113,1999).

En voici un extrait résumé :

Faites ce que je dis... Priorité aux plus pauvres approche intégrée de la lutte contre la pauvreté et de la compétitivité internationale développement durable énoncé de stratégies intersectorielles dans le cadre de programmes indicatifs nationaux décentralisation créant de nouvelles relations avec la société civile à la base politiques de santé associant les populations les préconisations de la société à l'égard des pays ACP sont innombrables et rares sont celles qui sont réellement mises en oeuvre par les Etats membres de l'Union dans leur propre pays
Pression du haut La dissymétrie commence très tôt avec les relations entre les pays membres le Parlement et la Commission Dès le départ la Commission est soumise à des injonctions contradictoires : dépenser plus vite avec plus de rigueur plus de pertinence mais à condition de ne pas augmenter les moyens humains Résoudre les contradictions n'est pas l'affaire de celui qui préconise
L'influence de l'Europarlement Elle se poursuit avec les préconisations relatives aux priorités à respecter qui se traduisent par une multiplication des lignes budgétaires « <i>Le Parlement dit un fonctionnaire de Bruxelles n'a qu'un moyen de faire faire à la Commission ce à quoi il croit : créer une ligne budgétaire</i> » Un autre souligne: « <i>chaque Etat membre à l'occasion de sa présidence veut satisfaire son opinion publique et à chaque fois cela devient une ligne nouvelle</i> » Un troisième « <i>chaque sommet mondial a conduit à créer une ligne spéciale sans parler des lignes pays</i> »
Manque de dialogue Les priorités du Nord dont la Commission doit ensuite se faire le porte parole s'expriment à la fois par des budgets à dépenser par des conditionnalités à respecter et par des secteurs à privilégier « <i>Les bailleurs de fonds n'ont pas le temps</i> » « <i>On a l'impression de parler des langues différentes</i> » Tout se passe comme si le moment d'un vrai dialogue n'existait jamais Comme le souligne un fonctionnaire : « <i>il y a un véritable déficit de dialogue avec les sociétés car les mécanismes de négociation ne permettent pas le dialogue</i> » Quant aux Programmes Indicatifs Nationaux (PIN) ajoute un autre « <i>c'est souvent nous qui les faisons</i> »
Substitution En théorie les priorités du pays sont formulées lors de l'élaboration des Programmes Indicatifs Nationaux Mas l'image qui nous est renvoyée est que sauf quelques exceptions souvent citées les fonctionnaires européens jouent un rôle essentiel dans l'élaboration de ces programmes d'une part en raison de leur connaissance des procédures et de ce qui est recevable par la Commission d'autre part en raison de l'affaiblissement des Etats ACP sous les coups de boutoir des ajustements structurels
Les moyens s'imposent aux fins C'est là aussi un problème très classique de gouvernance: la nature des financements disponibles pré structure à tous niveaux l'expression même des besoins
Choix imposés Cette cascade de dissymétries se retrouve au niveau du terrain Pas étonnant que les fiches de cas recueillies les soulignent avec virulence La Coopération disent les acteurs de terrain est dans une large mesure la mise en oeuvre de l'agenda des pays riches L'offre suscite dans le Sud son propre miroir Chaque pays fait des choix non ancrés sur les réalités de terrain L'expression des besoins est regardée à travers le prisme des priorités du Nord Beaucoup d'ONG sont des voyageurs de commerce avec sous le bras le catalogue des produits pré déterminés par leurs propres compétences par la commodité de gestion et par ce qui a été « vendu » à la Commission A charge pour les communautés de base de formuler leurs «besoins» en fonction de cette offre venue d'ailleurs
Versatilité des modes Encore pourrait on s'en accommoder Si cette offre était stable Malheureusement le client est versatile Il faut à chaque fois refaire la copie pour coller à la mode « <i>J'ai connu pas mal de modes qui se sont succédées</i> dit un fonctionnaire de Bruxelles <i>Actuellement la mode dans les projets des ONG c'est le micro crédit les activités créatrices d'emploi les femmes on fait remplir des formulaires sur la prise en compte des problèmes de genre dans les projets instruits le développement durable qu'on retrouve maintenant dans tous les projets</i> » « <i>Le récipiendaire devrait avoir plus à dire ajoute un autre mais il y a des domaines plus sexy que d'autres</i> » .../...

.../...

Massification des projets

On retrouve sur le terrain les effets ravageurs de ces modes quand elles sont promues simultanément par tous les donateurs quand la même société locale au Burkina Faso est confrontée soudain à une invasion de projets de micro crédit sans cohérence entre eux sans inscription dans la construction d'un système financier viable comme si pouvaient se multiplier comme par enchantement les activités générant des revenus !

Exigences univoques

N'est il pas paradoxal que l'on veuille inciter à juste titre les pays ACP à créer des conditions juridiques et fiscales stables et transparentes pour les investisseurs mais que l'on n'applique pas cette même exigence de stabilité et de transparence de la Coopération Européenne ?

Surdité au terrain et injonction

La dissymétrie a aussi pour effet d'amortir les messages remontant du terrain Un partenaire du sud parle même de « *l'autisme de Bruxelles* » pour être excessif le terme est évocateur A contrario les réprimandes » venues du sommet » les injonctions des Etats Membres et du Parlement ont vite force de loi On le voit actuellement à la manière dont « *l'affaire ECHO* » renforce les tendances bureaucratiques et les contrôles a priori en dissuadant de prendre tout risque et en diluant les responsabilités

Source : « Mettre la coopération européenne au service des acteurs et des processus de développement : un processus collectif de diagnostic et de proposition » Recueil de cas » coordination Chantal Tien né pages

La coopération européenne, même à travers ses délégations dans les pays, n'est pas une coopération de proximité. Loin s'en faut. La tendance est même aux appuis institutionnels massifs à l'échelle nationale ou, mieux, régionale.

Mais la plupart des griefs énoncés trouveront - ou devraient trouver - des solutions et des réponses dans une coopération décentralisée sur le mode proposé, qui crée des espaces de dialogue et de concertation, fait écho à plusieurs points de vue, harmonise les positions et joue la complémentarité des compétences. C'est donc un *réseau-expert apprenant* qu'il faudrait instituer sous une forme permettant aux praticiens d'être contributeurs aux côtés des experts et des universitaires.



« Loin de se limiter à un simple transfert de compétences comme cela a pu se pratiquer pendant des décennies avec les résultats que l'on sait la coopération décentralisée constitue bien plutôt un partenariat mutuellement profitable Et là se situe sans doute sa valeur essentielle : la réciprocité En construisant des bâtiments au Sud les collectivités locales entendent construire de la citoyenneté au Nord » (M. Raffoul)

La coopération ouvre nécessairement sur les partenariats la gestion collective la collaboration Et la réciprocité En regardant la liste des griefs tous étayés dans les pages du diagnostic et des propositions pour réformer la coopération européenne en tout début de ce siècle (FPH &) énoncés par les acteurs de coopération on est loin du compte : exigences à sens unique pression des Etats manque de dialogue substitution aux acteurs logiques de moyens et non d'objectifs choix imposés soumission aux modes du moment afflux brutaux de projets surdité

La coopération de proximité permet d'éliminer une partie des risques d'une coopération trop institutionnelle Pas tous Il reste que les enjeux ne sont pas tous dans le montage dans l'organisation dans la façon de faire dans la procédure et les mécanismes Ils sont aussi dans les objectifs dans la prise en compte de cette durabilité (*penser global*) et l'action de court terme rapide et si possible efficace (*agir local*)

Le tourisme responsable permet il cette qualité d'oeuvre commune et cette pertinence dans les choix d'action ? Est il cantonné à l'humanitaire la satisfaction des besoins vitaux la création d'emplois et aux relations moins artificielles d'un monde riche en visite dans un monde pauvre Ne peut il pas faire plus ? N'a t il pas d'autres atouts ? On a vu auparavant qu'il était un prétexte à de vraies réflexions collectives des démarches à long terme Est ce un luxe un caprice d'occidental ?

Pour répondre à cette question il faut bien comprendre la nature relationnelle du tourisme Sa capacité d'*assemblage*

IV Le tourisme pousse à l'assemblage

« Si nous voulons une connaissance segmentaire refermée sur un objet à seule fin de le manipuler nous pouvons éliminer toute préoccupation de relier contextualiser globaliser Mais si nous voulons une connaissance pertinente nous avons besoin de relier contextualiser globaliser nos informations et nos savoirs donc de chercher une connaissance complexe Il est évident que le mode de pensée classique rendait impossible avec ses compartimentations la contextualisation des connaissances Il transformait les spécialistes en idiots culturels [...] »

Edgar Morin « Les défis de la complexité »

• Prendre conscience de la transversalité du tourisme

On a vu à de nombreuses reprises que le tourisme était multidimensionnel, multi-acteur et multiservice. Il est important, au stade de la progression de ce document, de renforcer ce constat et de le valider définitivement par des faits de terrain.

Pour ce faire, l'exemple de la gestion intégrée est parfaitement approprié, notamment en zone côtière, bande littorale où se concentrent, dans quelques destinations à la mode, de formidables pressions. Deux exemples simples illustreront le propos : l'île Maurice et l'île de la Réunion, pays touristiques s'il en est.

Relations de causes à effets dans une chaîne d'impacts – Ile Maurice

PRE COI/UE

Nature des impacts (extrait du rapport)	Causes des impacts (extrait du rapport)
• Diminution de la productivité du lagon et donc de la rentabilité de la pêche artisanale • Atteinte aux atouts du tourisme et donc à l'image touristique de Maurice	• pollution localisée du lagon • érosion cotière et des plages • certaines constructions sur le littoral sont inesthétiques
La lecture systémique de ce constat donne les éléments suivants :	
Impacts négatifs identifiables	
Pollutions localisée du lagon et érosion côtière...	Niveau I : <i>écologique</i>
→ entraînant une diminution de la productivité du lagon et un littoral inesthétique...	Niveau II : <i>écologique social</i>
→ provoquant une diminution de la rentabilité de la pêche artisanale et une atteinte à l'image touristique de Maurice...	Niveau III : <i>économique</i>
→ et donc portant atteinte à l'activité touristique elle même	Niveau IV : <i>macro économique</i>

Source : Programme Régional Environnement COI/FED rapport de pré audit Direction Régionale et Coordination Nationale de Maurice janvier

Le rapport mauricien sur la gestion intégrée de ses zones côtières (COI, 1997) offre une multitude d'occasion de remettre en situation de liens de causes à effets les constats effectués. Chaque niveau de la succession logique doit s'interpréter dans un contexte d'interdépendances croisées. Ainsi, le simple constat « *littoral inesthétique* », malgré son caractère relatif et subjectif, englobe des aspects variés : architecture, modes d'urbanisation (dense, diffus, résidentiel, de service...), équilibre des espaces (verts, sportifs, urbains, agricoles...), aménagement et organisation du territoire (infrastructures, occupation des sols...).

Même à un premier niveau de lecture et en restreignant l'exercice aux constats rassemblés dans la problématique « *ressources* », on constate la nécessité de prendre en compte l'ensemble du système côtier en adoptant une démarche d'analyse de l'ensemble des relations entre ses différentes composantes.

Tourisme littoral : impacts et réponse de gestion durable – France Réunion

PRE COI/UE

Types d'impacts Directs → Indirects	Cause des impacts	Enjeux en termes de gestion
Dégradation des écosystèmes lagonaire → Détérioration du patrimoine pour le tourisme local et perte d'image pour le tourisme extérieur → Conflit d'usage entre les types de tourisme → Fléchissement de la productivité de la pêche artisanale	• Surfréquentation des plages et des lagons (destruction mécanique des colonies coralliennes par piétinement ou activités nautiques collecte de coraux ou coquillages pêche récréative) • Augmentation de la pression des activités de plaisance et de plongée • Pollution bactérienne des lagons par mauvais fonctionnement des collectifs d'eaux usées	• Gestion des espaces naturels et de la biodiversité • Gestion des usages • Gestion de l'assainissement • Gestion des activités de loisirs
Erosion des plages → Disparition de portions de plages aujourd'hui fréquentées → Risque pour l'habitat côtier → Ensablement des lagons	• Aménagement d'infrastructures hôtelières ou de loisirs en bordure des plages (la construction de mur en sommets de plage supprime l'effet de dune et déstabilise les plages) • Dégradation du récif corallien qui constitue une barrière contre la houle • Nettoyage sans contrôle des plages et ramassage occasionnel des coraux morts qui participent à l'engraissement en sables des plages	• Aménagement du territoire • Gestion et occupation des sols et des espaces naturels ouverts au public
Risque de détérioration des étangs littoraux et des cours d'eau → Déséquilibre dans le rôle « filtre » des zones humides → Perturbation du biotope naturel et des écosystèmes aquatiques (y compris l'avifaune)	• Pression croissante sur les milieux car recherche d'espaces de détente et de loisirs en particulier par le tourisme local (développement des activités en eau vive) • déversement d'ordures sur les rives aménagées	• Gestion des espaces naturels • Gestion des activités de loisirs
Dégradation des paysages → Perte d'image pour le tourisme extérieur → Dégradation du patrimoine réunionnais	• Construction anarchique d'infrastructures hôtelières ou de loisirs	• Gestion des paysages • Aménagement du territoire
Aggravation des problèmes de circulation routière → Ralentissement de toutes les activités socio économiques → Détérioration de la qualité de la vie → Perte d'image pour le tourisme	• Migrations pendulaires massives des touristes locaux le week end • Concentration des centres d'intérêt et de loisirs sur la côte ouest • touristes extérieurs ()	• Aménagement du territoire

Gestion des espaces naturels et de la biodiversité, gestion des usages, gestion de l'assainissement, gestion des activités de loisirs, aménagement du territoire, gestion et occupation des sols et des espaces naturels ouverts au public, gestion des paysages : la simple observation du littoral réunionnais conduit, si l'on tente d'en décrire les problèmes et d'en analyser les causes, à traiter, à minima, de l'aménagement du territoire.

Ce constat est confirmé par l'OMT elle-même :

« Le tourisme concerne de nombreux secteurs économiques et sociaux différents. Il n'en sera tiré un maximum d'avantages que si l'on en coordonne fortement les approches, ce qui requiert une coopération efficace entre plusieurs ministères (transports, éducation, gestion de l'eau, zones protégées, santé, sécurité publique, planification, patrimoine culturel, etc.). Des stratégies publiques nationales intégrées et efficaces s'imposent si l'on veut tirer profit au maximum du tourisme contre la pauvreté. Il est impossible de planifier le tourisme isolément. Aussi faut-il un cadre politique et législatif adapté engageant l'éventail voulu de ministères et d'organismes. » (Commission de l'OMT pour l'Afrique, 2002).

• Transmettre la prise de conscience à tous

Lorsque les acteurs du développement durable se penchent sur la question du tourisme (et il est souhaitable qu'ils le fassent durablement !), ils traquent les principes, les critères et les indicateurs, mais aussi, notamment les aspects transversaux des opérations menées. C'est exactement le cas de l'étude de l'association 4D (Dossiers & Débats sur le Développement Durable) sur le tourisme et le développement durable dans les territoires urbains. Dans la partie « Enseignements transversaux », les auteurs notent :

Bien souvent une grande partie du travail du service tourisme des villes consiste à sensibiliser les autres services à la dimension transversale du tourisme l'objectif étant de travailler en partenariat avec eux Le message semble difficile à faire passer et dans les faits il reste beaucoup à faire Les services avec qui travaille le service tourisme sont le plus souvent ceux du patrimoine de la culture des transports de la propreté des espaces verts Les stratégies touristiques sont ordonnées notamment autour de :

- l'approche patrimoniale et culturelle : adhésion des villes au réseau « Ville d'Art et d'Histoire » classement de sites au patrimoine mondial de l'humanité (UNESCO) ;
- l'accessibilité des villes et sites touristiques : croisements avec les documents de planification (schéma directeur Plan de Déplacements Urbains) et coopération avec les autorités responsables des transports ;
- la revitalisation des centres villes : articulations avec les actions menées par les services en charge de l'économie de l'emploi et du commerce ou les chambres de commerce et d'industrie ;
- la valorisation du patrimoine naturel : concertations avec les services des espaces verts valorisation des voies fluviales (Besançon Avignon Cognac Océan)

Source : N. Holec & L. Comélieau

Les auteurs font le même constat - une coopération tous azimuts avec quasiment tous les services publics territorialisés - à propos des partenariats avec les acteurs locaux et le processus de démocratie participative, plus difficile toutefois à mettre en pratique. Le bémol concerne l'interface tourisme, territoire urbain et développement durable :

Il n'existe aucune réelle mise en perspective entre l'Agenda local (document formalisé de planification territoriale globale) lorsqu'il existe et la politique ou stratégie touristique Par contre il existe des pratiques touristiques ou des stratégies qui sont élaborées en respectant les principes du développement durable et donc qui s'apparentent à de réelles politiques touristiques durables sans qu'il en soit question

Source : N. Holec & L. Comélieau



On le voit sans ambiguïté avec les exemples mauricien et réunionnais et bien d'autres : même si les acteurs du tourisme voulaient rester en famille ils ne le pourraient pas. Leur activité découle d'une logique de consommation, l'entropie, l'appétit glouton, la consommation des ressources, qui produit inévitablement des effets indésirables. C'est un fait et nul ne pourra contester que personne ne pourra jamais laisser sur un site vierge uniquement *l'empreinte de ses pas*.

Le tourisme ne peut pas être durable et contribuer au meilleur développement sans cet horizon élargi dans l'espace et dans le temps qui le fonde.

De même qu'il ne peut pas être solidaire que d'un seul village ou d'une seule famille en oubliant à quels coûts cette solidarité s'exerce.

De même aussi que l'équité lui impose de ne pas favoriser un groupe au détriment d'un autre, au risque de créer un pouvoir d'achat générateur d'inflation et, en fin de compte, une paupérisation accrue des plus pauvres d'entre les pauvres.

Quant à l'éthique, peut-elle être parcellaire, ponctuelle et appliquée uniquement le temps d'un voyage de deux semaines ?

Bien sûr, le monde humain est ainsi fait que nous connaissons les réponses. Les concessions, les paradoxes, les oxymores, les contresens sont inévitables. Mais le tourisme peut et doit progresser.

Pour prendre la mesure de cette durabilité qui n'est rien d'autre, au fond, qu'une culture de la *responsabilité*.

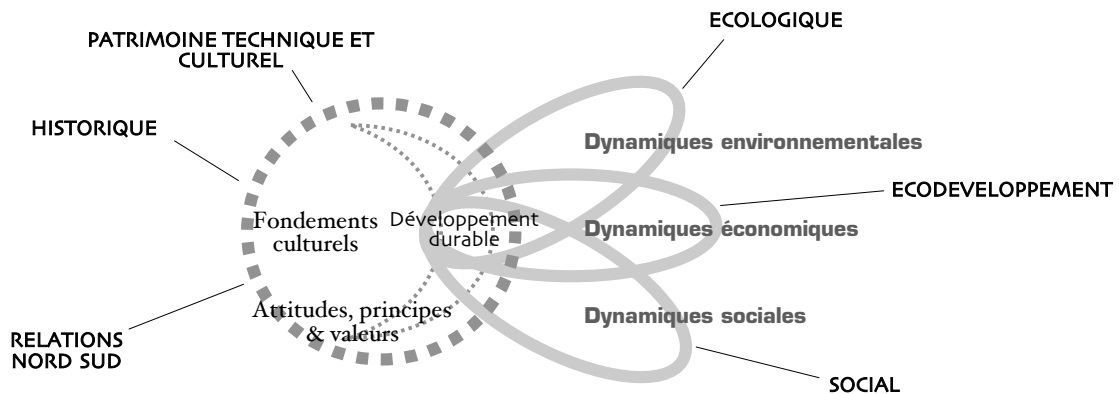
V De la transversalité à la durabilité *sui generis*

« Nous pouvons apprendre à modéliser à représenter des phénomènes en les percevant actifs dans leur contexte par rapport à quelque projet qu'ils forment s'y transformant au fil du temps Les savoirs en question sont disponibles accumulés par deux mille cinq ans au moins d'histoire humaine »

Jean Louis Le Moigne

• Le développement durable vu du Sud

La question du développement ne peut être posée exclusivement en termes écologiques; elle doit l'être en termes de rapports sociaux car toute dégradation du milieu est le résultat d'un modèle économique et de pratiques politiques. La notion intégrale de développement durable implique celle du sujet social. Il existe plusieurs modèles culturels rejetant une conception spécifique du développement de l'environnement et de la durabilité. Le modèle bourgeois s'exprime dans une conception libérale dont la rationalité a construit la modernité caractérisée par une conception linéaire du temps et une appropriation de la nature. L'esprit du capitalisme a été particulièrement destructeur du milieu ambiant. Le modèle du socialisme réel a très peu tenu compte des exigences écologiques ayant promu une industrialisation intensive pour rattraper la consommation occidentale. Celui des classes populaires et indigènes contient à la fois des réminiscences de l'harmonie homme nature qui existait précédemment et les effets dévastateurs des pratiques de survie face à la misère. Le nouvel esprit du capitalisme de la période post industrielle n'est pas plus respectueux de l'environnement notamment au Sud. La culture écologiste part d'une réaction saine mais n'a pas toujours inclus la dimension des rapports sociaux. Traduit sur le plan politique la perspective la plus adéquate est celle d'un **écodéveloppement alternatif et durable** incluant une triple dimension : **écologique**, **historique** et **sociale**.



Se sont imposés des termes pas tout à fait nouveaux de participation de développement à la base de communautés locales de société civile versus l'Etat dans un contexte où les rapports avec les bailleurs de fonds sont devenus plus difficiles. Mais une lecture historique peut permettre de souligner l'urgence de prendre en compte tous les facteurs sociaux et politiques pour réussir mieux ce qui a été souhaité et demeure un objectif difficile à atteindre. La référence à un passé mythique ou à des "sociétés traditionnelles" "autogestionnaires" soucieuses de leur environnement n'est certes pas satisfaisante. Mais pour prendre les termes de Paul Pélissier () une condition nécessaire est que les responsables de l'aménagement rural comme ceux des organismes internationaux reconnaissent les agriculteurs les éleveurs les planteurs du Sahel comme des partenaires à part entière **reconnaissent la valeur et la signification de leur patrimoine technique et culturel**. Il est aussi urgent de mieux apprécier les contraintes et les héritages historiques pour favoriser les initiatives locales et plus encore pour promouvoir un **changement réel des relations entre les pays du Nord et ceux du Sud**.

• Les institutions et les consommateurs : deux clés de la durabilité

« Influencer et convaincre le consommateur, et renforcer son attention pour la durabilité, est vu comme une approche propre à déclencher des changements dans les produits offerts. Ceci est une démarche à long terme, alors que les défis de la durabilité générés par le tourisme sont plus immédiats. Le comportement durable des touristes constitue la clé du tourisme durable. Les consommateurs et les fournisseurs suivent des modèles de comportement traditionnels, qui sont souvent liés à des impératifs économiques serrés et à des décisions basées sur le prix dans un secteur qui a encore besoin d'intégrer les coûts socio-économiques et environnementaux afin de fixer des prix réels. » (Forum Européen du tourisme, 2002)

« Le gouvernement indien a brusquement mis un coup d'arrêt ce week end à la construction d'un complexe touristique aux abords du Taj Mahal de crainte que le monument ne puisse être rayé du patrimoine de l'humanité par l'Unesco.[...] Les autorités régionales justifiaient le projet de 36 millions de dollars en expliquant qu'il devait éviter aux touristes visitant le Taj Mahal et d'autres monuments proches de passer par la ville d'Agra, tristement célèbre pour sa pollution. Le gouvernement de l'état d'Uttar Pradesh expliquait aussi qu'il avait prévu d'y reloger les commerces dont la cour suprême avait demandé la fermeture devant le monument. La décision du ministre de la culture a été bien accueillie par l'Unesco qui s'était inquiétée du projet de complexe touristique. L'organisation culturelle de l'ONU craignait qu'il n'affecte l'authenticité et l'intégrité du site historique, un des premiers inscrits au patrimoine de l'humanité par l'Unesco, en 1983. » (www.tourisminfo.org).

Ces deux extraits, parmi beaucoup, sont éclairants : *agir*, dans la durée, sur la consommation, la demande, l'envie d'une offre sécurisée, honnête, bénéfique et dépayssante et, en même temps, *garantir*, par l'intermédiaire d'institutions dont on souhaite qu'elles rendent l'offre crédible. Le lien de confiance entre les deux, c'est le *label*. *Reconnaissance, certification, garantie* : qui d'autre qu'une autorité publique, supposée hors dehors des agendas politiques et des lobbies, peut l'offrir ?

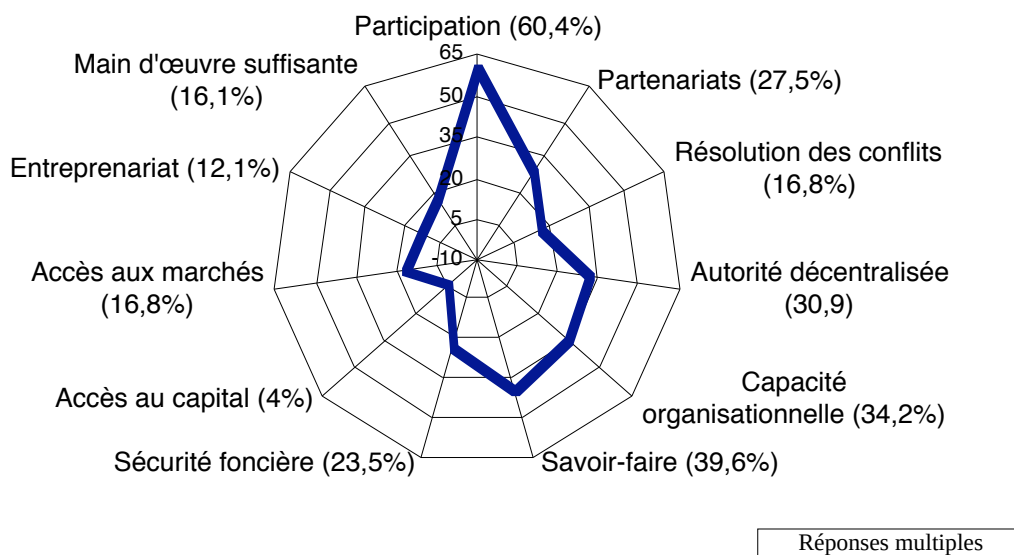
Peut-on valider cette piste en examinant de près les leçons de l'expériences, du moins de celles qui ont affichées, à un moment, un souci de durabilité non réduit à une politique de l'environnement ? Quelle est la place des institutions et des consommateurs dans ces expériences ?

• Que dit le terrain ou plutôt les *leçons de l'expérience...* de terrain ?

Les recommandations issues des évaluations de terrain sont autant de restitution simplifiées que les sites internet et les documents des agences de développement, des ONGs et des institutions mettent en valeur. Même si ces textes sont synthétiques et généralement élogieux sous le double effet du lissage et d'un objectif promotionnel du savoir-faire maison, ils n'en restent pas moins précieux pour l'acteur désireux de conforter son approche et convaincre ses interlocuteurs d'entrer dans des logiques coopératives structurées autour et à propos d'objectifs poursuivis en commun.

TRACKER, site internet spécialisé dans la capitalisation en temps réel des initiatives de gestion des ressources naturelles en Afrique, est, sur cette question, particulièrement en pointe : « *Le problème : des leçons sont apprises mais partent aux oubliettes. [...] Nous sommes convaincus que les personnes qui ont travaillé sur une initiative en collaboration avec une communauté locale peuvent résumer les points saillants des leçons apprises et introduire très rapidement cette information dans le système. C'est précisément le genre d'information qui n'est pas partagée aujourd'hui dans le milieu des praticiens.* » (extrait du site www.nrmtracker.org/frwhatis.cfm).

D'après TRACKER, voici ce que donne la mise en image d'un des exercices de capitalisation en ligne sur le site, les « Conditions favorables à la réalisation des actions locales de gestion des ressources naturelles » (résumées) :



La *participation* (60% de cent soixante et onze références), le *savoir-faire* (39,6%) et la *capacité organisationnelle* (34,2%) forment le trio de tête des conditions « très importantes » pour une gestion locale. Pour les deux premières conditions, les taux de non réponses ou non applicabilité sont remarquablement faibles : non seulement le consensus existe mais il est adossé à une forte conviction.

L'exemple TRACKER valide un peu plus la piste ouverte sur la place des institutions. Elle est éminente, importante, mais...souhaitée proche des acteurs. On retrouve ici le besoin de proximité et donc l'avantage comparatif de la coopération décentralisée.

D'autres exemples, variés, confirment ce diagnostic :

régions européennes (Allemagne Autriche Belgique France Italie Suède)
• Développer la capacité d'apprentissage est considéré comme élément fondamental de durabilité • Les niveaux régional et local jouent un rôle majeur dans la mise en oeuvre de la durabilité et la subsidiarité qui préconise de laisser voire d'instaurer le pouvoir décisionnel au niveau le plus bas possible est un élément essentiel de durabilité • Les projets modèles sont un élément essentiel de la stratégie de durabilité et la démarche à promouvoir est l'encouragement aux projets pilotes locaux innovants soutenus et complétés par les politiques régionales • L'évaluation des projets et des politiques doit prendre en compte les contextes régionaux et l'évaluation de la durabilité doit tenir compte de toute une série d'objectifs et de critères partant d'un cadre général européen et descendant jusqu'aux objectifs locaux concrets • Le respect des principes systémiques (diversité subsidiarité partenariat et participation) au départ abstraits conditionne le succès des autres dimensions du développement
Source : ARPE/EURES

Zimbabwe

Ce projet est un bon exemple de développement des capacités : une approche globale pluridimensionnelle et à long terme pour définir les besoins locaux en matière d'habitations à prix modique. Les éléments clés : connaissance du contexte local, bâtir à partir des capacités existantes, approche systémique et systématique pour développer un secteur du logement durable et transfert du savoir-faire canadien dans le domaine du logement coopératif.

Source : Bernier Gilles & Minville Louise () « Programme de coopératives d'habitation au Zimbabwe » ACDI/HPZ pages

SNDD (Stratégie Nationale de Développement Durable)

L'expérience montre que pour assurer la réussite et l'efficacité d'une SNDD :

- elle doit consister en un **processus cyclique de planification et d'action** où l'accent est mis sur la gestion des progrès vers des objectifs de durabilité plutôt que sur la production d'un « plan » ou produit final (cf. Figure) ;
- elle doit être réellement **multisectorielle et intégrante** cherchant à assurer l'engagement des parties intéressées et à surmonter la fragmentation des institutions et des politiques ;
- il est indispensable de se concentrer sur les **thèmes prioritaires** et d'identifier des **objectifs clés** et des **cibles premières** ainsi que les **moyens** de les atteindre ;
- elle doit assurer une « **participation la plus large possible** » ; ceci veut dire partager les responsabilités et constituer des partenariats entre tous les acteurs concernés : groupes commerciaux, groupes communautaires et groupes d'intérêt, ainsi que les gouvernements, mais seulement lorsque les partenaires le jugent opportun ;
- elle doit adopter une **approche adaptative et souple** reconnaissant que la complexité et l'incertitude caractérisent les problèmes et que les réponses politiques et les capacités technologiques évoluent au fil du temps ;
- il est indispensable de créer des **mécanismes de suivi, d'évaluation et d'extraction** des enseignements de l'expérience et de les **intégrer** totalement au processus ;
- il faut reconnaître que la préparation d'une SNDD est une expérience de **renforcement de capacités** et doit être organisée de façon à valoriser les dispositions institutionnelles, aiguïser les concepts et les outils, favoriser les connaissances et compétences professionnelles et sensibiliser le public.

Source : Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED) () « L'aide de la C E et le développement durable » Note d'information n°

Villes et développement durable

Le document « Villes et développement durable : des expériences à échanger » fait partie des publications récentes qui permettent de diffuser de manière simple des expériences, généralement inhabituelles dans leurs contextes, de développement durable urbain ou périurbain. Cet ouvrage fournit un premier niveau de compréhension des enjeux et ressorts de la durabilité. Comme la majorité des publications du même type sur le sujet, le peu de recul critique permet difficilement une lecture transversale. L'analyse de contenu se résume donc, pour l'heure, à des indications tendanciennes tout à fait préliminaires. Parmi elles figure un essai de typologie du développement durable local, traité de manière très synthétique.

Quatre grandes figures se dessinent à la lecture des fiches du document :

- La version « **COCOONING** » : le développement durable y est vu comme un progrès qualitatif pour les habitants avec amélioration du cadre de vie, des services, du logement, de l'architecture, des liaisons inter agglomérations...
- La version « **TECHNO** » au sens propre comme au figuré est à dominante sectorielle (généralement la protection ou l'amélioration de l'environnement), assez technique (transport, énergie, gestion de l'eau et des déchets, transports, énergie). Ainsi, sur les fiches, la majorité des mots clés se rapportent à l'environnement (dans la même famille : écologie, ressources naturelles, qualité de vie). Un deuxième groupe se rapporte aux modalités de participation des habitants (à citations). Les aspects sociaux et économiques (emplois) sont minoritaires.
- Dans « **CATALOGUE** » se retrouvent les opérations qui répondent prioritairement à une demande de la population comme l'insécurité ou le problème des transports. La durabilité est un ajout ou une mise en valeur d'actions corollaires sans liens obligatoires de nature économique, sociale, culturelle ou environnementale avec le thème traité.
- Le développement durable existe dans la version « **SYSTEME** » : sa réalisation est à venir, et comme dans la théorie, il est « socialement équitable », « écologiquement prudent » et « économiquement efficace ».

Source : A. Laurent, DELOS, Contellation

• *Premier constat* : les capitalisations présentées sont issues d'actions probantes qui ont toutes, bien entendu, une légitimité incontestable, un intérêt certain et un évident potentiel d'innovation : les tonalités du développement durable, comme ses portes d'entrée, sont multiples et il est hors de question d'en juger la pertinence.

Il faut juste se montrer prudent sur quelques enjeux de la durabilité locale, parmi lesquels la fidélité par rapport à l'intégralité du développement durable (les échelles, les liens d'interdépendance, la subsidiarité, les liens court terme-long terme...), la qualité des témoignages sous l'angle de la pertinence des informations et de l'homogénéité, le niveau d'exportabilité des enseignements et l'indispensable durée de déroulement pour percevoir les effets sur la vie des personnes et sur leur environnement.

• *Deuxième constat* : il est un fait que les acteurs du développement micro-, méso-, macro-, s'inscrivent dans un contexte global fondé sur les règles de l'économie libérale et les pratiques concurrentielles des marchés.

Mais les critères éthiques, de gouvernance et systémiques fondant les vingt-sept principes de la déclaration de Rio de 1992, la référence initiale du développement durable, introduisent des notions qui relèvent des autres dimensions du développement, celles liées à la culture et aux rapports sociaux. Tel est le cas par exemple de la responsabilité (articles 7, 13), de la solidarité (18, 22, 23, 27), de l'équité (3, 5, 6, 7, 18, 20, 21, 22), de la participation (10, 20, 22), de la créativité (8, 21)...

• *Troisième constat* : pour une grande part, le contenu réformiste du développement durable provient donc de la prise en compte de ces valeurs, dites « éthiques », qui élargissent et modifient le champ des relations économiques.

C'est précisément ce que les expériences de terrain font remonter dans une illustration impressionnante d'une boucle ascendante-descendante.

Ces recommandations du terrain sont-elles intégrées et recyclées par les acteurs responsables du tourisme ?

• Le tourisme réactif face aux exigences du développement durable

Les critères de réussite présumée du développement équilibré, précautionneux, raisonné et raisonnable - il faudra, quand, même, plus de *durée* pour évaluer la *durabilité* -, sont autant d'exigences et de défis à relever. Le tourisme qui souhaiterait y répondre se doit donc d'être, sinon à la hauteur de ces enjeux, au moins dans la trajectoire d'y répondre dans un temps raisonnable.

Le peut-il et le fait-il ?

Sur cette question complexe tant dans son contenu que dans les aspects méthodologiques qui entrent en jeu pour y répondre, Gilles Caire et Monique Rouillet-Caire (2001, site www.tourisme-durable.net) amorcent une réflexion qui, dans le tableau qui suit, est complétée et placée en vis-à-vis des différents types de réponses du secteur du tourisme.

Les différents enjeux d'un développement durable, pris dans sa version extensive, v/s les réponses institutionnelles, sociales et privées des acteurs du tourisme : la mise en relation est un peu artificielle, car les liens enjeux/réponses sont construits à posteriori.

Mais elle illustre bien des limites, des insuffisances et des avancées trop timides.

Le tourisme est une activité sectorielle MAIS...	Les réponses institutionnelles sociales et privées :
...qui connaît une croissance plus forte que la moyenne. Le nombre de voyages touristiques internationaux est ainsi passé de 170 millions en 1970 à 698 millions en 2000 et devrait atteindre à l'horizon 2020, 1 milliard 600 000. Cette progression de la demande au plan mondial s'explique à la fois par la démocratisation du transport aérien, par une élasticité revenue supérieure à un et par une extension du temps de loisir, facteurs de croissance qui devraient perdurer.	• pas de mesures particulières sur cet aspect considéré comme structurellement positif
...qui par nature est territorialisée (sauf peut-être tourisme off-shore ou « sous-bulle » du type grands parcs d'attraction ou Center parcs), et de ce fait est irrémédiablement au confluent de l'économique, du culturel et de l'environnemental.	• réflexion et mise en place progressive d'agendas locaux du tourisme • Plans & Schémas directeurs d'aménagement touristique • Dispositifs législatifs assurant la multifonctionnalité rurale • Sustainable Agriculture Scorepoint (SAS Pays Bas)
...qui engendre une concentration des populations sur des périodes restreintes (saison), sur des espaces limités et souvent caractérisés par un équilibre fragile (littoral, centres historiques, moyenne et haute montagne, petites îles), concentration qui de plus peut être source de conflits d'usage avec la population locale (eau, chasse, agriculture, encombrements routiers,...).	• système de management environnemental interne à une entreprise (Accor respect de la norme ISO chez Center Parc) qui impose à ses différents établissements et fournisseurs des normes d'économies d'eau et d'énergie de recyclage des déchets une meilleure intégration paysagère... • labelisation des produits (écolabels de type Gîtes Panda ou Hotel au naturel drapeaux bleus Green Globe) attribution de récompenses annuelles permet de valoriser certains projets innovants ; • mécanismes réglementaires : maîtrise foncière (POS) gestion des droits à construire droit du travail salaires minimums amendes ; • organisation de la promotion et le soutien à la commercialisation d'activités diffuses ; • codes et chartes de conduites élaborées par des institutions internationales (OMT) des ONG (WWF) des associations (Parcs naturels) qui reposent sur une adhésion volontaire des professionnels (émetteurs et réceptifs) des touristes (Atalante) ou plus rarement des populations réceptrices (île Maurice)
...qui en tant qu'activité « de contact » porte en puissance des capacités à produire des changements sociaux, à déstructurer les sociétés locales et à homogénéiser les cultures et les modes de vie.	• tourisme solidaire où le « client » contribue financièrement et/ou matériellement à l'entretien du territoire à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs du tourisme ou à des projets de développement local • tourisme communautaire à petite échelle • études de faisabilité et d'impacts des équipements publics structurants dans la restauration du patrimoine • subventions et taxes : soutien à la prise de risque de porteurs de projets instauration de quotas d'embauche locale écotaxes taxe de séjour vignettes touristiques (Egypte) paiements des aires de stationnement encouragement à l'ouverture des équipements touristiques à la population locale • campagnes d'opinion (Agir Ici « Quand les vacances des uns font le malheur des autres... ») destinées à sensibiliser le grand public
...qui doit également préserver le droit au voyage des générations futures, leur droit à la découverte et à la connaissance d'une planète diverse naturellement et culturellement. Il s'agit de « laisser de l'espace à ce qu'aimeront nos enfants ». Qui aurait pu ainsi supposer il y a 50 ans que certaines mines deviendraient des attractions touristiques majeures ?	• écotourisme non industriel tourisme communautaire tourisme des aires protégées et d'une manière générale toute forme de tourisme permettant d'attribuer une valeur économique à la pérennité d'un patrimoine
...qui est profondément liée aux systèmes de valeurs: « parler de tourisme c'est parler de la nature, du jugement moral, de la beauté, de l'amour, de l'amitié, de la vérité, de la réalité, de l'obligation »	• formes diffuses et discrètes du tourisme culturel de nature et de découverte • campagnes de sensibilisation et d'éducation visant à une « mise en désir culturelle » d'un tourisme durable dans l'inconscient du consommateur

Que dire de cette confrontation, qui s'attache plus à la surface des choses qu'à leur contenu ? Outre le fait qu'une fois de plus, *tout est dans tout*, force est de constater que la cause première des dégâts dénoncés du tourisme, sa *croissance numérique*, ne trouve aucune réponse adéquate, comme si les seuils recommandés aux niveaux locaux n'étaient plus pertinents à l'échelle de la planète. Les formes de tourisme responsable, à l'évidence, devront *contaminer* le tourisme de masse pour passer de la mesure ponctuelle d'accompagnement à une vraie réorientation des pratiques.

• L'ultime défi du tourisme face à ses responsabilités : l'objectivité

Les faits sont têtus mais les mots sur les faits le sont aussi. « *Le contexte est en effet différent pour le producteur et pour l'interprétant, lié au temps respectif de la production et de la réception : le locuteur a en tête plus que ce qu'il émet, il ne dit pas tout; et de ce qu'il émet, le récepteur n'entendra pas tout et interprétera.* » (Schmoll, 1996) : une autre clé pour comprendre, non pas l'adéquation entre tourisme responsable et développement durable mais le *discours* sur cette question.

Et pour illustrer un face à face classique, voyons, en guise de conclusion, des extraits significatifs d'un duo discordant F. Frangialli - R. Charvin, le zélateur et le détracteur. Il faut, pour bien apprécier cette confrontation, lire et entendre le pourquoi du *dit* et du *non-dit*.

Francesco FRANGIALLI , secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme, juillet 2001.	Robert CHARVIN professeur à l'université de Nice Sophia Antipolis doyen honoraire de la faculté de droit et des sciences économiques de Nice juin
Le concept de développement durable s'applique particulièrement bien au tourisme. On dirait qu'il a été inventé pour lui. [<i>"un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs"</i> .]	Le développement durable a des exigences largement contredites par l'économie du tourisme
Le développement durable représente l'horizon du tourisme mondial - non comme une entrave à sa croissance, mais, au contraire, comme la garantie de son succès dans la durée. Ce n'est nullement sacrifier à une mode intellectuelle, mais simplement formuler une constatation de bon sens, que de l'affirmer.	Le développement durable a des exigences qu'au contraire l'activité touristique récuse : la prise en compte des facteurs endogènes les facteurs exogènes n'étant que complémentaires ; la concentration des investissements dans les secteurs stratégiques et vitaux (l'agriculture l'éducation la santé notamment) ; la réduction maximale de la corruption (trafic de devises prostitution évasion fiscale fuite du capital national vers le Nord etc) ; la mobilisation de la société civile (ce qui exige une hiérarchie fondée sur l'utilité sociale et non sur le parasitisme ou la spéculation)
Activité peu polluante, le tourisme, dès lors qu'il est intelligemment développé et respecte la capacité de charge des sites, apparaît, à niveau égal de création de valeur ajoutée, bien moins destructeur pour le milieu naturel et humain que d'autres concurrentes. Par sa nature même, il fait le lien entre création de richesses, développement des échanges économiques internationaux, réduction des écarts de niveau de vie, et souci de l'environnement où il se déploie.	[...] il est indéniable que le tourisme favorise un fort développement d'une économie informelle très perturbatrice : les « faux guides » de Marrakech qui grâce à l'affluence massive de touristes étrangers gagnent à fois plus qu'un ouvrier du bâtiment illustrent ce détournement de l'économie productive pour une économie parasitaire
En particulier, l'écotourisme, le tourisme sportif et de nature, de même que le tourisme culturel, permettent de répondre à la soif inextinguible de découverte et de déplacement des hommes sans que les limites de l'insupportable et de l'irréversible soient franchies.	En bref « l'idéologie » véhiculée par le tourisme tend à transformer le peuple d'accueil en un « domestique collectif » inapte à l'organisation à l'innovation et à la discipline nécessaires à un développement authentique



La confusion entretenue entre tourisme durable développement durable du tourisme et développement durable ajoute une ambiguïté à une notion qui n'en a pas besoin. On le voit crûment par exemple dans l'article très documenté de D. D. Benavides sur la *durabilité socio-économique* du tourisme en environnement hostile dont presque des mentions porteuses de sens sont relatives au tourisme plus de à l'économie et aux marchés au commerce et aux valeurs "éthique" "durable" "équitable" "solidaire" sans parler de l'environnement et des idées liées avec un petit Un déséquilibre qui signe une vision de la durabilité réduite aux conditions de pérennité de l'accès aux marchés

"[] une réorientation du tourisme dans le sens d'un développement durable n'est pas encore en vue" (C. Plüss)

Est-ce à dire que les valeurs qui fondent les cultures sont sans valeur ? Est-ce à dire que la nature est subsidiaire et accessoire ? Non bien sûr. On voit bien là les limites d'une réflexion qui ne ferait entrer sous le grand chapeau du "durable" qu'une somme de considérations qui tout à fait pertinentes dans leur champ d'appartenance deviennent tronquées, aveugles et sans liens avec les autres champs du développement durable.

Comme le dit Robert Charvin "Le développement durable n'interdit pas le tourisme". Reconnaissons qu'au stade actuel de la confrontation entre les promoteurs du tourisme conventionnel et ses détracteurs c'est une bonne nouvelle.

La question n'est pas seulement de savoir *de quel* tourisme il s'agit mais de *quelle manière* il est mis en œuvre. La manière évidente de nos jours est au croisement des sphères d'influence d'action et d'intérêt de la société dite civile des institutions et du secteur privé. Elle est partenariale, co-opérative et collective même si ici aussi derrière les mots les réalités sont fort distinctes et pas toujours *éthiques*.

VI De la participation au contrat démocratique

« De la décennie quatre vingt dix la leçon peut être une nouvelle fois tirée : le respect des droits de l'homme la démocratie dont le multipartisme réel est un élément déterminant et le développement sont interdépendants Seule leur progression simultanée peut apporter les améliorations auxquelles les populations aspirent et ont droit »

Patrick Baudouin et Antoine Bernard

• La proximité brique de base de la participation

Le contact de proximité entre le visiteur (l'ami de passage ?), l'agence émettrice (le grand frère ?) et la famille ou la personne accueillante (l'hôte providentiel ?) est la clé du partenariat tacite et implicite ou formel et standardisé entre les acteurs du tourisme en situation sur le terrain. Quelles que soient les modalités et le cadre de cette proximité, elle s'inscrit dans le nouveau type de relations humaines que tente de construire le tourisme responsable. On l'a vu, l'association italienne pour le tourisme responsable, l'AITR, fonde toute une partie de sa démarche sur cet aspect crucial. Deux exemples, parmi beaucoup, illustre ce *cœur de cible* du tourisme responsable.

Les leçons d'une collaboration de proximité avec des familles d'accueil au Maroc

© Marie Annick Durillon Kéchouri Maroc chez l'habitant juin

Il est essentiel que les familles d'accueil développent la capacité suivante : trouver naturellement sympathique chaque individu (ce qui n'est pas facile mais quand même facilité par l'influence de la culture marocaine) condition essentielle de bienveillance pour un bon déroulement du séjour En prévention nous essayons de répartir les séjours dans plus de familles donc moins de séjours par famille et généralement nous laissons des périodes de repos entre deux séjours **Le maintien du lien entre nous et les familles d'accueil est aussi très important** : un coup de fil régulier ou une visite permettent de mieux sentir les problèmes familiaux qui pourraient perturber les séjours et d'en discuter

Les clés ?

- En France il faudrait que toute personne allant au Maroc puisse avoir facilement l'information que cette formule de voyage existe : relais par l'Office national du tourisme marocain par exemple
- Au Maroc il faut travailler avec les autorités nationales pour définir un statut souple pour les familles d'accueil : qu'elles aient le droit de se promener avec leurs invités français sans être interpellés par la police touristique par exemple Trouver une solution fiscale qui ne pénalise pas les familles d'accueil pour les encourager Car il est très important de collaborer avec beaucoup de familles d'accueil pour répartir les revenus de ce tourisme et de garder l'esprit de départ de cette activité qui est de faciliter la rencontre interculturelle et la découverte des différentes réalités du pays

L'activité doit rester de qualité au niveau du temps donné aux voyageurs et aux familles d'accueil avant et après le séjour **La relation avec les familles est une relation de confiance et durable dans le sens où tout problème sera discuté avec la famille d'accueil pour trouver ensemble des solutions faisant progresser chaque partie**

Quelques à coups

En avril nous avons eu une plainte de voyageurs sur le dernier court séjour : visiblement l'accueil n'a pas été aussi soigné que d'habitude Dans ce cas la solution que nous avons adoptée est une longue discussion avec la famille d'accueil sur chaque point précis de la plainte pour nous aider à recréer de la confiance entre nous et les aider à avoir une attitude régulière par rapport aux visiteurs Dès lors nous surveillons les prochains séjours plus particulièrement Bien sûr nous avons aussi discuté avec les voyageurs concernés pour faire comprendre et nous excuser

Document inédit Marie Annick Durillon Kéchouri Maroc chez l'habitant juin

Le vécu des touristes solidaires L'exemple des voyageurs TDS

© Barbara Binder août

L'association Tourisme et Développement Solidaire organise des voyages équitables dans des villages traditionnels au Burkina Faso. Les voyageurs sont reçus par un comité d'accueil formé à la réception de touristes qui prend en charge tous les besoins matériels et les accompagne dans la connaissance de la société locale et les rencontres avec la population. Une charte établie sur les principes du respect de l'autre et l'interdiction du don individuel précise les engagements de chacun : voyageurs, villageois, organisateur de voyage.

TDS effectue tous les ans un suivi dans les villages d'accueil et auprès des voyageurs. Une enquête de satisfaction envoyée quelques semaines après les séjours aux voyageurs de la saison / a eu un taux de retour et donné les résultats suivants :

- Les voyageurs partent avec des images très hétérogènes de l'Afrique Noire. Pour presque un quart, elle est associée à des images de pauvreté, d'abandon, violence, misère. Un petit nombre seulement l'associe aux images sensuelles du voyage exotique (les couleurs, la danse, la musique et la chaleur) ; pour la majorité, c'est la découverte de l'inconnu.
- La motivation principale du voyage est la rencontre avec une culture différente : **vivre avec les gens ordinaires dans leur environnement quotidien**, échanger et partager avec eux. Plus de la moitié des voyageurs déclarent venir aussi pour des raisons éthiques de solidarité, d'aide au développement. Un tiers est attiré par la volonté de voyager différemment.
- Le séjour est composé de visites, d'excursions, de rencontres avec les villageois, des animations le soir. **La rencontre des villageois est l'activité préférée** pour tous les villages TDS ; c'est elle qui apporte aussi le plus d'émotion. Les visites de l'école, des jardins et des artisans sont aussi des moments forts du séjour.
- Du décalage entre les niveaux et les modes de vie, les voyageurs, après leurs contacts avec la population, retiennent que « *les gens sur place savent ce dont ils ont besoin* ». Ils réfléchissent sur le développement, prennent conscience, pour certains, de l'immensité et de la complexité du problème, mais aussi de la nécessité d'impliquer la communauté locale pour déterminer ses besoins ; ils ont confiance dans leur capacité à trouver des solutions adaptées.
- Certains voyageurs viennent avec un esprit de charité pour apporter de l'aide. L'abandon du don, surtout individuel, qui nuit à l'instauration d'une relation d'échange et d'égalité, est un apprentissage plus ou moins difficile selon les personnes. **La charte précise sur ce point : est considérée comme une aide au comportement vis à vis de l'autre culture par la moitié des voyageurs et les villageois**.
- D'autres sont prudents : le séjour ne doit pas faire apparaître de nouvelles inégalités dans le village et détruire la cohésion. Certains insistent sur la **transparence de l'action** et souhaitent suivre la réalisation du projet de développement du village.

Mais avant tout, les voyageurs retiennent généralement l'intensité des échanges, la gentillesse et la solidarité de la population locale. Un tiers d'entre eux partent avec le sentiment d'une relation de respect, d'amitié, avec de l'estime voire de l'admiration pour la population locale. Un petit nombre avoue une évolution dans la façon de voir la vie et une modification de comportement.

L'enquête auprès du comité d'accueil du Village de Doudou confirme cette situation. Il apprécie l'apport de connaissances et l'amélioration matérielle résultant de la rencontre et regrette le départ des amis en fin de séjour.

Le voyage équitable remplit ainsi son objectif de rencontre interculturelle à l'instar des échanges dans les jumelages. Son utilité ne se limite donc pas à un apport financier, mais à une meilleure compréhension d'une autre culture et une modification de la représentation mutuelle des « noirs » et des « blancs », préalable à toute action de coopération dans l'esprit du développement durable.

Document inédit Barbara Binder dans le cadre d'une collaboration avec TDS août

Le tourisme responsable dans sa forme solidaire, équitable et communautaire, est un micro-tourisme. *Peu de visiteurs, peu de temps, peu de mois* : cette règle des « 3P » permet au tourisme de ne pas s'imposer et devenir mortellement hégémonique. Mais c'est aussi une règle qui entre en totale contradiction avec la logique du tourisme de masse.

Pour espérer inscrire ce caractère précieux qui évite la folklorisation, la marchandisation, le maquillage et les dérives commerciales, il faut faire un détour, de nouveau, par le développement durable puisque les relations humaines sont au cœur des logiques de partenariats qu'il recommande avec obstination.

• L'enjeu démocratique du développement durable donc du tourisme responsable

Le développement durable est une opportunité de premier ordre pour réinventer du *lien social* au niveau le plus pertinent, le niveau local. La participation des citoyens - femmes, jeunes, public, populations, communautés autochtones, collectivités locales (principes 10, 20 et 22 de la Déclaration de Rio) - doit être entendue et mise en œuvre, dans tous les territoires de projet, pour « *la réalisation du développement durable* » (principe 22).

L'enjeu est clairement la participation non seulement des groupes d'intérêt mais aussi du public (les « *habitants* ») représenté, souvent, par un milieu associatif dont la légitimité tient surtout à son engagement et sa volonté de participation. La contrepartie est l'acceptation de la logique démocratique, c'est-à-dire du dialogue contradictoire, de la négociation et de la confrontation.

Quels sont les termes du débat ?

- La démocratie moderne libérale n'existe que par le multipartisme lui-même conditionné par l'existence de vrais partis politiques porteurs de projets et d'une liberté de choix entre des candidats représentatifs. Ce mécanisme est en crise : discrédit affaires scandales montée de l'absentéisme manque de confiance désintéressement de la « chose publique » clivages sociaux interférences lourdes du secteur privé... La démocratie par l'affaiblissement des élus et les limites évidentes de la représentativité a besoin d'un renouveau et d'une activation de mécanismes démocratiques nouveaux

- La démocratie continue est une réponse à cette situation. Associant diverses pratiques de démocratie semi directe (militantisme associatif usage du référendum procédures d'enquêtes et de consultations populaires mécanismes de co décision et de suivi conseils des Anciens ou de Villages associations de femmes...) elle est fondée sur d'autres principes de légitimité que l'élection. Explorer des formes nouvelles de démocratie est donc une responsabilité et un devoir : l'inventivité du Brésil de l'Inde du Togo et de bien d'autres sont des encouragements salutaires

Première leçon : l'expérimentation de formes nouvelles de *démocratie* est une figure obligée du développement durable. Il y sera donc question de *participation* et de *partenariat* : le contrat démocratique

« [...] le passage à une gouvernance participative en écotourisme requiert non seulement des actions en ce sens mais également un changement fondamental dans le caractère démocratique de nos institutions [...] Un système de gouvernance dont les valeurs sont orientées vers la participation des citoyens à la prise de décision cherchera à développer de façon cohérente une culture des modes et des outils de gestion qui auront pour but d'engendrer la confiance des partenaires. Par ailleurs les principales valeurs mentionnées par les intervenants et qui reviennent de façon récurrente dans les entrevues sont: la confiance la transparence et l'honnêteté. C'est à travers ces valeurs et d'autres encore telles que la patience et la solidarité que se redéfinit l'identité collective face à un projet de développement qui les concerne. En

retour selon le principe de régulation ces valeurs détermineront le degré d'engagement consenti par les acteurs »

Marie Lequin () dans son article sur la « Gouvernance participative : un cadre de référence pour la planification et la mise en œuvre de projets en écotourisme » (Sommet mondial de l'écotourisme) franchit le pas « Confiance » « transparence » « honnêteté » « patience » « solidarité » : les termes du contrat de proximité sont aussi ceux du contrat démocratique autrement appelé gouvernance

Deuxième leçon : les valeurs éthiques fondent le contrat de proximité passé entre les acteurs Ce sont les mêmes que celles du contrat démocratique Les chartes sont un bon moyen d'en rappeler le cas échéant l'importance

On a vu par ailleurs dans ce chapitre que la co opération contractualisée entre acteurs volontaires était essentielle à la viabilité du tourisme responsable Elle en est le socle

Suffit elle pour permettre le développement durable ou si l'on veut une victoire durable contre une pauvreté tenace ?

Un des bons analystes français du développement durable Christian Brodagh () donne des réponses claires :

« Le problème des besoins des plus démunis est la principale base sociale du concept de développement durable L'attention apportée aux plus faibles principe éthique de solidarité dépasse la seule approche de la démocratie du nombre De même les limites de l'environnement doivent être considérées comme s'imposant aux acteurs ce qui est rarement pris en compte par des acteurs eux mêmes qui ignorent certains problèmes il faut donc les informer et les sensibiliser en amont

La recherche du consensus lors d'une consultation des parties intéressées est donc nécessaire mais pas suffisante pour atteindre le développement durable car quelques clivages de fonds traversent le développement durable »

La démocratie du nombre cède la place pour l'auteur à une démocratie éclairée issue d'une capacitation citoyenne C'est pour partie ce à quoi mènent les échanges entre les visiteurs et les familles accueillantes du Maroc du Burkina ou d'ailleurs

Troisième leçon : la construction d'une relation d'échanges de partenariat ou de co opération est la condition nécessaire mais pas suffisante pour se diriger vers le développement durable Il faut donc une dimension de connaissance

Les enjeux de cette connaissance sont considérables et tiennent aux grandes conciliations du développement durable Ils ne peuvent être traités subsidiairement sous prétexte que la théorie dans le village est à mille lieues de la vie courante Penser global et agir local n'empêche pas de parler des clôtures des jardins qui parce que la sécheresse a vidé le territoire de ses ressources alimentaires deviennent une irrésistible tentation pour les phacochères et les porcs épics Sécheresse ? Ressources ? A chaque local son global...

Un peu de théorie sur ce point :

« Le premier clivage est temporel : comment arbitrer les intérêts entre les humains contemporains d'une part et les générations futures de l'autre ?

Le deuxième est géopolitique et vise l'application d'un principe d'équité entre les pays du Nord et ceux du Sud qui ont des responsabilités très différentes sur la dégradation de l'environnement

Le troisième clivage oppose enfin les êtres humains et les autres êtres vivants Or les rapports de force dans la « négociation » sont inéquitables ou même impossibles à révéler puisque certains tiers sont absents comme les générations futures » (C Brodhag)

Quatrième leçon : par la proximité l'échange et le contrat la connaissance nécessaire doit apporter aussi la connaissance de l'autre des autres dimensions et des autres logiques Elle doit être systémique Comme le tourisme

« Seuls des principes à la fois scientifiques et éthiques et des procédures adéquates peuvent compenser la « faiblesse » de certains acteurs

- La protection des écosystèmes devient un principe éthique s'appuyant aussi bien sur des principes de responsabilité que d'utilité
- La prise en compte des intérêts des plus faibles aussi bien dans nos pays que vis à vis des pays en développement principe de solidarité
- L'évitement des irréversibilités est un principe qui supplée au fait que les générations futures (les tiers absents) ne peuvent faire valoir leur point de vue » (C Brodhag)

Une connaissance systémique multiscalaire critique pluri culturelle décloisonnée : voilà le programme d'une animation territoriale prenant pleinement en compte les obligations du développement durable Cela se résume tout simplement au fait de regarder autour de soi et remarquer que l'écotourisme vanté est un simulacre un « coin de verdure » dans le désert (voir le texte de Valérie Pochon)

Qu'il le veuille ou non le partenariat responsable doit se consolider par un apprentissage réciproque et un apport de connaissances fondamentales et techniques

Cinquième leçon : le tourisme responsable est aussi une *éducation* au meilleur développement et à la citoyenneté locale et planétaire

L'éducation au développement et l'éducation au développement durable sont donc les outils d'un contrat de co opération entre acteurs C'est elle qui doit à la base apporter à tous les raisons du faire ensemble : les enjeux communs à la collectivité les périls à surmonter le besoin d'unir ses forces l'émulation le dynamisme...

C'est elle aussi qui permet de consolider la légitimité des processus de décision Ce que relève S Van Den Hove dans sa liste des effets contextuels d'une participation éclairée : information et éducation du public ou des *stakeholders* amélioration de la capacité stratégique des décideurs par l'information et l'éducation changements de perception et de conceptualisation du contexte social modifications des rapports de force et des conflits traditionnels renforcement des pratiques démocratiques et de l'implication des citoyens dans la vie publique augmentation de la confiance des acteurs dans les institutions

« Les approches participatives influent sur l'information et l'éducation du public et des *stakeholders* (Beierle) Elles peuvent permettre d'améliorer la capacité d'action du public sur les questions d'environnement et de développement durable Le public doit par exemple avoir un niveau de connaissance suffisant des enjeux si des modifications de son comportement sont nécessaires pour induire l'adoption d'une technologie plus propre Un public bien informé pourra aussi constituer une ressource réglementaire en ce sens qu'il pourra jouer dans certaines législations environnementales un rôle direct en appliquant des pressions au niveau local en contribuant à la mise en place de réglementations voire même dans certains cas en identifiant d'éventuelles infractions L'information et l'éducation du public peut par ailleurs améliorer sa capacité de participation dans des processus de prise de décision ultérieurs » (S Van Den Hove)

Sixième leçon : la boucle information implication démocratie – décision est entièrement contenue dans les notions de contrat de participation Le tourisme durable basé sur l'échange équilibré en est logiquement le *cadre*

Mais la participation a aussi ses limites souvent dûes à une mauvaise analyse de ce qu'elle est vraiment et de ce qu'on en attend B Guèye () en fait une synthèse très pertinente :

« Le « **fétichisme** » des outils et techniques qui se traduit par:

- La **confusion d'objectifs** (Gujt et Cornwall) Dans le milieu des ONG qui constituent les plus importantes utilisatrices la réduction du processus de développement participatif à un simple panier d'outils reste encore assez courante
- La **panacée** Il existe une certaine tendance à conférer aux méthodes participatives une capacité de résolution des problèmes qui vont au delà de leur potentiel et possibilité

- **L'insuffisance analytique** La place réelle des outils visuels n'est pas toujours bien perçue ; ce qui conduit quelquefois à réduire l'essentiel du processus à l'élaboration des diagrammes
- **Applications extractives et mercantilisme** Le choix souvent porté sur ces méthodes traduit moins une adhésion au paradigme qui les sous tend qu'un souci de trouver des raccourcis sur le temps de planification ou de suivi évaluation
- **La routine le formalisme et la standardisation** On observe une certaine tendance à répéter de façon mécanique le même processus d'une expérience à une autre sans tenir compte de la spécificité des problématiques objectifs contextes sociaux etc

Les changements d'ordre organisationnel restent encore assez lents Cette situation qui s'observe aussi bien au niveau des structures d'appui que des institutions locales traduit la difficulté de faire du transfert de pouvoir une réalité

La pratique du développement participatif se heurte à l'attitude souvent conservatrice de certains acteurs en particulier ceux qui détiennent une certaine forme de pouvoir : technique social économique lié au savoir etc »

Septième leçon : la participation n'est pas l'application mécanique de techniques S'y engager nécessite de la part des acteurs externes à la communauté une capacité à prendre en compte toutes les logiques la diversité des solutions les relations d'intérêts et de pouvoirs

• Et ensuite ?

Une lecture lassée des sempiternels discours sur ce qu'il conviendrait de faire pourrait amener à considérer comme une redite de plus les références théoriques présentées juste avant. Pourtant, la problématique du tourisme responsable est bien celle de l'écoute, de l'information, du dialogue, de la participation effective... bref de *l'organisation de la vie collective* pour parler plus simplement de *gouvernance démocratique*.

Mais il s'agit bien de cela, comme le montre la démarche de Destination DjonDjon et de ses partenaires pour crédibiliser et asseoir une démarche de tourisme responsable en Haïti :

Tourisme en Haïti : Sur la voie d'un nouveau départ ? © Valérie Pochon juillet
Tahiti ? Non Haïti...
Lorsque l'on évoque le tourisme en Haïti on est fréquemment confronté au scepticisme et à l'incrédulité de ses interlocuteurs Il est vrai que certains auront tôt fait d'associer ce nom aux images exotiques d'un paradis touristique insulaire tandis que d'autres au contraire auront pour référence les abominations perpétrées par une dictature pendant plusieurs décennies
Pour un nouveau départ...
Même si certains vivent dans l'illusion de voir revivre un jour la perle des Antilles d'autrefois d'autres s'acharnent à mettre en garde quant aux conséquences d'un développement irrationnel du tourisme
Le djondjon est un champignon local très prisé qui entre dans la gastronomie traditionnelle haïtienne <i>Destination Djondjon</i> (DD) est une association haïtienne qui œuvre pour la promotion du tourisme alternatif en Haïti avec le soutien de l'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP)
Pour DD comme pour le Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement (ONG de droit haïtien) le message est clair : ne masquons pas la réalité politique et économique du pays et travaillons à l'élaboration d'une politique de développement touristique en adéquation avec cette réalité et pour la mise en valeur de l'ensemble des éléments qui font la richesse de l'identité haïtienne Il ne s'agit pas d'imiter un modèle importé et inadapté mais d'imaginer créer et surtout se donner les moyens de sa politique
.../...

.../...

Haïti a beaucoup à offrir aux visiteurs à conditions de ne pas brûler les étapes. Le pays doit tirer avantage au niveau environnemental, social et économique d'un développement du tourisme. Seulement, l'étape préalable ne doit pas être bâclée ou négligée. Cette étape vise d'une part à sensibiliser la population locale afin qu'elle devienne partie prenante du développement de son territoire et d'autre part à encourager la gouvernance locale. Parallèlement, il s'agit de mobiliser les pouvoirs publics pour mettre en place les garde-fous législatifs et financiers afin de prévenir et limiter les impacts négatifs du tourisme. La définition d'une politique et de la stratégie à suivre sont des pré-requis. Enfin, les acteurs publics et privés doivent apprendre à s'approprier les uns les autres et ne plus se considérer comme concurrents mais complémentaires.

Ecotourisme, vous avez dit écotourisme...

Depuis le Sommet Mondial de l'Ecotourisme qui s'est déroulé à Québec en mai, il est devenu le nouvel outil de lutte contre la pauvreté selon l'OMT et le PNUE. En Haïti, on voit donc champignonner des villages qui n'ont d'écotouristique que le nom. Ici et là, les parcs d'attraction deviennent des parcs naturels. Effectivement, si on se réfère à l'exemple du Costa Rica, force est de constater que les retombées économiques sont significatives.

Seulement, on parle d'Haïti où la forêt n'en finit pas de reculer, où la couverture végétale représente moins de 10% du territoire national, où les espèces rares se retrouvent en vente sur les trottoirs de Pétion-Ville. Il ne suffit pas d'offrir un petit coin de verdure aux visiteurs pour se considérer sur la voie de l'écotourisme.

Cette forme de tourisme, encore mal définie au niveau des plus hautes instances, ne concerne tout de même qu'un segment très faible du marché international et une clientèle exigeante. Par ailleurs, elle sous-entend des investissements considérables tant pour la formation des opérateurs que pour les infrastructures et la mise en application de lois adaptées sur la protection des espèces et du patrimoine. En avons-nous les moyens ?

Ecotourisme, outil de conservation de l'environnement ? Outil de lutte contre la pauvreté ? Outil marketing ?

Nous appelons donc nos dirigeants à la plus grande vigilance et surtout nous les invitons à la concertation et au dialogue afin de poser ensemble les fondations solides d'une renaissance tant espérée.

Document inédit. Virginie Pochon. Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement – Juillet

DjonDjon et le GRAFE expérimentent, en Haïti, le décalage entre les discours et la réalité des démarches participatives, c'est à dire les raisons des difficultés, récurrentes et largement partagées, du dialogue, de la concertation, de la participation et du partenariat.

Car les raisons des réticences aux démarches participatives sont au fond les mêmes que la réticence à la *transparence*. La démarche participative a en effet cette capacité à expliciter les raisons qui sous-entendent les objectifs, les jugements, les décisions et les modes d'action. En théorie, c'est un outil formidable pour favoriser les actions motivées par des raisons *avouables* car le processus de discussion, de dialogue et de concertation tend à opérer une sélection entre les raisons *avouables* et *non-avouables* de tel ou tel choix.

Le refus ou la difficulté du dialogue, de la concertation puis de la participation, cache, toujours, des raisons non avouables car non compatibles avec les intérêts communs. Ces raisons ont leur légitimité dans leur contexte. Il s'agit de les assumer comme telles.



La proximité le contact le dialogue sont des mots qui sonnent comme autant d'incantations Mais voyons l'enchaînement logique

- L'*honnêteté* la *transparence* l'*écoute* et la *déontologie* forment le socle d'une confiance qu'il s'agit d'établir à tous les niveaux
- Cette *confiance* se consolide par l'échange autour de sujets d'intérêts communs mais aussi d'intérêt plus général plus collectifs C'est grâce à l'*information* et la *connaissance* que ces sujets acquièrent la consistance l'importance et l'attention qu'ils méritent de la part de la communauté
- L'assimilation des enjeux et des défis à surmonter renforce aussi le choix des *options coopératives* plus économes en ressources plus efficaces aussi
- La *participation* qui en résulte est le banc d'essai pratique et concret de l'exercice d'une démocratie active vivante qui rebat les cartes du jeu de l'autorité traditionnelle
- Le tricotage des liens entre les habitants les plus concernés pour être efficace doit être stabilisé et érigé en règle commune à tous C'est la notion de *contrat*
- Adossé à un ensemble de principes d'intérêt général et d'humanisme le contrat devient pour son temps de pertinence le garant collectif de l'honnêteté de la transparence de l'écoute et de la confiance citées plus haut

Le tourisme responsable parce qu'il pratique le métissage culturel et l'antislérose est un catalyseur de dynamique Parce qu'il s'adosse à des chartes des codes et des intentions formelles il pratique la contractualisation et donc engage sa propre responsabilité Parce qu'il est ouvert micro et participatif il est vecteur de démocratie

Ces éléments échappent au discours et à la pratique commerciale L'immense défi posé aux acteurs du tourisme responsable est de prouver que les deux mondes peuvent se rejoindre On l'a déjà dit : l'Etat et les habitants citoyens consommateurs y ont un rôle clé à jouer

Conclusion

Les agendas 21 locaux s'appuyant sur le tourisme responsable, le développement local capable de s'articuler au global, la coopération de proximité dite *décentralisée*, les mises en relation, la recherche d'une durabilité locale et globale, les formes de contrats démocratiques sur le terrain mais aussi au sein d'un projet multi-acteurs. Ces pistes de réflexion et d'action sont celles, en filigrane ou explicites, du tourisme responsable.

Elles interpellent sur un enchaînement logique : l'*accompagnement* et la *pérennité*.

- *L'accompagnement des démarches de tourisme responsable* apparaît comme la première des conditions pour espérer voir se développer et s'améliorer les initiatives. L'accompagnement, pris dans le sens d'un apport permettant de répondre à des besoins, de faciliter les prises de conscience et d'aider à développer des compétences et à trouver des solutions propres, permettrait aux entrepreneurs et acteurs du domaine de maîtriser à la fois leurs partenariats et leurs évolutions internes. C'est-à-dire investir et occuper durablement deux champs : celui des *effets externes* sur un territoire et celui du renouvellement des pratiques *internes* et spécifiques au domaine du tourisme. Ces deux logiques sont bien sûr interdépendantes et on ne saurait imaginer l'une sans l'autre ou l'une à côté de l'autre.

- *La pérennité des démarches de tourisme responsable* serait une conséquence logique de l'accompagnement précédent. Elle pose, on l'a vu, la triple question du *rôle de l'Etat*, de *l'influence des consommateurs* et du *degré de conviction* manifesté par les grandes entreprises du secteur.

Le rôle de l'Etat et des administrations territoriales est essentiel. Il suffit de lister les domaines où elles ont, de fait, une action visible : aménagement du territoire, planification et réglementation (par exemple sur les flux de touriste), infrastructures routières, ferroviaires, aéroportuaires et portuaires, études d'impacts, santé, hygiène, trafic aérien, gestion des déchets, prévention de la pollution, normes de construction... la liste est loin d'être complète.

« *La politique gouvernementale (et la législation) seule, ne peut assurer le développement durable de l'industrie du tourisme mais elle peut se révéler d'une formidable utilité.* » (M. Brackenbury, 2000).

La consommation engagée est un thème porteur : un sondage récent (SESSI, 2002) met en avant que 38% des consommateurs disent vouloir tenir compte des engagements de *citoyenneté* des entreprises lorsqu'ils achètent des biens industriels. Ayant conscience que le tourisme n'est pas un bien industriel et qu'il s'agit avant tout de déclarations d'intention, l'encouragement vient du fait que cette orientation est plus sensible chez les personnes économiquement ou culturellement aisées, habituellement les premières à inaugurer de nouvelles tendances de consommation. Encouragement certes, mais le chemin sera sans doute long.

Les projets de tourisme responsable exigent d'étroites relations entre partenaires du marché du voyage et partenaires des réalités des communautés locales. Il faut, de plus, plusieurs années pour espérer une viabilité commerciale et économique. C'est donc parce que les intérêts du secteur privé international et local sont liés à ceux des acteurs locaux que la coopération se fera dans la durée. Avec, bien sûr, les risques permanents de prédation sur les partenaires, les territoires et les consciences.

L'information et la formation sont les clefs de toute entreprise réussie. Sur tous les points évoqués, elle est essentielle pour peu que les contenus soient à la hauteur des ambitions et des enjeux.

Abréviations & acronymes

4D : Dossiers, Débats sur le Développement Durable	IYE : <i>International Year of Ecotourism</i> (2002)
ACDI : Agence Canadienne de Développement International	LEADER : Liaison Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale
ACP : Afrique, Caraïbes, Pacifique	LVT : Loisirs Vacances Tourisme
ADDDLA : Association de Développement Durable Aser-Jog	MAB : <i>Man And Biosphere</i> (programme UNESCO)
AGCS : Accord Général sur le Commerce et les Services	MDM : Médecins Du Monde
AFEST : Association Française des Experts et Scientifiques du Tourisme	NACOBTA : <i>Namibia Community Based Tourism Association</i>
AFIT : Agence Française d'Ingénierie Touristique	NAFTA : <i>North American Free Trade Agreement</i>
AITR : <i>Associazione Italiana del Turismo Responsabile</i>	NEAP : <i>Nature and Ecotourism Accreditation Program</i>
ALA : Amérique latine et Asie	NOx : Oxyde d'Azote
APE : Accord de Partenariat Economique	OCDE : <i>Organisation for Economic Co-operation and Development</i>
ARENE : Agence Régionale de l'Environnement et des Nouvelles Energies	ONE : Office National de l'Environnement (Madagascar)
ARPE : Agence Régionale Pour l'Environnement	ODI : <i>Overseas Development Institute</i>
ATI : Arrivée de Touriste International	OIT : Organisation Internationale du Travail
BASE : Bureau pour l'Action Solidaire de l'Espace Sud-Audois	ONG (NGO) : Organisation Non Gouvernementale
BIT : Bureau International du Travail	OSI : Organisations de Solidarité Internationale
BM : Banque Mondiale	OT : Office du Tourisme
CBT : <i>Community Based Tourism</i>	OTSI : Offices de Tourisme et Syndicate d'Initiative
CDD : Commission du Développement Durable	PACA : Provence Alpes Côte d'Azur
CETO : Centre d'Etude des Tours Opérateurs	PAN (Park) : <i>Protected Area Network</i>
CEVIED : Centre d'Echanges et de Voyages Internationaux pour Etudes et Développement	PARI : Praticiens de l'Action et de la Réflexion pour l'Insertion
CI : Courrier International	PED : Pays En Développement
CNRTER : Centre National de Ressources du Tourisme Rural	PIB : Produit Intérieur Brut
COI : Commission de l'Océan Indien	PMA : Pays les Moins Avancés
CPTR : Conférence Permanente du Tourisme Rural	PMC : Organisation Mondiale du Commerce
CREDOC : Centre de Recherche pour l'Etude et l'Observation des Conditions de vie	PMT : Organisation Mondiale du Tourisme
CRIDEAU : Centre de Recherches Interdisciplinaires en Droit de l'Environnement, de l'Aménagement et de l'Urbanisme	PNR : Parc Naturel Régional
CRIT : Centre de Recherche pour l'Innovation pour son Transfert	PNUE (UNEP) : Programme des Nations Unies pour l'Environnement
CRT : Comité Régional du Tourisme	PPP : Partenariat Public-Privé
CST : Compte Satellite du Tourisme	PPT : <i>Pro-Poor Tourism</i>
CTE : Contrat Territorial d'Exploitation	PQRST : Patrimoines et Qualité des Ressources et des Sociétés dans les Territoires
CO2 : Dioxyde de Carbone	SCOP : Société Coopérative Ouvrière de Production
COV : Composé Organique Volatile	SCOT : Schéma de Cohérence Territoriale
DANTE : <i>Die Arbeitsgemeinschaft für Nachhaltige Tourismus Entwicklung</i>	SECA : Société d'Eco-aménagement
DELOS : Développement Local Soutenable	SEGESA : Société d'Etudes Géographiques, Economiques et Sociologiques
ECPAT : <i>End Child Prostitution pornography And Trafficking in children for sexual purpose</i>	SMT : Salon Mondial du Tourisme (Paris)
EID : Evaluation d'Impact sur le Développement Durable	SNDD : Stratégie Nationale de Développement Durable
EURES : <i>European Employment Service</i>	SNV : <i>Stichting Nederlands Vrijwilligers (SNV Nederlands Development Organisation)</i>
FAO : <i>Food and Agriculture Organization of the United Nations</i>	STSC : <i>Sustainable Tourism Stewardship Council</i>
FCD : Fondations Charles Darwin (Seychelles)	T2D2 : Tourisimes, Territoires & Développement Durable
FED : Fonds Européen de Développement	TDS : Tourisme et Développement Solidaire
FITS : Forum International du Tourisme Solidaire	TFD : <i>Tourism For Development</i>
FMI : Fonds Monétaire International	TIES : <i>The International Ecotourism Society</i>
FPH : Fondation pour le Progrès de l'Homme	TO : Tour Opérateur
GDS : <i>Global Distribution System</i>	UCOTA : <i>Uganda Community Tourism Association</i>
GERES : Groupe Energies Renouvelables et Environnement	UIDD : Université Internationale du Développement Durable
GRET : Groupe de Recherche et d'Echange Technologique	UICN : Union Internationale pour la Conservation de la Nature
GTZ : <i>Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit</i>	UNAT : Union Nationale des Associations de Tourisme et de plein air
HCCI : Haut Conseil de la Coopération Internationale	UNCTAD : <i>United Nations Conference on Trade And Development</i>
ICLEI : <i>International Council of Local Environment Initiative</i>	UNESCO : <i>United Nations Educational Scientific and Cultural Organization</i>
IHEI : <i>International Hotels Environment Initiative</i>	UTN : Unité Touristique Nouvelle
IIED : <i>International Institute for Environment and Development</i>	WWF : <i>World Wildlife Fund for Nature</i>
IREST : Institut de Recherches Economiques et Sociales sur les Télécommunications	

Après propos

• Le tourisme responsable entre *toujours plus* et *toujours mieux*

« Mais pour que le tourisme solidaire prenne réellement son essor, encore faudrait-il que les grands du métier s'y intéressent à leur tour. » (M. Robert, Les Echos, juillet 2003).

Peut-on, aujourd'hui encore, au vu de l'expérience et des *leçons apprises* issues de trois décennies, rien qu'en France, de « gestion intégrée », « gestion patrimoniale », « Agendas 21 Locaux », « plan de développement durable », « chartes d'écologie urbaine », « contrats territoriaux d'exploitation », « contrat de baie et de rivière », « plans de déplacement urbain », « Loi Voynet sur l'aménagement durable des territoires », « Loi Gayssot sur la solidarité et le renouvellement urbain », « schémas de services », « stratégies régionales ou départementales », « directives territoriales d'aménagement », « systèmes productifs locaux »... avoir, en référence, le *sectoriel* et un constant *toujours plus* ?

Les « *grands du métier* » feront-ils mieux, ou autre chose, que communiquer plus adroitement sur leur industrie qui restera massive et extractive pour rentabiliser ses investissements, remplir ses avions, générer des bénéfices à ses actionnaires, externaliser le plus possible coûts salariaux, transactionnels et environnementaux, faire des économies d'échelle, ignorer le non-marchand et récupérer pour son usage quasi-exclusif le meilleur des patrimoines naturels et culturels ? Le doute est permis.

« Mais pour que le tourisme solidaire prenne réellement son essor, encore faut-il que la crédibilité dans sa contribution en profondeur à un développement équilibré, raisonné et durable soit reconnue et garantie ».

On aimerait pouvoir lire, ou entendre, une vraie compréhension d'enjeux qui ne peuvent être uniquement la capitalisation boursière et un taux de croissance supérieur...à quoi ?

Le tourisme responsable est dans la sphère marchande. Aucun doute là-dessus. Mais il la déborde, largement, et, d'une certaine façon, la transcende. Ses résultats sont réels, comme ses faiblesses. Il progresse, innove, se construit et prouve, même de manière marginale, qu'une alternative à la consommation touristique de masse est possible. Cette alternative est un champ d'expérimentation pour le tourisme de demain, met en valeur la spécificité des lieux, des patrimoines et des cultures locales et teste des pratiques transférables, comme la répartition des bénéfices au sein de la population locale.

• Le tourisme responsable une réponse en construction

Deux cent cinquante pages pour un constat en demi-teinte : le tourisme responsable existe et ses bénéfices pour les populations, et aussi pour les voyageurs, sont tangibles et incontestables. Dans un contexte de paupérisation et de fragilisation politique, militaire, sanitaire, démographique et économique de vastes régions des PMA, l'apport du tourisme responsable est, aux dires des habitants, un réel avantage.

Côté lumière, on relèvera, sans prétention d'exhaustivité, quelques points forts avérés :

- ❑ Une prise de risque et des investissements personnels importants ;
- ❑ Une volonté de faire co exister idéal et loi du marché ;
- ❑ Des emplois pas ou moins saisonniers ;
- ❑ Des conditions de travail améliorées ;
- ❑ Une rémunération des prestataires et partenaires supérieure aux pratiques locales ;
- ❑ Des revenus monétaires pour la communauté de la destination ;
- ❑ Un soutien important à un éventail de micro ou méso projets dans les domaines notamment du développement rural de l'éducation de la santé et de l'artisanat ;
- ❑ Une lutte contre l'exode vers les villes et la dévitalisation rurale ;
- ❑ Des responsabilités partagées entre partenaires du Nord et du Sud ;
- ❑ Une gestion locale effective à différents niveaux de responsabilité ;
- ❑ Des préoccupations environnementales mises en pratique ;
- ❑ Des formations et des appuis en tourisme mais aussi en développement local ;
- ❑ Une revalorisation de certaines traditions coutumes et cultures locales ;
- ❑ Une réappropriation culturelle et du sentiment identitaire ;
- ❑ Des relations d'échange et de dialogue moins déséquilibrées et stéréotypées entre visiteurs et visités ;
- ❑ Grâce aux échanges un changement de l'image du Nord au Sud et de l'image du Sud au Nord ;
- ❑ Un suivi et un accompagnement dans le temps ;
- ❑ Un effort de transparence et de vérité

Le bilan est loin d'être mince et mérite, d'ores et déjà, d'être légitimement valorisé.

Côté ombre, le tourisme responsable souffre de handicaps structurels et culturels. Là aussi, la liste n'est pas close :

- ❑ Une subordination aux règles d'un marché en forte concurrence (effets de modes aérien imposé fonctionnement commercial monopolisation des énergies pour la survie...) ;
- ❑ Une clientèle extérieure très majoritairement aéroportée très peu de clientèles locales ;
- ❑ Une tendance à l'augmentation des volumes et à une prise de risque sur le dépassement des niveaux d'acceptabilité sociale voire environnementale ;
- ❑ Un déficit de culture de l'évaluation des effets internes et externes de l'activité touristique ;
- ❑ Un manque de crédibilité par rapport au respect des textes engageants choisis par les différentes structures sans ressources visibles affectées à l'évaluation et au contrôle de l'application des chartes et autres textes engageants
- ❑ Une impossibilité en l'état actuel de distinguer nettement l'offre de qualité de l'offre publicitaire ;
- ❑ Une pratique de la cooptation entre pairs ;
- ❑ Une communication grand public qui simplifie et masque certaines réalités ;
- ❑ Une confusion des genres des thèmes des notions et des idées dans la communication médias ;
- ❑ Une aide au développement globalement encore limitée à des projets ponctuels de type « aide d'urgence » ;
- ❑ Une difficulté à entrer dans une logique de territoire en intégrant tous les facteurs de viabilité à long terme (complémentarités des actions formation péréquation entre territoires mécanismes de financement organisation des filières et de la participation...) ;
- ❑ Absence de planification intégrée ;
- ❑ Encore peu de réflexions et d'actions sur le risque de la mono activité touristique ;
- ❑ Encore peu de coopération avec les Autorités locales et les institutions en général ;
- ❑ Une absence de signes tangibles de réflexions ou d'actions sur le développement durable global voire local

Ces listes gommant les différences, les hiérarchies et lissent les particularités. Cas par cas, les acteurs du tourisme responsable évoluent dans leurs pratiques et améliorent en permanence la qualité de leur offre et la crédibilité de leurs engagements. Les points forts et les points faibles sont donc répartis d'une manière très hétérogène dans la famille du tourisme responsable.

Le tourisme responsable est véritablement une réponse en cours de construction, à la marge mais à l'intérieur du tourisme conventionnel. Il en partage le type de relations commerciales et de modes de production-commercialisation, l'obsession de la viabilité financière et de la rentabilité, les techniques de négociations, les contraintes de l'offre de services non touristiques et de la demande de la clientèle.

Mais il s'en distingue radicalement par de nombreux aspects, qui sont loin d'être tous de l'ordre des principes et de la théorie.

• Le tourisme responsable défricheur de pistes de progrès

Les engagements des acteurs du tourisme responsable pris à la lettre imposent d'explorer des domaines peu familiers à la profession. C'est aussi la raison du foisonnement de ce document et les aspects inévitables de dispersion aux quatre coins de la planète « *développement durable* ».

Sortir de la logique produit-client fait donc sortir les prestataires de services touristiques de leur domaine initial de compétence et de « l'entre soi ».

C'est la toute première leçon de cette étude. Elle est particulièrement importante car l'échelle territoriale qu'elle permet d'atteindre est celle de l'efficacité : les responsabilités y sont plus faciles à établir, les actions plus commodes à contrôler, et les interdépendances entre acteurs plus aisées à analyser et à prendre en compte. C'est à ce niveau que le minimum de transversalité, au cœur de la notion de développement durable, a le plus de chance d'être mise en pratique.

Dans l'esprit de ce travail, il ne peut s'agir de fournir un catalogue de recettes sur cette transversalité mais de mettre précisément en valeur les ingrédients des recettes. Ce sont plus les *attitudes responsables* que les critères du tourisme responsable qui permettront aux acteurs de produire leurs propres règles adaptées à leurs propres besoins : prêter attention, valoriser les savoirs locaux, respecter les rythmes de la société accueillante...

L'autre domaine de compétence à investir est donc celui de la construction de son propre « vade-mecum responsable » à partir d'attitudes, de pratiques et de savoir-faire à consolider ou à acquérir.

Ces nouvelles compétences doivent permettre aux acteurs du tourisme solidaire de conduire des approches partenariales contractualisées avec les autres parties prenantes du territoire : institutions publiques et para-publiques, entreprises, associations, syndicats, groupements professionnels, chercheurs, organes des médias... C'est à cette condition que le tourisme responsable endossera réellement sa part de responsabilité dans l'émergence de projets territoriaux de développement durable.

D'autres enseignements sur la manière de renforcer l'efficacité et la pertinence du tourisme responsable émergent de manière nette de l'étude. Ils se réfèrent à l'ETHIQUE, la CO-OPERATION, la CREDIBILITÉ et la CAPACITATION. Ils sont comptabilisés non pas de manière factuelle, car chaque expérience ou tentative nécessiterait d'en décrire le contexte et les tenants et aboutissants, mais d'une manière générique, plus en accord avec leur valeur comportementale. Chacun est éclairé et validé par une voix autorisée hors du domaine traité, ce qui leur donne un poids supplémentaire. Ce qui suit est donc un *vade-mecum synthétique du tourisme responsable*. Il tient lieu tout à la fois de repère méthodologique, de référence opérationnelle, d'outil de concertation et de pièce d'identité.

- Le *vade mecum* du tourisme responsable issu des enseignements du terrain

L'ETHIQUE

Le respect fonde une nouvelle attitude entre partenaires et envers l'histoire, la culture et l'écologie des lieux de destinations.

Nos costumes sont admirés mais comme si la personne qui les porte n'existait pas c'est ce qui blesse le plus les Indiens

Rigoberta Menchu Indienne quiché du Guatemala et prix Nobel de la paix en
citée par Jean Robert

Le respect des personnes, visités, visiteurs, partenaires et parties prenantes, est sans doute la valeur la plus partagée dans la communication des acteurs du monde du tourisme responsable. Il est vrai qu'elle fonde la relation de confiance qui doit s'établir entre les personnes impliquées dans un projet qui ne peut être que collectif. Elle est favorisée par les *réunions d'avant-départ*, l'*information écrite et donnée directement aux clients*, l'*encadrement des activités* sur les lieux, les *attitudes personnelles et collectives* dans les relations avec les partenaires, les *chartes et codes de conduite* organisant les activités et le fonctionnement des partenariats. Le respect s'étend aussi aux éléments du *patrimoine culturel matériel et immatériel* ainsi qu'aux *ressources naturelles*, y compris les *ressources paysagères*.

Ecouter et entendre, une attitude apprenante.

Si le sens n'est pas seul contenu dans le texte c'est qu'il est contenu dans la situation de communication elle-même et plus précisément dans l'enjeu de la communication ce que les interlocuteurs recherchent dans ce qu'ils veulent dire et entendre en fonction pour rester vague de ce qu'ils ont dans la tête

Patrick Schmoll Ingénieur d'étude laboratoire Cultures et Sociétés en Europe CNRS

On a vu à qu'une critique récurrente des relations Nord-Sud mais aussi entre partenaires du Nord et du Sud, était justement le manque d'écoute des contraintes, besoins, spécificités et opinions des acteurs, depuis l'habitant jusqu'aux Etats en position de négociation désavantageuse face à des interlocuteurs rompus à ces exercices. L'écoute est importante mais la prise en compte de ce qui est exprimé est essentielle. C'est l'*approche par les besoins* qui semble la plus pertinente pour des acteurs qui doivent aussi éviter d'être trop inducteurs. L'*apprentissage réciproque des savoirs et des savoir-être* paraît le corollaire indispensable de l'écoute. Il inscrit le partenariat dans une relation plus égalitaire, *sans leçons à donner* ni paternalisme.

La transparence, c'est à dire l'accès à l'information et la vérité sur les objectifs, les résultats et les moyens, est la base de la coopération et du partenariat.

Dans le contexte de la gouvernance [processus de décision collectif n'imposant pas systématiquement une situation d'autorité] l'évaluation et la transparence cessent d'être une option pour devenir un impératif

H Schmitt von Sydow & H Summa rapport du groupe de travail « Evaluation et Transparence (Livre blanc sur la gouvernance Chantier n° « Légiférer à bon escient » mai)

La transparence est la *racine de la confiance et du succès* dans les relations avec les clients, la viabilité commerciale, l'organisation générale des partenariats et les rapports avec l'administration. Elle facilite l'*approche multiacteur* des problèmes et des décisions et constitue un mécanisme de lutte et de prévention de la corruption et des logiques sectorielles ou individuelles non compatibles.

La CO-OPÉRATION

Le partage des compétences et des responsabilités nécessite d'y prêter attention et d'y passer le temps nécessaire.

[...] dans un système complexe et incertain pour lequel les différents enjeux sont liés aucun des acteurs ne dispose de toute l'information et de toute l'autorité pour mener à bien une stratégie d'ensemble inscrite dans le long terme Cette stratégie ne peut donc émerger que d'une coopération entre les institutions et les différentes parties intéressées dans laquelle chacune exerce pleinement ses responsabilités et ses compétences

Christian Brodhag Directeur de Recherche Ecole des Mines de Saint Etienne ancien président de la Commission Française du Développement Durable mars

A l'évidence, le partenariat élargi que nécessite le tourisme responsable impose de clarifier les rôles et les responsabilités, même si les délais et les processus pour y arriver paraissent démesurés. On sait que les temps de co-construction sont absolument fondamentaux pour la réussite d'un projet collectif. Il faudra donc faire le *repérage des compétences et des personnes ressources*, valider *une organisation collective* - une plate-forme, un comité de pilotage, un groupe d'action local, une association...- et *faire reconnaître ce montage au niveau administratif*.

La participation est issue de la reconnaissance et du respect de l'autre mais aussi d'une panoplie de techniques spécifiques, voire d'astuces.

La reconnaissance passe aussi par la possibilité de rencontrer d'être salué de pouvoir parler à des personnalités jusque là inaccessibles Rencontrer les élus parler à un technicien être invité dans une instance publique et même recevoir et ramener un dossier un porte document et un stylo lors d'une participation à un séminaire sont des éléments qui contribuent au sentiment d'être reconnu [...] On découvre que l'on a des idées qui intéressent les autres que l'on a des formes d'expression originales ou pédagogiques pour certains publics que l'on a des capacités à créer des sensibilités artistiques Et cette découverte est la meilleure impulsion à l'action

Patrick Bodart Perifaria & Pierre Mahey Arpenteurs Réseau Capacitation Citoyenne France Belgique

La reconnaissance de chaque habitant comme acteur potentiel du devenir collectif est la clé d'une participation durable car elle est le ressort de la motivation. C'est au cours des *visites préparatoires*, des *réunions d'échanges et de concertation*, des *circulations de paroles* et des *restitutions des points d'avancées* que se construisent les bases du contrat de progrès collectif. C'est aussi grâce à la reconnaissance de chacun *là où il est* que les activités touristiques - et les autres - auront le plus de chances d'émerger et de se concrétiser.

La contractualisation interne scelle un pacte de progrès plus qu'un instrument de contrôle.

Le partenariat est motivé par la reconnaissance d'un manque dans ce que peut apporter une seule équipe avec sa professionnalité face à la complexité d'une situation La reconnaissance de ce manque est considérée comme l'élément déclencheur de la dynamique de partenariat C'est pour cela que les partenaires éprouvent le besoin d'échanger et choisissent cette logique du complément de la mise en commun du partage ou même de la délégation concernant un aspect du problème à résoudre Cette démarche passe par une contractualisation sous la forme d'une convention d'un contrat ou d'une charte partenariale Ceci est la garantie de pérenniser des démarches au delà de la simple qualité des interactions entre les personnes Il s'agit d'éviter des partenariats qui ne tiennent que sur les personnes et s'écroulent après leur départ

Jean Luc Guyot Formateur CAPSAIS Certificat d'Aptitude aux actions Pédagogiques Spécialisées d'Adaptation et d'Intégration Scolaire synthèse du forum sur le thème du partenariat CNEFEI

Matérialiser dans une *charte de pratiques*, un *contrat de partenariat*, une *charte interne*, un *cahier de procédures* ou tout autre document écrit et validé des *engagements réciproques* sur des objectifs et des résultats à atteindre est une condition importante de réussite. Elle met à *égalité de traitement* tous les partenaires du Sud et du Nord -. Elle doit aussi inscrire les *bases organisationnelles* et porter obligation d'un minimum de *circulation d'informations* dans les circuits de décision.

La contractualisation externe, engagement public de responsabilité et support de l'évaluation.

- Enseignement d'un code éthique au plongeur : l'enseignement de la plongée devrait comporter une formation portant sur l'impact du plongeur sur l'environnement marin et sur les conséquences de sa consommation (en particulier en eau douce) sur la vie des populations des pays en développement qui accueillent des centres de plongée
- Connaissance et gestion durable des sites de plongée : chaque centre devrait avoir au même titre qu'un médecin et des moniteurs un biologiste responsable de la santé des sites de plongée
- Aménagement écologique des centres de plongée : chaque centre devrait mettre en place recyclage des eaux usées et adopter de sources d'énergie renouvelable
- Partage équitable des ressources limitantes avec la population locale : chaque centre devrait définir les ressources fragiles limitantes (en particulier l'eau douce) estimer leur taux de renouvellement et s'accorder sur un partage équitable avec la population locale
- Economie solidaire : un pourcentage du prix de la plongée devrait être affecté à un projet de développement local

Charte du plongeur François Sarano océanologue ancien Conseiller scientifique du Commandant Cousteau chargé de la pêche au WWF France fondateur de Longitude & Vincent Ohl co fondateur de Longitude

Vis à vis des acteurs et des partenaires du Nord et du Sud, la démarche est identique à la contractualisation interne sur les engagements communs. Elle doit aboutir, par exemple, à une *charte des responsabilités* qui prévoit les conditions et le niveau d'engagement des partenaires, les mesures de suivi du projet dans lesquelles seront définis les axes retenus en priorité pour l'évaluation et les mécanismes de gestion de sa non-observation. La charte des responsabilités, spécifique à chaque situation, devra pouvoir se décomposer en *programmes* et/ou *plans d'actions*.

La co-opération est aussi le banc d'essai du contrat démocratique.

« Bonnes pratiques » ou « orientations » toutes détaillées qu'elles soient ne peuvent en aucun cas remplacer les politiques de tourisme adaptées intégrées et intersectorielles qui seraient indispensables à une nouvelle orientation du tourisme dans le sens d'un développement durable. Une coopération cohérente responsable et équitable entre tous les partenaires associant les communautés locales les peuples indigènes les autorités politiques l'industrie touristique les voyageurs et la société civile au Nord et au Sud est nécessaire pour esquisser à tous les niveaux les politiques indispensables

Christine Plüss historienne Déléguée du TEN Tourism European/Ecumenical Network & Martina Backes réseau DANTE Groupe de Travail sur le Tourisme et le Développement

Les stratégies territoriales de développement durable, notamment les Agendas 21 Locaux, mettent en action des procédures multiformes de concertation avec les groupes d'intérêt, les associations, les entreprises et même, lorsque cela est possible, la majeure partie de la population. Ces actions donnent aux politiques locales de développement durable une *légitimation démocratique* que n'ont pas nécessairement les approches nationales ou internationales. De plus, elles sont la condition *sine qua non* de l'implication et de l'appui sans équivoque du public-consommateur-habitant, sans lequel rien de concret ne se fait.

Pour les acteurs du tourisme responsable, être partie prenante ou à l'origine de ces procédures est non seulement une contribution à la vie démocratique locale, mais aussi la garantie d'une *origine concertée*, seul gage réel de viabilité dans le temps.

L'organisation de la coordination, une étape clé.

Je propose la promotion des programmes de tourisme social en basse saison au niveau européen; dans certains pays européens ces programmes ont démontré leur efficacité et leur viabilité économique tout en répondant à la demande de voyages des personnes âgées actives. Cette initiative doit réunir les divers niveaux de l'administration publique, les voyageurs et les entreprises du tourisme de tous les pays européens. Elle constituerait un pacte de grande envergure contre le caractère saisonnier du tourisme européen.

Margarita Najera Aranzabal, maire présidente de Calvià, Majorque
« Tourisme durable et gouvernements locaux »

On distinguera au moins trois niveaux d'organisation de la coordination :

- Le premier niveau, celui de l'accompagnement individuel et de la proximité, instaure un *mécanisme de pilotage de l'amont par l'aval*, grâce à une attitude d'écoute, d'attention et de compréhension des partenaires.
- Le deuxième niveau viserait l'*auto-organisation des entrepreneurs* par des dispositifs de formation-conseil, un appui à la concertation avec les grandes entreprises, les collectivités locales, les agences émettrices, voire même les Tours Opérateurs. Un exemple en est la Namibia Community Based Tourism Association qui permet aux entrepreneurs les plus faibles d'être représentés et de disposer d'un support de négociation avec les acteurs du Nord ou avec l'Etat.
- Le troisième niveau est *politique*, illustré par exemple par la proposition d'une politique européenne de tourisme social en basse saison. D'une manière générale, la coordination des politiques sectorielles, base de l'aménagement du territoire doit soutenir ou être soutenue par le dynamisme des porteurs de projets de tourisme responsable. Cette coordination devrait être, au minimum, de niveau européen.

Ces trois niveaux sont indissociables et le tourisme responsable doit s'attacher y à jouer pleinement son rôle de catalyseur, d'innovation, de réflexion, d'organisation et de montage de projets.

LA CREDIBILITÉ

L'évaluation est un outil de progression agréé et co-construit.

L'expérience prouve que l'on ne gère pas ce que l'on ne mesure pas. La supériorité actuelle de l'économie d'entreprise vient notamment de l'efficacité des outils opérationnels de gestion qui se sont créés au fil des siècles. Nous avons besoin dans la gestion des territoires de moyens de mesure correspondant aux nouveaux modèles mentaux à promouvoir. Si nous ne disposons que de moyens de mesure tirés du développement matériel, nous ne nous préoccuperons que de lui.

FPH Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire. Cahier de propositions « Le territoire, lieu des relations: vers une communauté de liens et de partage ». Septembre.

L'évaluation n'est pas considérée ici comme la mesure d'une distance entre un objet et sa norme-étalon. Mais si l'on parle à ce sujet de *culture de la responsabilité*, il faut nécessairement définir un certain nombre de *balises* qui définissent des directions et des attitudes responsables, génératrices de durabilité. L'établissement de ces balises - normes, références... - oblige à travailler collectivement et à générer non seulement des *repères lisibles* - les non-experts exigeront la transparence de l'eau là où les experts indiqueront des valeurs-limites d'éléments chimiques - mais aussi un minimum de vocabulaire commun. La charte de pratique et la charte des responsabilités, d'où sont issues les balises, formeront le cadre et le support de l'évaluation. Il faut signaler à ce sujet les efforts méritoires d'associations telles que CROQ'NATURE ou TDS qui, à l'issue d'un travail d'extrapolation des critères du commerce équitable au secteur du tourisme, ont défini cent cinquante-trois critères situant un niveau de progression vers l'orthodoxie équitable. Même si la note finale présidant à une reconnaissance par la plate-forme française du commerce équitable relève de l'auto-évaluation (qui a son importance) cet effort prouve que les démarches de *critérisation* de principes sont possibles et fructueuses.

L'action publique est essentielle pour l'impulsion, l'animation, l'organisation et la garantie de crédibilité.

Pour autant l'action globale de l'état reste indispensable parce qu'il faut ménager une équité entre les territoires donner des moyens pour soutenir l'innovation organiser l'observation et l'évaluation mutualiser la création d'outils adaptés aux besoins former les décideurs locaux engager les administrations dans une rénovation du service aux habitants... Mais c'est un nouveau rôle d'un état plus participatif plus animateur que contrôleur plus transparent qui reste à inventer

Michel Briand adjoint au Maire de Brest chargé de la citoyenneté et des nouvelles technologies
« Téléservices publics usages et citoyenneté » ° colloque du CREIS

L'essentiel en matière de développement durable des territoires ne tient pas dans un programme à prescrire, dans une forme idéale et unique, dans une norme homothétique. Il est plus dans un choix de bonnes pratiques, ce qui place en première ligne les modes de faire, l'efficacité des procédures et la transparence des pratiques.

- On attendrait, dans une approche moderne du rôle des Etats et des administrations territorialisées, qu'ils stabilisent les règles du jeu permettant aux acteurs de définir, avec suffisamment de certitude, leurs stratégies et leurs formes de coopération. Cela suppose la mise en place d'un cadre normatif *constitutif*, faisant reposer l'aménagement du territoire et le développement durable sur des fondements solennels. *Sur quelle convention, quel texte lisible et de quel niveau doit-on s'appuyer et de quelle manière ? De quelles politiques sectorielles faut-il tenir compte en priorité ?* C'est le premier rôle attendu de l'Etat, pourvoyeur, en principe, de clarification, garant de l'intérêt général et respectueux de la diversité.

- La dimension politique publique est en soi *facteur de cohérence globale* pour peu que les relais institutionnels des boucles décision/action/feed-back soient efficaces tant sur le plan qualitatif (objectifs et enjeux mutualisés) que quantitatif (réactivité, maillage). Il revient à la puissance publique d'*assurer le va-et-vient entre les praticiens et les théoriciens*, c'est à dire les producteurs de normes, et à *soutenir l'organisation des acteurs* : prestataires, entrepreneurs, organisations de voyageurs-citoyens, associations... Pourquoi, par exemple, ne pas s'inspirer du mécanisme TFD pour soutenir une plateforme des acteurs du tourisme responsable dans l'objectif de renforcer sa force de pénétration du marché ? *Soutenir l'organisation des acteurs*, le deuxième rôle important de l'Etat.

- Le troisième rôle est celui de l'organisation du *mécanisme d'évaluation externe* couplé à un dispositif de *formation et renforcement des capacités* et de *soutien aux démarches endogènes*. La *co-évaluation* ainsi que la mise en place du *réseau expert pour la coopération dans le domaine du tourisme responsable* prônés dans cette étude en seraient les deux pivots.

L'enjeu technique est d'inventer un processus pérenne de « *labellisation* » (ou reconnaissance) de *démarches territoriales* et non un nouveau label produit. Il garantirait, par là-même, la *crédibilité de l'information promotionnelle*, la *qualité des prestataires* par rapport à leurs chartes internes et les *bonnes directions prises* dans la réalisation des chartes de responsabilités et des plans d'actions en découlant.

Cette triple garantie, contenue dans un label de *démarche territoriale développement durable*, serait un soutien considérable à la contribution du tourisme responsable aux objectifs de lutte contre la pauvreté et de mise en pratique des dimensions d'équité, de solidarité, d'exemplarité et des cahiers des charges du développement durable. La société civile - acteurs, praticiens, experts - possède les ressources nécessaires à la réalisation de ce volet sur l'*éthique de la responsabilité*. La détermination de sources pérennes de moyens pour les incorporer dans le mécanisme de garantie serait une action publique majeure, à laquelle reviendrait, au final, l'arbitrage et la décision.

La « CAPACITATION »

La maîtrise des calendriers fait passer des logiques de procédures et de moyens aux logiques d'objectifs et de résultats.

Ainsi néglige-t-on le long terme écartant l'idée même de la durabilité dans le développement. Déracinée du milieu naturel, une telle attitude est dépourvue d'une préoccupation collective en faveur du milieu ambiant et de la nature et lorsque naît une certaine inquiétude à ce sujet, c'est qu'il y a une menace pour la consommation et le plaisir immédiat.

Cristian Parker Gumucio Directeur du CERC Centro de Estudios de la Realidad Contemporanea
Santiago du Chili

Travailler dans la durée au-delà de la mobilisation sur l'élaboration des projets est un enjeu réel pour la pérennisation des actions du tourisme responsable. La mobilisation des acteurs dans le temps est en partie fonction de la capacité d'influence des promoteurs initiaux, mais elle est également liée à la mise en réseau des acteurs locaux, à leur mobilisation sur des actions apportant une réelle valeur ajoutée en terme de dynamique et d'effets constatés sur le milieu local.

Respecter les temps et les rythmes locaux fait entrer d'emblée les acteurs du tourisme responsable dans une *logique d'objectifs - Quoi faire ?* -, les moyens - *Comment faire ?* - étant mis à une juste place de subordination. Cette logique, assortie d'une formation à la gestion du cycle de projet adaptée à la mise en oeuvre d'une charte, à la gestion des projets solidaires ou à l'élaboration puis à la mise en oeuvre d'un programme d'action intégré, est la première augmentation de capacité – la *capacitation* - à mettre en chantier.

La sensibilisation au développement durable par la pratique quotidienne et la réflexion permanente.

La nécessité de trouver des solutions à des problèmes concrets peut être une bonne incitation au décloisonnement des logiques institutionnelles et l'échelle territoriale est sans doute plus favorable que d'autres à la recherche de compromis et donc d'intégration. S'il y a quelque part une articulation à trouver entre les trois dimensions constitutives du « développement durable » le social, l'écologique et l'économique, c'est probablement au niveau local qu'elle pourra le plus facilement être construite, dans la mesure où c'est aussi à cette échelle que leur contradiction apparaît avec le plus de force et d'évidence.

Jacques Theys directeur scientifique et directeur adjoint de l'Institut Français de l'Environnement
Directeur du Centre de prospective et de veille scientifique à la Direction de la recherche des affaires
scientifiques et techniques Ministère de l'équipement, des logements et des transports

La sensibilisation au développement durable partirait de situations concrètes et, par exemple, traiterait les thèmes et problèmes de manière participative, coopérative et interdisciplinaire. Les cinq principaux champs d'apprentissage des valeurs et des comportements d'une citoyenneté responsable étant l'interdépendance, l'équité sociale, les conflits et leur résolution, les images et leur perception, les transformations et l'avenir, on voit que cette sensibilisation devrait profiter des moindres espaces, des plus petites occasions, des failles les plus étroites dans le processus tourisme responsable.

Sessions de sensibilisation à l'occasion de missions d'expertise, *échanges le soir* entre les habitants et des visiteurs compétents, *organisation de jeux pédagogiques* inspirés des coutumes locales, *exposés magistraux lors des réunions de travail* ou de *validation solennelle...* : les moments et les outils seront forcément à la discrétion des acteurs eux-mêmes, épaulés, ou pas, par des éducateurs et des formateurs plus spécialisés. La sensibilisation au développement durable, ici, est un apprentissage continu de la résolution de problèmes complexes et inter-reliés.

Former, une évidence qui s'impose aussi pour consolider une capacité d'analyse critique.

La création la valorisation et l'échange de connaissances scientifiques pluri disciplinaires et de savoir faire sont indispensables pour atteindre le développement durable

Déclaration des ONG de la Méditerranée pour Johannesburg Nice / /

Les exemples venus du tourisme communautaire en Namibie, en Ouganda et de toutes les formes de micro-tourisme au Maroc, au Burkina ou ailleurs, montrent que la formation à la gestion d'activités touristiques - *la formation aux affaires* - est essentielle. Mais sur d'autres aspects, comme les services financiers et non-financiers, l'animation, la gestion de programmes solides répondant aux intérêts et aux besoins de la communauté concernée, le tourisme responsable a son rôle à jouer.

D'autres formations seront à l'évidence nécessaires tout au long de la démarche. Le pragmatisme sera le maître mot ainsi que le transfert de compétences entre acteurs et partenaires sur place, au niveau régional ou venant de l'extérieur. La formation sera donc transversale et issue d'une double obligation :

- être en capacité d'effectuer *le bon co-diagnostic de territoire* en amont et tout au long de la démarche accompagnée,
- être en capacité de *mettre au point un contrat entre acteurs* (une charte) et *ses déclinaisons pratiques* (les actions et les balises éclairant le cheminement et l'atteinte d'objectifs emboîtés).

Auto-formation, formation sur le tas, formation continue ou initiale... peu importe les modalités. L'enjeu est de permettre aux personnes ressources de ne subir ni les techniques ni les raisons pour lesquelles elles leur sont proposées.

• En guise de conclusion : la durabilité du durable une illusion moderne

« Le concept de soutenabilité est né sous le double signe du recul de la pauvreté et de la préservation des écosystèmes pour garantir la justice à l'égard des générations actuelles et futures. Il devient crédible et opérationnel si trois principes sont respectés : responsabilité à l'égard des systèmes vivants, solidarité à l'égard de tous les êtres humains et économie des ressources naturelles et du travail humain. Tel n'est pas le cas du régime d'accumulation financière qui prévaut dans le monde aujourd'hui et qui rend la soutenabilité impossible parce qu'il tend à accroître constamment le niveau d'exigence de rentabilité servie aux détenteurs du capital. Il ne peut en résulter qu'un affaiblissement de la position des travailleurs (insoutenabilité sociale) et une difficulté croissante à investir dans des processus de production non destructeurs (insoutenabilité écologique). » (Jean-Marie Harribey, économiste, Séminaire de l'OFCE, 2002).

Le tourisme responsable a beaucoup des clés du trousseau du développement durable, ou en tout cas d'une évolution choisie, plus équilibrée, plus solidaire et plus équitable. Il lui faut cependant accepter de passer les frontières et, pour cela, d'investir dans les partenariats, l'organisation, la formation et l'évaluation et prendre conscience que le rythme du développement est plus lent, fortement, que le rythme commercial et la course à la concurrence.

On s'étonnera de ne pas voir évoquer ici la prospection, la mise en marché et la vente des activités touristiques responsables. C'est volontaire. Les techniques, les médias et les outils existent même si de grandes campagnes de promotion seront nécessaires. Mais il faudra avant, de notre point de vue, que les expériences soient plus solides et plus porteuses d'enseignements parce qu'elles auront été plus avant dans leur logique. Promouvoir à grande échelle l'offre actuelle à toutes les chances de la déstabiliser, de créer des frustrations et de faire un appel d'air où s'engouffreront pêle-mêle puristes, militants, opportunistes et intérêts monopolistiques. L'inverse de ce que prônerait la responsabilité d'un tourisme facteur de développement durable.

Mais quoi que l'on fasse ou que l'on dise, la clé du succès se trouvera toujours, en fin de compte, dans la capacité à capitaliser l'énergie, l'imagination, la spécificité et les ressources des forces économiques, culturelles, sociales et humaines des territoires au Sud comme au Nord. *« Les peuples indigènes n'ont pas à se plier à l'économie, c'est au contraire l'économie qui devrait se mettre à leur service. Une prise de conscience est nécessaire au niveau national et international. La notion de participation devrait permettre aux autochtones de construire leur futur tel qu'ils l'entendent, hors de toute ingérence de la part des industries et des gouvernements. Les indigènes devraient pouvoir proposer leur propre forme de tourisme sans avoir à subir les schémas établis. »* (C. Della Maggiora, 1999).

La boucle est bouclée : la proximité, la durée et la co-opération sont les ingrédients de base de l'indispensable approche systémique du tourisme responsable. Pour son propre succès et donc pour une contribution à avenir pensé.

Références bibliographiques

1. Actes des Rencontres de Ouagadougou des 11-14 novembre 2002 sur la Valorisation des patrimoines par le tourisme et pour le Développement.
2. AKNIN Audrey, GABAS Jean-Jacques & GERONOMI Vincent (2000), « Développement : 12 thèmes en débat », collection rapports d'étude, DGCID/MAE, 95 pages.
3. ALBERT Odile (2000), « De « l'ennemi héréditaire » à la construction d'un avenir commun. Le rôle de l'Ofaj [Office franco-allemand pour la jeunesse] dans les échanges entre jeunes. » in « Se former à l'interculturel, expériences et propositions », Editions FPH Charles Leopold Mayer, pages 121-125.
4. AMALOU Pierre, BARIOULET Hervé, VELLAS François (2001), « Tourisme, Ethique et Développement », L'Harmattan, 303 pages.
5. Anonyme (2001), « Etat de la réflexion au sein de la Direction du développement et de la coopération technique sur le développement local » DCT/EPS-HSO-ILO, Agridoc revue thématique, juillet 2001.
6. AMBLES Anne (2003), « Quelques interpellations quant à l'avenir du tourisme responsable », document inédit, août 2003, 2 pages.
7. AMBLES Anne (2002-1), « Tourisme et globalisation », 5 janvier 2002, site www.tourisme-durable.net.
8. AMBLES Anne (2002-2), « Tourisme et tourisme », Article paru sur ATTAC info 297 le 3 janvier 2002. site www.oulala.net
9. AMBLES Anne (2002-3), « De la nécessité d'évaluer les offres touristiques alternatives », 3 janvier 2002, site www.tourisme-durable.net.
10. ANTON Danilo & GHINES Ghisa (1996), « En safari en Afrique de l'Est. Les touristes ont une influence certaine sur la biodiversité ou les cultures », CRDI Explore.
11. ANTHOPOULOU Theodosia & ROUX Bernard (1998), « Agrotourisme et valorisation du patrimoine agricole et rural en Grèce », programme Platon 96, Mytilène janvier 1998.
12. ARENE La lettre, Lettre trimestrielle de la qualité environnementale, de l'innovation et des nouvelles pratiques, n°5 juin 2003, 4 pages.
13. ARFEL Macha (2001), « La mise en place d'un SPL dans les NTIC, Nouvelles Entreprises et Territoires », Congrès Mondial des Systèmes Productifs Locaux, Forum n°1 les SPL dans les secteurs innovants, Datar/OCDE Paris 23-24 Janvier 2001
14. ARPE/EURES (1997), « Vers un développement Durable : Expériences et Recommandations de sept Régions Européennes », 158 pages.
15. ASHLEY Caroline, BOYD Charlotte & GOODWIN Harold (2000), « Pro-poor Tourism : putting poverty at the heart of the tourism agenda », Natural Resource Perspectives n°51, mars 2000, ODI/DFID, 11 pages.
16. BAUDOUIN Patrick & BERNARD Antoine (1999), « Les progrès du multipartisme cachent la persistance du manque de démocratie », Le nouvel état du monde : 80 idées-forces pour entre dans le 21^e siècle, La Découverte, page 151.
17. BAUDRY Constance & JACOT Martine (2003), « Respect de règles communes par les opérateurs », Entretien avec M. Rial, Le Monde du 26 juin 2003.
18. BEAUVAIS Jean-Pierre (2002), « Tourisme et tiers-monde, l'exemple de l'Amérique centrale et de la Caraïbe », site www.pauillac.inria.fr
19. BEDAT Arnaud (20001), « Le nouveau bordel des touristes suisses », Webdo-L'illustré, 25 avril 2001, site www.illustre.ch/2001/17/pof_2.html
20. BEGG Angus (2000), « Un coin de paradis menacé par la poudrière angolaise », Mail & Guardian Johannesburg, Courrier International n°496, 4 – 10 mai 2000.
21. BELAU Dirk (2003), « Impact of the 2001-2002 crisis on the hotel and tourism industry », Bureau International du Travail, janvier 2003.
22. BENAVIDES David Diaz (2001), « La durabilité socio-économique du tourisme international est-elle assurée dans des conditions d'extrême compétitivité ? », CNUCED, Actes du troisième Sommet du Tourisme Chamonix-Mont Blanc, 5-7 décembre 2001, 18 pages.
23. BILOTEAU Mario & TREMBLAY Pierre-André (1996), « Le tourisme d'aventure en Himalaya », Ecodécision Printemps 1996, pages 46-48.
24. BLANGY Sylvie (1993), « L'écotourisme dans le monde »
25. BLANGY Sylvie (2001), « Evaluation de la composante écotourisme dans les projets FFEM », rapport final 14/03/01, SECA, 79 pages.
26. BLANGY Sylvie, DUBOIS Ghislain & KOUCHNER Françoise (2002), « L'écotourisme, un concept fructueux pour le tourisme français », Espaces n°195, juillet-août 2002, pages 48-55.
27. BODART Patrick & MAHEY Pierre (2000), « Le Réseau Capacitation Citoyenne », Etude-Action pour la formation des habitants à la gestion urbaine et sociale de la ville, Première synthèse.
28. BOUZON Francis (?), « Maasai, les Seigneurs de la savane », site www.abm.fr
29. BRACKENBURY (2000), « Une politique gouvernementale peut-elle assurer le développement durable de l'industrie touristique ? », actes du deuxième sommet du tourisme, 4-6 décembre 2000, 9 pages.
30. BRIAND Michel (2001), « Téléservices publics, usages et citoyenneté », article présenté au 12^e colloque du CREIS, 28-30 mars 2001.
31. BRODHAG Christian (2002), « Développement durable et partenariat », Edition Agora 21, 3 mai 2002, 4 pages, site www.Agora21.org/articles/brodjag02a.htm
32. Bureau des valeurs et de l'éthique (2002), « L'infrastructure de l'éthique dans l'administration publique : l'expérience de certains pays », gouvernement du Canada, avril 2002, information collectée de l'internet, 10/04/2003.
33. CAIRE, G. & ROULLET-CAIRE Monique (2001), « Le tourisme peut-il être un élément de développement durable ? », publication électronique du site www.tourisme-durable.net.

34. CNRTER, (1999), « Le tourisme en espace rural : acteurs, clients, produits », Dossier de synthèse n°29, Centre National de Ressources du Tourisme en Espace Rural, mars 1999, 105 pages.
35. CERON Jean-Paul & DUBOIS Ghislaine (2000), « Les indicateurs du tourisme durable : un outil à manier avec discernement », Les Cahiers Espaces : Tourisme durable, novembre 2000, n°67, pages 37-43.
36. CHARVIN Robert (2001), « Le tourisme international dans le Sud. Une clé pour le développement ? », intervention aux 2^{èmes} Rencontres Méditerranéennes du Tourisme, Festival Trans-Méditerranée, 7-9 juin 2001, Grasse, 7 pages.
37. CHESNAIS Elizabeth (2003), « Le bonheur des élus », Dossier « Parcs naturels régionaux », Que Choisir n° 406, pages 20-21.
38. CHOWDHURY Zafrullah (2001), « Les ONG du Sud s'affranchissent du Nord », cité par Philippe Demenet, le Courrier de l'UNESCO juillet/août 2001.
39. CLASTRES Geneviève (2000), « Aux voyageurs du monde », éd. Voyageurs du Monde, 183 pages.
40. CLERGUET Michel (2000), « Voyager intelligent c'est partager ! », L'Humanité 5 février 2000.
41. Comité interministériel pour le développement durable (2003), « Stratégie Nationale de Développement Durable. Programmes d'actions », 3 juin 2003, 86 pages.
42. Conseil de l'Europe (2003), « Recommandation Rec (2003)1 du Comité des Ministres aux Etats membres sur la promotion d'un tourisme attaché à la mise en valeur du patrimoine culturel dans les perspectives de développement durable », adoptée par le Comité des Ministres le 15 janvier 2003, lors de la 824^e réunion des Délégués des Ministres.
43. Conseil Economique et Social, Nations Unies, Commission du développement durable, septième session, 19-30 avril 1999, E/CN/1999/5, 18 pages.
44. Conseil Régional Nord-Pas de Calais (2003), plaquette « ... vers le développement durable. Programme régional d'animation et de soutien aux agendas 21 locaux », 4 pages.
45. Convention pour la création de la zone de tourisme durable de la Caraïbe (2001), île Margarita, 21 pages.
46. COI (1997), « Rapport de pré-audit - Maurice », Programme Régional Environnement (PRE-COI/UE), janvier 1997, 98 pages.
47. COI (1997), « Rapport de pré-audit - France/Réunion », Programme Régional Environnement (PRE-COI/UE), janvier 1997, 126 pages.
48. CRIDEAU (2001), « Tourisme, éthique, environnement et Développement Durable », rencontre internationale des 20 et 21 juin 2001, Centre International de Droit Comparé de l'Environnement, Univ. de Limoges, www.mdh.limoges.free.fr/support/ritimo/tourism.htm.
49. DANTE - AG Rio+10 (2002), « Un carton rouge pour le tourisme : 10 principes et défis pour un développement durable du Tourisme au 21^e siècle », 50 pages.
50. D.W. anonyme, 2001, « Pérou : la vie tranquille des Taquiles », site : www.abm.fr/pratique.
51. Déclaration de Sherbrooke à l'issue des Premières Rencontres Mondiales du Développement Local, 1998, page 8.
52. Déclaration des ONG de la Méditerranée pour Johannesburg, Nice, 12/01/2002.
53. DE HAAN Gerhard, MANN Julia Mann & REID Anna Marie ed. (2000), « Educating for Sustainability », publication internet www.service-umweltbildung.de/eee/texte/.
54. DEHAIS Béatrice (2001), « Le cancer touristique », dossier « Mondialisation : les dégâts du tourisme », Alternatives Economiques n°194, juillet-août 2001.
55. DELLA MAGGIRA Christine (1999), « Industrie touristique et touristes : l'esprit colonial perdure e Australie. Réflexion sur une réalité économique et discriminatoire », Conseil Economique et Social des Nations Unies, Document Nord-Sud XXI, 36 pages.
56. DELVES BROUGHTON Philip (2003), « Mais si, les Rosbifs sont les bienvenus en France ! », The Daily Telegraph, Londres, Courrier International n°650, 17-23 avril 2003.
57. DEMENET Philippe (2001), « Les ONG du Sud s'affranchissent du Nord », Le Courrier de l'UNESCO, juillet/août 2001.
58. DIOP E.S., SALL M.M., SORV A.A., SOUMARÉ A., DIUOF P.S. et al. (1998), « Contribution à l'élaboration du plan de gestion intégrée de la Réserve de Biosphère du delta du Saloum (Sénégal). UCAD-UNESCO / Division des Sciences Ecologiques / MAB, Dakar, 1998.
59. DOLLFUS André (2001), « Audit externe du programme de TDS, Tourisme et Développement Solidaires », MAE, juin 2001.
60. DUTTY Rosaleen (2002), « A Trip Too Far – Ecotourism, Politics & Exploitation », Earthscan, citée dans Courrier International (N°619, 12-18 septembre 2002), page 54.
61. DUPONT Louis (1995), « La planification du développement à l'épreuve des faits », Editions Publisud, 215 pages.
62. ECPAT, « Tourisme et Prostitution des Enfants », 11 pages.
63. EL ALAOUI Françoise (1999), « Le Tourisme Equitable », Mastère de Management Touristique (mise à jour 2002).
64. EPLER WOOD Megan (2002), « Ecotourism, principles, practices & policies for sustainability », UNEP, 2002.
65. ESPINOZA Cecilia (2001), « La Coopération Internationale Française avec les Organisations Non Gouvernementales dans le domaine du tourisme : Approche stratégique et organisationnelle du partenariat », DESS Industrie du Tourisme, Option « Bureau d'études » CETIA Université de Toulouse Le Mirail Octobre 2001, 173 pages.
66. ESTEVA Gustavo & SACHS Wolfgang (1996), « Des ruines du développement », Ed. Ecosociété, Montréal.
67. ETD (2003), « Le développement durable : mythes et réalités. Analyse transversale du développement durable », Synthèse des travaux 2001-2002 et Séminaire de Lormont 2 juillet 2002, sous la direction de Alain LAURENT, ETD Club Partenaires Pour Agir Aquitaine Midi-Pyrénées, 61 pages.
68. FAVREAU Louis & FRECHETTE Lucie (2002), « Développement local et économie solidaire en Amérique latine: des expériences innovatrices », Cahiers de la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC), Série Pratiques économiques et sociales no. 21, Université du Québec en Outaouais
69. FERNANDEZ Sauveur (2000), « Ecotourisme : à la rencontre de l'autre », site www.econovateur.com, 15 juillet 2001.
70. FIGAROL Nadège (2002), « C'est l'été, les vacances, on descend sur la côte ! », site www.cfdd.fr, 8 août 2002.
71. Fondation des Villes (2002), « Etude bibliographique sur les territoires et le développement durable. Rapport final ». Etude bibliographique préalable au lancement d'un programme de recherche sur les politiques locales et régionales de développement durable.

- Direction des études économiques et de l'évaluation environnementale, Service de la recherche et de la prospective, MATE, juin 2002, 163 pages.
72. FONSECA NETTO Henrique (Universidade Federal do Rio de Janeiro) (2002), « Une nouvelle conception de l'aménagement du territoire au Brésil pour les tendances spatiales contemporaines », Aménagement du territoire, XXXVIII^{ème} colloque de l'ASRDLF - Trois Rivières, 21-23 août 2002, site www.developpement-local.com/article.php3?id_article=99
 73. Forum Européen du tourisme (2002), « Agenda 21-Durabilité dans le secteur du tourisme européen », Commission Européenne, DG Entreprises, Unité Tourisme, Bruxelles, 10 décembre 2002, 11 pages
 74. FPH - Alliance pour un monde responsable pluriel et solidaire (2001), Cahier de propositions « Le territoire, lieu des relations : vers une communauté de liens et de partage », Septembre 2001, 46 pages.
 75. FREI Marianne (2001), « Évaluer l'Ecotourisme est une nécessité », Arbeitskreis Tourismus & Entwicklung (Groupe tourisme et développement Bâle).
 76. GAIDO Luigi (1999), « Les grandes tendances du comportement des consommateurs sont-elles compatibles avec le développement durable ? », Institut de Géographie Alpine - Université J. Fourier, Grenoble I, France - IRE srl, Turin, Italie, Le premier sommet du tourisme 1-3 décembre 1999.
 77. GANDIN Patricia (2001), « A la recherche du tourisme éthique », Elle, 12 novembre 2001, p. 123-126.
 78. GERBAUX Françoise & ECHEVIN Claude (1999), « L'impact économique local du tourisme rural », Revue d'Economie Régionale et Urbaine, avril 1999, n°2, pages 295-316.
 79. GEORGE Antoine (1999), « Le développement écotouristique de la région Q'eros », CEDAQ, site www.tourisme-21.org.
 80. GILLY Jean-Pierre & PERRAT Jacques (2002), « Entre gouvernance locale et régulation globale », Colloque Economie Méditerranée Monde Arabe « Développement local et coopération décentralisée », Sousse 20-21 septembre 2002, 18 pages
 81. GODWIN Harold (2001), « Responsible Tourism and the market ».
 82. GOLDSMITH Edouard (1994), « Le défi du XXI^{ème} siècle. Une vision écologique du monde », Ed. Du Rocher, 498 pages.
 83. GRENIER Claude (2000), « Conservation contre nature : les îles Galapagos », IRD éditions, 375 pages.
 84. GROLLEAU Henri (1985), « Espace rural, espace touristique » cité dans « Tourisme rural, un retour aux sources », Bus et car, 17 mai 1996.
 85. GRYNBERG Chrystelle (2002), « Tourisme responsable : valoriser les projets respectueux des cultures locales », CFDT, mise en ligne le 30/7/2002, site www.cfdt.fr.
 86. GUJADHUR Tara Gujadhur & MOTSHUBI Charles (2001), « Among the real people in /Xai-/Xai », The SNV experience in three community-tourism projects Community-Based Tourism in Botswana, 65 pages.
 87. GUMUCIO Cristiàn Parker (1997), « Modèles culturels et développement durable : une visions du Sud », Alternatives Sud, Vol II (1995) 4, pages 71-100.
 88. GUEYE Bara (2000), « Où va la participation? Expériences de l'Afrique de l'Ouest francophone », Programme MARP Sahel, 39 pages.
 89. GUYOT Jean-Luc (2002), « Synthèse du forum sur le thème du partenariat », Centre National d'Etudes et de Formation pour l'Enfance Inadaptée, CNEFEI 2001-2002 - <http://www.cnefei.fr/FAD/fadsynthPartenariat.htm>
 90. HARDY Yves (1998), « Tourisme vert dans le désert : la revitalisation des oasis en Mauritanie », Frain de Sel, n°10, juillet 1998.
 91. HARRIBEY Jean-Marie (2002), « Le développement durable est-il soutenable ? », séminaire de l'OFCE, 18 juin 2002, 27 pages.
 92. HCCI (2000), « Actes du séminaire sur le thème Le développement, c'est politique ; analyse critique des concepts de lutte contre la pauvreté et de bonne gouvernance », 27-30 août 2000, in « Les non-dits de la bonne gouvernance », Karthala, 266 pages.
 93. HETIER Jean-Paul, GERARDIN Nicolas & LOPEZ Emmanuel, « Retour d'expérience sur la gestion des grands sites naturels littoraux fréquentés par le public », site www.egis.cefe.cnrs-mop.fr.
 94. HIGINIO Egbert & MUNT Ian (1993), « Belize : Eco-Tourism Gone Away », NACLA report on the Americas, 26,4 : 8-10.
 95. HOLEC Nathalie & COMELIAU Laurent (2000), « Tourismes, territoires urbains et développement durable », Association 4D, novembre 2000, 77 pages.
 96. HONEY Martha & ABIGAIL Rome (2001), « Protecting Paradise: Certification Programs for Sustainable Tourism and Ecotourism », Ecotourism and Sustainable Development Project, Institute for Policy Studies, 115 pages.
 97. HOUTARD François (1999), « Au Sud, de nouveaux réseaux transnationalisés », in « Attac, contre la dictature des marchés », La Dispute, Editions Syllepse, VO Editions, page 31.
 98. HUMBERT Muriel (2002), « Dérapage...et non à la culture de l'argent ! », 25 novembre 2002, site tourisme-durable.net.
 99. JACQUOT Philippe (2003), « Attention à la « bulle solidaire », www.ecorev.org.
 100. JOHNSON Pierre (coordination) (2002), « Commerce «équitable» », Cahiers de propositions pour le XXI^{ème} siècle, Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire, Fondation Charles Leopold Mayer pour le Progrès de l'Homme, 55 pages.
 101. JOLY Jean-Marie (2001), « Privilégier l'être humain », in « Tourisme, Ethique et Développement », AMALOU Pierre, BARIOULET Hervé, VELLAS François, L'Harmattan, 303 pages.
 102. JOY Clare & HARDSTAFF Peter (2003), « À qui profite l'agenda pour le développement ? Une analyse des requêtes de l'Union Européenne soumises aux pays en développement dans le cadre de l'AGCS », avril 2003, site www.france.attac.org
 103. KAKABADSE Yolanda (2001), « Se mettre à la place de l'autre », directrice de l'UICN, ancienne ministre de l'environnement de l'Equateur, Le Courrier de l'Unesco, avril 2001.
 104. KAK'WA KURTNESS R. (1996), « Pour connaître la culture ilnue », Ecodécision n°20, printemps 96, pages 73-74.
 105. KALTENBACH Pierre Patrick (Président des Associations Familiales Protestantes) (2003), « De l'éthique à l'opacité. Pour restaurer la démocratie financière, commençons par éradiquer la subversion associative! », Conscience Politique « Le journal à contre pied de la pensée unique », site www.conscience-politique.org.
 106. KOSLOWSKI Peter (1998), « Principes d'économie éthique », CERF, 357 pages.

107. KOVACSHAZY Marie-Christine (2002), « Les nouvelles tendances lourdes du tourisme. Comment peut-on les prospecter ? », le deuxième sommet du tourisme, 4-6 décembre 2000, 7 pages.
108. La Gazette Officielle du Tourisme, « Tourisme éthique : une tendance émergente », n° 1680, 12 février 2003.
109. LANDEL Pierre-Antoine (2003), « La formation continue », site www.tourisme-durable.net, 24 janvier 2003.
110. LANJOUW Annette (1999), « Tourisme aux gorilles en Afrique centrale Plaidoyer pour la réalité », Canopée n° 13, Janvier 1999.
111. LAURENT Alain & PREVOT Nicolas (2003-3), « Patrimoines et Qualité des Ressources et des Sociétés dans les Territoires (PQRST) : articuler tourisme responsable et développement local. Cas de Djibouti », article sous presse, revue du Centre d'Etudes et de Recherche de Djibouti (CERD), septembre 2003, 13 pages.
112. LAURENT Alain (2003-2), « Le tourisme est-il soluble dans le développement local durable ? », N°5 Agridoc, BDPA, juillet 2003.
113. LAURENT Alain (2003-1), « Programmer dans un contexte participatif & interculturel. Exemple de réalisation du programme de travail de l'Association de Développement Durable Aser-Jog (Assamo, Djibouti) », Cahier de méthode n°2, BEIRA/CFP, 46 pages.
114. LAURENT Alain, de RAVIGNAN Clothilde & THEVENIAUT Martine (2002-3), « Le constat : du côté de l'action publique », Rapport final de la convention Dynamiques Solidaires « Construire des références communes », PARI/BEIRA.CFP, 13 pages (synthèse).
115. LAURENT Alain (2002-2), « Le développement durable : mythes et réalités. Analyse transversale du développement durable », ETD/CPA Midi-Pyrénées Aquitaine/BEIRA.CFP, 54 pages.
116. LAURENT Alain & CHIRE Amina Saïd (2002-1), « L'évaluation du tourisme réformé : esquisse d'une démarche », Publication du site internet www.tourisme-durable.net, 12 pages.
117. LAURENT Alain (2000), « Le développement local soutenable : petite typologie préliminaire », DELOS Constellation, 5èmes Rencontres des acteurs du développement local, 22 & 23 mai 2000 – Lille Grand Palais, 11 pages.
118. LAURENT Alain (1999), « Applications territoriales du développement durable. Synthèse des Actes du congrès NIKAN », 3 cahiers, 18 pages.
119. LE GUEN David (2001), « La création d'un « Espace-Montagne » : une vision du développement local durable axée sur le tourisme sportif. », Maîtrise d'Aménagement et Développement Territorial, Spécialités Métiers du Sport, Institut Universitaire Professionnalisé, université d'Evry-Val d'Essonne, 95 pages.
120. LEMAISTRE Philippe (2002), « Résultats préliminaires du programme d'étude des marchés émetteurs d'écotourisme de l'OMT », Développement durable de l'écotourisme dans les zones désertiques, Séminaires préparatoire pour l'Année internationale de l'écotourisme en 2002, Alger, 21-23 janvier 2002, 3 pages.
121. LEQUIN Marie (2002), « Gouvernance participative : un cadre de référence pour la planification et la mise en œuvre de projets en Ecotourisme », Sommet mondial de l'écotourisme Québec 2002, 21 pages
122. LE ROY Anne (1999), « Perspectives et problèmes du développement touristique dans les économies en transition », Les cahiers série « les Cahiers de l'Espace Europe », n°15, décembre 1999, pages 107-120.
123. LHOSTE Guy (2001), « Treize remarques sur les métiers, les professions et les carrières », communication au colloque « Les métiers du sport et du tourisme dans les espaces ruraux et montagnards », université Joseph Fournier, CERMOSM, février 2001, 10 pages.
124. LINDBERG K., FURZE B., STAFF M., BLACK R. (1997), « Ecotourism in the Asia-Pacific region : issues and outlook », Bennington, VT, TIES.
125. LLINAS SEGUI Miguel (2000), « Le tourisme durable est-il une utopie ? L'exemple du projet d'écotaxe aux Baléares », Cahier Espaces 67 « Tourisme durable », pages 65 – 71.
126. LORACH Jean-Marc & DE QUATREBARBES Etienne (2003), « Guide du territoire durable. L'Agenda 21 territorial pour les collectivités locales et leurs partenaires », Village Mondial, 416 pages.
127. MABIT René (2001), « Pour une bonne pratique de l'évaluation », Comité de coordination des inspections du ministère de l'Agriculture et de la Pêche, 6 pages.
128. MAÏ MOTA Amadou (2000), « Pour qui l'argent de la chasse », Syfia international, juillet 2000, site www.syfia.com/presse.
129. MATE, CEDIDELP & FPH (2000), « Villes et développement durable : des expériences à échanger/ - deuxième recueil », février 2000, 156 pages.
130. MARET P. et P. Maret, (?), « Tourisme, une nouvelle forme de pollution ? », site www.abm.fr/pratiques/dossier1.html.
131. MENDEZ Marie Dominique (2002), « Caractéristiques et enjeux du projet "Jardins de Sajcabaja" », 11 juin 2002, site www.tourisme-durable.net.
132. MERMET Laurent (1992), « Stratégies pour la gestion de l'environnement »,
133. MEYER Sandrine (2001), « Analyse et monitoring des pratiques sociales qui déterminent la demande de mobilité », Résumé abstract, Rapport final SSTC, CESE-ULB.
134. MICHAUD Jean (1994), revue Téoros, vol 13 (2), été 1994.
135. MINVIELLE Jean-Paul (2003), « La Pauvreté en Afrique est-elle plus rurale qu'urbaine ? Discussion à partir du cas du Sénégal », Cahier du C3ED n° 03-03, Février 2003, 26 pages.
136. NÁJERA ARANZÁBAL Margarita (2000), « Tourisme, durabilité et gouvernements locaux », 4 pages.
137. Neuvième Forum IPK de Pise (2002), dossier de presse du neuvième forum IPK de Pise, 6-10 novembre 2002, 24 pages.
138. NGUEBOU TOUKAM Josette & FABRE-MAGNAN Muriel (2002), « Regards africains sur trois catégories de l'entendement juridique : personnalité, responsabilité, solidarité », document d'atelier, Colloque international des 29 et 30 novembre 2002 « Les sciences de l'homme en Afrique », Maison des Sciences et de l'Homme de Nantes, Bordeaux et Paris.
139. Observatoire européen LEADER (1999), « Innovation en milieu rural » Cahier de l'innovation n°6-Fascicule 1, décembre 1999.
140. OCDE (2000), « Mesurer le rôle du tourisme dans les pays de l'OCDE. Manuel de l'OCDE sur les comptes satellites du tourisme et de l'emploi. Entreprises, Industries et Services », partie III, pages 224-294.
141. OCDE (2000-1), « Renforcer l'éthique dans le service public : Les mesures des pays de l'OCDE »

142. Note de synthèse de l'OCDE sur la gestion publique, septembre 2000, PUMA Note de synthèse No. 7, 6 pages.
143. OCDE (1993), « Gestion des zones côtières. Politiques intégrées », pages 75-76.
144. OIT (2000), « La mise en valeur des ressources humaines, l'emploi et la mondialisation dans le secteur de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme », Rapport soumis aux fins de discussion à la Réunion tripartite sur la mise en valeur des ressources humaines, l'emploi et la mondialisation dans le secteur de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme, Organisation Internationale du Travail (OIT), Genève, 2 - 6 Avril 2001, 4 pages.
145. OMT (2002), « Le marché français de l'écotourisme », rapport spécial n°16, Section des études de marché et techniques de promotion, Section du développement durable du tourisme, Madrid, mars 2002, 176 pages.
146. OMT (2002), « Tourism and Poverty Alleviation. Sustainable Tourism can be one of the few opportunities for the poor. Let us use it wisely and soon ! », 107 pages.
147. Oxalis-Scop (2001), « Oxalis, pour revitaliser l'économie rurale. Savoie », Initiatives de Développement Local, CNRTER, juillet 2001.
148. Philippine Human Rights Information Center, « Golf Courses : are they on a par with human rights ? », , cité dans « Quelques initiatives et campagnes pour un tourisme durable », Caravane n°7, Lettre de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, décembre 2000.
149. PAQUOT Thierry (2001), « La tyrannie douce de l'air conditionné », Le Monde Diplomatique, Juillet 2001 page 24.
150. PLEUMARON Anita (1995), « Eco-tourism ou Eco-terrorism ? », Environmental Justice Networker, No. 6, hiver 1995.
151. PNUE (1999), « Contribution of the United Nations Environment Programme to the Secretary-General's Report on Industry and Sustainable Tourism » for the Seventh Session of the Commission for Sustainable Development. Addendum C, Tourism and Environmental Protection.
152. PLÜSS Christine (2002), « 10 après Rio : un carton rouge pour le tourisme ? », document élaboré dans la perspective du Sommet mondial du développement durable 2002, 24 mars 2002, site www.tourisme-durable.org.
153. PY Pierre (2002), « Le tourisme . Un phénomène économique », La Documentation Française, 181 pages.
154. RAFFOUL Michel (2000), « La coopération décentralisée, nouveau champ de la solidarité internationale », Le Monde diplomatique, juillet 2000, pages 22 à 23.
155. RATIARISON Cécilien (2000), « Bataille de la terre sur la grande Ile », Madagascar Tribune, CI n°519 12-18 octobre 2000..
156. R.(anonyme) (2001) « Voyage ethnologique : le tourisme qui tue », Dossier « Tourisme, une nouvelle forme de pollution ? », site : www.abm.fr/pratique.
157. REQUIER-DESJARDINS Denis (1996), « Dimensions Territoriales du Développement Durable », Horizon Local, 1996-99, www.globenet.org/horizon-local/
158. RIAL Jean-François (2003), « Respect de règles communes par les opérateurs », entretien avec Constance Baudry et Martine Jacquot, Le Monde, 26 juin 2003.
159. RIAL Jean-François (2003-1), « Une autre manière de voyager. Voyageurs du Monde joue la carte du conseil », Revue Espaces n°205, Juin 2003.
160. RIETHER François (2002), « Temps (saisonnalité, tourisme) – Regards sur Oléron », site www.tourisme-durable.net, 11 avril 2002.
161. ROBERT Jean (2002), « Le tourisme peut-il être éthique ? », Terre sauvage, juillet 2002, pages 26-29.
162. ROUSSE Marc (2000), « Notre charte est un code conduite pour nos clients » propos recueillis par Valentine LESCOT, Ingénieurs sans Frontières, n°48, 3^{ème} trimestre 2000.
163. RUBITSCHON Olga (1999), « Le principe de durabilité dans le domaine du tourisme d'un point de vue philosophique et éthique et dans l'optique des Générations futurs. Où mène le voyage ? Et qui en fait partie ? », actes des « Premier sommet du tourisme », 1-3 décembre 1999. www.sommets-tourisme.org/f/sommetsG/premier-sommet/actes/rubitschon.html.
164. SARV Mikk (2002), « Estonie : huit ans de mouvement villageois Kodukant », LEADER Magazine n°25, Hiver 2000/ 2001.
165. SCHNABEL Ulrich & SENTKER Andreas (2003), « La fraude scientifique, un mal de plus en plus répandu », interview du sociologue des sciences Peter Weingart, Courier International n°658, du 12 au 18 juin 2003.
166. SCHMOLL Patrick (1996), « Production et interprétation du sens : la notion de contexte est-elle opératoire ? », UMR CNRS « Landisco », Scolia, 6, pages 235-255
167. SECK Madieng (2000), « Un accueil au village digne et profitable », Article paru dans le journal Walfadjiri (Dakar), 8 août 2000.
168. SESSI (2003), « La consommation engagée : mode passagère ou nouvelle tendance de consommation ? » - Le 4 pages des statistiques industrielles n°170, décembre 2002, Commerce équitable et distribution - Action Consommation - juin 2003.
169. SIAN Sherry (2002), « Tourisme durable : comparaison des possibilités et des obstacles relatifs aux réserves de biosphère en milieu rural et urbain », Une étude de cas de Mme Sherry Sian, in « Ecotourisme et développement durable dans les réserves de biosphère », UNESCO-MAB, 55 pages.
170. SNV (2001), « SNV and sustainable tourism », Background paper, 52 pages.
171. STECK Birgit, STRASDAS Wolfgang & GUSTEDT Evelyn (2000), « Le tourisme dans la Coopération technique. Un guide pour la conception, la planification et la réalisation de mesures d'accompagnement destinées aux projets de développement rural et de conservation », BIODIV, TÖB, GTZ, 119 pages + annexes.
172. SUMMERS Lawrence, Banque Mondiale, cité par Jean-Marie Harribey (1998), « Le développement soutenable », Economica.
173. TERSIGUEL Philippe & BECKER Charles (1997), « Développement durable au Sahel », Karthala, 280 pages
174. THEYS Jacques (2002), « L'approche territoriale du « développement durable », condition d'une prise en compte de sa dimension sociale », Revue électronique Développement Durable et Territoires – 23/09/2002, www.revue-ddt.org/dossier001/D00.
175. TORRES Paul (2002), « Comment l'évaluation peut contribuer à l'apprentissage dans l'aide au développement. », Société Européenne d'Evaluation, 5^{ème} conférence / Séville / 10-12 Octobre 2002, 16 pages.

176. TUI GmbH (1999), « Tourisme européen, nouveaux partenariats pour l'emploi », Groupe de Haut Niveau sur le Tourisme et l'emploi, 27 pages.
177. « Tourism Concern (Winter 2001/Spring 2002), The bulletin of Tourism Concern's Fair Trade in Tourism Network, Issue 3.
178. URBAIN Jean-Didier (2002), cité dans « Le tourisme peut-il être éthique ? », Jean Robert, Terre Sauvage, juillet 2002.
179. VALAYER Dora (1997), « Pour une révolution du tourisme », Le Monde diplomatique juillet 1997.
180. VALAYER Dora (2000), « Le tourisme durable vu du Sud... », Caravane, lettre de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire, n°7, décembre 2000.
181. VALAYER Dora & BOURBOULON Isabelle (2002), dossier Politis du 16.05.2002.
182. VAN DEN HOVE Sybille (2000), « Approches participatives pour la gouvernance en matière de développement durable : une analyse en termes d'effets », cahier du C3ED, 38 pages.
183. VICERIAT Patrick (2003), «Éléments d'appréciation sur la dégradation de la conjoncture économique, et l'impact sur le tourisme et les loisirs », 27/03/2003, site www.afest.org.
184. VIGNA Anne (2003), « Tourisme à tort ou à raison », Ekwo, juin 2003, www.echoway.org/fr/apprenez.htm.
185. WANJOHI Gerald (2000), traducteur dans « Ce que les mots ne disent pas : quelques pistes pour réduire les malentendus interculturels », Edith Sizoo, Editions Charles Leopold Mayer DD 104, 2000, 98 pages.
186. WEINGART Peter (2003), « La fraude scientifique, un mal de plus en plus répandu », interview du sociologue des sciences Peter Weingart, Courier International n°658, du 12 au 18 juin 2003.
187. WILLIAMS Elissa, White Alison & Spenceley Anna (2001), « UCOTA – the Uganda Community Tourism Association : a comparison with NACOBTA », PPT Working Paper n°5, mai 2001, 33 pages.
188. WILKIE David S. & CARPENTER Julia F. (1998), « Le tourisme peut-il aider à financer les aires protégées dans le bassin du Congo ? », soumis à Oryx, août 1998, 28 pages.
189. WTO (OMT) (2003), « Sustainable Development of Ecotourism. A Compilation of Good Practices in SMEs », 307 pages.
190. WWF international (2001), « Lignes directrices pour le développement de l'écotourisme communautaire », WWF international, juillet 2001, 28 pages.
191. WWF international (2001-1), « GATS and Responsible Tourism, Policy Statement », Septembre 2001.

Quelques sites internet utiles

www.kiskeya-alternative.org
www.abm.fr/pratique
www.un.org/esa/sustdev/success.htm,
www.undp.org/seed/pei/index.html,
www.cdr.dk/ssafrika/sscproje.htm,
www.iied.org/pdf/index.html,
www.sdn.undp.org/stories/
www.applysd.enta.net/examples.htm,
www.agora21.org,
www.comité21.org.
www.turismoresponsabile-aitr.it

Paolo Galli e Marcello Notarianni, La sfida dell'Ecoturismo, Novara, De Agostini, 2002

Renzo Garrone, Per un turismo scolastico nuovo e responsabile, Novara, De Agostini, 2002

Annagrazia Laura e Agostino Petrangeli, Viaggiare si può - Turismo e persone disabili, Novara, De Agostini, 2003